

QUE

# LE MONDE

## diplomatie

N° 316 - 27<sup>e</sup> année JUILLET 1980

36 pages - 7 F  
Algérie : 6,00 DA  
Canada : 1,25 \$  
Espagne : 125 p.  
France : 1,00 F  
Grèce : 1,00 dr.  
Italie : 1,00 L.  
Japon : 1,00 ¥  
R.F.A. : 1,00 M.  
Roumanie : 1,00 L.  
Suisse : 1,00 S.  
Tchécoslovaquie : 1,00 Kčs.  
Union soviétique : 1,00 r.  
Yougoslavie : 1,00 D.  
Abonnements : voir tarif page 23  
Publication mensuelle  
5, rue des Halles, 75427 Paris Cedex 05

Le Canada  
le Québec  
et l'Occident  
(Pages 20 et 21.)

### Négligences

Par CLAUDE JULIEN

Il n'est sans doute pas négligeable que l'Europe, même tardivement, ait proclamé — à propos du conflit israélo-arabe, de l'Afghanistan — des principes qu'elle n'a guère les moyens de faire respecter. Il n'est pas négligeable que, de manière assez désordonnée, les Etats-Unis aient bardi contre l'U.R.S.S. une série de réprimandes, ou d'attaques imperméables appliquées, dont il est douteux qu'elles contraindraient Moscou à évacuer l'Afghanistan. Il n'est pas négligeable que les sept nations les plus riches aient une nouvelle fois examiné, sans plus d'illusions que par le passé, ce qu'elles pourraient bien faire dans un monde dont les deux axes — Nord-Sud, Est-Ouest — sont, à l'évidence, gravement déséquilibrés.

Mais il serait impardonnable de se contenter de ces décisions parcelaires, sans commune mesure avec les déséquilibres mondiaux. Décisions parcelaires qui ne peuvent prendre en compte la condition d'être intégrées dans un projet cohérent à l'échelle de la planète. Mais les hommes au pouvoir ont-ils encore un projet ? Ou bien se bornent-ils à réagir à l'occasion qui se présente de marquer un point, soit à l'égard d'une « crise » qu'ils n'avaient pas su prévoir ? Le « pragmatisme » dont ils se targuent ne fait plus illusion, d'autant qu'il ne leur a épargné ni les échecs ni les échecs : le « pragmatisme » n'est efficace qu'inspiré par une grande ambition, un intérêt supérieur ou une candide vision de l'avenir.

AINSI les « crises » s'ajoutent-elles aux « crises », comme se superposent, sans jamais composer un tableau intelligible, des rapports très techniques élaborés par des experts auxquels on n'a d'ailleurs jamais demandé d'avoir une vision globale : Iran, chômage, Afghanistan, criminalité urbaine, émeutes raciales en Afrique du Sud, coût de l'énergie, sous-alimentation et famines, schéma d'insécurité en Corée, guerre commerciale, etc. — beaucoup de bruit et de fureur dans ce monde, mais quel projet ? Quel projet ? Quel projet ?

Tout n'est certes pas logique, mais tout a une signification. Pendant près de trente ans, les analyses de la situation mondiale ont été subordonnées aux relations Est-Ouest en Europe, alors que les plus grands bouleversements se produisaient en Afrique, en Asie, en Amérique latine. Et il faut attendre l'augmentation des prix du pétrole pour suggérer l'idée d'un dialogue Nord-Sud, aux bien maigres résultats. Grève négligence, on oublie alors que les notions démocratiques et capitalistes, qui s'appellent Nord dans leurs relations avec les pays sous-développés, se nomment Ouest dans leurs rapports avec le camp socialiste, et qu'en fait il n'y a pas et il n'y a jamais eu deux dialogues simultanés — Est-Ouest d'un côté, Nord-Sud de l'autre — mais un seul jeu d'offensive triangulaire entre l'Est, l'Ouest et le Sud.

PAR les méfaits d'un européocentrisme auquel les Etats-Unis eux-mêmes n'ont pas échappé, la perception du monde contemporain a été déformée, et elle le demeure alors que la compétition Est-Ouest-Sud a montré quels profits l'U.R.S.S. pouvait en tirer dans les ex-colonies portugaises, en Ethiopie, en Afghanistan, en Indochine, etc. Il n'est pas négligeable d'organiser économiquement l'Europe et de renforcer son potentiel stratégique, mais cela risque de rester assez vain si, en même temps, on ne prend pas à bras-le-corps les problèmes de ces pays qui risquent d'être l'Afghanistan de demain.

Européocentrisme ? C'est justement à l'Europe qu'il appartient de s'armer d'abord à cette contre-voix pour mieux apprécier sa place et son rôle dans l'univers qui l'environne et qui conditions son destin. Surtout d'elle-même, dépassant ses propres horizons pour mieux observer, elle aurait une chance d'assurer sa propre sécurité et de venir à bout de ses querelles internes — sans se donner le ridicule de gestes irritants, gratuits, négligeables.

A NOS LECTEURS. — Réunie le 1<sup>er</sup> juin, la Société des rédacteurs du Monde a élu Claude Julien comme candidat à la succession de Jacques Faurat, directeur du Monde. A une date qui n'est pas encore fixée, le S.A.R.L. le Monde se prononcera à son tour. En tout état de cause, le mandat de Jacques Faurat n'expirera que le 31 décembre 1982. Pour l'instant, Claude Julien conserve ses fonctions de rédacteur en chef du Monde diplomatique.

### FIN D'UN « COMPROMIS » EN ITALIE

Les élections régionales du 8 juin en Italie ont bouclé un cycle politique ouvert, en 1975, avec l'imposante victoire de la gauche — des communistes en particulier — dans des élections de même nature. Il y a cinq ans, on avait pu croire que le système du « faux bipartisme », en vertu duquel la démocratie chrétienne se maintenait au pouvoir depuis plus de trente ans, allait enfin céder au principe de l'alternance. Malgré une apparente instabilité, malgré la scissure et la corruption au cœur des institutions, la gauche se voyait en effet condamnée à un rôle d'opposition.

confirmée par les élections générales de 1976, pour se lancer dans une politique de collaboration avec la D.C. dite de « compromis historique ». Le choix, de compromis en compromissions, s'est révélé périlleux. La déstabilisation succède à l'espoir. Le 8 juin, cinq millions d'électeurs (sur quarante-trois millions) se sont abstenus ; deux millions d'autres ont voté blanc ou nul. Le gouvernement démocrate chrétien de M. Cossiga s'appuie sur les socialistes, et le P.C.I. est retourné à l'opposition. Le pays retombe dans le schéma du « monopartisme imparfait » dont parle ci-dessous Giorgio Galli (voir aussi pages 3 à 8 « l'Italie des miracles et des crises »).

Mais le P.C.I. décide d'utiliser la victoire de 1975,

### L'Etat d'un seul parti

Par GIORGIO GALLI \*

EN Italie, la démocratie chrétienne (D.C.) dirige le gouvernement depuis la fin de la deuxième guerre mondiale en 1945. Depuis trente-cinq ans, sans interruption, c'est un fait unique dans les démocraties occidentales. Autre particularité, aucun autre système politique occidental ne tient un parti à l'écart du gouvernement et le représente dans l'espace d'une vingtaine d'années, c'est la preuve d'une stabilité certaine et cela coïncide avec la faiblesse des déplacements de voix en Italie. Or, aux élections de 1976 et 1979 l'ensemble de la gauche avait eu près de 40 % des voix, marquant, de manière significative, un net progrès par rapport au début des années 70 (elle avait remporté 40 % des suffrages aux élections de 1973). Les partis de gauche (1) ont en effet atteint un sommet en 1976 (46,7 % des voix) ; ils obtiennent encore 46 % l'an dernier (le déclassement du P.C.I. fut, en effet, presque complètement compensé par le succès du parti radical, qui recueillit 3,5 % des suffrages).

Mouvement social italien, M.S.I.) obtint alors 40,7 % des voix contre 59,3 % au front favorable au divorce (qui allait du parti libéral italien — P.L.I. — aux groupes d'extrême gauche).

Il faut également se rappeler que lors des élections régionales générales de 1975, dans les régions de statut ordinaire, le P.C.I. avait obtenu 23 % des voix contre 35 % à la D.C. ; la réduction à 2 points de l'écart, entre les deux principaux partis (qui jusqu'alors avaient toujours été au moins d'une douzaine de points) provoqua une telle sensation que l'on put même imaginer qu'aux élections législatives de l'année suivante (1976) le P.C.I. pourrait carrément dépasser la D.C. (on parla alors du possible « sorpasso », le « dépassement »).

Paradoxalement, cette situation tourna à l'avantage de la D.C. en 1978. En fait de « dépassement », c'est elle qui se maintint en tête, avec plus de 4 points d'avance sur le P.C.I. (54,5 % contre 50,5 %), ce qui permit aux dirigeants démocrates chrétiens de se proclamer une nouvelle fois les vrais vainqueurs des élections, le parti ayant confirmé sa majorité relative.

Ces données font la spécificité du système politique italien, où l'on voit un parti — la D.C. — diriger le gouvernement en permanence depuis trente-cinq ans et un autre — le P.C.I. — rester en permanence dans l'opposition, malgré une substantielle progression électorale (de 19 % aux premières élections de l'après-guerre en 1946, jusqu'aux pourcentages de 1976 et 1979, déjà cités). Déjà, au milieu des années 60 alors qu'il fonctionnait depuis moins d'un quart de siècle, ce système pouvait déjà être défini comme un « bipartisme imparfait » (des deux partis dominants, la D.C. et le P.C.I. l'un est toujours au gouvernement, l'autre toujours dans l'opposition). On crut que ce allait changer au milieu des années 70 lorsque, à la manifestation électorale de la D.C. correspondit une notable progression des suffrages accordés à la gauche, en particulier au P.C.I. La D.C. est,

### Le jeu des coalitions

CEPENDANT, en démocratie parlementaire, la majorité relative n'est décisive que si elle facilite le rassemblement d'une majorité absolue qui soutient le gouvernement. Pour prendre des exemples récents en Europe, la majorité relative n'avait suffi ni à la D.C. allemande (C.D.U.-C.S.U.) en 1966 pour battre la coalition des socialistes et des libéraux, ni au parti social-démocrate suédois pour enlever en 1979 la majorité (d'un siège) à la coalition conservatrice.

C'est justement cette capacité de rassembler autour d'elle des coalitions lui assurant une majorité absolue qui soutient le gouvernement. Pour prendre des exemples récents en Europe, la majorité relative n'avait suffi ni à la D.C. allemande (C.D.U.-C.S.U.) en 1966 pour battre la coalition des socialistes et des libéraux, ni au parti social-démocrate suédois pour enlever en 1979 la majorité (d'un siège) à la coalition conservatrice.

C'est justement cette capacité de rassembler autour d'elle des coalitions lui assurant une majorité absolue qui soutient le gouvernement. Pour prendre des exemples récents en Europe, la majorité relative n'avait suffi ni à la D.C. allemande (C.D.U.-C.S.U.) en 1966 pour battre la coalition des socialistes et des libéraux, ni au parti social-démocrate suédois pour enlever en 1979 la majorité (d'un siège) à la coalition conservatrice.

### Tradition d'hégémonie régionale, intérêts économiques

## L'U.R.S.S. et la révolution iranienne

Par AHMAD FAROUGHY

Les sanctions économiques décrétées par l'Occident incitent l'Iran à diversifier ses partenaires commerciaux. Avec l'U.R.S.S., un protocole de coopération économique a été signé le 20 juin à Moscou. Toutefois, un rapprochement politique entre Téhéran et Moscou paraît difficilement réalisable : entre les subagissements idéologiques entre les deux régimes, il faut aussi compter avec le poids de l'histoire.

de cette révolution qui a mis fin à un régime despotique et d'oppression qui avait fait de l'Iran un objet d'exploitation et une base d'appui de l'impérialisme étranger (2). Désormais le ton est donné : la presse du parti ne manque pas une occasion de dénoncer les « manœuvres de l'impérialisme américain » en Iran et les responsables soviétiques de déclarer qu'ils offrent leur soutien aux gouvernements islamiques dans leur combat contre les Etats-Unis. Mais en vain : les déclarations de Moscou ne sont que rarement citées dans les grands organes d'information iraniens — et c'est dans la presse du parti Toudéh (communiste prosoviétique) — et l'appui qui leur est offert est accompagné par les nouvelles autorités de Téhéran avec une franche hostilité.

TOUT au long de l'année 1978, alors que l'irrésistible montée des forces révolutionnaires menaçait de balayer le régime Pahlavi, le Kremlin observe un silence prudent sur les graves événements qui se déroulent sur son flanc sud. Pour sa part, la presse soviétique ne manque pas de relever les remarques anti-communistes de l'ayatollah Khomeiny et traite généralement du rôle de ce dernier au sein de l'opposition avec une extrême réserve.

(1) Voir l'éditorial de Vsevolod Orshnikov dans la Pravda du 21 janvier 1979.  
(2) Agence Presse Novosti, 2 mars 1979.

toriale tsariste en Asie centrale s'était immédiatement heurtée à une vive réaction militaire des monarches Kadjjar, car elle se faisait aux dépens des territoires sous leur suzeraineté. Mais la résistance iranienne fut vaincue. Valant en 1813, Fath Ali chah Kadjjar fut contraint de signer le traité de Golestan officialisant l'annexion par Alexandre I<sup>er</sup> de la Géorgie, ainsi que de villes importantes telles Gendjé, Chirvan, Darband et Bakou. En 1806, une seconde guerre se termina par le traité de Turkmenchay qui amputa l'empire du chah de toutes ses possessions au nord de l'Iraks, c'est-à-dire l'Arménie et l'Azerbaïdjan septentrional.

A partir de 1870, les Russes exigèrent de l'Iran l'abandon d'importantes concessions commerciales — pêcheries de la Caspienne, réseaux télégraphiques, chemins de fer, etc. — notamment le droit d'établir la Banque d'escompte de Perse, dont les prêts à certains membres influents de la famille impériale et aux ministres permettaient de créer un contrepoint des plus efficaces au lobby anglais. Certes, les concessions obtenues par Londres durant cette période étaient d'importance égale à celles détenues par Saint-Petersbourg, en particulier la création de l'Imperial Bank of Persia, qui — à l'instar de la Banque d'escompte — prêtait aux princes, ministres et aux puissants chefs de tribus anglophiles du Sud.

### HOTEL COLBERT DE VILLACERF

A DEUX PAS DE LA PLACE DES VOSGES

Une rénovation de grande qualité. Une façade classée, 47 appartements luxueux, de la chambre individuelle au 5 pièces duplex, terrasses. Bureau de vente et appartement d'essai démontrent sur place du mardi au samedi de 14 h à 19 h, 23, rue de Valenciennes, Paris 4<sup>e</sup> TEL : 272-21.97

5, rue de Chauli Paris 9<sup>e</sup> - 281.86.31

PAGE 19 : GÉNÉRAL...  
PAGE 20 : ...  
PAGE 21 & 22 : ...  
PAGE 23 & 24 : ...  
PAGE 25 & 26 : ...  
PAGE 27 & 28 : ...  
PAGE 29 & 30 : ...



# Au Portugal, les divisions de l'armée accentuent la bipolarisation politique

Par ALAIN ECHEGUT

La commission nationale du parti socialiste, réunie le 10 mai à Lisbonne, a décidé d'appuyer la candidature du général Eanes, actuel chef de l'Etat, aux élections présidentielles de décembre prochain. De son côté, la coalition gouvernementale Alliance démocratique a choisi un militaire de droite, le général Soares Carneiro. Cette division des forces armées peut avoir des conséquences dramatiques pour la démocratie.

L'ENTREE des militaires conservateurs dans le jeu électoral vise incontestablement à accentuer la bipolarisation de la vie politique. Cette décision s'inscrit dans la logique du projet mis en pratique par la droite au lendemain de son succès électoral de décembre 1976 (1). Un projet qui tend ni plus ni moins à restaurer l'ancien régime salazariste balayé le 25 avril 1974 par les jeunes capitaines du Mouvement des forces armées (M.F.A.).

Dès son installation, le 3 janvier 1980, le système gouvernemental constitutionnel, présidé par M. Sá Carneiro, montre qu'il est déterminé à rompre avec le passé révolutionnaire. La coalition de droite dispose en effet d'un défilé très court (seul mois) pour réaliser son programme et convoquer son électoral. En octobre, de nouvelles élections législatives désigneront un Parlement qui aura pour principale mission de réviser la Constitution. L'enjeu est donc de taille. Mais, déjà, à mi-parcours, M. Sá Carneiro présente un bilan peu flatteur pour le régime démocratique.

Sur le plan intérieur tout d'abord. La première décision du gouvernement est de suspendre les mesures économiques et sociales décidées par le

cinquième gouvernement de Mme Pintassilgo. Une soixantaine de décrets-lois sont ainsi renvoyés, pour un nouvel examen, à l'Assemblée de la République. Conséquence ? Le Parlement se trouve bloqué par un long travail législatif. Ce subterfuge laisse le champ libre au premier ministre pour déclencher une campagne de représailles contre l'opposition de gauche. Première victime : Mme Pintassilgo, qui ne retrouve pas son poste d'ambassadrice auprès de l'UNESCO à Paris. Mais le général Eanes refuse de nommer quelqu'un d'autre à sa place. De son côté, le lieutenant-colonel Melo Antunes, candidat au poste de secrétaire général adjoint des Nations unies, chargé de la science et de la technologie, est contraint de se démettre, en dépit du soutien que lui apporte M. Weltheim. Le président de la République n'est pas, lui non plus, épargné. Ainsi, un message que lui a envoyé le président Carter est purement et simplement « détourné » par le ministre. C'est dans les colonnes de l'hebdomadaire progressiste *Expresso* que le chef de l'Etat prendra connaissance de l'existence de ce document.

Les représailles n'épargnent pas non plus la presse. Le 8 février, tous les conseils d'administration des entreprises d'information étatisées sont modifiés. De nouveaux présidents sont nommés à la tête de la radio, de la télévision et de trois grands quotidiens de la capitale.

Un échec cependant pour M. Sá Carneiro : la coalition de droite se divise au Parlement sur le projet de révision de la loi électorale. Un projet qui vise à augmenter le nombre des députés élus par l'émigration et les îles (Açores et Madère), car cet électoral est favorable à la coalition Alliance démocratique. Cependant, le général Eanes peut encore opposer son veto.

## La dénationalisation de l'économie

AU plan économique, M. Sá Carneiro bénéficie d'une situation plus favorable que ses prédécesseurs. En 1979, le balance des paiements courants a enregistré un excédent de 100 millions de dollars, alors que, depuis la révolution d'avril, elle avait été déficitaire chaque année d'environ 1 milliard. Ce retournement provient d'une sensible poussée des exportations (+ 30 % en volume l'an passé), mais surtout d'une forte augmentation des transferts de fonds (4,4 milliards de dollars, soit une hausse de 50 % en provenance des émigrés, qui avaient jusqu'à présent retenu leurs envois, et aussi d'un accroissement des devises touristiques (1 milliard au lieu de 430 millions de dollars en 1978). Résultat : les réserves en or - 700 tonnes environ - sont supérieures à la dette extérieure évaluée à quelque 6 milliards de dollars (2). Mais ce rétablissement de l'économie s'accompagne d'une forte inflation (24 %), d'une baisse du pouvoir d'achat de la population, les salaires réels ont diminué de 16 % de 1977 à 1979 et frappent surtout les classes moyennes (3), et d'un taux de chômage qui représente 10 % de la population active (4).

Le 30 avril, le gouvernement a présenté aux députés son projet de budget pour 1980, qui prévoit - surprise - un déficit de 2 milliards 800 millions de dollars. Le plus lourd depuis le début de la révolution. Pour le ministre de l'économie et des finances, M. Cavaco Silva, « le taux d'inflation ne dépassera pas cette année 20 % ». Et si les salaires progressent à un rythme plus lent, le niveau de vie de la population sera préservé grâce à la diminution des impôts et à l'augmentation des pensions. Les investissements s'accroîtront de 6 % par rapport à l'an passé, tandis que le déficit de la ba-

lance des transactions courantes se montera à 800 millions de dollars. Bref, pour le gouvernement, ce déficit serait dû à la conjonction de deux facteurs : la crise internationale qui risque de provoquer une baisse très sensible dans les envois de fonds des émigrés, ainsi que dans les recettes du tourisme ; l'élévation du prix du pétrole qui entraîne pour le pays une surcharge d'un milliard de dollars.

Pour l'opposition de gauche, ce budget est « démagogique ». Socialistes et communistes font remarquer que seuls les impôts directs seront réduits, ce dont bénéficieront seulement les catégories socioprofessionnelles les plus privilégiées. En revanche, les impôts indirects, qui touchent l'ensemble de la population, enregistreront une hausse très sensible. Au total, les recettes fiscales passeront de 4 880 millions de dollars en 1979 à 5 800 millions en 1980. Elles représenteront 27,8 % du revenu national contre 24,6 % l'année précédente. Les partis d'opposition critiquent aussi la répartition des dépenses publiques qui, selon eux, favorise des secteurs non productifs, comme les forces armées dont le budget, en termes réels, augmente de 4 %, au détriment des entreprises publiques dont les subventions sont substantiellement diminuées. Enfin, la gauche accuse le gouvernement d'avoir manipulé les chiffres. Pour un député socialiste, M. Cavinho, « le déficit de la balance des transactions courantes a déjà atteint, à la fin du premier trimestre de 1980, le sommet de 500 millions de dollars ». La situation n'est pas redressée. Le Portugal pourrait, en décembre prochain, avoir un déficit supérieur à celui de 1971, qui a obligé le gouvernement à suspendre les investissements étrangers dans des circonstances difficiles un accord avec le F.M.I.

## Recul des conquêtes sociales

CETTE nouvelle détérioration de la situation s'accompagne d'une remise en cause des acquis économiques de la révolution.

Premier dossier : le secteur autogéré. Lancé en mai 1974, le mouvement autogestionnaire n'a jamais reçu de reconnaissance officielle. Les entreprises autogérées (coopératives ou autres) sont donc le plus souvent en infraction avec la législation, notamment fiscale. Actuellement, il existe 937 entreprises de ce type, réparties dans différents secteurs. Leur effectif moyen est de 52 personnes et seulement trois d'entre elles ont plus de 400 salariés. Au total, 46 000 travailleurs sont concernés par l'autogestion. Or, suivant un rapport du ministère de l'économie et des finances, le déficit moyen des entreprises est de l'ordre de 360 000 F pour un chiffre d'affaires moyen de 1 450 000 F. Elles se sont toutes lourdement endettées, le principal créancier étant le secteur public. Le rapport estime que 80 % de ces affaires ne sont pas viables. Il suggère donc de mettre de l'ordre dans ce secteur en pénalisant les entreprises en situation irrégulière.

Second dossier : la délimitation du secteur privé et du secteur public. Dans son programme électoral la coalition Alliance démocratique prévoit le retour au secteur privé de certains domaines-clés de l'économie. En particulier : les banques, les assurances, la production d'énergie et de ciment, la pétrochimie, la sidérurgie, l'armement. En dénationalisant très rapidement (sans attendre la révision de la Constitu-

tion), le gouvernement de M. Sá Carneiro espère soulager les finances de l'Etat et surtout attirer l'investissement étranger. Ce dernier est, en effet, parmi les plus faibles d'Europe (moins de 10 % de la production industrielle, moins de 5 % de la population active), le total cumulé - 600 millions de dollars - ne représentant, en comparaison, qu'une année d'entrée de capital en Espagne. Trois raisons expliquent cette situation : l'instabilité politique, un code des investissements rigoureux (mais qui a été récemment assoupli) et la fermeté de certains gouvernements de la révolution. Mme Pintassilgo rappelle : « Pendant mon gouvernement, j'ai négocié deux projets : l'installation par la firme Ford d'une importante chaîne de montage près de Lisbonne, et le rachat par la firme I.T.T. d'entreprises portugaises. Les deux sociétés américaines posaient trois conditions : un emprunt auprès de la banque portugaise qui dépassait largement les prêts accordés généralement aux entreprises nationales, un délai de dix ans pour rembourser la Sécurité sociale, le droit de licencier les travailleurs sans condition. J'ai refusé de poursuivre cette négociation. »

Finalement, le projet gouvernemental de dénationalisation a été refusé à trois reprises par le Conseil de la révolution pour « inconstitutionnalité ».

Troisième dossier : la réforme agraire. La loi de juillet 1975 avait entériné la situation suivante : 1,3 million d'hectares exploités par 500 coopératives et unités collectives de production regroupant plus de

50 000 travailleurs. Elle fixait aussi les limites des exploitations privées à 50 000 points, ce qui correspondait au revenu moyen d'environ 30 hectares de terres irriguées ou de 350 hectares non irrigués. Aux anciens propriétaires était donnée la possibilité de réclamer une « réserve » dans les limites déterminées par la loi.

En 1977, sous l'impulsion des socialistes, une nouvelle loi était votée : la « loi Barreto » (5). Celle-ci fixait les limites des exploitations privées et des « réserves » à 70 000 points. Limite théorique, car un système de majoration de la superficie de la terre de la famille donne aux agriculteurs privés la possibilité d'exiger une parcelle de terrain supplémentaire et d'atteindre ainsi les 100 000 points. La nouvelle loi permettait enfin aux différents membres d'une même famille de revendiquer chacun sa « réserve ». Il suffit pour cela de justifier sa qualité d'agriculteur.

Ainsi, le rythme des restitutions de « réserves » a varié avec les différents

## Évolution vers l'atlantisme

L'AGITATION sociale tend d'ailleurs à gagner tous les secteurs. Une grève générale a paralysé le pays deux jours et perturbe le fonctionnement de l'économie. Ce mouvement social confirme l'audience de la Confédération générale des travailleurs portugais (C.G.T.P.-Intersyndicale). Son congrès du mois de mars marque d'ailleurs un tournant politique important. Sur trente-trois membres du nouveau secrétariat, quinze se déclarent du P.S. et des différentes organisations de la gauche non communiste (les autres membres étant des militants communistes). Lors d'un récent voyage à Lisbonne, le secrétaire général de la C.G.T.P., M. Edmundo Martins, déclare : « La C.G.T.P. démontre dans son action quotidienne qu'elle est le seul organisme représentatif du mouvement syndical au Portugal ». Le leader de la C.G.T.P. confirme le peu de crédibilité du syndicat Union générale des travailleurs (U.G.T.) créé par la direction du P.S. et le soutien financier du S.P.D. allemand (7).

Au plan de la politique extérieure, le changement est tout aussi radical. Le 18 janvier au Parlement, le vice-ministre des affaires étrangères, M. Freitas do Amaral (8), dresse un violent réquisitoire contre la politique suivie par ses prédécesseurs. Considérant l'adhésion du Portugal au Marché commun comme « l'élément prioritaire », il se propose de supprimer dans la diplomatie de Lisbonne « toutes les traces de tiers-mondisme et de non-alignement » ainsi que « toutes réserves d'égard de nos engagements avec l'alliance atlantique ». Dix jours plus tard, au Conseil de l'Europe à Strasbourg, M. Freitas do Amaral déclare à propos de « Le Portugal mènera une politique extérieure claire et sans ambiguïté, en la définissant fermement en fonction des intérêts qui sont le reflet de son histoire, de sa culture et de sa position géographique : un pays européen, un pays de l'Occident, un pays atlantique ».

## La course à la présidence

MAIS le rapprochement entre Lisbonne et Madrid a aussi des raisons plus pragmatiques. En reconnaissant (sous le gouvernement Soares) l'Etat d'Israël, le Portugal se trouve privé de relations privilégiées avec le monde arabe. Le gouvernement Pintassilgo avait eu de la peine à négocier dans des circonstances difficiles un accord avec le F.M.I.

Devant la politique du gouvernement de M. Sá Carneiro, l'armée réagit. Ainsi, le 31 janvier, un millier de soldats se sont réunis pour manifester leur attachement à la révolution. Mais, surtout, les cérémonies du régime fasciste sont l'occasion pour les militaires progressistes d'une véritable démonstration de force dans tout le pays. A Lisbonne, deux mille soldats, mille cinq cents officiers du cadre permanent et quatre cents militaires participent aux manifestations du 25 avril. Et ils ont décidé de regrouper au sein d'un organisme le M.F.A. (Mouvement unitaire des forces armées), qui rassemble en quelque sorte le « mouvement des capitaines ».

Mais la défense de la révolution passe aussi par la réorganisation de la gauche non communiste. Le chef de file des militaires progressistes, le lieutenant-colonel Melo Antunes, explique : « La gauche reste majoritaire dans le pays puisqu'elle a obtenu 230 000 voix de plus que la coalition de droite aux dernières élections. Son échec provient, entre autres raisons, d'une trop grande dispersion des voix en direction des petites formations ». L'idée de rassembler tous les partis de la gauche non communiste dans une large coalition, le front

gouvernement. Très accentué pendant le quatrième gouvernement de M. Mota Pinto (8), il a connu un net ralentissement avec le cinquième gouvernement de Mme Pintassilgo. Par contre, depuis l'investiture de M. Sá Carneiro, près de 250 000 hectares ont déjà été restitués. Plusieurs familles ont réussi à reprendre la presque totalité de leurs anciens domaines de 4 000 à 5 000 hectares. Pour le lieutenant-colonel Melo Antunes, « on assiste actuellement à la reconstitution du système des latifundistes qui a été détruit par la révolution ».

Cette politique est à l'origine de violents incidents dans la zone de la réforme agraire, en Alentejo. Et des affrontements plus graves ne sont pas à exclure si le gouvernement maintient sa position. Le secrétaire général du parti communiste, M. Álvaro Cunhal, devant les ouvriers des exploitations agricoles, le 9 mars, a déclaré : « L'expérience montre jour après jour que la révolution portugaise a été trop généreuse pour les grands propriétaires fonciers ». Et le leader du P.C. a invité les travailleurs à récupérer les terres qui, selon lui, ont été illégalement remises aux anciens propriétaires.

La brutale tension qui intervient sur la scène internationale avec l'invasion de l'Afghanistan est l'occasion pour le gouvernement portugais d'affirmer sa nouvelle politique. M. Sá Carneiro souligne : « Mon gouvernement a été le premier à rappeler son ambassadeur à Moscou pour consultation. Nous avons pris des mesures concrètes en dénonçant notamment l'accord culturel liant le Portugal à l'Union soviétique » (9). Et tout naturellement au mois d'avril, le Portugal répond favorablement à la demande du président Carter de rompre toutes les relations avec l'Iran. Une décision qui se traduit pour l'économie par une perte estimée à 30 millions de dollars (10). Dernier exemple significatif : l'utilisation de la base militaire de Lajes, aux Açores, par l'aviation américaine. C'est ainsi que le 23 avril - deux jours avant le raid manqué sur Téhéran - douze avions C-130, en provenance des Etats-Unis, font une escale technique aux Açores avant de s'envoler vers l'Egypte (11). Cette attitude du gouvernement portugais répond favorablement à la demande du président Carter de rompre toutes les relations avec l'Iran. Une décision qui se traduit pour l'économie par une perte estimée à 30 millions de dollars (10). Dernier exemple significatif : l'utilisation de la base militaire de Lajes, aux Açores, par l'aviation américaine. C'est ainsi que le 23 avril - deux jours avant le raid manqué sur Téhéran - douze avions C-130, en provenance des Etats-Unis, font une escale technique aux Açores avant de s'envoler vers l'Egypte (11). Cette attitude du gouvernement portugais répond favorablement à la demande du président Carter de rompre toutes les relations avec l'Iran. Une décision qui se traduit pour l'économie par une perte estimée à 30 millions de dollars (10). Dernier exemple significatif : l'utilisation de la base militaire de Lajes, aux Açores, par l'aviation américaine. C'est ainsi que le 23 avril - deux jours avant le raid manqué sur Téhéran - douze avions C-130, en provenance des Etats-Unis, font une escale technique aux Açores avant de s'envoler vers l'Egypte (11). Cette attitude du gouvernement portugais répond favorablement à la demande du président Carter de rompre toutes les relations avec l'Iran. Une décision qui se traduit pour l'économie par une perte estimée à 30 millions de dollars (10). Dernier exemple significatif : l'utilisation de la base militaire de Lajes, aux Açores, par l'aviation américaine. C'est ainsi que le 23 avril - deux jours avant le raid manqué sur Téhéran - douze avions C-130, en provenance des Etats-Unis, font une escale technique aux Açores avant de s'envoler vers l'Egypte (11). Cette attitude du gouvernement portugais répond favorablement à la demande du président Carter de rompre toutes les relations avec l'Iran. Une décision qui se traduit pour l'économie par une perte estimée à 30 millions de dollars (10). Dernier exemple significatif : l'utilisation de la base militaire de Lajes, aux Açores, par l'aviation américaine. C'est ainsi que le 23 avril - deux jours avant le raid manqué sur Téhéran - douze avions C-130, en provenance des Etats-Unis, font une escale technique aux Açores avant de s'envoler vers l'Egypte (11). Cette attitude du gouvernement portugais répond favorablement à la demande du président Carter de rompre toutes les relations avec l'Iran. Une décision qui se traduit pour l'économie par une perte estimée à 30 millions de dollars (10). Dernier exemple significatif : l'utilisation de la base militaire de Lajes, aux Açores, par l'aviation américaine. C'est ainsi que le 23 avril - deux jours avant le raid manqué sur Téhéran - douze avions C-130, en provenance des Etats-Unis, font une escale technique aux Açores avant de s'envoler vers l'Egypte (11). Cette attitude du gouvernement portugais répond favorablement à la demande du président Carter de rompre toutes les relations avec l'Iran. Une décision qui se traduit pour l'économie par une perte estimée à 30 millions de dollars (10). Dernier exemple significatif : l'utilisation de la base militaire de Lajes, aux Açores, par l'aviation américaine. C'est ainsi que le 23 avril - deux jours avant le raid manqué sur Téhéran - douze avions C-130, en provenance des Etats-Unis, font une escale technique aux Açores avant de s'envoler vers l'Egypte (11). Cette attitude du gouvernement portugais répond favorablement à la demande du président Carter de rompre toutes les relations avec l'Iran. Une décision qui se traduit pour l'économie par une perte estimée à 30 millions de dollars (10). Dernier exemple significatif : l'utilisation de la base militaire de Lajes, aux Açores, par l'aviation américaine. C'est ainsi que le 23 avril - deux jours avant le raid manqué sur Téhéran - douze avions C-130, en provenance des Etats-Unis, font une escale technique aux Açores avant de s'envoler vers l'Egypte (11). Cette attitude du gouvernement portugais répond favorablement à la demande du président Carter de rompre toutes les relations avec l'Iran. Une décision qui se traduit pour l'économie par une perte estimée à 30 millions de dollars (10). Dernier exemple significatif : l'utilisation de la base militaire de Lajes, aux Açores, par l'aviation américaine. C'est ainsi que le 23 avril - deux jours avant le raid manqué sur Téhéran - douze avions C-130, en provenance des Etats-Unis, font une escale technique aux Açores avant de s'envoler vers l'Egypte (11). Cette attitude du gouvernement portugais répond favorablement à la demande du président Carter de rompre toutes les relations avec l'Iran. Une décision qui se traduit pour l'économie par une perte estimée à 30 millions de dollars (10). Dernier exemple significatif : l'utilisation de la base militaire de Lajes, aux Açores, par l'aviation américaine. C'est ainsi que le 23 avril - deux jours avant le raid manqué sur Téhéran - douze avions C-130, en provenance des Etats-Unis, font une escale technique aux Açores avant de s'envoler vers l'Egypte (11). Cette attitude du gouvernement portugais répond favorablement à la demande du président Carter de rompre toutes les relations avec l'Iran. Une décision qui se traduit pour l'économie par une perte estimée à 30 millions de dollars (10). Dernier exemple significatif : l'utilisation de la base militaire de Lajes, aux Açores, par l'aviation américaine. C'est ainsi que le 23 avril - deux jours avant le raid manqué sur Téhéran - douze avions C-130, en provenance des Etats-Unis, font une escale technique aux Açores avant de s'envoler vers l'Egypte (11). Cette attitude du gouvernement portugais répond favorablement à la demande du président Carter de rompre toutes les relations avec l'Iran. Une décision qui se traduit pour l'économie par une perte estimée à 30 millions de dollars (10). Dernier exemple significatif : l'utilisation de la base militaire de Lajes, aux Açores, par l'aviation américaine. C'est ainsi que le 23 avril - deux jours avant le raid manqué sur Téhéran - douze avions C-130, en provenance des Etats-Unis, font une escale technique aux Açores avant de s'envoler vers l'Egypte (11). Cette attitude du gouvernement portugais répond favorablement à la demande du président Carter de rompre toutes les relations avec l'Iran. Une décision qui se traduit pour l'économie par une perte estimée à 30 millions de dollars (10). Dernier exemple significatif : l'utilisation de la base militaire de Lajes, aux Açores, par l'aviation américaine. C'est ainsi que le 23 avril - deux jours avant le raid manqué sur Téhéran - douze avions C-130, en provenance des Etats-Unis, font une escale technique aux Açores avant de s'envoler vers l'Egypte (11). Cette attitude du gouvernement portugais répond favorablement à la demande du président Carter de rompre toutes les relations avec l'Iran. Une décision qui se traduit pour l'économie par une perte estimée à 30 millions de dollars (10). Dernier exemple significatif : l'utilisation de la base militaire de Lajes, aux Açores, par l'aviation américaine. C'est ainsi que le 23 avril - deux jours avant le raid manqué sur Téhéran - douze avions C-130, en provenance des Etats-Unis, font une escale technique aux Açores avant de s'envoler vers l'Egypte (11). Cette attitude du gouvernement portugais répond favorablement à la demande du président Carter de rompre toutes les relations avec l'Iran. Une décision qui se traduit pour l'économie par une perte estimée à 30 millions de dollars (10). Dernier exemple significatif : l'utilisation de la base militaire de Lajes, aux Açores, par l'aviation américaine. C'est ainsi que le 23 avril - deux jours avant le raid manqué sur Téhéran - douze avions C-130, en provenance des Etats-Unis, font une escale technique aux Açores avant de s'envoler vers l'Egypte (11). Cette attitude du gouvernement portugais répond favorablement à la demande du président Carter de rompre toutes les relations avec l'Iran. Une décision qui se traduit pour l'économie par une perte estimée à 30 millions de dollars (10). Dernier exemple significatif : l'utilisation de la base militaire de Lajes, aux Açores, par l'aviation américaine. C'est ainsi que le 23 avril - deux jours avant le raid manqué sur Téhéran - douze avions C-130, en provenance des Etats-Unis, font une escale technique aux Açores avant de s'envoler vers l'Egypte (11). Cette attitude du gouvernement portugais répond favorablement à la demande du président Carter de rompre toutes les relations avec l'Iran. Une décision qui se traduit pour l'économie par une perte estimée à 30 millions de dollars (10). Dernier exemple significatif : l'utilisation de la base militaire de Lajes, aux Açores, par l'aviation américaine. C'est ainsi que le 23 avril - deux jours avant le raid manqué sur Téhéran - douze avions C-130, en provenance des Etats-Unis, font une escale technique aux Açores avant de s'envoler vers l'Egypte (11). Cette attitude du gouvernement portugais répond favorablement à la demande du président Carter de rompre toutes les relations avec l'Iran. Une décision qui se traduit pour l'économie par une perte estimée à 30 millions de dollars (10). Dernier exemple significatif : l'utilisation de la base militaire de Lajes, aux Açores, par l'aviation américaine. C'est ainsi que le 23 avril - deux jours avant le raid manqué sur Téhéran - douze avions C-130, en provenance des Etats-Unis, font une escale technique aux Açores avant de s'envoler vers l'Egypte (11). Cette attitude du gouvernement portugais répond favorablement à la demande du président Carter de rompre toutes les relations avec l'Iran. Une décision qui se traduit pour l'économie par une perte estimée à 30 millions de dollars (10). Dernier exemple significatif : l'utilisation de la base militaire de Lajes, aux Açores, par l'aviation américaine. C'est ainsi que le 23 avril - deux jours avant le raid manqué sur Téhéran - douze avions C-130, en provenance des Etats-Unis, font une escale technique aux Açores avant de s'envoler vers l'Egypte (11). Cette attitude du gouvernement portugais répond favorablement à la demande du président Carter de rompre toutes les relations avec l'Iran. Une décision qui se traduit pour l'économie par une perte estimée à 30 millions de dollars (10). Dernier exemple significatif : l'utilisation de la base militaire de Lajes, aux Açores, par l'aviation américaine. C'est ainsi que le 23 avril - deux jours avant le raid manqué sur Téhéran - douze avions C-130, en provenance des Etats-Unis, font une escale technique aux Açores avant de s'envoler vers l'Egypte (11). Cette attitude du gouvernement portugais répond favorablement à la demande du président Carter de rompre toutes les relations avec l'Iran. Une décision qui se traduit pour l'économie par une perte estimée à 30 millions de dollars (10). Dernier exemple significatif : l'utilisation de la base militaire de Lajes, aux Açores, par l'aviation américaine. C'est ainsi que le 23 avril - deux jours avant le raid manqué sur Téhéran - douze avions C-130, en provenance des Etats-Unis, font une escale technique aux Açores avant de s'envoler vers l'Egypte (11). Cette attitude du gouvernement portugais répond favorablement à la demande du président Carter de rompre toutes les relations avec l'Iran. Une décision qui se traduit pour l'économie par une perte estimée à 30 millions de dollars (10). Dernier exemple significatif : l'utilisation de la base militaire de Lajes, aux Açores, par l'aviation américaine. C'est ainsi que le 23 avril - deux jours avant le raid manqué sur Téhéran - douze avions C-130, en provenance des Etats-Unis, font une escale technique aux Açores avant de s'envoler vers l'Egypte (11). Cette attitude du gouvernement portugais répond favorablement à la demande du président Carter de rompre toutes les relations avec l'Iran. Une décision qui se traduit pour l'économie par une perte estimée à 30 millions de dollars (10). Dernier exemple significatif : l'utilisation de la base militaire de Lajes, aux Açores, par l'aviation américaine. C'est ainsi que le 23 avril - deux jours avant le raid manqué sur Téhéran - douze avions C-130, en provenance des Etats-Unis, font une escale technique aux Açores avant de s'envoler vers l'Egypte (11). Cette attitude du gouvernement portugais répond favorablement à la demande du président Carter de rompre toutes les relations avec l'Iran. Une décision qui se traduit pour l'économie par une perte estimée à 30 millions de dollars (10). Dernier exemple significatif : l'utilisation de la base militaire de Lajes, aux Açores, par l'aviation américaine. C'est ainsi que le 23 avril - deux jours avant le raid manqué sur Téhéran - douze avions C-130, en provenance des Etats-Unis, font une escale technique aux Açores avant de s'envoler vers l'Egypte (11). Cette attitude du gouvernement portugais répond favorablement à la demande du président Carter de rompre toutes les relations avec l'Iran. Une décision qui se traduit pour l'économie par une perte estimée à 30 millions de dollars (10). Dernier exemple significatif : l'utilisation de la base militaire de Lajes, aux Açores, par l'aviation américaine. C'est ainsi que le 23 avril - deux jours avant le raid manqué sur Téhéran - douze avions C-130, en provenance des Etats-Unis, font une escale technique aux Açores avant de s'envoler vers l'Egypte (11). Cette attitude du gouvernement portugais répond favorablement à la demande du président Carter de rompre toutes les relations avec l'Iran. Une décision qui se traduit pour l'économie par une perte estimée à 30 millions de dollars (10). Dernier exemple significatif : l'utilisation de la base militaire de Lajes, aux Açores, par l'aviation américaine. C'est ainsi que le 23 avril - deux jours avant le raid manqué sur Téhéran - douze avions C-130, en provenance des Etats-Unis, font une escale technique aux Açores avant de s'envoler vers l'Egypte (11). Cette attitude du gouvernement portugais répond favorablement à la demande du président Carter de rompre toutes les relations avec l'Iran. Une décision qui se traduit pour l'économie par une perte estimée à 30 millions de dollars (10). Dernier exemple significatif : l'utilisation de la base militaire de Lajes, aux Açores, par l'aviation américaine. C'est ainsi que le 23 avril - deux jours avant le raid manqué sur Téhéran - douze avions C-130, en provenance des Etats-Unis, font une escale technique aux Açores avant de s'envoler vers l'Egypte (11). Cette attitude du gouvernement portugais répond favorablement à la demande du président Carter de rompre toutes les relations avec l'Iran. Une décision qui se traduit pour l'économie par une perte estimée à 30 millions de dollars (10). Dernier exemple significatif : l'utilisation de la base militaire de Lajes, aux Açores, par l'aviation américaine. C'est ainsi que le 23 avril - deux jours avant le raid manqué sur Téhéran - douze avions C-130, en provenance des Etats-Unis, font une escale technique aux Açores avant de s'envoler vers l'Egypte (11). Cette attitude du gouvernement portugais répond favorablement à la demande du président Carter de rompre toutes les relations avec l'Iran. Une décision qui se traduit pour l'économie par une perte estimée à 30 millions de dollars (10). Dernier exemple significatif : l'utilisation de la base militaire de Lajes, aux Açores, par l'aviation américaine. C'est ainsi que le 23 avril - deux jours avant le raid manqué sur Téhéran - douze avions C-130, en provenance des Etats-Unis, font une escale technique aux Açores avant de s'envoler vers l'Egypte (11). Cette attitude du gouvernement portugais répond favorablement à la demande du président Carter de rompre toutes les relations avec l'Iran. Une décision qui se traduit pour l'économie par une perte estimée à 30 millions de dollars (10). Dernier exemple significatif : l'utilisation de la base militaire de Lajes, aux Açores, par l'aviation américaine. C'est ainsi que le 23 avril - deux jours avant le raid manqué sur Téhéran - douze avions C-130, en provenance des Etats-Unis, font une escale technique aux Açores avant de s'envoler vers l'Egypte (11). Cette attitude du gouvernement portugais répond favorablement à la demande du président Carter de rompre toutes les relations avec l'Iran. Une décision qui se traduit pour l'économie par une perte estimée à 30 millions de dollars (10). Dernier exemple significatif : l'utilisation de la base militaire de Lajes, aux Açores, par l'aviation américaine. C'est ainsi que le 23 avril - deux jours avant le raid manqué sur Téhéran - douze avions C-130, en provenance des Etats-Unis, font une escale technique aux Açores avant de s'envoler vers l'Egypte (11). Cette attitude du gouvernement portugais répond favorablement à la demande du président Carter de rompre toutes les relations avec l'Iran. Une décision qui se traduit pour l'économie par une perte estimée à 30 millions de dollars (10). Dernier exemple significatif : l'utilisation de la base militaire de Lajes, aux Açores, par l'aviation américaine. C'est ainsi que le 23 avril - deux jours avant le raid manqué sur Téhéran - douze avions C-130, en provenance des Etats-Unis, font une escale technique aux Açores avant de s'envoler vers l'Egypte (11). Cette attitude du gouvernement portugais répond favorablement à la demande du président Carter de rompre toutes les relations avec l'Iran. Une décision qui se traduit pour l'économie par une perte estimée à 30 millions de dollars (10). Dernier exemple significatif : l'utilisation de la base militaire de Lajes, aux Açores, par l'aviation américaine. C'est ainsi que le 23 avril - deux jours avant le raid manqué sur Téhéran - douze avions C-130, en provenance des Etats-Unis, font une escale technique aux Açores avant de s'envoler vers l'Egypte (11). Cette attitude du gouvernement portugais répond favorablement à la demande du président Carter de rompre toutes les relations avec l'Iran. Une décision qui se traduit pour l'économie par une perte estimée à 30 millions de dollars (10). Dernier exemple significatif : l'utilisation de la base militaire de Lajes, aux Açores, par l'aviation américaine. C'est ainsi que le 23 avril - deux jours avant le raid manqué sur Téhéran - douze avions C-130, en provenance des Etats-Unis, font une escale technique aux Açores avant de s'envoler vers l'Egypte (11). Cette attitude du gouvernement portugais répond favorablement à la demande du président Carter de rompre toutes les relations avec l'Iran. Une décision qui se traduit pour l'économie par une perte estimée à 30 millions de dollars (10). Dernier exemple significatif : l'utilisation de la base militaire de Lajes, aux Açores, par l'aviation américaine. C'est ainsi que le 23 avril - deux jours avant le raid manqué sur Téhéran - douze avions C-130, en provenance des Etats-Unis, font une escale technique aux Açores avant de s'envoler vers l'Egypte (11). Cette attitude du gouvernement portugais répond favorablement à la demande du président Carter de rompre toutes les relations avec l'Iran. Une décision qui se traduit pour l'économie par une perte estimée à 30 millions de dollars (10). Dernier exemple significatif : l'utilisation de la base militaire de Lajes, aux Açores, par l'aviation américaine. C'est ainsi que le 23 avril - deux jours avant le raid manqué sur Téhéran - douze avions C-130, en provenance des Etats-Unis, font une escale technique aux Açores avant de s'envoler vers l'Egypte (11). Cette attitude du gouvernement portugais répond favorablement à la demande du président Carter de rompre toutes les relations avec l'Iran. Une décision qui se traduit pour l'économie par une perte estimée à 30 millions de dollars (10). Dernier exemple significatif : l'utilisation de la base militaire de Lajes, aux Açores, par l'aviation américaine. C'est ainsi que le 23 avril - deux jours avant le raid manqué sur Téhéran - douze avions C-130, en provenance des Etats-Unis, font une escale technique aux Açores avant de s'envoler vers l'Egypte (11). Cette attitude du gouvernement portugais répond favorablement à la demande du président Carter de rompre toutes les relations avec l'Iran. Une décision qui se traduit pour l'économie par une perte estimée à 30 millions de dollars (10). Dernier exemple significatif : l'utilisation de la base militaire de Lajes, aux Açores, par l'aviation américaine. C'est ainsi que le 23 avril - deux jours avant le raid manqué sur Téhéran - douze avions C-130, en provenance des Etats-Unis, font une escale technique aux Açores avant de s'envoler vers l'Egypte (11). Cette attitude du gouvernement portugais répond favorablement à la demande du président Carter de rompre toutes les relations avec l'Iran. Une décision qui se traduit pour l'économie par une perte estimée à 30 millions de dollars (10). Dernier exemple significatif : l'utilisation de la base militaire de Lajes, aux Açores, par l'aviation américaine. C'est ainsi que le 23 avril - deux jours avant le raid manqué sur Téhéran - douze avions C-130, en provenance des Etats-Unis, font une escale technique aux Açores avant de s'envoler vers l'Egypte (11). Cette attitude du gouvernement portugais répond favorablement à la demande du président Carter de rompre toutes les relations avec l'Iran. Une décision qui se traduit pour l'économie par une perte estimée à 30 millions de dollars (10). Dernier exemple significatif : l'utilisation de la base militaire de Lajes, aux Açores, par l'aviation américaine. C'est ainsi que le 23 avril - deux jours avant le raid manqué sur Téhéran - douze avions C-130, en provenance des Etats-Unis, font une escale technique aux Açores avant de s'envoler vers l'Egypte (11). Cette attitude du gouvernement portugais répond favorablement à la demande du président Carter de rompre toutes les relations avec l'Iran. Une décision qui se traduit pour l'économie par une perte estimée à 30 millions de dollars (10). Dernier exemple significatif : l'utilisation de la base militaire de Lajes, aux Açores, par l'aviation américaine. C'est ainsi que le 23 avril - deux jours avant le raid manqué sur Téhéran - douze avions C-130, en provenance des Etats-Unis, font une escale technique aux Açores avant de s'envoler vers l'Egypte (11). Cette attitude du gouvernement portugais répond favorablement à la demande du président Carter de rompre toutes les relations avec l'Iran. Une décision qui se traduit pour l'économie par une perte estimée à 30 millions de dollars (10). Dernier exemple significatif : l'utilisation de la base militaire de Lajes, aux Açores, par l'aviation américaine. C'est ainsi que le 23 avril - deux jours avant le raid manqué sur Téhéran - douze avions C-130, en provenance des Etats-Unis, font une escale technique aux Açores avant de s'envoler vers l'Egypte (11). Cette attitude du gouvernement portugais répond favorablement à la demande du président Carter de rompre toutes les relations avec l'Iran. Une décision qui se traduit pour l'économie par une perte estimée à 30 millions de dollars (10). Dernier exemple significatif : l'utilisation de la base militaire de Lajes, aux Açores, par l'aviation américaine. C'est ainsi que le 23 avril - deux jours avant le raid manqué sur Téhéran - douze avions C-130, en provenance des Etats-Unis, font une escale technique aux Açores avant de s'envoler vers l'Egypte (11). Cette attitude du gouvernement portugais répond favorablement à la demande du président Carter de rompre toutes les relations avec l'Iran. Une décision qui se traduit pour l'économie par une perte estimée à 30 millions de dollars (10). Dernier exemple significatif : l'utilisation de la base militaire de Lajes, aux Açores, par l'aviation américaine. C'est ainsi que le 23 avril - deux jours avant le raid manqué sur Téhéran - douze avions C-130, en provenance des Etats-Unis, font une escale technique aux Açores avant de s'envoler vers l'Egypte (11). Cette attitude du gouvernement portugais répond favorablement à la demande du président Carter de rompre toutes les relations avec l'Iran. Une décision qui se traduit pour l'économie par une perte estimée à 30 millions de dollars (10). Dernier exemple significatif : l'utilisation de la base militaire de Lajes, aux Açores, par l'aviation américaine. C'est ainsi que le 23 avril - deux jours avant le raid manqué sur Téhéran - douze avions C-130, en provenance des Etats-Unis, font une escale technique aux Açores avant de s'envoler vers l'Egypte (11). Cette attitude du gouvernement portugais répond favorablement à la demande du président Carter de rompre toutes les relations avec l'Iran. Une décision qui se traduit pour l'économie par une perte estimée à 30 millions de dollars (10). Dernier exemple significatif : l'utilisation de la base militaire de Lajes, aux Açores, par l'aviation américaine. C'est ainsi que le 23 avril - deux jours avant le raid manqué sur Téhéran - douze avions C-130, en provenance des Etats-Unis, font une escale technique aux Açores avant de s'envoler vers l'Egypte (11). Cette attitude du gouvernement portugais répond favorablement à la demande du président Carter de rompre toutes les relations avec l'Iran. Une décision qui se traduit pour l'économie par une perte estimée à 30 millions de dollars (10). Dernier exemple significatif : l'utilisation de la base militaire de Lajes, aux Açores, par l'aviation américaine. C'est ainsi que le 23 avril - deux jours avant le raid manqué sur Téhéran - douze avions C-130, en provenance des Etats-Unis, font une escale technique aux Açores avant de s'envoler vers l'Egypte (11). Cette attitude du gouvernement portugais répond favorablement à la demande du président Carter de rompre toutes les relations avec l'Iran. Une décision qui se traduit pour l'économie par une perte estimée à 30 millions de dollars (10). Dernier exemple significatif : l'utilisation de la base militaire de Lajes, aux Açores, par l'aviation américaine. C'est ainsi que le 23 avril - deux jours avant le raid manqué sur Téhéran - douze avions C-130, en provenance des Etats-Unis, font une escale technique aux Açores avant de s'envoler vers l'Egypte (11). Cette attitude du gouvernement portugais répond favorablement à la demande du président Carter de rompre toutes les relations avec l'Iran. Une décision qui se traduit pour l'économie par une perte estimée à 30 millions de dollars (10). Dernier exemple significatif : l'utilisation de la base militaire de Lajes, aux Açores, par l'aviation américaine. C'est ainsi que le 23 avril - deux jours avant le raid manqué sur Téhéran - douze avions C-130, en provenance des Etats-Unis, font une escale technique aux Açores avant de s'envoler vers l'Egypte (11). Cette attitude du gouvernement portugais répond favorablement à la demande du président Carter de rompre toutes les relations avec l'Iran. Une décision qui se traduit pour l'économie par une perte estimée à 30 millions de dollars (10). Dernier exemple significatif : l'utilisation de la base militaire de Lajes, aux Açores, par l'aviation américaine. C'est ainsi que le 23 avril - deux jours avant le raid manqué sur Téhéran - douze avions C-130, en provenance des Etats-Unis, font une escale technique aux Açores avant de s'envoler vers l'Egypte (11). Cette attitude du gouvernement portugais répond favorablement à la demande du président Carter de rompre toutes les relations avec l'Iran. Une décision qui se traduit pour l'économie par une perte estimée à 30 millions de dollars (10). Dernier exemple significatif : l'utilisation de la base militaire de Lajes, aux Açores, par l'aviation américaine. C'est ainsi que le 23 avril - deux jours avant le raid manqué sur Téhéran - douze avions C-130, en provenance des Etats-Unis, font une escale technique aux Açores avant de s'envoler vers l'Egypte (11). Cette attitude du gouvernement portugais répond favorablement à la demande du président Carter de rompre toutes les relations avec l'Iran. Une décision qui se traduit pour l'économie par une perte estimée à 30 millions de dollars (10). Dernier exemple significatif : l'utilisation de la base militaire de Lajes, aux Açores, par l'aviation américaine. C'est ainsi que le 2



# L'ITALIE des miracles et des crises

Un pays fortement secoué par le terrorisme, où l'État, faible avec les forts et fort avec les faibles, montre la double face de l'inefficacité et de la répression. Un pays en proie à de perpétuels scandales, au bord du chaos économique, mais qui produit des « miracles », fruits de l'illégalité généralisée et de l'art de la débrouillardise mais aussi de la créativité technologique et de la hardiesse commerciale. L'Italie est un « cas » en Europe, qui fascine et inquiète

depuis des années. Les crises et malaises qui frappent sa société sont bien connus : en revanche, l'incompréhension de leurs causes profondes reste grande.

Le « miracle » économique des années 50 — fondé sur l'exploitation intensive des travailleurs du Sud — a fait de l'Italie la sixième puissance économique de l'Occident industrialisé : mais elle traîne derrière elle des problèmes sociaux, culturels et économiques proches de ceux du tiers-monde.

Même après le recul électoral de la démocratie chrétienne en 1975, et malgré la forte poussée syndicale, la gauche s'est révélée incapable de comprendre et de représenter les oppositions nouvelles, les nouvelles contradictions suscitées par la crise des années 70. Le gouvernement et les rouages de l'État restent monopolisés par le même personnel politique du même parti.

En fait, il n'y a pas une Italie, mais plusieurs.

A l'Italie riche et industrialisée, et à l'Italie pauvre et arriérée — surtout dans le Sud — est venue s'ajouter, en les traversant toutes deux, une Italie des marginaux, des jeunes privés d'avenir, des exploités de l'« économie souterraine ». Les demandes pressantes de transformations sociales se heurtent à la sourde inefficacité de l'État et aux intérêts de toute sorte. La vivacité intellectuelle est étouffée par l'esprit quasi-ecclésiastique qui règne dans les deux principaux partis — démocratie chrétienne et parti communiste — et imprègne toute la vie du pays. Le terrorisme se nourrit de ce vide politique, idéologique et moral. Il en reflète l'absurdité et la violence.

FERDINANDO SCIANNA.

## La fin du « miracle économique » et des espoirs de rapprochement entre le Nord et le Sud

AU début des années 70, les économies de l'Europe occidentale entrent dans une phase de ralentissement progressif. On voit, dans les grandes villes allemandes, suisses, scandinaves et françaises, de longues files de travailleurs immigrés rentrant chez eux. Éléments intégrés du « boom » économique des années 60, ils disparaissent de l'horizon européen aux premiers signes de crise économique, surplus commode qui n'apparaît pas dans les taux de chômage des pays hôtes. Parmi les États qui ont connu le « boom » de l'après-guerre, l'Italie, pour qui le terme même de « miracle économique » a été inventé à la fin des années 50, fait exception. Elle doit accueillir ces Italiens qui reviennent sans travail des autres pays européens. Elle ne peut vaporiser ses propres « soutiers », parce qu'ils sont ses citoyens, immigrés d'un Sud arriéré, mal à l'aise « chez eux » dans les grandes villes industrielles du Nord. En même temps, elle reçoit un nombre croissant de travailleurs immigrés (algériens, tunisiens et marocains) prêts à accomplir les tâches les plus ingrates de la société italienne que les Italiens évitent, leur présentant un travail marginal ou même le chômage. Cette triple expérience du travail immigré permet de mieux comprendre les tensions qui affectent ce pays entre développement et sous-développement, parfois décrit comme « premier des derniers et dernier des premiers » dans le contexte international.

N'y a-t-il pas toujours une tension entre le Nord, économiquement avancé, avec un tissu urbain commercial et industriel, et le Sud, plus arriéré, terre de latifundisme et de ces fameuses grandes villes que Gramsci désignait comme économiquement et culturellement plus rétrogrades que les campagnes ? Les contradictions entre développement et sous-développement n'auraient-elles rien de nouveau. On vivait, aujourd'hui encore, un chapitre de la fameuse question méridionale qui a passionné depuis l'unification, tous les réformistes voulant combler économiquement, socialement et politiquement la coupure entre les deux moitiés du pays.

Le débat actuel sur le « développement-sous-développement » de l'Italie est d'une autre nature. Ses données structurelles sont très différentes de celles qui ont dominé depuis le Risorgimento, car la réalité économique, sociale, et même psychologique du pays a été profondément modifiée depuis la fin de la guerre.

Deux courants de pensée, l'un de droite, l'autre de gauche, ont dominé le débat sur la manière de combler l'abîme entre le Nord et le Sud dans ce dernier siècle. Le premier courant, « économique », provenant de la bourgeoisie déclinante post-unitaire du Nord (Cavour), se fie aux mécanismes d'une économie libérale de marché à l'anglaise pour faire sortir le Sud de sa condition arriérée. Pour cette bourgeoisie, il s'agit surtout de détruire les protectionnismes et les marchés locaux du Sud pour les rattacher à un Nord en pleine consolidation commerciale et industrielle. Cette ligne a été approuvée par certains latifundistes réformateurs qui avaient intérêt à investir leurs capitaux dans un Nord dynamique. Le deuxième courant, « politique », de la gauche socialiste et ensuite communiste souligne l'importance de combler l'abîme Nord-Sud par une vaste coalition populaire et anticapitaliste entre les ouvriers du Nord et les paysans du Sud. Cette union ne livrait pas aux inévitables du marché le développement harmonieux de l'Italie. L'œuvre d'un Salvemini ou d'un Gramsci est fondée sur ce type d'analyse qui est planificatrice avant la lettre (1).

Ces deux courants de pensée partent en réalité de la même hypothèse optimiste : le Nord de l'Italie, par son économie libérale ou par sa classe ouvrière, est suffisamment fort pour sortir le Sud de son sous-développement. Cet optimisme économique ou politique lié au Nord vient de s'écrouler en redonnant, dans la conjoncture actuelle, une tout autre dimension au débat sur le développement-sous-développement, une dimension qui rappelle le pessimisme actuel des débats sur l'avenir du tiers-monde.

### L'idéal de la « modernisation »

DANS l'après-guerre, une rapide reconstruction, suivie par le « miracle économique » (produit de la conjonction exceptionnelle de main-d'œuvre qualifiée à bas salaires, de l'ouverture de marchés européens et internationaux et de l'inevitable poussée consumériste après des années de guerre et d'austérité), paraît renforcer le rapprochement

du Nord et du Sud. A partir de 1957-1968, les lois du marché poussent vers le Nord une vague de travailleurs méridionaux qui, en libérant les campagnes surpeuplées, facilitent la modernisation. Les industries du Nord fleurissent et l'Italie, pays arriéré, rejoint d'un bond le club des sociétés industrielles avancées.

Ce que le libéralisme économique fait pour le nord du pays, le centre-gauche cherche à le planifier pour l'Italie tout entière. Dans un Sud fortement subventionné par la Cassa del Mezzogiorno dans les années 50 (pour des raisons politiques aussi bien que sociales), les planificateurs du centre-gauche veulent implanter des « pôles de développement » industriels dont le rôle serait d'initier la chaîne économique et sociale de la modernisation. La mission spéciale de la Cassa est renouvelée en 1965, mais sur les bases sélectives privilégiant les zones les plus fructueuses du point de vue industriel et agricole aux dépens des autres, laissées dans une relative marginalisation. C'est le triomphe de l'idéal de la « modernisation ».

L'approche économique rencontre plusieurs obstacles vers la fin des années 60. Tout d'abord, la conjoncture

## Entre développement et sous-développement

Les relations entre le Nord industrialisé et le Sud arriéré ont déterminé des choix économiques dont se ressent aujourd'hui tout le système politique et social, dans tout le pays. Des choix assez semblables, à maints égards, à ceux qui se sont posés dans le tiers-monde. Le développement d'une « économie parallèle » suffirait-il donc à résoudre des problèmes d'une telle nature ?

Par DIANA PINTO \*

Le « miracle économique » disparaît, au moment précisément où le centre-gauche cherche à en planifier les bénéfices. Chercheur à l'Institut d'histoire contemporaine, Maison des sciences de l'homme.

fiées pour le pays entier. La saturation relative des marchés internationaux s'accompagne d'un plein emploi dans le Nord, qui change les relations du marché du travail entre patronat et classe ouvrière. La « locomotive » du Nord commence à ralentir, alors même qu'elle suscite les plus grands espoirs des travailleurs. Dans le Sud, les « pôles de développement » se révèlent incapables d'absorber la main-d'œuvre qui quitte les campagnes « rationalisées » et ne peut trouver d'emploi dans le Nord (après le plein de 1962-1963). Les industries du Sud, en fort investissement en capital et en technologie, restent des « cathédrales dans le désert », tandis que les villes méridionales pauvres en activités productives, se contentent d'une masse de travailleurs marginaux (2). L'intervention sélective de la Cassa crée un nouveau système

de clientélisme lié aux contrats d'État et une nouvelle bourgeoisie parasitaire qui encadre et encourage le travail marginal. Dans le Nord, comme dans le Sud, les méfaits du développement, ses inégalités et ses distorsions, le manque de services collectifs et sociaux consolident le courant de gauche. L'importance des mouvements sociaux collectifs dans la gestion d'un développement équilibré de l'Italie s'impose à la fin des années 60.

(Lire la suite page 4.)

(1) Pour une excellente analyse des débats autour de la « question méridionale » depuis le Risorgimento, voir M.L. Salvemini, *Il mito del buon governo*, Turin, 1969.  
(2) G. Motrone et E. Pugliese, *Agricoltura mezzogiorno e mercato del lavoro*, Bologna, 1976.

## NOTRE SIGNATURE EST UN CONTRAT DE QUALITE DE SERVICE

La nouvelle dimension de notre programme Eté 1980  
est un acte d'engagement pour le meilleur voyage, au  
jour et à l'heure choisis par vous.

	ALGER	ORAN	CONSTANTINE	ANNABA
GENEVE	6 Vols/Semaine	2 Vols/Semaine	2 Vols/Semaine	2 Vols/Semaine
ZURICH	2 Vols/Semaine	/	/	/
MADRID	3 Vols/Semaine	/	/	/
BARCELONE	1 Vol/Semaine	/	/	/
PALMA	3 Vols/Semaine	/	/	/
ALICANTE	/	3 Vols/Semaine	/	/
FRANCFORT	3 Vols/Semaine	/	/	/
BRUXELLES	4 Vols/Semaine	/	/	/
LONDRES	5 Vols/Semaine	1 Vol/Semaine	/	/
ROME	9 Vols/Semaine	/	/	2 Vols/Semaine

الخطوط الجوية الجزائرية  
AIR ALGERIE

Lire pages 4 à 10

PAGES 4 et 5 : Suite de l'article de Diana Pinto. — La résurrection de l'« économie souterraine » (Alessandra Nanni). — De la métropole à la « multiville » (Giulio Redaelli). — Trente ans de politique méridionale (Percy Allam).

PAGES 6 et 7 : Suite de l'article de Percy Allam. — Suite de l'article de Giorgio Gelli.

PAGES 8 à 10 : Une nouvelle de Vincenzo Consolo : « Un jour comme les autres ». — De la difficulté d'être un intellectuel dans l'« État des partis » (Claudio Ambroini).

delia 50



(Suite de la page 3.)

L'« automne chaud » de 1969 illustre la capacité de la classe ouvrière du Nord, à nouveau militante, à lutter contre la modernisation du « miracle économique », contre l'accélération des cadences, les divisions professionnelles et, surtout, les bas salaires. A la faveur de ces conflits industriels, les syndicats apparaissent comme la nouvelle voix de la gauche ; ils se forgent une vision de programmation globale. Au Sud, la contrepartie de l'« automne chaud » sont les émeutes des masses marginales dans les grandes villes où elles réclament du travail et des services sociaux, c'est-à-dire les bénéfices d'une modernisation qu'elles n'ont appréhendée que par la dislocation de leurs campagnes. Les émeutes de Reggio di Calabria, en 1971, où une population en pleine désagrégation sociale, frustrée et sans espoir se révolte contre le gouvernement et se voit cooptée par les néofascistes, sont les manifestations les plus symboliques de cette révolte contre la modernisation. La gauche syndicale du Nord et le P.C.I. voient dans ces dislocations un terrain idéal pour des réformes de structures nationales sous leur égémonie. Témoignant de ces espoirs, les grands projets syndicaux de 1970 veulent mettre en acte un plan national de développement tenant compte des travailleurs, des chômeurs, des étudiants et des jeunes ; les lutes nationales se développent pour les réformes civiles (divorce ou avortement) ; la poussée politique de la gauche s'affirme dans les municipalités, où l'on cherche à assainir les priorités

économiques et sociales à partir de la « base ».

Mais les espoirs de renouveau national que nourrit la gauche entrent en crise. Les syndicats, forts dans le Nord, et le P.C.I. ne peuvent unir les forces sociales du pays dans cette période de crise économique et de chômage accru ; les alliances de classes tentées demeurent artificielles. Si, entre ouvriers et paysans l'alliance ne s'est jamais faite, entre ouvriers du Nord et masses marginales du Sud elle est encore moins plausible (3). Leurs intérêts sont tout à fait antithétiques sur le plan du travail. D'un côté, il y a des ouvriers qualifiés, pro-

tégés par les syndicats, dont l'emploi et les pensions sont garantis ; de l'autre il y a des travailleurs marginaux et les chômeurs en dehors du système, vivant surtout grâce aux subventions partielles de l'Etat-providence et que les syndicats peuvent de moins en moins intégrer. La crise économique internationale oblige, en effet, ces derniers à se préoccuper surtout de leurs propres travailleurs industriels syndiqués au moment même où l'économie parallèle se consolide. Le volontarisme politique de la gauche continue à se baser sur les structures productives du Nord, pourvu qu'elles soient gérées d'une autre manière.

## Les facteurs de changement

C'est cet optimisme à l'égard du Nord qui s'écroule maintenant. On en revient ainsi aux lourdeurs structurelles du pays pour expliquer l'impossibilité de combler l'abîme Nord-Sud, même s'il ne s'agit plus des lourdeurs traditionnelles de la question méridionale. Le sous-développement actuel du Sud est moins lié aux grandes causes « historiques » qu'aux résultats disfonctionnels des solutions proposées pour combler l'abîme Nord-Sud. Solutions qui avaient été conçues dans le cadre des théories de la « modernisation » très populaires dans les années 60, et très optimistes. C'est la même idée de la « modernisation » qui, d'ailleurs, a inspiré le développement d'une bonne partie du tiers-monde.

Trois facteurs nouveaux avaient, entre autres, fait leur apparition, modifiant radicalement la situation par rapport aux

attentes des deux « courants » économique et politique de l'après-guerre.

1) Le rapport de l'Italie avec le reste du monde. — Le Nord du pays, secteur de pointe pendant la « miracle économique », perd sa compétitivité avec l'expansion industrielle d'autres nations à la main-d'œuvre moins chère et moins organisée sur le plan syndical. Structuralement, le Nord se trouve désavantagé en termes de marché et de technologie (c'est le problème des reconversions). Aujourd'hui, par exemple, dans la grande lutte internationale pour les marchés de l'automobile, Fiat ne paraît plus compétitive. Ce sont les secteurs à basse main-d'œuvre, traditionnels, artisanaux et, surtout, les petites ou moyennes entreprises qui redressent le bilan national, grâce à leur plus grande capacité d'adaptation au marché international ; les

régions centrales du pays, où ces secteurs se situent se voient désormais favorisées aux dépens du Nord.

2) Le rapport entre le Nord et le Sud. — Vingt ans de modernisation ont modifié la nature de l'interpénétration des deux moitiés du pays. La forte migration de travailleurs méridionaux a apporté au Nord des problèmes sociaux et d'équipements collectifs sans pour autant résoudre ceux du Sud. Dans le Nord se sont créées des poches de secteur industriel arriérées (la Lombardie textile) et des « ghettos » de marginalité sociale (4). On ne peut plus automatiquement parler d'un Nord avancé et d'un Sud arriéré sans tenir compte des multiples gradations intermédiaires. Par ailleurs, la modernisation a créé des points très avancés dans le Sud (sidérurgie de Taranto, raffineries de Sicile), à côté de véritables déserts de sous-développement. Dans les deux cas, le Nord de l'Italie ne peut plus jouer structurellement le rôle de « locomotive » que la droite et la gauche lui avaient traditionnellement assigné. Le centre s'affirme de plus en plus, justifiant la nouvelle expression des « trois Italies » (5).

3) Le rapport psychologique entre l'espoir et la réalité. — C'est le plus difficile à définir, mais c'est aussi celui qui exerce le poids le plus considérable. Le sous-développement est vécu par rapport à des espoirs de développement qui avaient été essentiellement optimistes dans l'atmosphère du « boom » économique. Ces espoirs pleinement justifiés par rapport au niveau de vie des classes moyennes dépassent en réalité les capacités réelles du pays, d'autant que dans le Sud (mais aussi dans le Nord) des couches entières

de la société vivent profitablement d'un sous-développement clientélaire engendré par les interventions économiques de l'Etat. Ce nouveau clientélisme apparaît d'ailleurs indissolublement au travail marginal et à l'économie parallèle.

Développée ou sous-développée, l'Italie ? L'écart social, psychologique et culturel entre le Nord et le Sud s'est incontestablement réduit. Les pessimistes présentent ce rapprochement comme le produit d'un nivellement par le « bas », d'une « méridionalisation » du Nord ; ils parlent ainsi d'un sous-développement relatif de toute l'Italie vis-à-vis de ces pays qui l'avaient accueillie dans leur rang pendant la « miracle économique ». Ils citent ces problèmes économiques, son instabilité politique et sociale. Mais la capacité d'innovation et de survie de l'Italie ne conduisent-elles pas à une redéfinition des termes de « développement » et de « sous-développement » dans une phase de crise internationale qui n'épargne pas les « géants » et où tous repensent les hypothèses de la modernisation ? Dans une nouvelle définition de la division du travail international, où la primauté serait donnée à la souplesse d'adaptation en fonction de marchés en constant changement, l'Italie ne se rangerait pas dans l'arrière-garde.

DIANA PINTO.

(3) Voir les articles d'A. Pizzorno et C. Donolo dans *Capitalismo e classi sociali in Italia*, édité par M. Paci, Bologna, 1978.

(4) M. Paci, *Marxismo del lavoro e classi sociali in Italia*, Bologna, 1978.

(5) A. Zagrebelsky, *Le tre Italie : la problematica territoriale dello sviluppo italiano*, Bologna, 1978.

## Permanence du chômage structurel et développement du travail sous-payé

EN 1978, l'économiste Giorgio Fuà publie un livre, *Emploi et capacité productive : la réalité italienne*, qui allait susciter maintes discussions et recherches. La neutralité et la froideur techniques du langage dissimulent une révélation explosive, et, quand la tempête se calme, les Italiens se trouvent soudain plus riches : l'économie souterraine « était née. Se fondant sur une enquête concernant un quartier de Modène, seize communes d'Emilie et de Romagne (riche région du centre de l'Italie), une commune de la province de Cuneo, dans le Piémont, et une bonne dizaine de communes dans les Marches (également dans le centre de l'Italie), Giorgio Fuà affirme que les taux d'activité publiés par l'Institut central de statistiques étaient bien inférieurs, parfois de 30 %, aux relevés effectués par des organisations et des chercheurs du secteur privé.

En particulier, les femmes au foyer des communes d'Emilie-Romagne travaillaient à domicile « en cachette », comme d'ailleurs les retraités et les étudiants (par prudence, ces derniers ne sont pas recensés). Le travail à domicile est tout aussi répandu dans les communes de « monoculture industrielle » des Marches et d'ail-

leurs (1). Précédemment l'Institut central de statistiques (Istat) faisait déjà l'objet de vives critiques en raison du manque de fiabilité de ses données (2). Elles se multiplient de telle manière que, en 1978, les statistiques tirent purement et simplement apparence d'une augmentation du revenu national de 20 000 milliards de lires (près de 10 % du produit national) sans que l'on touche par ailleurs aux autres chiffres concernant l'emploi et la productivité.

A la suite de diverses corrections apportées au revenu national, Luigi Spaventa, l'un des plus brillants économistes italiens, lui aussi député au Parlement, soutient que, désormais, il serait impossible de savoir si, qui ou non, 1978 avait été une année de récession pour l'Italie. Pour comprendre ces polémiques, et ce qu'il y a de vrai dans cette « écono-

mie souterraine », il faut brièvement revenir sur le développement de l'économie et de l'emploi depuis le début du prétendu « miracle économique ».

Par  
ALESSANDRA NANNI \*

mie souterraine », il faut brièvement revenir sur le développement de l'économie et de l'emploi depuis le début du prétendu « miracle économique ».

## Une tradition ancienne

ON le sait, l'Italie s'est toujours caractérisée par un notable pourcentage de chômage structurel qui se dissimulait de diverses manières : sous forme de sous-emploi dans les campagnes, dans le petit et

moyen commerce, dans le commerce « ambulante » (les petits commerçants qui circulent dans les villages les plus éloignés), dans le petit artisanat ; sous forme, aussi, de travail à domicile, à la pièce, sous-payé et, en général, sous toutes les formes de travail caractéristiques des économies païso-industrielles. Ces travailleurs échappent à la protection des contrats collectifs, ils sont payés à des tarifs largement inférieurs, ils n'ont pas d'horaires fixes (ils travaillent à la maison et sont payés à la pièce), ils n'ont ni assurance-maladie, ni assurance-accident, ni retraites.

Au début du « miracle économique », des millions de personnes abandonnèrent la campagne pour la ville, l'industrie ne fut pas en

mesure de fournir des emplois à tous les nouveaux venus qui fuyaient la misère, la pénible vie des champs dans le Sud.

Le « surplus » de main-d'œuvre ainsi disponible fut en partie absorbé par le secteur tertiaire et par l'administration publique. Mais, pour l'essentiel, il fut rejeté du marché du travail. Le pourcentage de la population active italienne n'a cessé de baisser depuis 1945 ; il est aujourd'hui, et depuis de nombreuses années déjà, le plus bas de la C.E.E. Dans une première phase, ce sont les femmes et les hommes âgés de plus de quarante-cinq ans qui ont été « expulsés » du marché du travail ; ces derniers temps, le phénomène concerne également les jeunes de moins de vingt-cinq ans.

La tentative de rationalisation dans laquelle s'engagent l'industrie italienne entre 1955 et 1970 ne fut jamais achevée. Une grande partie des actifs ne bénéficièrent pas — sauf durant une période très brève de 1952-1953 à 1968-1970 (à l'exception de la récession de 1964-1966) — des avantages accordés aux travailleurs de la grande industrie. Ainsi de nombreux ouvriers du bâtiment participèrent-ils à la reconstruction du patrimoine immobilier détruit par la guerre et au développement urbain hors du cadre des contrats de travail garantis par les syndicats, ou en faisant des heures supplémentaires non déclarées aux assurances. Les chausssures italiennes, qui exportées dans toute l'Europe et aux États-Unis, furent pendant des années la fortune de riches et petits patrons, étaient fabriquées à domicile par des ouvriers sous-payés, exposés au risque d'empoisonnement par les teintures, sans aucune mesure de prévention sanitaire. Un roman qui eut un grand succès au début des années 60, *Il Calceolajo di Vigevano* (le Cordonnier de Vigevano), a décrit la misère de ces ouvriers et la richesse des « concessionnaires » qui leur procuraient du travail et qui, protégés par une société complexe et satisfaisante, pouvaient se permettre d'ignorer les lois sociales. Ne possédant de surcroît ni machines ni installations, n'ayant pas d'ouvriers directs, mais sous leurs ordres, ces derniers passaient pour n'avoir pas de fortune et ne payaient pas d'impôts.

Ce type de travail « non protégé » existait aussi de manière diffuse dans les secteurs du textile et de la mécanique. Ainsi, la société Fiat a confié pendant des années certains travaux aux petites entreprises artisanales du Piémont, évitant ainsi d'avoir à respecter les normes syndicales sur la durée du travail. Et, surtout, elle a pu éluder les lois interdisant les licenciements en cas de réduction de l'activité productive : en période de récession, elle a simplement « déchargé » cette réduction d'activité sur ces petites, voire minuscules, entreprises en s'abstenant de renouveler les contrats de concession. La faillite de ces entreprises créait simplement un chômage « dissimulé ».

En 1971, le secteur textile a connu une récession et on a calculé que la réduction d'environ 15 % du nombre des emplois devait frapper presque exclusivement les travailleurs à domicile (qui, dans ce secteur, sont surtout des travailleurs) sans

(1) *Emploi et capacité productive : la réalité italienne*, op. cit., pp. 22-23.

(2) En 1978, l'Istat a changé ses critères pour calculer le nombre des chômeurs. Par exemple, ceux qui travaillent de vingt-et-à trente-heures par semaine, étaient précédemment considérés comme sous-employés, furent désormais comptés parmi les travailleurs à plein temps. Ce qui permit de diminuer d'un million le nombre des chômeurs en Italie.

TABLEAU 1. — LE PRODUIT INTERIEUR BRUT DANS LES QUATRE PRINCIPAUX PAYS DE LA C.E.E. (1977).

	Chiffre global (en millions d'ECU) (1)	Par tête (en ECU)
Allemagne de l'Ouest .....	452 551	7 371
France .....	333 627	6 296
Royaume-Uni .....	218 278	5 232
Italie .....	171 821	3 043

(1) 1 ECU = 5,5 francs environ.

Source : C.E.E.

## Aménagement du territoire

## DE LA MÉTROPOLE A LA « MULTIVILLE »

Par GIULIO REDAELLI \*

DEPUIS toujours, la Lombardie s'offre comme une « multiville » à l'échelle potentielle. Le problème aujourd'hui est de faire en sorte que cette possibilité se réalise. Le territoire compris entre la frontière suisse et la Pô, la Tessin et la lac de Garde, avec ses populations implantées dans la plaine et sur les contreforts des Alpes et des Apennins, réunit les conditions nécessaires. Milan compte plus de 1 700 000 habitants, Brescia plus de 210 000 et Bergamo en a près de 130 000. Quatre autres villes ont de 80 000 à 100 000 âmes : Crémone, Pavie, Côme et Varese. La distance d'une ville principale à l'autre varie de 30 à 80 kilomètres. L'essentiel est d'améliorer les communications entre chacune d'elles, et entre chaque ville et son hinterland. Toute la Lombardie

sera alors accessible, en tout point, et de partout, à ses quelque neuf millions d'habitants dans des temps comparables à ceux d'une grande métropole.

Grâce à la restructuration des réseaux de chemin de fer national et local, un système de transport de masse puissant et coordonné doit être issu de la région régionale intégrée, mais non centralisée, à circulation rapide et à grande fréquence, et pourvu d'un système de correspondances efficaces. Les deux gares milanaises de Porta Garibaldi et de Porta Vittoria seront reliées entre elles par un tunnel ferroviaire, mettant en communication directe la zone nord et la zone sud de la Lombardie. Les dessertes par cars, les lignes de navigation sur les lacs, les aéroports, le métro milanais, les rues et les routes seront comme des canaux alimentant le réseau en synchronie avec lui.

Cet ensemble de grands travaux vient d'être approuvé par les autorités politiques lombardes, et l'urbanisation de territoire répondra désormais à une organisation polycentrique. Au cours de la décennie 80, la « multiville » régionale lombarda l'emportera sur la métropole milanaise (1).

Pendant les années 1950-1960, le territoire avait été soumis à l'impact de la métropole. La triangulation Milan-Côme-Lecco, par exemple, fut totalement « ruralisée » (2). Les méridionaux, mais aussi les Vénètes, tous « cul-tureux en ville », ont construit de petits pavillons et des ateliers dans les espaces libres à la lisière des agglomérations rurales qui bordaient les lignes de chemin de fer ou nord de Milan. Récupérées la plus souvent selon des techniques de « self-help », ces constructions sont appelées « cores », les premières datant de la fin de la guerre de Corée. Il ne faut pas y voir les fortresses ouvrières d'un ne sait quelle poétique de l'antiville mais, bien au contraire, le résultat d'une culture de producteurs-consommateurs en quête d'un emplacement stratégique, très

conscients des possibilités et des limites de la société dans laquelle ils travaillent. Au reste, cet urbanisme sauvage, en raison de la proximité du futur réseau de transport régional, est bien plus facilement récupérable par la « multiville » que d'autres produits de la métropole milanaise, tels que les quartiers populaires de la proche banlieue ou les quartiers habités des bourgeois individuels fuyant la cité industrielle pour la campagne au sud de la ville.

La Lombardie, c'est un peu comme une fonction qui varie entre métropole milanaise et « multiville » régionale. Sa réalité, c'est l'oscillation entre deux extrêmes, à cause du modèle culturel général auquel se conforme, en ce pays, le pouvoir de décision. Un pouvoir reposant sur une dialectique qui met en prise des centres de décision autonomes et opposés les uns aux autres : l'Etat, la région, la commune. N'hésitant pas à entrer en conflit ouvert avec le pouvoir central, la « République des autonomes » (3) a cherché à tirer tout le parti possible de ce modèle culturel général auquel l'abolition du contrôle de l'administration préfectorale, au cours des années 70, a fait faire un nouveau pas en avant.

Cette dialectique ne suit pas toujours l'ordre institutionnel. Par exemple, la ligne de chemin de fer Milan-Bologna-Torino-Rome, les FF.SS. (l'équivalent de la S.N.C.F.), dans leur programmation des travaux, se conforment à une logique qui est celle des métropoles. Or, la migration pendulaire des populations situées le long de la section Plaisance-Milan a obligé les chemins de fer de l'Etat à inclure dans leurs plans de développement la pose de nouvelles voies destinées à satisfaire les besoins de ces « basiliens ». Ils prendront également en charge les travaux annexes dans les diverses agglomérations concernées. A vrai dire, il faut un certain nombre de manifestations, avec interruption de la circulation des convois

nationaux et internationaux, pour en arriver là. Mais c'est ainsi que cette fuge qui naît la « multiville » régionale qui, elle-même, ne recoupe pas toujours les limites administratives héritées du siècle dernier : Plaisance — 170 000 habitants — est située en Emilie, et cette ville, comme Novare... plus de 100 000 habitants et qui dépend, en principe, du Piémont — est partie intégrante de la « multiville » lombarde. Mantoue, en revanche, théoriquement rattachée à la Lombardie, gravite en réalité sur la « multiville » vénète.

## En voie de dépassement

La métropole milanaise est déjà entrée dans sa phase de dépassement. Ainsi, la migration pendulaire de la région vers sa capitale se maintient au rythme de deux cent cinquante mille personnes par jour depuis 1965. De même importance est devenue la migration en sens inverse, de Milan vers sa région, qui, en 1964, était nulle. En réalité, c'est toute la logique des métropoles italiennes qui est maintenant en voie de dépassement et le schéma lombard devient une référence applicable aux autres régions. Les mouvements migratoires changent de sens. Les émigrés rentrent, mais ils ne s'établissent pas dans la banlieue des villes les plus importantes. La population des régions du Centre et du Nord diminue, celle du Sud s'accroît. Mais, au nord ou au sud, le bilan migratoire des grandes villes est négatif ou nul. L'on prévoit que cette tendance persistera au cours de cette décennie puisque les modifications survenues dans l'économie et le commerce international rendent peu probable l'accroissement de la demande de produits manufacturés à l'exportation. Depuis 1973, la production industrielle est demeurée stable, et rien n'annonce un nouveau cycle écono-

\* Urbaniste, maître-assistant à la faculté d'architecture de l'université de Milan.



que soit touché l'emploi « visible » des grandes et moyennes industries textiles. Autres secteurs où sévissait le travail dit « au noir » (non déclaré et sous-payé) : ceux du mobilier et de la fabrication des

pièces d'appareils électro-ménagers. Les Européens se souviennent encore des rétrogradeurs et des machines à laver italiennes qui inondèrent leurs marchés à bas prix pendant toutes les années 60.

### Ignorance volontaire ?

Si ce type de travail était socialement accepté, c'est que l'on se croyait encore au premier stade d'un processus général d'industrialisation avancée qui ferait disparaître ces inconvénients. Les coûts très bas du travail devaient favoriser l'accumulation nécessaire pour passer à un stade ultérieur d'industrialisation. Le faible prix des produits favorisait en outre les exportations et l'amélioration d'une balance des paiements qui, pendant des décennies d'années, ne fut équilibrée que grâce aux envois de fonds des travailleurs immigrés.

que le produit national brut augmente toujours, selon les chiffres officiels, à des taux supérieurs à la moyenne de la C.E.E., l'emploi, lui, ne cesse de baisser et la productivité n'augmente que faiblement. S'il fut possible d'accepter ces deux données pendant de brèves périodes, elles sont devenues, à partir de la récession de 1963-1964, incompatibles avec une augmentation continue et soutenue

du revenu. Tout d'abord, le président de l'Istat de l'époque, M. De Mico, prétendit que le pourcentage de la population active diminuait parce que les revenus familiaux augmentaient. Cette hypothèse fut rapidement abandonnée lorsque l'on constata que ce pourcentage diminuait le plus dans les régions à faible revenu et aux taux d'emploi les plus bas (et surtout dans les régions méridionales et agricoles).

L'idée que ces faibles taux d'activité témoignaient d'un chômage considérable, absent des statistiques officielles, gagna du terrain. En 1973, l'officielle Mediocredito évaluait à environ deux millions de personnes les chômeurs effectifs (en dépit de taux officiels extrêmement bas) et à sept ou huit millions d'individus l'« armée industrielle de réserve ».

### Les interprétations officielles

A cette époque, la gauche commutait en Italie une forte progression, y compris sur le plan électoral, et les secteurs où elles sévissaient traditionnellement se trouvaient en crise. Celui de la chaussure dans le nord de l'Italie diminua très fortement sa production, après que les États-Unis eurent décidé d'imposer une taxe de 10 %. Les investisseurs d'électro-ménager ne purent survivre au passage de la gestion « patronale » à la gestion « gestionnaire ». Fiat dut supporter de sévères attaques de la part des syndicats, comme de la nouvelle gauche née en 1968, tandis que le processus d'accumulation se révélait éphémère. Ces investisseurs furent fixés, en pourcentage du revenu national, n'ont cessé de diminuer depuis 1963.

Bien que ce travail n'ait pas été déclaré aux assurances sociales ni au fisc, on a toujours estimé qu'il était en compte dans l'évaluation du revenu national. Il est en effet difficile de comprendre que, dans l'habillement et les textiles, par exemple, où pendant des décennies d'années, une bonne partie de la production fut assurée par des travailleurs « au noir », l'Institut central de statistique, tout comme les syndicats, n'aient pratiquement ignoré ce type de travail. Les statistiques officielles démontrent la quantité de filés et de tissus produits, sans parler des vêtements, chaussures et de la bonneterie exportées. Pour comprendre comment l'« économie souterraine » est donc « ressassée » au milieu des années 70, il faut savoir que, tandis

TABLEAU II. — RÉPARTITION DES EMPLOIS DANS L'INDUSTRIE (1978).

Métiers	61 865
Industries manufacturières	3 387 872
Bâtiment	1 444 380
Électricité, gaz, eau	152 450
TOTAL	5 039 567

Source : Confindustria. (Confédération des syndicats patronaux).

justice fiscale, enrichissait indûment les personnes les moins scrupuleuses, n'avait pas cours à l'époque.

On expliqua d'abord la faible niveau de l'emploi par l'existence d'un double marché du travail ; il existerait un secteur « monopoliste » et un secteur « de concurrence », auxquels correspondraient deux types de marché du travail différents et non communicants : le marché des industries « monopolistes » n'engagerait que la main-d'œuvre jeune, qualifiée, dont les capacités productives sont à leur maximum. A chaque amélioration technologique nécessaire par la concurrence étrangère, le secteur monopoliste « déverse » sur le marché la main-d'œuvre moins productive, qui devra par conséquent s'occuper de tâches moins rémunérées, parfois rester sans emploi.

Cependant, cette interprétation correspondait mal à la réalité de l'Italie où le secteur tertiaire, en particulier dans l'administration publique, offre des conditions de travail et de salaire bien meilleures que dans l'industrie. Le commerce bénéficie, en outre, d'une position privilégiée, en raison d'une absence quasi totale de contrôle des prix et d'une importante évasion fiscale. Cela se conciliait mal, d'autre part, avec les plaintes continues au sujet de la faible productivité de l'industrie en raison des conquêtes syndicales de 1968, de la faible mobilité du travail, de l'inflation, des « charges sociales » élevées (qui, en réalité, sont socialisées de

manière continue : les frais d'assurances sociales, qui incombent à l'employeur, sont, depuis dix ans, en grande partie, convertis par l'État avec les recettes des impôts).

Le développement du travail sous-payé et non protégé par le domaine syndical est souvent considéré comme un fait positif, comme l'une des manifestations de la « débrouillardise » italienne. Tandis que l'économiste Giorgio Napolitano prudemment qu'il découlerait de la faiblesse relative des structures productives capables d'appliquer les techniques les plus avancées, d'autres y voyaient une revanche du « marxisme libéral » face à un syndicalisme intransigent et peu compréhensif. Piero Bassetti, industriel connu et député démocrate chrétien, estime, pour sa part, que c'est là une revanche des « signori Brambilla » (4) qui auraient été l'origine du « miracle économique » des années 60.

Mais précisément, en raison de ses caractéristiques, ce travail se concentre dans les activités les plus traditionnelles et aboutit à des produits de type ancien ou standardisés, à faible valeur ajoutée. Que ces techniques des années 50 puissent donner au pays une nouvelle prospérité est assez douteux. Sans compter que si, il y a trente ans, les travailleurs se souvenaient l'impression de participer, eux aussi, à un effort de modernisation du pays, aujourd'hui ils ne travaillent que par nécessité, conscients d'enrichir des employeurs sans scrupules, dont les fraudes à l'égard du fisc et des assurances sociales ne sont considérées comme des actes positifs que par une poignée d'hommes politiques.

Que le travail sous-payé et non protégé existe en Italie depuis toujours, c'est certain. Qu'il ait subitement rendu les Italiens plus riches, l'est beaucoup moins. Les critères retenus par l'Istat permettent simultanément à certains économistes d'affirmer que le revenu national est sous-évalué (parce que l'on ne tient pas compte de l'évasion fiscale) et à d'autres de déclarer qu'il est, au

contraire, surévalué. Il faut savoir, en effet, que l'Istat calcule le produit industriel en se fondant sur un échantillonnage de la grande industrie. Mais les résultats d'application aussi aux travailleurs dits « autonomes », dont le nombre est évalué grâce à une autre enquête sur l'emploi menée dans l'ensemble de la population. Toutefois, cette catégorie de travailleurs autonomes est extrêmement peu homogène et ne constitue probablement qu'un réservoir de chômeurs dissimulés. D'autre part, le produit du commerce intérieur est calculé sur la base de celui de l'industrie. Il arrive pourtant que, en cas de crise industrielle, l'emploi se transfère sur un secteur tertiaire pléthorique et inflexible. Or, le produit du secteur tertiaire étant calculé sur la base du nombre d'employés, il arrive qu'en cas de crise économique il connaisse une augmentation : c'est ainsi que, pendant de nombreuses années, les taux d'accroissement du revenu national n'ont été positifs que grâce à de prétendues augmentations de la valeur ajoutée provenant du commerce, des services et de l'administration publique.

Les statistiques sur l'emploi elles-mêmes semblent peu fiables, puisque l'Istat recalcule périodiquement (mais on ne sait au juste sur la base de quels critères) toute la série des données des dix ou vingt dernières années. On saisit dès lors toute l'ampleur du désaccord, en Italie, sur le niveau absolu du produit national comme sur son évolution.

Tout compte fait, il n'est pas sûr que, comme le soutient récemment l'historien français Fernand Braudel, dans une interview à l'hebdomadaire italien *Panorama* (15), l'« économie souterraine » produise des richesses et des gains de la participation sociale. Au contraire, on se trouve face à deux réalités bien différentes : un secteur productif avancé, à haut niveau technologique, et un secteur productif païso-capitaliste. Dans ces conditions, les critères d'évaluation des grands agrégats économiques utilisés par les pays occidentaux paraissent insuffisants pour rendre compte avec exactitude de la situation.

ALESSANDRA NANNI

TABLEAU III. — ÉVOLUTION DE L'EMPLOI DANS LE SUD. (Prévisions pour 1980, 1977 = 100).

Agriculture	- 17 %
Industrie	+ 4,1 %
Tertiaire	+ 24,4 %

Source : Conseil national de l'économie et du travail (C.N.E.L.).

- (3) Diverses procédures judiciaires en cours ont fait apparaître que les fonds aux mains des entreprises ont été détournés de leur destination première.
- (4) Terme désignant, en Italie, les chefs d'entreprises et dynamiques des petites et moyennes industries.
- (5) Cf. *Panorama* du 3 mars 1980.

### Des objectifs électoralistes plutôt qu'un projet économique bien défini

« FAILLITE économique, mais réussite politique » : telle pourrait être la formule résumant les mieux trente ans de politique méridionale en Italie. L'ambition maintes fois proclamée était de résoudre définitivement et en un temps déterminé le problème du sous-développement économique et social du Sud, cette « question méridionale » qui avait séduit sur les cent ans d'unité italienne. Économiquement, les limites de ce dessein se mesurent au fait que l'écart entre le Nord et le Sud n'a pas cessé de croître, de sorte qu'il est aujourd'hui beaucoup plus grand — et beaucoup plus complexe — que dans les années 40. Le niveau de vie dans les régions méridionales s'est, certes, sensiblement amélioré depuis la guerre mais celui des régions septentrionales a progressé deux ou trois fois plus vite.

Quant aux conséquences politiques, il suffit de constater que la démocratie chrétienne — parti de gouvernement

depuis plus de trente ans, — très peu présente dans le Sud avant le fascisme, y est devenue le premier parti, consolidant sa position au fil des élections régionales et municipales du 15 juin 1973. En fait, sans son succès dans le Sud, le parti catholique n'aurait pas pu devenir le parti dominant du système politique italien et, encore moins, le « premier » parti, depuis trente ans, le *Mazzogiorno* a pris une importance de premier plan dans le jeu politique.

On l'admet généralement, la politique méridionale a été subordonnée au modèle de développement économique italien de l'après-guerre. Non qu'il n'y ait eu de sérieuses tentatives de réforme : simplement, celles-ci devaient s'insérer dans le cadre du modèle, lui-même élaboré dans le contexte historique particulier de la reconstruction économique, en pleine « guerre froide ». Dans le camp occidental, l'Italie se trouvait alors dans

## Trente ans de politique méridionale

Les difficultés de l'économie italienne se trouvent exacerbées au Sud, où trente années de pouvoir démocrate chrétien n'ont pu éviter que ne se creuse l'écart avec le Nord. Aujourd'hui, beaucoup se demandent si, pour développer le Sud, aucune autre voie n'était concevable dans les limites du système libéral.

Par PERCY ALLUM \*

une situation de dépendance, dotée de ce qu'on appellerait aujourd'hui l'appareil productif d'un pays en voie de développement. Tout naturellement, la reconstruction fut menée sous le signe du libéralisme, avec une politique de bas salaires et les fonds fournis au titre du

\* Chercheur à l'université de Reading.

plan Marshall, d'autant plus aisément qu'il y eut à partir de 1948 une écrasante majorité de modérés au Parlement. Un mécanisme de croissance économique « sauvage », axé sur l'expansion des exportations, conduira en moins de dix ans au fameux « miracle économique » de 1958 à 1962. Les énormes profits réalisés grâce aux bas salaires stimulèrent les investissements ; la productivité augmenta régulièrement, l'expansion suivit un rythme soutenu. Sur les marchés extérieurs, la compétitivité des produits italiens était assurée. Un modèle de développement qui reposait sur deux éléments essentiels : une industrie produisant principalement des biens de consommation (automobiles, électroménager, confection, bâtiment), peu sophistiquée technologiquement ; et une main-d'œuvre à bon marché, facilement contrôlable. Tant que ces conditions furent réunies, c'est-à-dire jusqu'à l'« automne chaud » de 1969, l'économie a prospéré ;

mais quand les avantages que représentaient les bas salaires disparurent, ce fut la crise.

Un tel système devait nécessairement se fonder sur la division de la population italienne en deux catégories : ceux qui en profitaient et ceux qui se voyaient sacrifiés. Sa survie pendant plus de trente ans n'aurait pas été possible si la démocratie chrétienne et ses alliés n'avaient su en ménager le soutien politique d'une couche sociale plus ou moins majoritaire au Parlement. Cependant, le *fortissimo* « noir » et « rouge » de la dernière décennie témoigne que l'assise des institutions démocratiques reste encore fragile.

Pour assurer le consensus social dans un système des partis reposant sur une coalition permanente autour de la D.C., la classe dirigeante disposait de deux instruments : l'Eglise et l'Etat.

(Lire la suite page 6.)

mique dans les années du « triangle industriel » Turin-Gênes-Milan que viendrait nourrir de nouvelles migrations régionales. De même, la politique des grands travaux (autoroutes, routes à grande circulation, lignes ferroviaires à grande vitesse...) visait à susciter un marché national et international, tout le tourisme était un élément non négligeable, n'a plus sa raison d'être et devrait céder la place à une politique d'investissement orientée vers la construction de la ville (transports, logements, services, qualité de la vie, culture).

Dans le Sud aussi, le relief et l'histoire ont déterminés des structures régionales et sous-régionales analogues à celles de la Lombardie. Mais les « multivilles » n'en sont encore qu'au stade de la description géographique (4). Les régions et les communes se sont vu déposséder de leur pouvoir de contrôle en matière de politique d'investissement ; le système néo-féodal des clients y domine, par l'intermédiaire de la Cassa per il Mezzogiorno et une pléthore d'organismes variés : un problème et à chaque échelon territorial. Dans le Salento, en Sicile orientale, en Calabre, dans d'autres régions urbaines où des décisions de programmation ont été prises au niveau des schémas directeurs et des plans d'occupation des sols (P.O.S.), il faudra des années avant qu'on ne décide de les réaliser. Pourtant, il serait urgent d'appliquer des solutions de type « multiville » dans le Mezzogiorno si l'on entend y promouvoir le retour à l'agriculture, implanter des industries de transformation à proximité des industries de base, prévenir les déplacements de population à l'intérieur de la région en les migrations pendulaires en voiture, coûteuses et onéreuses.

Aux options prises en matière de croissance urbaine et d'aménagement du territoire est étroitement liée la question du logement. A l'intérieur du cadre macro-économique défini par la loi de 1971, dite loi de réforme du logement, il paraît possible d'assurer à che-

cun, d'ici à 1990, la jouissance d'une habitation correspondant à ses besoins. Le logement deviendrait ainsi un véritable service social. Pour cela, il faut trouver 10 millions de pièces. Les habitations actuellement inoccupées, ou non louées, devront être récupérées. En Lombardie, les besoins se chiffrent à deux millions de pièces, et seule la « multiville » permettra un bon usage de cet immense héritage ; un nombre suffisant d'habitations devienne accessible grâce au système de transport. De même dans le Salento (sous-ensemble des Pouilles), en Sicile orientale, en Calabre.

### Le logement, service social

MAIS le passage au cadre macro-économique implique le changement du modèle de développement urbain et de l'aménagement du territoire. A la logique du profit et de la rente parasitaire, voulant que « quand le bâtiment va, tout va », correspondra une nouvelle concentration des populations et de l'activité économique dans les grandes métropoles et leurs alentours immédiats. L'écart entre les ressources disponibles et les besoins (en logements) ne pourra plus être réduit. C'est ainsi que le professeur Astengo, conseiller à l'urbanisme du Piémont, a pu estimer que cette région, qui possède un patrimoine immobilier de six millions de pièces pour 4,5 millions d'habitants, devrait l'augmenter d'un tiers dans les dix prochaines années. Ce qui est manifestement impossible. Deux lois récentes sont venues compléter la législation en matière de logement. L'une, de 1979, dite de « juste loyer » a eu pour effet de faire disparaître les locations et de rendre prohibitif le prix des appartements à vendre. L'autre, attachée au cours des grandes mobilisations ouvrières et étudiantes de 1968, donne aux communes la

possibilité d'expropriation des terrains à bâtir au prix du terrain agricole. Un système de coefficients, qui fait d'ailleurs l'objet d'un conflit entre le gouvernement et la Cour constitutionnelle, apporte les corrections nécessaires. C'est de cette dernière loi, qui permet un contrôle public des processus d'urbanisation que la « République des autonomes » peut se servir. Les communes et les régions ont un rôle de premier plan à jouer pour que le logement devienne un service social. On peut, par exemple, multiplier les expériences d'encouragement à la propriété coopérative. Il s'agit là d'une troisième voie, au-delà de la propriété classique : la copropriété n'est pas individuellement propriétaire de son appartement et il peut un loyer (très raisonnable) à la coopérative qui lui garantit, en échange, un logement correspondant à ses besoins et d'où, évidemment, on ne saurait l'expulser. La possession d'une action lui donne le droit de participer à la gestion de la propriété collective. On compte, dans la seule Lombardie, 30 000 logements rentrant dans cette catégorie.

Toutefois l'idée de faire du logement un service social ne peut conditionner l'ensemble du secteur du bâtiment. Le système lui impose des limites. De même qu'on ne saurait en revenir aux structures de production et de vente du marché capitaliste des années d'oppression. Autre condition-limite. Encore une fois, l'important, c'est l'accessibilité, le usage de manœuvre disponible. Mais les mythes des années 60 sont morts. Désormais, on sait que l'expropriation généralisée des terrains à bâtir et du patrimoine immobilier existant n'est pas un moyen nécessaire et suffisant pour procurer un logement à tout le monde ; qu'il n'est pas besoin de gigantesques « projets de loi extraordinaire pour le logement » ; et l'on n'a que faire des villes nouvelles. Car les idées politiques divergentes concernant la ville s'enracinent profondément dans l'histoire. Elles impliquent des visions du monde opposées. Au

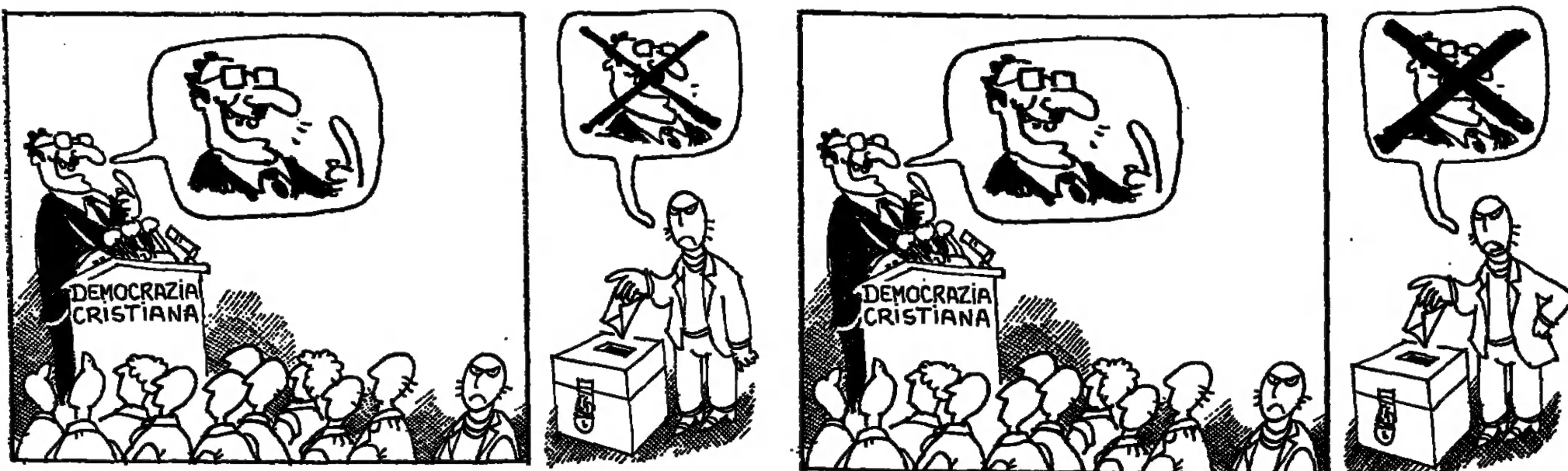
siècle dernier, « I promessi sposi », grand roman du catholicisme milanais Alessandro Manzoni, véhiculait une idéologie anti-urbaine qui soulignait la coupure géographique, psychologique et théologique entre la ville et la campagne lombarde (5) ; tandis que la réflexion d'un penseur comme Carlo Cattaneo, Milanais lui aussi, continuait des « Limites » et idéologie de la bourgeoisie naissante, découlaient d'une conception politique de la ville et de l'économie qui ne séparait pas Milan de la Lombardie. Cattaneo avait également une conception fédéraliste de l'Etat. Sa pensée nous aide à comprendre la situation actuelle. Ne disait-il pas que dans l'Italie des « fibres communes » tout le monde sait qu'on peut toujours « fonder une ville et y apporter des richesses, mais qu'elle n'aura pas de racine dans la terre et parmi les hommes ? »

GIULIO REDAELLI

- (1) Cette notion de « métropole milanaise » a trouvé son illustration dans le livre d'Etienne Baluze : *Milan, capitale économique de l'Italie*, Ophrys, Gap, 1971. La « multiville » régionale inspire, au niveau de la pratique politique, la Loi de concertation démocratique et fédérale qui réunit les municipalités de gauche de la Lombardie et, au niveau de la recherche et des propositions techniques, les universités de la faculté d'architecture de Milan, regroupées autour de Lucio Steilani d'origine. Voir également le récent ouvrage : *Alcune questioni della prassi urbanistica*, Aretina, Milan, 1964.
- (2) Cf. le livre de Gérard Bataz et J. Michel Roux : *La planification ou la ville éparpillée*, Le Seuil, Paris, 1976.
- (3) L'auteur fait référence à la décentralisation administrative, régionale et municipale, prévue par la Constitution mais mise en œuvre seulement dans les années 70. Cette République des autonomes a suscité beaucoup d'espérances qui n'ont pas encore été réalisées. *La Politique della città*, La Turra, Bari, 1979.
- (4) Cf. Francesco Compagni : *La Politica della città*, La Turra, Bari, 1979.
- (5) Dans *Rome-Naples-Florence*, Stendhal fait se cristalliser toute la Lombardie, avec ses paysages naturels, urbains, ruraux, autour du Dôme de Milan. I promessi sposi offre une image exactement inverse.

de l'Etat





(Suite de la page 5)

La première assumait son rôle idéologique en mobilisant dans sa croisade anticomuniste les classes moyennes, les paysans, une partie de la classe ouvrière et les couches marginales, à la faveur du climat apocalyptique de « guerre froide ». Quant à l'Etat, demeuré aux mains de la petite bourgeoisie après l'effondrement du régime fasciste, il s'efforça de consolider le terrain à la fois par la répression et en favorisant le clientélisme. La stabilité politique fut le résultat d'une série d'actions coordonnées qui échouèrent dans le temps : 1) exclusion des communistes (P.C.I.) et des socialistes (P.S.I.) du gouvernement, en mai 1947 ; 2) établissement de la paix sociale dans les usines grâce à l'utilisation de la réserve

de main-d'œuvre dans les régions sous-développées ; à la répression patronale et policière (avec, notamment, la « Colera » (1) de Scelba) et à la scission du mouvement syndical intervenue en juillet 1948 ; 3) organisation d'un bloc de soutien social autour de la D.C. et renforcement des milieux d'appui à la D.C. à l'aide d'une politique d'assistance qui contribua, surtout dans le Sud, à créer une pléthore de groupes bureaucratiques et parasitaires venant grossir les rangs de la classe moyenne. C'est le fonctionnement de ce bloc social modéré, quand éclata la crise économique au sein des années 70, avec le regain d'agitation ouvrière, qui entraîna le déclin de l'hégémonie démocrate chrétienne et ouvrit une grave crise politique.

du secteur parapublic (Parastato). En peu de temps, la démocratie chrétienne devint « le centre d'un énorme appareil de pouvoir avec des ramifications à tous les échelons de la société, de la commune à l'Etat, dans tous les sec-

teurs, du productif au financier, du sportif au culturel, du sanitaire à celui de l'édition, appareil présent à tous les niveaux de la vie économique, sociale et politique, du syndicat au patronat, du corporatisme au gestionnaire » (2).

## Un « rêve utopique » ?

Le bilan de la politique méridionale, aujourd'hui, peut être ainsi résumé : — démobilité de la paysannerie et « exode biblique » vers le Nord et de la campagne vers la ville à l'intérieur même du Mezzogiorno (3). Lors des grandes luttes sociales à la suite de l'« automne chaud » de 1969, dans le Nord, ce sont les jeunes immigrants du Sud qui furent les éléments les plus combattifs. En revanche, toutes les tentatives, aussi timides soient-elles, de promouvoir une industrialisation autonome échouèrent. Celles des industries qui furent implantées eurent néanmoins pour résultat d'introduire une différenciation considérable d'une région à l'autre du Mezzogiorno.

— Liquidation des agrari en tant que classe dirigeante et apparition d'une nouvelle classe que l'on peut définir comme une « bourgeoisie d'Etat », fondée sur l'appropriation des fonds publics et regroupant les responsables politiques, la bureaucratie, les professions libérales et les entrepreneurs (milieux affairistes).

— Mise en place d'un vaste système de clientélisme ayant pour objet de lier la population au parti d'Etat. La distribution des emplois et des contrats avec l'Etat offrit à cette nouvelle classe dirigeante des moyens colossaux pour assurer à la D.C. le soutien électoral indispensable. Mais, en même temps, bien placée dans le bloc national du pouvoir, elle acquit un pouvoir de veto qui lui permettait de faire échouer aux réformes pouvant entamer son pouvoir local, ainsi qu'en témoignent de nombreux exemples au cours des vingt dernières années (échec à la loi Sullo sur les sols urbains, échec aux lois de programmation économique, etc.).

Que la D.C. ait utilisé systématiquement les ressources publiques pour mieux asseoir son pouvoir n'enlève rien à la logique de cette politique méridionale depuis plus de trente ans. Mais une question se pose : y avait-il une politique de rachat ? Parmi les réponses ambiguës qui ont été données, les communistes et leurs proches estiment que, effectivement, il y en avait une ; tandis que les démocrates-chrétiens et les « méridionalistes » (4), eux, ne le croient pas. Avec une différence, toutefois, entre « méridionalistes » et démocrates-chrétiens : les premiers sont bien convaincus que l'orientation de la politique du Midi était correcte, mais ils estiment que son application a été faussée.

De surcroît, les « méridionalistes » constatent qu'il manquait à la science

économique, en 1950, des modèles de développement autres que ceux offerts par la transformation du type bolshévique (l'industrialisation forcée de 1929) ou par le type d'intervention spéciale anglo-saxon (comme avec la Tennessee Valley Authority) ; compte tenu de la situation qui prévalait à l'époque, le choix de ce dernier modèle (qui se traduisait par la création de la Cassa per il Mezzogiorno) était pleinement fondé. Et, d'ailleurs, les « méridionalistes » sont loin de juger toutes ses conséquences négatives. L'économiste agraire Rossi-Doria, par exemple, faisait observer récemment encore que la Cassa avait produit des résultats appréciables, surtout dans le domaine agricole (irrigation, cultures, etc.) et en matière de travaux publics (construction de routes, adductions d'eau, etc.). Il n'en conclut pas moins que « ces mêmes succès ont servi, si l'on peut dire, à « cacher » le « vide » toujours plus grave d'une politique ratée de vrai développement économique (5) ». Quant aux communistes, ils contestent la validité d'une politique d'intervention spéciale menée dans une économie de marché et en l'absence de toute programmation. Pour eux, ce que l'on appelle les « défor-

mations » de cette politique ne sont rien d'autre que des conséquences inévitables.

En revanche, communistes et « méridionalistes » sont d'accord pour reconnaître que le rapport de forces a constamment été défavorable, tout au long de l'après-guerre, au développement du Mezzogiorno. Déjà peu puissants à la Libération, les éléments progressistes se virent encore affaiblis par le climat de « guerre froide » grâce auquel les modérés purent se réorganiser. Contraints par la combativité des paysans sans terre à subir la réforme agraire, ces derniers purent se servir de la politique d'intervention spéciale pour créer un nouveau système de pouvoir à l'intérieur de la D.C., qu'ils ont ainsi contribué à transformer en parti d'Etat.

Devant ce bilan, on est conduit à se demander si, dans la situation qui était celle de l'Italie à la fin de la guerre, la simple idée de développer le Mezzogiorno n'était pas un mirage. Tout un courant d'opinion, particulièrement répandu parmi les industriels du Nord depuis l'unification du pays — dans la ligne de pensée du grand industriel lainier de Schio, Alessandro Rossi, — était convaincu que le développement du Sud était un « rêve utopique », en raison de la faiblesse de l'économie et de l'appareil industriel de l'Italie. Ceux-là s'employaient — non sans succès — à assurer en priorité la croissance du Nord, et un développement « dualiste » du pays.

## Vains succès de la gauche

A l'occasion des événements de Reggio de Calabre, en 1970-1971, la nouvelle classe dirigeante du Mezzogiorno a montré qu'elle savait faire usage du pouvoir de veto que lui conférait la place qu'elle s'était taillée dans le système du pouvoir démocrate-chrétien. Mais le point faible du système, surtout dans le Sud, tient au fait que le pouvoir est essentiellement fondé sur le consensus, et non sur la légitimité. Tel est le propre du clientélisme : il permet d'acheter des voix, et des appuis politiques. En revanche, la légitimité ne s'achète pas : elle se donne, ou se refuse. Dépendant des ressources provenant du centre, ce système de pouvoir ne pouvait manquer de subir les effets de la crise fiscale des années 70, rompue de l'intérieur par la compétition des différentes factions pour accaparer des ressources publiques brusquement réduites de moitié, et laché du même coup par de nombreuses couches marginales. Le résultat fut la défaite électorale de la démocratie chrétienne le 15 juin 1975, et le passage de nombreuses municipalités du Sud — telle celle de Naples — à des administrations de gauche sous la direction du P.C.I.

Celles-ci n'allaient pas pour autant modifier le cours de la politique méridionale. Les espoirs démesurés que le succès de la gauche avait fait naître ne pouvaient se réaliser en de si courts délais, d'autant que le pouvoir central demeurait aux mains de la D.C. et de son vaste réseau clientéliste. Durant la période dite d'« émergence nationale » (1970-1975), le parti communiste a insisté sur la nécessité de lutter en priorité contre l'inflation, dont les effets sont beaucoup plus graves dans le Sud (puisque les ressources dont il dispose proviennent principalement de liquidités). Aujourd'hui, le P.C.I. se trouve de nouveau en difficulté depuis les élections municipales de mai 1978, et la démocratie chrétienne continue de considérer le Mezzogiorno comme une carte de réserve politique, selon une vieille stratégie déjà en usage sous les régimes libéraux et fascistes et voulant que le Sud soit la « réserve de sagesse » de la nation. Si tant est que les chefs de la D.C. ont réellement fait de ce choix — qui pourrait expliquer une certaine lenteur à affronter les problèmes les plus urgents, — le jeu risqué à la longue de se révéler dangereux. Il y a cent ans, le grand « méridionaliste » Pasquale Villari n'avait-il pas déjà lancé cette mise en garde : « Vous n'avez plus d'autre voie : ou vous réussirez à nous civiliser, ou nous réussirons à vous rendre barbares. »

PERCY ALLUM.

## Institut Florimont

37, av. du Petit-Lancy - CH-1213 GENEVE - Tél. 022/92-09-11

## Pensionnat Marie-Thérèse

24, av. Eugène-Lance - CH-1212 GENEVE - Tél. 022/94-26-20

Classes primaires et secondaires

Jardin d'enfants

Baccalauréat français A, B, C, D

Maturité suisse A, B, C, D

Interieur - Demi-pension - Externat

Vient de paraître

## PEUPLES NOIRS — PEUPLES AFRICAINS

NUMERO 13 (MAI-JUIN 1980)

P.N.-P.A. : Les oppositions africaines et nous.

OUILE TORNER : A propos de l'excision.

MONGO BETI : Jean Imbert ou l'Université française et l'Afrique des dictatures.

TOMORRIE TCHIVELA : La mortalité des enfants en R.P. du Congo.

CYRIACUS B. YAVOUCKO/MONGO BETI : Une vocation de romancier en République centrafricaine.

192 PAGES : 25 francs.

Abonnement annuel : six numéros, 120 F.

Joindre titre de paiement à la commande.

O.C.P. « Peuples noirs », 3100192 X Paris

Editions, administration, diffusion, vente au numéro : 3, rue de l'Asile-Popincourt, 75011 Paris. — Tél. : 80-25-34.

## DES ETUDES A 1300 M.

## LE COLLEGE ALPIN INTERNATIONAL BEAU SOLEIL

## A VILLARS-SUR-OLLON (SUISSE)

Fondé en 1920

Garçons et filles de 5 à 18 ans - Programme officiel des Lycées français - Cycles primaires et secondaires complets - Préparation au Baccalauréat types A, B, C et D - Cours de langues modernes - Etudes dirigées - Classes à effectif réduit - Laboratoires de langues et sciences - Animation culturelle - Conférences d'orientation - Bulletins scolaires adressés aux parents à la fin de chaque période de deux semaines.

Tous les sports d'été et d'hiver dans un parc de 15000 m<sup>2</sup> - Equipement sportif moderne, privés et collectifs : tennis, piscine, football, fitness, patinoire, vaste domaine skiable.

Internat réservé aux jeunes filles à la MAISON DE LA HARPE.

Début de l'année scolaire 1980/81 : mardi 16 septembre 1980.

Pour l'envoi d'une documentation écrite à : A 1 1/2 h. de voiture de l'aéroport de Genève

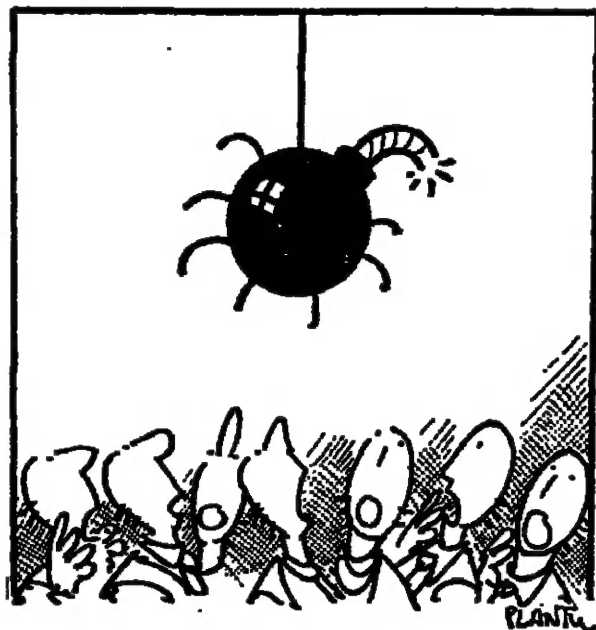
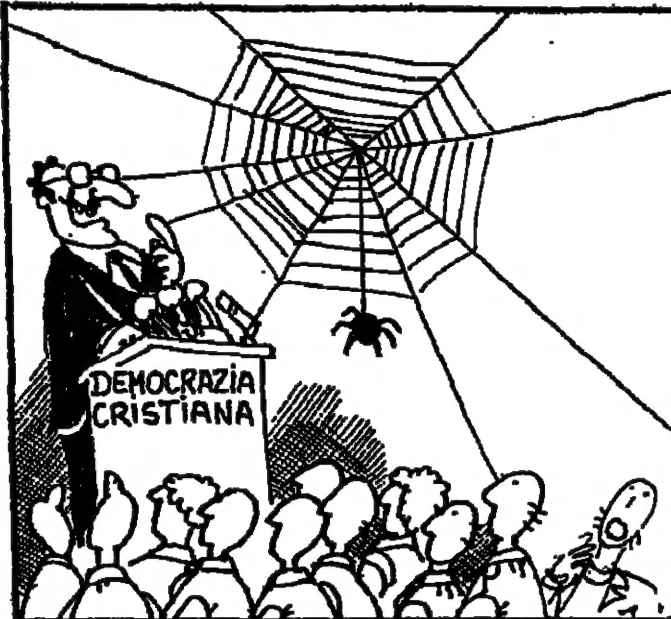
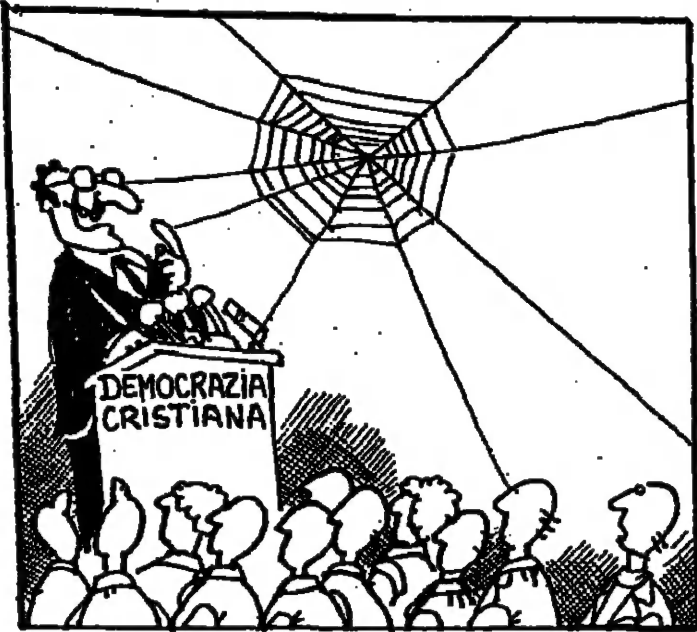
COLLEGE ALPIN INTERNATIONAL BEAU SOLEIL - 1884 VILLARS-SUR-OLLON (SUISSE)

Tél. 025/35 21 54/55/56 - Telex BSVIL 26 553

## AUTRES OUVRAGES A CONSULTER

— Percy Allum : *l'Italia tra crisi ed emergenza*, Guida, Naples, 1978.— *Classi sociali e politica nel Mezzogiorno*, Rosenberg et Sellier, Turin, 1979.— *Gli anni 70 nel Mezzogiorno*, Bari, 1979.— Franco Cassano, *Il Terrore democristiano*, De Donato, Bari, 1979.— Gerardo Chiaromonte et Giuseppe Galasso, *l'Italia dimessata*, Laterza, Bari, 1980.— Luigi Gramsci, *Clientelismo e sistema politico : il caso dell'Italia*, Franco Angeli, Milano, 1980.





# Comment la démocratie chrétienne est parvenue à garder le pouvoir pendant trente-cinq ans

## L'État d'un seul parti

(Suite de la première page.)

Ainsi d'avril 1976 à avril 1980, la D.C. a gouverné en s'appuyant uniquement sur de fragiles combinaisons parlementaires. Précédemment, un pouvoir exécutif entièrement démocrate-chrétien (« monocolore », comme on dit en Italie) avait géré les affaires. Après avril 1976, un autre cabinet « monocolore » pourra gouverner seul, mais, d'abord, grâce à l'abstention parlementaire du parti communiste victorieux (en plus de celle des socialistes et des petits partis) ; ensuite, de mars 1978 à décembre 1979, grâce au vote favorable du P.C.I., officiellement entré dans la majorité.

Ce dernier allait en sortir en décembre 1979 (parce que la D.C. n'avait pas tenu les engagements pris par le gouvernement), et le parti de la majorité relative constituée alors avec le parti social-démocrate italien (P.S.D.I.) environ 4 % des voix et le parti républicain italien (P.R.I.) environ 3 % des voix) une coalition qui fut battue au Parlement. Nouvelles élections anticipées (les troisisièmes de la décennie 70, après celles de 1972 et de 1978) ; après quoi la D.C. constitua un gouvernement de coalition, toujours avec le P.S.D.I. et le P.R.I., les socialistes et le parti républicain se rangeant dans le camp de l'abstention au Parlement, tandis que le P.C.I. se plaçait à nouveau dans l'opposition (avec les petits partis de gauche et, à l'autre extrémité du spectre politique, le M.S.I.).

Après trois ans de soutien substantiel au gouvernement (par abstention ou vote favorable), le retour du P.C.I. dans l'opposition remettait à l'honneur le thème du « bipartisme imparfait » : après la crise du milieu des années 70, la D.C. confirmait sa position de parti de gouvernement permanent, tandis que le P.C.I. lui ne parvenait pas à le devenir (ce que son secrétaire, M. Enrico Berlinguer, définissait

comme la stratégie de « compromis historique » entre communistes et catholiques).

Aujourd'hui, le fait que la D.C. ait réussi à reconstruire une majorité représentant 51 % des voix dans l'ensemble du pays (selon les résultats des élections de l'an dernier) et surtout qu'elle ait retrouvé l'alliance du P.S.I. laissant ainsi la gauche divisée au Parlement (le P.S.I. au gouvernement, le P.C.I. dans l'opposition), peut faire penser que le système politique italien se stabilise justement selon la formule du « bipartisme imparfait ».

Mais il faut tenir compte des changements survenus dans le système politique pendant toutes ces années. Jamais, pas même dans l'immédiat après-guerre (alors que le P.S.I. et le P.C.I. étaient au gouvernement avec 40 % de l'ensemble des voix), le pays n'avait connu une telle poussée à gauche que dans le milieu des années 70. Que cette progression (qui a également touché d'importantes composantes culturelles et syndicales) n'ait pu briser le monopole de gouvernement de la D.C. pose en termes nouveaux le « cas italien ».

D'abord, malgré ses succès électoraux, la gauche n'a pas la même capacité que la démocratie chrétienne à rassembler autour d'elle des coalitions. Même avec plus de 30 % des voix, le P.C.I. ne réussit pas à provoquer un tel rassemblement. C'est la stratégie du « compromis historique » de M. Berlinguer — visant à établir un rapport privilégié de gouvernement entre le P.C.I. et la D.C. — qui a empêché la formation d'un front de gauche offrant une solution de rechange à la D.C. Pourtant, cette possibilité avait été l'argument de toutes les autres forces de gauche de 1975 à 1978. D'autre part, on peut estimer que si, pour gouverner, il faut au moins une majorité de 51 %, 45 % des voix ne suffiraient pas à la gauche pour former le gouvernement, quelle que soit la position du P.C.I.

Indro Montanelli fit pour la D.C. une propagande efficace en encourageant à voter pour elle « tout en se bouchant le nez », reprenant ainsi l'expression de l'historien Gaetano Salvemini.

Dans cette situation, le P.C.I. et le P.S.I. ne cherchaient pas à gagner des voix pour remplacer le gouvernement démocrate-chrétien, mais pour être en mesure de former un gouvernement de coalition avec le parti de la majorité relative, plaçant au premier plan de leur programme la moralisation de la vie publique (le P.C.I. se présentait comme le « parti des mains propres »). Sur ces bases, les deux partis obtinrent en 1976, 44 % des voix. Durant la campagne électorale, le P.S.I. soutint, lui aussi, la possibilité d'un tel gouvernement de coalition, hypothèse qui ne fut pas non plus exclue par M. Giuseppe Saragat, influent leader du P.S.D.I. et ancien président de la République. Ces deux petits partis du centre gauche obtinrent 65 % des voix.

Ainsi, même sans tenir compte des voix des petites formations de gauche hostiles à une entente avec la D.C., on peut dire que la majorité absolue des Italiens se prononçait en faveur d'un gouvernement de coalition qui, comprenant le P.C.I., limiterait le pouvoir de la D.C. et instaurerait la moralisation de la vie publique. Mais cette volonté majoritaire s'est heurtée au refus de la D.C. qui n'a même pas entamé de négociations pour constituer un tel gouvernement de coalition. Certes, la D.C. s'était engagée, après de son électorat, à ne pas constituer de gouvernement avec le P.C.I., mais cette « plate-forme » n'avait même pas recueilli 40 % des voix, tandis que, de l'autre côté, la majorité de l'électorat s'était déclarée en faveur

d'une telle possibilité, au moins à titre d'essai. En 1976 et 1977, alors que la poussée à gauche de l'opinion publique était encore très forte, les dirigeants démocrate-chrétiens refusèrent tout simplement de participer à des réunions collégiales auxquelles prendraient part également les représentants du P.C.I., qui avait alors plus de 24 % des voix.

Au-delà des questions formelles, et même au-delà de la stratégie de compromis historique qui a empêché la formation d'un bloc de gauche compact, ce comportement des responsables démocrate-chrétiens montre clairement la conception que ceux-ci se font du rôle de l'électorat et du fonctionnement de la démocratie parlementaire : leur souci n'est pas de tenir compte de l'évolution de l'opinion ni d'évaluer la position des autres partis comme partenaires possibles au gouvernement, sur un pied d'égalité. Pour les dirigeants démocrate-chrétiens, il s'agit de gagner du temps pour que l'on

oublie les résultats électoraux et que s'atténuent les élan s de l'opinion publique, de manière que les Italiens se résignent à l'ineffectualité du gouvernement démocrate-chrétien. La récente récupération du P.S.I., après celle des petits partis, marque l'échec de cette stratégie démocrate-chrétienne.

Mais pourquoi les dirigeants de gauche ont-ils subi passivement cette stratégie ? L'argument a été le même que dans les années 60 pour les petits partis (l'incomplète fiabilité démocratique du P.C.I.), tandis que les dirigeants communistes ont soutenu la thèse que si l'on mettait la D.C. en difficulté et, à plus forte raison, si l'on l'éloignait du gouvernement, cela revenait à préparer pour l'Italie une solution autoritaire de droite (dans la perspective d'un « coup » à la chilienne). Ces jugements opposés, mais aux effets convergents, revenaient, en réalité, à confirmer le monopole de la D.C. sur le gouvernement.

### « Souveraineté limitée » ?

Il est certain que ni les États-Unis, ni les partenaires européens de l'Italie n'apprécieraient la présence du P.C.I. au gouvernement. Celle-ci susciterait au départ des réactions négatives de la part des alliés de l'Italie, même si, depuis 1976, le P.C.I. ne conteste plus l'appartenance du pays à l'alliance atlantique. Mais il est évident de présumer que ces attitudes reflètent une conception générale selon laquelle l'Italie jouirait d'une sorte de « souveraineté limitée », pour reprendre une expression de la doctrine Brejnev s'appliquant concrètement aux pays de l'Europe de l'Est.

Même aujourd'hui, en pleine période de tension internationale (Iran, Afghanistan), on peut difficilement admettre que le principal problème, dans un pays de démocrates comme l'Italie, soit l'exclusion du gouvernement, par principe, un parti soutenu par 30 % de l'électorat. Un parti communiste, certes, mais dont les divergences avec les positions de l'U.R.S.S. et de la majorité des autres P.C. alignés sur Moscou sont devenues de plus en plus évidentes, ne semblent pas des questions théoriques ou n'engagent pas directement la politique du P.C.I. mais aussi sur des problèmes concrets, par exemple au Parlement européen, où les thèses défendues par le P.C.I. sont fort différentes de celles du parti communiste français.

A moins d'accepter une théorie de la « souveraineté limitée » appliquée à l'Italie (ce que font implicitement les dirigeants communistes eux-mêmes quand ils mentionnent, pour justifier leur politique d'accommodement avec la D.C., les veto présumés des États-Unis et de l'Allemagne de l'Ouest à leur égard), on se demande pourquoi les chefs du P.C.I. acceptent de se contenter d'une limitation partielle dans le cadre du système politique italien. En fait, ces dirigeants, formés à l'école de Togliatti, constituent une « classe politique » particulièrement apte à recueillir un consensus mais peu décidée à exercer le pouvoir dans le cadre de la démocratie parlementaire.

Si grandes que soient les différences entre communistes italiens et français, ces deux P.C. ont, en, dans les années cruciales 1977 et 1978, un comportement analogue qui a fourni aux conservateurs en difficulté (le bloc gaulliste-giscardien en France et la D.C. en Italie) une occasion exceptionnelle de se renforcer. Avec 40 % des voix, la démocratie chrétienne détient 80 % du pouvoir (dans le système bancaire, dans les entreprises publiques et dans l'administration, dans les moyens de communication de masse). Le P.C.I. accepte cette domination comme une donnée de fait immuable, dérivant de l'hégémonie catholique qui existe dans le pays : une vieille idée de Togliatti que même la journée du 12 mai 1974 n'a pas pu modifier dans l'esprit de ses alliés et successeurs.

A l'expression « bipartisme imparfait », un intellectuel communiste lucide, Luigi Pintor, qui a participé à la fondation du Manifesto, a préféré celle de « monopartisme parfait » qui s'applique au monopole dont jouit la D.C. (avec le large appui des autres partis, y compris le P.C.I.). C'est bien ce qui semble caractériser aujourd'hui encore le régime en Italie.

GIORGIO GALLI.

(Lire pages 8 à 10 la nouvelle de Vincenzo Consolo, « Un jour comme les autres », et l'article de Claude Ambroise sur les intellectuels dans l'État italien.)

### Monopole du pouvoir et corruption

MAIS le fait essentiel est que la D.C. a refusé de lâcher le monopole du gouvernement, en dépit des résultats électoraux et de l'état d'esprit général de l'opinion publique. La D.C. était, et demeure, un parti qui se trouve au gouvernement pour distribuer des bénéfices aux groupes sociaux qui lui sont liés d'une manière qui n'a rien de comparable

avec les tendances analogues existant dans tous les systèmes politiques occidentaux. Les divers « scandales » et affaires de corruption, dont la simple énumération demanderait de nombreuses pages, ne sont, en réalité, que la conséquence logique du monopole exercé par la D.C. sur le gouvernement et le pouvoir. A tel point que, en 1976, le journaliste italien

### RÉSULTAT DES ÉLECTIONS DU 8 JUIN

#### Le plus faible taux de participation

Désormais, l'Italie compte un troisième grand parti aux côtés de la D.C. et du P.C.I. qui ont tous deux perdu des voix (en chiffres absolus) aux dernières élections régionales. Le 8 juin, en effet, ceux qui refusent de jouer le jeu électoral en votant blanc ou nul, ou en s'abstenant, représentent 17,6 % des quarante-trois millions d'électeurs. Le taux de participation (82,4 %) fut le plus faible depuis la guerre. Voici l'évolution des suffrages depuis les élections régionales de 1975 qui avaient été marquées par la victoire de la gauche :

PARTIS	1980 (Elections régionales)		1975 (Elections régionales)		1979 (Elections législatives)	
	Pourcent.	Sièges	Pourcent.	Sièges	Pourcentage	
D.C.	36,8 %	290	33,3 %	277	38,1 %	
P.C.I.	31,5 %	233	33,4 %	247	31,8 %	
P.S.I.	12,7 %	88	12 %	82	9,9 %	
P.R.I.	3 %	18	3,2 %	18	2 %	
P.S.D.I.	5 %	21	5,6 %	36	3,7 %	
P.L.I.	2,7 %	13	3,5 %	11	2 %	
F.R.					3,5 %	
F.D.U.P.	1,2 %	8				
D.P.	0,9 %	2				
M.S.I.-D.N.	5,9 %	37	6,4 %	40	5,1 %	
Autres group.	0,3 %		1,6 %	8	2,3 %	
		720		720	0,1 %	

D.C. : démocrate chrétienne. P.C.I. : parti communiste italien. P.S.I. : parti socialiste italien. P.R.I. : parti républicain italien. P.S.D.I. : parti social-démocrate italien. P.L.I. : parti libéral italien. F.R. : parti radical. F.D.U.P. : parti démocrate d'unité prolétarienne. D.P. : démocratie prolétarienne. M.S.I.-D.N. : mouvement social italien-droite nationale.

### De Francesco Rosi aux frères Taviani

## DEUX FILMS, DEUX VISAGES DE LA GAUCHE

O u y a-t-il le plus d'espoir, dans le refuge qu'offre une image du passé plus ou moins idéalisée, ou dans l'affrontement douloureux mais fraternel d'un présent en ruine ? Où sont les vraies raisons de croire, dans une histoire déprimée ou dans la face-à-face courroucée avec un problème dont la solution est (momentanément) introuvable ? On l'a déjà compris, au Christ assis à table à Eboli de Francesco Rosi (1), nous préférons le Pré, de Paolo et Vittorio Taviani.

D'un côté, la réconfortante hagiographie de gauche, avec son héros positif, sa narration fluide et ses images soignées, son propos dépourvu de toute ambiguïté : combat clair, ennemi bien reconnaissable (le fascisme), les guerres coloniales, lutte d'une légitimité incontestable contre l'aliénation sous toutes ses formes, misère physique, ignorance, superstition. Ah ! que la gauche était belle en 1935...

De l'autre côté un constat d'impuissance sinon de faillite. Un diagnostic sans complaisance. « Gauche, année zéro », pourrait-on dire, en parodiant le titre du film cité par les Taviani, *Allemagne, année zéro*.

Félicites, symboles (l'espoir révolutionnaire né de la libération et exprimé par la floraison néo-réaliste), ce film et cette citation jouent aussi quelque peu dans le Pré le rôle d'une cellule thématique. C'est à l'issue d'une projection que Giovanni a éprouvé, avec une particulière intensité, l'exaltation de l'émotion collective, de la croyance commune : premier thème, la fraternité. Et c'est la mort du petit Edmund, dans les décombres berlinois, que nous montrons l'extrait choisi par les Taviani : second thème, le suicide.

Mais ce sont les titres qui croient encore au bonheur qui se suicident

Du reste, le suicide final de Giovanni n'est-il pas brutalement renoncé à la volonté de sauver sa vie, plus que décision de mourir ? Démission devant l'agrir, soudain fétterissement de l'espoir : celui de changer le monde, de voir le remède qui se cache dans le pré, comme le mal au sein de la réalité. Giovanni se lance dans une course éternelle pour échapper à la mort, puis s'arrête soudain. Mais les plaintes de son agonie, qui envahissent ce paysage de Toscane où il avait cru fugitivement au bonheur (quitta à en inventer de nouvelles formes : utopies ?), résonnent comme un remède, un appel, un refus trop tardif, un effort désormais vain pour demeurer attaché à cette terre, à la réalité, à la vie. Aux autres, aussi, sans doute, à tous ces autres, auxquels il lançait son cri d'amour au passage du train.

FILM sur la génération du désenchantement. Ce terme est à prendre dans son sens le plus fort : c'est un réel anéanti, transmis, par la grâce d'un chef d'orchestre invisible, en une musique idéale, que Giovanni découvre, lors de sa première nuit sur la terrasse de San Gimignano. Mais le pré lorsqu'il le retrouvera plus tard, lui semblera vide. Il est pourtant toujours le même. La réalité est contradictoire : comment, dès lors, donner un sens à l'action, comment y ajuster le désir, l'espoir ? Alors, que reste-t-il de possible ? Eugénie, par deux fois, nous répond : demeurer éveillé. Refuser le « sommeil » des certitudes apaisantes, des vérités dogmatiques, celles auxquelles croyait encore le père de Giovanni, mais à qui appartient le dernier mot : ce mot est celui de révolte.

CHRISTIAN ZIMMER.

(1) Film tiré du roman de Carlo Levi, paru en 1935.

Applaudissements



## Une nouvelle de Vincenzo Consolo

**T**URI connaît ma curiosité pour les papiers, les documents, et quand il en trouve, il me les apporte. Il m'apporte des tracts, des opuscules, des affiches. Ce matin, il est arrivé chez moi avec la photocopie d'un ordre de perquisition concernant un de ses amis, du côté de la Porta Venezia. Tandis que je le lis, Turi raconte avec sa lente façon de parler, avec son langage alambiqué, avec ses mots où, qui sait pourquoi, les D deviennent des T — il dit « nom te tien » par exemple, ou bien « TICCO » au lieu de « DICO » (1). — Il raconte ce qui s'est passé dans la maison de cet ami, à quatre heures du matin, avec des policiers dans la rue, dans les escaliers, sur la rampe, et six ou sept d'entre eux qui entrent, la mitrailleuse pointée, avec leur gilet pare-balles, et ils les font sortir du lit, lui, sa femme et leur fils de trois ans, ils envoient tout en l'air dans cette unique pièce ; il raconte comment, ces jours-ci, ces nuits-ci, dans le quartier, il y a d'incessantes descentes de police.

Mais Turi, ce matin, ce matin de bonne heure, est venu me trouver pour une autre raison, et pas pour un document. Il a dans les mains un paquet, enveloppé dans des journaux. Il le pose sur la table. « Ouvrez, me dit-il, et il sourit, rusé, en fermant à demi ses yeux saillants et en me regardant de travers. Turi est petit et maigre, il ne doit pas mesurer plus d'un mètre soixante, et pèse peut-être quarante-sept ou quarante-huit kilos ; à trente ans, il a l'aspect gracile et menu d'un adolescent. Et il est noiraud, avec les cheveux noirs, la peau olivâtre, un front bombé, des joues creuses et de petites moustaches pointues qui descendent aux coins de sa bouche : un petit Maghrébin. Il était complètement édenté, c'est ma femme qui lui a fait mettre des dents par une amie dentiste. Depuis que Turi a des dents, ce n'est pas qu'il ait tellement engraisé, mais il a quand même réussi à se trouver une petite amie, Sabina.

**J**e défaits le paquet, je retire les journaux, et je vois l'appareil à la gourd, la magnifique gourd de Turi. C'est une majolique à fond ivroir, avec des décors de volutes, bleu, vert, ocre et marron. Elle est en forme de livre avec l'embouchure et deux petites poignées sur la tranche supérieure. C'est le seul objet, le seul souvenir que Turi ait apporté de son village de Sciacca en Sicile. Elle appartenait au père de son grand-père, et celui-ci l'avait eue, peut-être, de son père ou de son grand-père : vraiment, un objet ancien. Je l'avais vue, cette gourd, sur le dessus en plastique de la table, et j'en avais été fasciné. « Si tu la vendais, lui avais-je dit, dis-le moi d'abord ». On était en 1970. A ce moment-là, j'allais chez Turi et je remplissais feuillet sur feuillet du récit de sa vie, je voulais en faire un livre, un récit sur un immigré sicilien à Milan, sur un paysan qui devient ouvrier. C'est une idée qui a avorté par la suite, car, sur le fait milanais, sur le fait ouvrier, étant moi-même immigré et « paysan », et bien que j'habitais Milan et que je lisais des documents, je n'avais, je n'ai encore aucune mémoire : peut-on jamais raconter sans la mémoire ?

Turi était alors devenu, à l'usine, un personnage, un symbole. A cause du bruit et des nuisances, il était tombé malade, il avait fait une dépression. Il s'absentait souvent de son travail pour raisons de santé. La direction voulait le faire déclarer fou et le licencier, mais elle ne réussit qu'à lui faire signer sa démission. Alors, les camarades s'occupèrent de ce cas. L'affaire aboutit au tribunal, et Turi fut réintégré dans son emploi. Turi a tenu le coup à l'usine jusqu'à l'année dernière, puis il a demandé son compte et il a reçu une indemnité. Avec cet argent, il a acheté une camionnette et s'est mis à faire du transport. Mais l'argent de l'indemnité ne lui a pas suffi : aujourd'hui, il doit payer une traite et voilà pourquoi il est venu ce matin avec la gourd. Je la lui paie à un prix « politique ». « Il vaut mieux que ce soit toi qui l'aies, comme ça, je peux la voir quand je veux », me dit-il. Heureusement, ma femme n'est pas là, elle aurait donné à Turi l'argent pour la traite sans demander la gourd en échange. Je l'entends déjà, elle m'aurait dit : « Tu devrais avoir honte, tu devrais vraiment avoir honte ! Vous autres intellectuels, vous êtes capables de les dépouiller même de leur seul souvenir, de leur dernière marque de civilité ! ». Quel qu'il en soit, je l'ai bien dit à Turi : la gourd est ici, sur ma console dix-huitième, et il peut venir la reprendre quand il veut.

Ma femme est à Mantoue ; elle y est allée avec Maria Belloni et un metteur en scène pour faire des repérages au palais des Gonzague. On doit tirer un film d'un récit

de cette romancière romaine, qui s'appelle *Déjà d'Etat*. Je l'ai lu cette nuit, ce récit, et il m'a semblé vraiment beau, sombre et nocturne, avec des pierres précieuses qui, à la lueur des torches, lancent des reflets depuis des coins de salons, des grands escaliers, des souterrains ; avec des jardins-labyrinthes baignés par la lumière de perle de la lune. Le cadavre de Passerino qui, à l'ouverture de l'urne de cristal, se défile et se révèle une marionnette de soie et de chiffons, et le bouffon Ferrandino embroché et enseveli à la place de Bonaccorsi sont des métaphores du pouvoir très bien venues.

**N**OUS sortons, Turi et moi ; il faut que nous allions à la banque toucher le chèque. Nous passons d'abord par le bar de la Marisa pour prendre un café. Ce bar de la Marisa est celui des Egyptiens. Il se trouve à côté de Santa Maria Iscoronata, l'église de brique à double nef de Francesco Sforza et de Bianca Maria Visconti, qui porte, encastré dans le pilier central, le serpent des Sforza, la Noble Vipère. Devant l'église, on voit toujours le sacristain, polyomnologue, qui crie après les gamins qui jouent au ballon sur le parvis. Le bar de la Marisa

## Un jour comme les autres

A une porte vitrée et une vitrine à côté, dans laquelle sont alignés des vases avec des plantes qui prennent bien la lumière, il y a aussi un beau papyrus, grand et dru. Dans la première salle se trouvent le bar, le tabac et le snack-bar ; dans la seconde, les flippers, le juke-box et le billard. C'est dans cette deuxième pièce que sont assis les Egyptiens, du matin au soir, les yeux fixés dans le vide, en train de boire du thé, de fumer, d'écouter des chansons italiennes, les mêmes déchirantes d'Omni Kalloum, ou d'autres musiques de chez eux qui ont été introduites dans le juke-box ; l'un ou l'autre, de temps en temps, se met à danser, en levant la jambe, en agitant les hanches et en faisant virevolter au-dessus de sa tête la queue de billard comme si c'était une épée. Ils stationnent ici en attendant de trouver un travail de plongeur, de garçon de café ou de manoeuvre. Toute la zone de la Porta Garibaldi est pleine d'Egyptiens. Ils habitent entassés dans des vieilles maisons croutelées, qui ne peuvent être démolies parce qu'elles sont classées, mais que les propriétaires ne restaurent jamais. En tout cas, le seul de ces Egyptiens qui ait fait un chopin, c'est Mahmoud, qui est devenu l'ami de Marisa, une petite blonde, maigre et nerveuse, aux yeux très clairs. Gigi, le mari de Marisa, un beau parleur qui ne faisait que palabrer (tout le monde au bar disait qu'il était impuissant) a disparu, on ne l'a plus jamais revu depuis que Mahmoud a pris sa place derrière le comptoir pour manipuler la Faema, couper des rondelles de saucisson, faire des sandwiches, servir des verres de blanc ou des bitters. Mais quand même, Marisa est toujours nerveuse, elle fume cigarette sur cigarette, elle a un regard inquiet. Peut-être qu'elle a honte de cet amant qui est tout jeune et arabe. Mais, avec Mahmoud, elle est très gentille. Ce matin, par exemple, Mahmoud a laissé échapper la petite caisse avec tout le marc de café qui s'est répandu par terre. Mahmoud s'est tout de suite baissé pour le ramasser avec ses mains, mais Marisa est venue, elle a plongé ses doigts dans ses cheveux crépus, aussi hauts qu'un éventail, et en s'écartant : « Ne fais pas idiot », lui a-t-elle dit, et elle s'est mise à nettoyer elle-même, avec le balai et la pelle, Mahmoud triomphant, souriant à ses compatriotes de toutes ses dents blanches, s'est mis à se promener de long en large dans le bar en se dandinant sur ses chaussures à talons hauts.

« Le fils de putain ! éclate Turi.  
— Alors, tu es devenu raciste ?  
— Ouais, dit Turi, ça t'arrange bien, il exploite...  
— Et alors ?  
— Mais tous ces gars-là, ce ne sont pas des camarades, ils sont tous pour Sudate (sic), et puis ils fichent le camp et ils viennent ici...  
— Qu'est-ce que ça peut dire ? Ce sont des immigrants, ils sont pauvres, plus pauvres que toi qui as un camion...  
— Un camion, mon cul ! dit Turi, vexé. Il faut encore que je le paie, et personne ne me donne de transport à faire... »

**I**l est évident que Turi est jaloux de l'Egyptien, jaloux de son manque de préoccupations, ou peut-être aussi de sa grande taille, de ses épaules larges, de sa capacité de séduire et de soumettre une femme. Ici, il a des problèmes avec Sabina, qui est une militante, une féministe, qui le quitte et le reprend, qui revient et s'en va de chez elle comme et quand elle veut. Sabina reproche à Turi d'être demeuré un paysan sicilien, moraliste, casse-pieds comme tous les ouvriers immigrés du Sud, qui n'admet pas le couple ouvert, la drogue, les frichettons (2), le cul.

Le C.A.P., le Centre d'autogestion prolétaire, dans le vieil immeuble occupé du Corso Garibaldi, est, ce matin, tout couvert à l'extérieur d'inscriptions en rouge, de banderoles, de callottes, et dans le quartier, il y a des inscriptions partout, jusque sur les colonnes de marbre des arcades, en face, là où il y a la banque. Elles disent : « Non à l'héroïne », « Mort aux marchands de mort », « Mort aux dealers », « Mino, ça suffit, à bas Mino, à bas l'héro ». Mino, expliquent des jeunes (ils ont de longs tricotés ou des casques d'indiens, ils sont frisés, avec un anneau à l'oreille), c'est un petit braud dans les trente-cinq ans qui s'est introduit parmi eux, qui a occupé une pièce et qui s'y est mis à vendre de la drogue.

Je quitte Turi à la porte de la banque sous le regard du vigile privé, qui serre la crosse de bois du gros pistolet qu'il porte à la ceinture.

J'achète les journaux et je m'en retourne les lire chez moi. Sur la troisième page du *Corriere della Sera*, il y a un compte rendu par Moravia du livre de Nello Ajello, *Intellettuale e P.C.I.* Moravia reprend ici encore sa fameuse distinction entre artiste et intellectuel. « Parce qu'un artiste peut aussi être un intellectuel ; mais un

intellectuel sera rarement un artiste », écrit-il. Et il parle encore de Vittorini et de la polémique de ce dernier avec Togliatti. La distinction me semble vieille, elle me rappelle l'affirmation de Frandello : « La vie, on l'écrit, ou bien on la vit ». Car, outre qu'elle est valable pour tout le monde, et pas seulement pour l'artiste, l'alternative n'a plus de sens après Marx. Aujourd'hui, nous sommes tous des intellectuels, nous sommes tous des politiques, nous sommes tous des « philosophes de l'action », de même que, depuis Freud, nous sommes tous des névrosés. Il me semble que le problème consiste à vouloir être, ou non, à l'intérieur des « règles », à vouloir être, ou non, totalement, inconditionnellement, dans un parti, dans la logique « politique » d'un parti. Tel me semble le fond du discours de Vittorini.

Je me mets à travailler à un article pour un hebdomadaire sur le poète sicilien Lucio Piccolo. Je m'aperçois que l'article est devenu un récit et que, plus que de Piccolo de ses *Chants baroques*, en termes rationnels, critiques je parle de moi, de mon adolescence en Sicile, de mon grand-père, de mon village : je me suis laissé prendre la main par la vague agréable du souvenir, de la mémoire. « On vieillit », me dis-je mélancoliquement, « on vieillit ». Mais, pour être juste, le fait que j'aie vieilli n'a pas grand-chose à voir avec ma façon d'écrire. C'est que le fait de raconter, opération qui puise presque toujours dans la mémoire, dans cette lente sédimentation sur laquelle germe la mémoire, est toujours une opération dépassée, arriérée, régressive. Ecrire, ce n'est pas parler ; écrire, par exemple, cette chronique d'une journée de ma vie, le 15 mai 1979 : pure opération d'écriture, non poétique, étrangère à la mémoire qui est mère de la poésie, comme on dit. Et c'est bien là qu'est le dilemme : savoir s'il faut écrire, ou raconter. En écrivant, on peut, peut-être, changer le monde ; en racontant, on ne le peut pas, parce que

raconter c'est représenter le monde, c'est-à-dire en recréer un autre sur le papier. Grand péché qui mérite une peine, comme celle qu'a évoqué Dante pour les devins, les magiciens, les sorciers :

Quand mes regards descendirent plus bas  
Je vis que chacun était étonnamment tordu  
Entre le menton et le haut de la poitrine.  
Leur visage était tourné du côté des reins  
Et il leur fallait marcher à reculons  
Car la vue devant eux leur était impossible (3).

Et puis le narrateur, comme Tiresias, « d'homme devient femme ». Le téléphone sonne, c'est un de mes amis, correspondant à Paris d'un hebdomadaire. Il est furieux : un de ses articles sur les séjours parisiens de ce professeur de Padoue qui a été arrêté en avril 1979, où il racontait, entre autres, que cet homme aimait aller de temps en temps dans des cafés d'Arabes (d'Egyptiens ?) pour écouter de la musique et voir danser, avait été tiré par la rédaction : « Les manies du professeur ».

Foutant, le narrateur à la tête retournée et qui marche à reculons peut, quelquefois, lui qui est un magicien, faire des sauts périlleux et retomber plus loin que celui qui ne fait qu'écrire, le précéder. Ce saut périlleux, cela s'appelle métaphore.

**Q**UAND je suis seul, je me laisse aller à manger les choses les plus salées et les plus piquantes. J'évite, enfin, le bouillon, la petite grillade, les fruits cuits. Je mange de la poutargue, du thon salé, des olives avec de l'ail et de l'origan, des piments, du fromage de brebis, des nougats au sésame... Puis, l'après-midi, il n'y a pas d'eau qui puisse me débarrasser de ma soif.

Pendant l'après-midi, je reçois un coup de téléphone de l'imprimeur de la via Giovasso. Il me dit que le deuxième cahier des *Amici della Noce*, qui contient un récit que j'ai écrit, est prêt, et que je peux aller le chercher.

L'imprimerie est un vaste atelier avec de grandes verrières, où travaillent le vieux père Bianchi, en blouse noire recouverte d'un grand tablier gris, et Eftimi et Boris, deux jeunes Slaves qui suivent les cours des beaux-arts à Brera. Entre les presses et les grandes tables, les trois hommes appliquent des couleurs sur les pierres, sur les plaques, les plongent dans l'acide, nettoient les rondelles avec de la gaze et mettent à sécher sur des cordes, avec des pinces à linge, comme si c'étaient des étoffes, des épreuves d'aquatintes, d'eaux-fortes, de lithographies. Dans son cahier, l'imprimeur me montre les cahiers. Mon récit est illustré d'une gravure de Guerricchio. Guerricchio est un peintre de Matera, il était l'ami de Carlo Levi et de Rocco Scotellaro. Il peignait des paysans, des enfants qui jouent, des femmes à leur fenêtre, sur les terrasses, il peignait les Sassi (4) comme ils étaient naguère, quand les gens y habitaient encore, et non pas comme maintenant, un ravin désert, un ossuaire calciné, un reliquaire profané par les geckos et les orties. Guerricchio, lui aussi, puise dans la mémoire. Il vit dans sa Matera et il voyage, il va à Rome, il vient à Milan. Il raconte des anecdotes et pousse des éclats de rire silencieux. Il semble ricaner de ce monde dépassé, de sa mémoire.

Je retourne chez moi avec mes exemplaires du cahier sous le bras. Je rencontre Francesca, via Solferino. Elle me dit, de sa manière subtilement ironique, en secouant la tête avec ses cheveux lisses qui encadrent son beau visage ovale : « Tu ne vas pas à la fête, ce soir ? » Je ne sais pas de quelle fête il s'agit, et alors elle me raconte que le directeur d'un quotidien romain est venu à Milan déposer au tribunal en faveur d'une romancière à qui des gens dont elle parle dans un livre ont fait un procès. Il est monté à Milan, ce directeur, mais il a voulu qu'on organise pour lui, chez l'éditeur, une fête avec de belles femmes, des gens choisis. « Comme c'est dommage que tu n'y ailles pas ! », dit Francesca en souriant, en clignant ses yeux gris avec de petites taches ; Francesca, naturellement, voulait faire allusion à cette fois, la première et la dernière, où je suis allé chez cet éditeur, en cette lointaine année 1969, pour une fête en l'honneur de Saul Bellow de passage à Milan. J'avais amené avec moi un doux et modeste poète tchécoslovaque, lui aussi de passage à Milan ces jours-là. Il s'appelait Vladimír... (Je ne dis pas son nom de famille, on ne sait jamais... Ou plutôt, on sait). Je n'ai plus jamais eu de nouvelles de lui, je ne sais pas ce qu'il est devenu. Nous nous étions mis dans un coin. Souvent, Vladimír se levait, il allait au buffet, et revenait avec des assiettes de nourritures choisies, pâtés, poissons froids, rôtis qu'il dévorait

(1) DICOSS : Division pour les investigations et les opérations spéciales (chargée de la lutte antiterroriste).  
(2) Mappes de tout poil.  
(3) Dante, *Enfer*, X, 14-15.  
(4) Villages romains de Matera, dont parle C. Levi dans son livre *Le sentinelle*, consacré à une dépression du sol, avec des maisons croutelées dans le mur.



De la difficulté d'être un intellectuel dans l'Etat des...

La Sicile est une terre où, depuis des siècles, se sont relayés princes, armées, peuples de tous pays, d'Arabie et d'Europe, pour faire la démonstration répétée de l'injustice et de la folie de l'histoire.

Les derniers, les derniers, ont commencé à « faire l'histoire » à partir de la Sicile. Les Siciliens — évidemment par le « Guepard », prince de Salina — ont eu cette vision d'une révolution ; et les « libérateurs » s'emparent, pour éviter toute équivoque, de la massacrée. L'Italie a ensuite fait du Sud et de la Sicile ses colonies intérieures, puis s'est fait coloniser à son tour par les pires choses qui, au cours des siècles, étaient accumulées dans l'île.

En Sicile, sur le fumier de l'histoire, fleurit la littérature. Verga, Pirandello, Tomasi di Lampedusa, Brancati, Sciascia, pour ne citer que les plus grands. Et, à présent, Vincenzo Consolo. Ces écrivains parlent de Sicile ou regardent le monde avec les yeux de la Sicile, et ce monde se reconnaît dans ce qu'ils écrivent.

Car la Sicile, comme dit Leonardo Sciascia, est « métaphore du monde ».

Vincenzo Consolo a quarante-sept ans ; il n'a publié que deux livres, à de nombreuses années de distance. Après « La Perla dell'Agro » (1963), il a écrit, comme des centaines de milliers d'autres, au Nord, à Milan. Mais la Sicile et l'histoire l'ont poursuivi. Il a écrit des nouvelles, il a été journaliste, il s'est mesuré, pendant ces années difficiles, à la dure réalité partagée.

En 1978, son second livre, « Il Sorriso dell'ignoto marinale » (le Sourire du marin inconnu), Grasset, Paris, 1980), a été considéré par ses lecteurs et par la critique comme une des œuvres les plus importantes de la jeune littérature italienne. Consolo y raconte, avec un talent baroque, luxuriant, les débuts du message et de l'injustice dans la nation italienne, mais d'un tout autre point de vue que l'auteur du « Guepard ».

Dans cette nouvelle, Consolo décrit « Un jour comme les autres ». C'est un peu une coupe de la réalité italienne qui, à travers le microscope magique de la littérature, nous fait comprendre mieux que tout essai le moment ambigu et douloureux vécu aujourd'hui par ce pays.

FERDINANDO SCIANNÀ.





(Photo Ferdinando Scianna.)

## ma les autres

rapidement. Devant nous passaient de jolies femmes, élégantes, habillées à la russe, à la chinoise. La maîtresse de maison, la femme de l'éditeur, nous aperçut ensuite; lisse, brillante, elle s'approcha de nous et nous salua avec une grande effusion, comme si nous avions été, Vladimir et moi, de vieux amis à elle ou les auteurs les mieux vendus par la maison. Puis, s'adressant à moi, elle me dit: «Vous êtes Sud-Américain?» Je répondis «non», et elle s'éloigna, déçue. Ce fut vers minuit que le scandale se produisit. Vladimir avait non seulement beaucoup mangé, mais aussi beaucoup bu. Mais il était doux, et serait resté doux, et même triste, malgré tout l'alcool qu'il avait dans le corps, s'il n'y avait pas eu ce sculpteur. Il s'assit à côté de nous, et quand il sut que Vladimir était tchécoslovaque, il se mit à dire que les Russes avaient bien fait d'aller à Prague avec leurs chars d'assaut: qu'est-ce qu'ils voulaient, ce Svooboda, ce traître de Dubcek? Vladimir devint une furie. Il attrapa le sculpteur par ses revers, commença à le secouer, à le frapper, en hurlant dans sa langue et en l'insultant. Tout le monde accourut, s'entassa autour de ces deux hommes qui se battaient et de moi qui essayais de les séparer. Puis, rouge de honte, comme si j'avais été moi-même la cause de tout, je réussis à entraîner par sa veste le poète pragoise, à passer au milieu de tout le monde à travers le grand salon (un instant, j'aperçus Bellow, rose et blanc, les mains dans ses poches, qui nous regardait et souriait avec amusement) et enfin à gagner la porte.

**M**ON bureau est une pièce dont trois murs sont recouverts de livres; même dans l'espace entre les deux balcons, il y a des livres. (De ce balcon, au bout de la rue, au-delà des deux bâtisses de l'octroi, à la porte, je vois le temple de la Renommée, dans le cimetière monumental, où,

sous la coupole, se trouve le sarcophage de Manzoni.) Il y a aussi des livres qui s'accumulent par terre et sur le coffre en jonc qui sert de table basse devant le divan-lit. Les bibliothèques sont des étagères ouvertes, de bois brut, achetées dans un grand magasin, et la poussière s'accumule sur les livres, pénètre entre les pages, les vieillit prématurément. Sur les planches des étagères, devant les livres, je dépose des objets: canifs, oiseaux de bois, têtes de marionnettes siciliennes, petits morceaux d'obsidienne, de lave, coquillages... Sur le seul espace libre, derrière ma table de travail, j'ai accroché «mes tableaux»: un dessin de saint Jérôme dans sa caverne, nu, assis par terre, occupé à lire un livre posé sur ses genoux, avec un grand lion derrière son dos, et une tête de mort à ses pieds; un livre ouvert, dont les mots sont barrés de traits d'encre de chine, mais un seul est partiellement épargné: «rac...»; il est collé et enfoncé dans une boîte de plexiglas, et c'est l'œuvre d'un artiste conceptuel; deux plans de Palerme et de Messine, du XVII<sup>e</sup> siècle, arrachés au livre de Guverio: *Scitiae antiques descriptio*. Cette idée des livres anciens déchirés, des livres brûlés, des livres perdus est une chose qui m'obsède. Elle m'obsède au point que je rêve continuellement que je trouve des livres de l'Antiquité, des rouleaux, des tablettes; des cires gravées. Une fois, je me suis glissé dans une bibliothèque antique, souterraine, romaine peut-être où, bien alignés dans leurs étagères le long du mur, il y avait des centaines et des centaines de rouleaux: j'essayais de les prendre, de les dérouler, et ils se défilèrent entre mes mains, comme de la cendre. Un ami psychanalyste à qui j'ai raconté ce rêve récurrent m'a expliqué qu'il s'agissait d'un rève archétypique. Mettons... Le fait est que je suis passionné par les livres sur les livres, sur les bibliothèques, sur les bibliophiles. Et le livre que je lis et relis, comme un livre d'aventures, c'est *Chasseurs de livres ensevelis*. Comme en cette fin d'après-midi de mai, ici, dans mon bureau, au troisième étage d'une vieille maison de Milan. Peu à peu, je m'entends plus le bruit des

voitures qui filent comme des flèches sur les bastions, je m'éloigne, je voyage à travers l'Asie mineure et l'Égypte, je m'abîme dans des antiquités obscures, indéchiffrées. Imaginez que, dans l'avenir, dans cinquante, cent ans, on peut-être davantage, les bibliothécaires ne creuseront plus sous les toits à la recherche de livres, mais sous des montagnes de livres, sous des Alpes, des Andes, des Himalayas de papier imprimé, à la recherche du Livre. Puis c'est le tour de Ninive, de la bibliothèque d'Assourbanipal et d'Hebla, des quinze mille tablettes d'argile gravées des archives de l'État hébraïque. Il me semble que je sens toute la chaleur du désert de Syrie, au cours du voyage entre Alep et Tell-Mardikh. Sur le champ de fouilles, le linguiste, l'homme qui a découvert la langue hébraïque, d'un geste compliqué, après des signes de connivence dans le dos de l'archéologue et de ses assistants, me conduit en cachette jusqu'à une petite ouverture dans la cour. Dans un coin, où l'ombre d'un mur coupe l'éblouissement du soleil sur les pierres blanches du dallage, il écarte un petit buisson de chardons et de ronces sèches qui dissimulent une petite trappe. Le linguiste soulève la trappe, plonge les mains dans la bouche d'ombre du petit puits et il en sort de petites tablettes d'argile. «Ce sont des textes littéraires», me dit-il, et il aligne sur le dallage les argiles, les compose en un jeu de puzzle comme la page d'un grand livre. «C'est un récit, dit-il, un très beau récit composé par un roi narrateur... Seul un roi peut raconter de façon parfaite, il n'a pas besoin de mémoire, et encore moins de métaphores. Il vit, commande, écrit et raconte simultanément... Et il pointe l'index sur ces bâtonnets, sur cette extraordinaire écriture cunéiforme, et il va commencer à me traduire...

**T**OUT se brise, s'évanouit sous les coups terribles que j'entends contre la porte. Je me lève en sursaut, et je cours pour ouvrir. Ils font irruption, mitrailleuse braquée, mines féroces; ils se dirigent tout de suite vers mon bureau. Je m'aplatis contre le mur, les mains en l'air, sous le dessin de saint Jérôme. Tandis que l'un d'eux me surveille, son arme contre ma poitrine, les autres se mettent à jeter à terre les livres des rayonnages, à grandes brassées. C'est une avalanche, un tremblement de terre. Tous ces livres s'entassent sur le plancher, et ils passent dessus avec leurs godillots. De petits nuages de poussière montent des tas, comme de petits volcans. La perquisition une fois finie, sur la porte, le chef, en ricanant, me remet un papier. Je le saisis, je lis: «Procureur de la République, Milan. Le ministère public, après avoir vu le rapport... en date du... du TICOS» (5).

«Je le connais, cet ordre, dis-je en balbutiant. — On le sait, répond l'autre. Et nous savons que tu es écrivain et que tu racontes des choses sur Milan... Bon sang, c'est les preuves qui nous manquent!»

De la main, en descendant les escaliers, il me fait comprendre qu'il n'y a pas de problème, que tôt ou tard ils trouveront ces preuves. Sur le palier, en me penchant, je crie dans la cage d'escalier: «Ce n'est pas vrai, je ne suis pas écrivain sur Milan, je n'ai pas de mémoire...» En bas, au fond de l'escalier, s'avance la figure de Turi, noire, avec sa bouche édentée et ses petites moustaches noires, qui crie vers le haut: «Et la gourde, ah, le thorax en terre cuite, où l'as-tu mis?»

La voix de Turi est aussitôt étouffée par un grincement de freins, des bruits de pneus, un cri strident de sirènes. Je me précipite sur le balcon et, en bas, au-delà des bastions, vers le cimetière monumental, je vois filer à toute vitesse, avec leurs gyrophares violets, trois ou quatre Alfa-Romeo de la police: «Bon Dieu, qu'est-ce qui s'est encore passé, qu'est-ce qui s'est passé?»

VINCENZO CONSOLO.

(Traduit de l'italien par Mario Fusco.)

(5) Pour DICOS (N.D.L.R.).

## De la difficulté d'être un intellectuel dans l'«État des partis»

Par CLAUDE AMBROISE \*

**L'**INTELLECTUEL est là pour être interpellé. Des jurés, désignés pour juger Renato Curcio et d'autres membres des Brigades rouges se réunissent: du *Corriere della sera*, quotidien de la bourgeoisie milanaise éclairée, on téléphone au poète Eugenio Montale, afin qu'il donne un avis. Aldo Moro est enlevé: du *Manifesto*, quotidien d'extrême gauche, on appelle Franco Fortini, poète lui aussi, maître à penser de la «nouvelle gauche» des années 60, intellectuel s'il en fut, pour qu'il commente l'événement. Autour du lecteur de journaux, l'intellectuel n'est pas un personnage singulier qu'habite un irrépressible désir d'exprimer. C'est quelqu'un que l'on consulte, qui peut être consulté, en toute occasion, de donner un avis. Gare à lui, s'il se tient col. Pendant la détention d'Aldo Moro, on n'a cessé de presser l'intellectuel d'écrire ou de parler. Se taire, c'était faire acte d'allégeance aux Brigades rouges.

Moravia n'hésite pas à affirmer que les masses attendent de l'intellectuel la même chose qu'elles espèrent du prêtre: «une vérité, une directive, une consolation». Même inconsciemment, elles lui demandent de «fixer les événements sur un fond d'histoire, à l'intérieur d'un ordre idéologique» (1). Le romancier a sans doute raison, le désir qu'il repère existe, mais l'intellectuel n'a pas barre sur les masses gérées par les politiciens. On dit «le clan Moravia» ou «les amis de Sciascia», mais cela n'a vraiment rien à voir avec l'impact d'un «bons» démocrate chrétien à la clientèle ramifiée.

Dans le rapport de l'intellectuel aux masses, la politique ne peut trouver que matière à manipulation. Le désir de vérité, de direction, de consolation est trop fort pour qu'on refuse déli-

berement de le satisfaire. Que l'intellectuel parle donc, mais que son discours, en s'appliquant à orienter les masses, historiquement et idéologiquement, n'entre pas en contradiction avec le dessein de ceux qui, institutionnellement, se sont fixés la tâche de le diriger. Toutefois, s'il y a une contradiction, la politique la gèrera, toujours selon la même technique: on disqualifie le propos de l'intellectuel parce que, justement, il est propos d'intellectuel. Les intellectuels, dans la meilleure des hypothèses, ne sont qu'un groupe. Le plus souvent ce ne sont que des individus. Penser à la manière d'une minorité aussi infime c'est, à coup sûr, se tromper.

**L'E** P.C.I. a ses chiens de chasse, à savoir les intellectuels plus ou moins «organiques» qui militent dans ses rangs. À la chasse, le chien — cet animal — est du côté des hommes. Par conséquent, l'une des fonctions de l'intellectuel communiste c'est de débarrasser l'intellectuel non communiste de tout d'ivoire, de ruser avec lui. Le P.C.I. est bien pourvu en intellectuels, à tous les niveaux de sa hiérarchie. Toutes les catégories sont représentées: le grand peintre, le penseur gauchiste rallié, l'historien de métier, l'ancien tenant de la néo-avant-garde maintenant titulaire d'une chaire universitaire et devenu conseiller municipal d'un grand port... Cette présentation cynique de personnes respectables ne doit pas étonner: de quelqu'un qui n'accepte pas la discipline de l'organisation et qui se laisse aller à des initiatives personnelles, la

\* Agréé d'Italien.

Parce qu'il s'estime être un homme comme les autres et qu'il «on ne peut demander à personne d'être un héros», Montale avoue que s'il avait été désigné comme juré au procès contre les Brigades rouges il se serait, sans doute, refusé lui aussi. Sciascia oppose, sans médiation possible, le courage individuel qui voudrait qu'on accepte d'être juré au refus catégorique d'aider un État corrompu et agonisant. Giorgio Amendola, leader historique du P.C.I., n'est pas surpris car, dit-il, le courage civique n'a jamais été grand répandu dans l'intelligentsia italienne. Ces hommes sont des intellectuels, les voilà donc, *ipso facto*, moralement disqualifiés. Leur opinion ne compte pas, mais on va pouvoir discuter à l'aise de vue sur les intellectuels et la République. Un spécialiste du produit éditorial de grande consommation a eu l'idée de réunir en un volume une sélection de ces interventions du printemps 1979, dispersées dans les journaux. Parce que chez un grand éditeur milanaise, sous le titre significatif *Corrups et lâchetés des intellectuels*, elle ne contient pas moins d'une quarantaine d'articles correspondant à une trentaine de signatures et répartis sur une bonne douzaine de publications (2).

Le même phénomène — y compris l'aspect éditorial — s'est reproduit pendant la séquestration d'Aldo Moro. Demain si, à nouveau, quelque événement fait que l'indifférence méprisante des citoyens à l'égard de la classe politique atteint la cote d'alerte, on interpellera à nouveau tel ou tel intellectuel dans l'espoir de le voir légitimer les pratiques du pouvoir. S'il recule à la besogne, on le mettra hors jeu. Il servira de bon émissaire sur fond de débat vide de tout contenu réel.

### La politique et le culturel

langue politique dit que c'est un *cane sciolto*, un chien sans laisse, un chien fou.

Qu'il y ait une tension entre la politique et l'intellectuel, ou bien qu'une confusion des rôles se produise, rien de plus normal. La situation italienne montre avec évidence que l'intellectuel existe dans la mesure où la culture a une référence politique explicite. D'autre part, c'est le P.C.I. qui s'est posé avec le plus de constance le problème des intellectuels. L'enseignement de Gramsci, pour qui la quête de l'hégémonie politique n'est pas séparée de l'hégémonie culturelle, n'a jamais été abandonnée, même si l'on peut discuter la façon dont il a été appliqué. De ce fait, il est normal que le problème des intellectuels se pose toujours. D'abord, par rapport au parti communiste qui est, assurément, un lieu d'élaboration culturelle de la politique. Giovanni Baget-Bozzo, historien de

la démocratie chrétienne (3), théologien et politologue — un véritable intellectuel — insiste, en revanche, sur cette absence d'élaboration culturelle de la démocratie chrétienne. Il montre bien comment le parti catholique a toujours évité de se mesurer avec les problèmes culturels, oscillant, dans ce domaine, entre l'asaple du discours universitaire et l'enseignement social de l'Eglise. Alors que la D.C., dans sa pratique, obéit aux lois physiques d'une statique du pouvoir, d'un point de vue culturel, elle reste formellement subordonnée à l'Eglise. Baget-Bozzo pense que s'il y avait effectivement élaboration culturelle de la politique à l'intérieur du parti catholique, un conflit de vue sur le marxisme aurait pu surgir. Or, il importe d'éviter ce conflit. Cette carence n'interdit pas aux organes de presse de la démocratie chrétienne d'étriller ou de criminaliser les intellectuels quand l'occasion s'en présente.

Paradoxalement (certaines remarques de Moravia vont dans ce sens), le véritable intellectuel catholique, en Italie, a été, ces dernières années, le théologien Pasolini. Si l'entraînement, il est aisé de montrer comment sa poétique d'origine décadente reste de type religieux, les investives qu'il adressait au P.C.I. et au marxisme, du pouvoir, dont il dénonçait la corruption, satisfaisaient ceux pour qui le prêche du dimanche, à l'Église, avait manqué de tonus. Son démontage politique disait sur la place publique ce qu'on cherchait à étouffer dans les palais romains: que la démocratie chrétienne n'était qu'une germe de la société de consommation qu'il avait existé, dans le temps, une Italie rurale, pieuse et laborieuse que le parti catholique avait assassinée.

Le parti socialiste de Bettino Craxi vient de retourner au gouvernement. Norberto Bobbio, le plus prestigieux des intellectuels qui gravitent autour du P.S.I., commente: le parti communiste voit que la gauche n'est efficace et unitaire que la où les partis socialistes démocrates sont forts. Il ne va pas pour autant se faire hara-kiri. Mais il remet en question, sans le crier sur les toits, sa tradition marxiste-réaliste, en même temps qu'il s'empole à s'insérer dans le courant du socialisme européen. «Voilà un problème de fond, voilà une perspective excitante: c'est autre chose que d'aller au gouvernement avec nous ou d'être ministres!» (4).

Bobbio est un intellectuel classique: professeur de philosophie du droit et de sciences politiques, il a enseigné à l'université de Turin pendant trente ans avec une rigueur toute piémontaise. Politiquement, il a toujours soutenu que le socialisme ne pouvait se passer des valeurs de la démocratie libérale. Vigoureusement opposé à toute idée de «politique culturelle» c'est-à-dire à la «planification de la culture par les politiques», il a

constamment cru que la réflexion et le savoir avaient le droit de croître sans restriction aucune, et que cette liberté de la culture ne pouvait être qu'une force pour le socialisme, un gage de rigueur. Pendant la guerre froide, Bobbio est un des rares qui soient parvenus à dialoguer avec les communistes sans rien leur céder. De 1975 à 1977, il a été, dans la revue théorique du parti socialiste, *Mondo Operaio*, l'animateur de deux grands débats qui ont intéressé toute la gauche italienne: l'une sur le marxisme et l'État, l'autre sur la notion d'hégémonie chez Gramsci. Aujourd'hui, Bobbio et d'autres intellectuels plus jeunes qui avaient cru pouvoir être les intellectuels «disorganiques» du P.S.I. découvrent, encore une fois, que les débats culturels ont servi à donner du lustre au secrétaire du parti. Ils n'ont rien d'intéressant que dans la mesure où ils entretenaient la guerre avec le parti communiste dans l'attente d'entrer au gouvernement. On a aussi fait observer que le P.C.I. avait feint de s'intéresser à ces débats, mais que, en fait, la ligne de Moro l'intéressait plus que la pensée de Bobbio.

L'attention soutenue que portent les communistes à la culture (5), le fait que le P.S.I. soit en perte de vitesse à peu près constante depuis trente ans, conduisent à négier rapport intellectuel-socialiste. Il est pourtant très révélateur. C'est ainsi que la période du centre-gauche voit se produire un double mouvement: des dirigeants du parti d'une grande valeur intellectuelle comme Fanfani (6), qui fonde les *Quaderni Rossi* de l'origine de la *Nuova Sinistra* ou Lelio Basso, dont la pensée se rattache au marxisme de Rosa Luxemburg et qui dirige *Problemi del Socialismo*, s'éloignent du parti. En revanche, sociologues, économistes, urbanistes formés ou se formant aux jeunes sciences humaines espèrent que le P.S.I. réussira à imposer une modernisation de la société italienne. Dans une large mesure, cet espoir sera déçu.

(Lire la suite page 10.)

- (1) *Intervista sullo scrittore scomodo*, a cura di Nello Ajello, Laterza, Bari, 1978.
- (2) *Impugnato controspionaggio*, a cura di Renato Barilli, Bompiani, Milan, 1980.
- (3) *Coraggio e vita degli intellettuali*, Mondadori, Milan, 1977.
- (4) Cf. entre autres, G. Baget-Bozzo, *L'elfante e la balena, cronache del compromesso e del confronto*, Cappelli, Bologna, 1979. Le cardinal de Gênes vient d'interdire à cet auteur — qui est prêtre — d'écrire dans la presse.
- (5) *L'Espresso*, 4 mai 1980. Pour comprendre la position de Norberto Bobbio, on se reportera à *Politica e cultura*, Einaudi, Turin, 1955.
- (6) Le livre fondamental sur la question est: *Intellettuale e P.C.I. 1944-1958* de Nello Ajello, Laterza, Bari, 1979.
- (7) *Enrico Fanfani, La ripresa del marxismo leninismo in Italia*, Sapere Edizioni, Milan-Rome, 1975 (importante introduction de Dario Lanzardo).

delia 1979



## Capacités

(1) Université de Paris-Sud, 1980, 346 pages ronéotées.  
(2) Cf., par exemple : B. Boutsos-Ghali, *FOUDA*, A. Collin, Paris 1980 et *Alpoun wouni, le Droit international africain*, Pichon et Grand-Angoulême, Paris 1970.  
(3) Université des sciences sociales de Grenoble, 633 pages ronéotées.



## De la stratégie globale aux conflits locaux

## Capacités et limites de la puissance soviétique

Par VICTOR FAY

La réelle prépondérance militaire de l'U.R.S.S., les succès qu'elle a marqués en Afrique et en Asie, les proclamations de force du camp soviétique, la menace qui pèse sur l'approvisionnement en pétrole depuis l'occupation de l'Afghanistan, tout cela a créé un profond désarroi parmi les Occidentaux, y compris aux États-Unis. Présenter à tout prix le *status quo* établi à Vain, éviter l'affrontement avec un adversaire dont on surestime les possibilités et ignore les faiblesses, tel est l'objectif des responsables de l'Occident capitaliste, dont l'opinion publique n'est pas disposée à consentir des sacrifices pour arrêter la progression soviétique.

Cet état d'esprit s'exprime dans l'attitude des alliés européens de l'Amérique, notamment de l'Allemagne, d'Israël et de la France, qui cherchent à maintenir le dialogue avec l'U.R.S.S., et se montrent réservés à l'égard des sanctions économiques préconisées par les États-Unis, mais qui croient que pour ce dialogue soit efficace, il faudrait que le rapport des forces ne soit pas défavorable. Vouloir persuader M. Brejnev d'évacuer l'Afghanistan sans lui faire connaître les inconvénients de cette occupation risque de rester sans effet.

Les monnaies froides, qu'ils soient de droite ou de gauche, ne cèdent que quand ils y sont obligés, et le dialogue de sourds entre M.M. Muskie et Gromyko à Vienne, l'inefficacité des ententes de Varsovie entre M.M. Giscard d'Estaing et Brejnev, confirment cette évidence. Les appels lancés par la conférence du pacte de Varsovie en mai dernier et par les partis communistes soviétiques réunis fin avril à Paris ne présentent pas une base d'accord satisfaisante. Ils offrent cependant un point de départ pour une négociation sur l'ensemble du continent Est-Ouest, y compris sous des conditions de débâcle, sur l'évacuation de l'Afghanistan.

On se rend compte, à Moscou, qu'il ne suffit pas de proposer des renoncements au sommet, de s'adresser aux socialistes, aux sociaux-démocrates, aux chrétiens ou aux croyants d'autres confessions pour que les initiatives soviétiques soient entrainées par les Occidentaux et par la plupart des États du tiers-monde.

Il aurait fallu admettre le principe d'un compromis, aussi bien au sujet de l'Afghanistan que des fusées de moyenne portée en Europe. Or il n'en est rien. Les choix qu'offrent les Soviétiques et leurs alliés de l'Est sont-ils vraiment si simples ? On est avec l'U.R.S.S. dans le camp du socialisme et de la paix, ou avec les États-Unis, dans celui de l'impérialisme et de la guerre ; la troisième voie n'existe pas.

Ce choix simpliste, qui ignore l'existence du tiers-monde, c'est-à-dire d'une bonne moitié de l'humanité, et qui reprend la théorie des deux mondes irréconciliables, est depuis l'intervention soviétique en Afghanistan, à une résistance accrue. Il est difficile de prêcher la paix et le désarmement en Europe et de pacifier en même temps le camp de bombes la population afghane qui résiste à l'occupation étrangère. Un autre choix s'impose entre une détente limitée, englobant le tiers-monde, et une détente fragmentée, valable en Europe, dans le respect du *status quo*, ainsi que hors d'Europe, en dépit de l'extension de l'influence soviétique.

Conception mouvante, en fonction de leurs rapports avec l'U.R.S.S., des États du tiers-monde sont taxés d'impérialisme ou de socialisme. C'est ainsi que l'Égypte progressiste de Nasser s'est mise en place forte de l'impérialisme avec M. Sadate ; que la Somalie, sans changer de régime ni de dirigeants, est passée du camp de la paix à celui de la guerre ; que l'Éthiopie, d'empire médiéval, opposé au régime d'Éthiopie, est devenue une république démocratique, ramenant à l'obéissance une Éthiopie rebelle, avec l'aide soviétique et cubaine. Allées de l'U.R.S.S. de l'U.R.S.S. est plus stable : en Angola, au Mozambique, au Yémen du Sud ; elle est moins solide en Syrie, en Irak, en Algérie et en Libye sans parler du rapprochement avec l'Inde de même Indira Gandhi.

Quant aux pays à direction communiste, leur division est évidente. D'une part l'U.R.S.S. avec ses satellites et ses alliés ; de l'autre, la Chine, qui cherche à s'entourer de pays plus ou moins inféodés à sa politique extérieure. Chacun des grands puissances communistes étend sa zone d'influence en arguant d'une menace d'encerclement. C'est en partie vrai pour la Chine, dont le retard militaire est patent. C'est moins fondé pour l'U.R.S.S., dont la supériorité militaire sur la Chine est écrasante et l'implantation en Indochine assurée. Les progrès de l'U.R.S.S. sur l'échiquier mondial sont non seulement quantitatifs mais aussi qualitatifs. La traditionnelle poussée vers les mers libres par l'extension territoriale, celle de Pierre le Grand, comme celle de Staline, n'est plus suffisante. Depuis Khrushchev, l'U.R.S.S. affirme sa présence partout dans le monde, tend à égaler et, si possible, à dépasser l'influence des États-Unis.

L'Union soviétique est devenue un empire mondial. Son avènement et sa marine de guerre, ses vecteurs intercontinentaux témoignent de ses ambitions et de ses possibilités. Son avance en matière d'armement est certaine. Le rapport des forces entre les deux géants a évolué en sa faveur, les États-Unis, depuis leur échec au

Vietnam, ayant ralenti leur effort militaire.

Cependant, leurs déboires en Asie du Sud-Est, en Afrique et en Amérique centrale ne doivent pas dissimuler que leur puissance demeure prépondérante dans le sous-continent sud-américain et au Proche-Orient, malgré des révolutions à Cuba, au Nicaragua et en Iran.

La présence des États-Unis en Europe occidentale et en Extrême-Orient reste solide. L'impérialisme nord-américain n'a rien perdu de son avance économique, financière et technologique, même si son potentiel militaire est en retard par rapport à l'U.R.S.S.

Cette dernière s'approprierait-elle à tenter une aventure guerrière, si ses visées étaient contrariées ? Cela paraît douteux. Ses dirigeants sont favorables à une expansion aussi vaste que possible, à condition que les pressions diplomatiques, politiques ou militaires ne butent pas sur des obstacles pouvant déboucher sur un conflit généralisé.

C'est la limite que l'U.R.S.S. ne semble pas disposée à franchir en dépit de son engagement en Afghanistan. Certes le « Pentagone soviétique », cette alliance étroite entre les « mangeurs d'acier » et les « lan-

## La haine de la guerre et les facteurs centrifuges

Faut-il croire que, dans l'inconscient populaire, le sentiment de l'immensité territoriale du pays rendait superflue toute conquête, à la seule exception de l'extension pacifique, en Sibérie et des expéditions coloniales en Caucase et en Asie centrale ? Plus près de nous, l'invasion nazie a laissé un souvenir de cauchemar, avec son cortège d'atrocités, de souffrance et de misère, sans parler des pertes humaines énormes qui ont ralenti pour des générations la croissance démographique.

La crainte et la haine de la guerre sont générales. Là-dessus tout le monde est d'accord : les autorités comme les opposants. Malgré son loyalisme, la population soviétique ne supporte pas l'extension de l'influence extérieure ni l'apport au peuple nul avantage matériel. Bien au contraire, l'aide économique et militaire à l'Égypte, à Cuba, à l'Éthiopie et à la Syrie a ralenti l'amélioration du niveau de vie des Soviétiques que l'exploitation des pays satellites n'a permis d'obtenir. Les statistiques officielles attestent, ainsi que les observateurs étrangers, même les plus favorables au régime.

Les tendances expansionnistes ne se font pas sentir chez le Soviétique moyen ; contrairement à ce qui s'est passé en Allemagne nazie ou la militarisation de la société et les combats de Hitler avaient permis de supprimer le chômage et d'élever le niveau de vie des Allemands au détriment des peuples conquis réduits à l'esclavage et condamnés à l'extermination.

Si l'armée permanente, bien entraînée et outillée, bien encadrée politiquement et militairement, est présente chaque instant à intervenir sur différents terrains d'opérations, il en est tout autrement quand il s'agit des troupes indigènes et des armées satellites. Les soldats polonais, tchécoslovaques, hongrois et roumains, ne participeraient qu'à contrecoeur à des opérations militaires sous le commandement soviétique, comme l'ont montré les événements de 1956 et de 1968. Même les Allemands de l'Est, connus pour leur discipline, n'interviendraient que contraints et forcés contre leurs compatriotes d'Allemagne occidentale. Quant aux Bulgares, leur poids militaire médiocre ne se ferait sentir qu'en cas de conflit au sujet de la Macédoine yougoslave ou de la Dobrouïja roumaine.

Quant aux minorités nationales en Union soviétique, elles sont peu enclines à épouser les intérêts de Moscou. Il serait dénué de compter sur la loyauté, sans parler de la combativité, des soldats lituaniens, lettons et estoniens, et moins encore sur celle des petits peuples déportés pendant la guerre par Staline. Les autorités civiles et militaires ne l'ignorent pas ; elles évitent de constituer des unités ethniques homogènes et de les faire stationner sur leur territoire national. Lors de l'intervention en Afghanistan, les premières unités soviétiques qui y avaient pénétré étaient composées de Tadjiks et de Turkmènes, parlant les langues d'une partie de la population afghane. Or, d'après les informations concordantes, ces troupes ont été rapidement retirées et remplacées par des soldats russes ignorant les langues du pays et ne risquant pas d'être tenues de fraterniser avec les habitants. Il faut rappeler que des milliers de soldats soviétiques ont été gravement blessés chaque fois qu'ils furent appelés à réprimer un mouvement populaire. Tel fut le cas en juin 1963 à Berlin-Est, en novembre 1966 à Budapest, en août 1968 à Prague. Certaines unités ont dû être rapatriées d'urgence. On a signalé des cas de profond désarroi, de passages à l'ouest, de dépression nerveuse, voire de suicide, parmi les officiers et les hommes de troupes. Chaque fois, des fugitifs ont apporté à ce sujet des informations précises. Malgré l'éloignement dans le temps, le souvenir de la révolution d'Octobre reste profondément ancré dans la conscience des peuples soviétiques.

La Russie a été dominée par les Tatars, envahie par les Polonais, les Suédois, les Français et les Allemands. Chaque fois, ce peuple de paysans s'est battu héroïquement pour défendre son pays ; chaque fois, il est parvenu à chasser les envahisseurs, malgré les injustices, les inégalités et des violences qu'il subissait de la part de ses dirigeants. Il s'est montré, en revanche, résistant à toute séduction étrangère. Sur une terre étrangère, son élan faiblissait au fur et à mesure que ses armées s'éloignaient du territoire national. On dirait que, comme Antée, il avait besoin de toucher son sol pour retrouver ses forces et sa vigueur.

La Russie a été dominée par les Tatars, envahie par les Polonais, les Suédois, les Français et les Allemands. Chaque fois, ce peuple de paysans s'est battu héroïquement pour défendre son pays ; chaque fois, il est parvenu à chasser les envahisseurs, malgré les injustices, les inégalités et des violences qu'il subissait de la part de ses dirigeants. Il s'est montré, en revanche, résistant à toute séduction étrangère. Sur une terre étrangère, son élan faiblissait au fur et à mesure que ses armées s'éloignaient du territoire national. On dirait que, comme Antée, il avait besoin de toucher son sol pour retrouver ses forces et sa vigueur.

La mosaïque nationale que forme l'U.R.S.S. perd d'autant plus de son homogénéité que s'exercent des pressions en vue de créer une « nation soviétique », qui n'existe pas, et d'imposer la prééminence de la « grande nation russe ». Les tentatives de russification des élites nationales des républiques se sont soldées jusqu'à présent par un seul succès apparent : le bilinguisme nécessaire à toute carrière dépassant l'échelon local ou régional. Dans les Républiques minoritaires se multiplient les écoles où l'enseignement est donné en langue russe.

## Persistence des difficultés économiques

Les facteurs socio-économiques sont cependant déterminants pour l'immense majorité de la population. Dans les principaux domaines de la vie, soixante-trois ans après la révolution, les choses ne vont pas bien. Les statistiques officielles, les plus discrètes et les plus vagues. Car, depuis la fin de la période de reconstruction de l'après-guerre, le développement économique s'est ralenti. Le retard sur l'extension du plan est plus fréquent, la productivité du travail plétine. Citons à titre d'exemple quelques chiffres extraits du communiqué de la direction centrale des statistiques (6) sur les « résultats de l'exécution du plan de développement économique et social de l'U.R.S.S. en 1979 », comparés aux prévisions de 1979 : la production industrielle de 3,4 % au lieu de 5,7 % ; la productivité du travail de 2,4 % au lieu de 4,7 % ; la masse salariale a progressé de 17 %, la masse des biens de consommation de 13 %.

Quant à la récolte de céréales qui devait être de 230 millions de tonnes, elle n'a pas dépassé les 179 millions de tonnes, et le déficit sera difficile à combler en raison de l'arrêt des fournitures américaines. La production de viande et de lait reste déficitaire. Seule la production d'œufs a augmenté de 10 %. La vente des denrées alimentaires s'est accrue, selon les produits, de 15 à 25 %.

Si la production des petits ordinateurs a augmenté, elle est considérée comme insuffisante. Quant aux grands ordinateurs, les États-Unis, qui détiennent un monopole de fait, en interdisent d'en vendre aux Soviétiques ont créé des difficultés supplémentaires au système de comptabilité, de planification et de gestion.

On sait que la réforme économique, proposée par les professeurs Liberman et Trapeznikov et adoptée en 1965 sur proposition de M. Kossyguine, président du conseil, n'a pas été effectivement appliquée. La décentralisation, la rentabilité, la coordination des fournitures avec le plan de production ont rencontré une résistance passive quasi insurmontable. D'où de fréquentes ruptures d'approvisionnement tant en moyens de production qu'en articles de grande consommation.

Toute réforme entraîne le ralentissement de la production pendant sa mise en œuvre et la suppression des primes auxquelles donnent la chasse cadres et ouvriers pour une fois solitaires. Ces primes, souvent imméritées, rendent inopérante la rationalisation qui, honnêtement appliquée, aurait abouti à leur abandon.

Pour moderniser l'outillage souvent vieux de quinze ans et plus, il faudrait éliminer la main-d'œuvre superflue. Or la conquête sociale qui n'est pas mise en question est le droit au travail, ou plutôt à l'emploi. C'est pourquoi les pressions d'emplois sont rares et difficiles, le personnel enlevé à la production se retrouve affecté à des tâches de comptable, de magasinier, de gardien ou de chauffeur, etc. De telle sorte que la rentabilité d'une usine moderne n'est pas de beaucoup supérieure par rapport à ce qu'elle était avec l'outillage ancien.

Le quant-à-soi des minorités se fait de plus en plus sentir non seulement parmi les juifs, victimes d'une discrimination quasi officielle, parmi les Tatars de Crimée, chassés de leur petite patrie, mais aussi parmi les peuples baltes et mahométans qui se tournent vers leur passé culturel et national. On enregistre enfin, parmi les Ukrainiens, le réveil rapide du sentiment patriotique.

Les témoignages de nombreux juifs émigrés, du général Grigorenko (1), de Léonide Plokhitch (2), de la revue du samizdat *Poisk* (Recherches), et certains travaux universitaires (3), confirment la tendance des autorités à limiter l'usage des langues minoritaires. La formule de Staline « modifier nationale dans sa forme, socialistes dans son contenu » aboutit à transposer en langues minoritaires les acquis culturels russes, considérés comme seuls porteurs de culture socialiste.

Le facteur national est conforté par le facteur religieux, aussi bien parmi les religions minoritaires que parmi les membres de l'Église orthodoxe, étroitement contrôlée par les autorités. Une vie religieuse intense est souvent inspirée par le pacifisme de nombreuses sectes d'inspiration chrétienne, hostiles à l'État « athée », tels les vieux-croyants, les baptistes, les skopays, etc. Les religions minoritaires en liaison avec l'étranger sont les plus étroitement contrôlées et surveillées. Tel est le cas des catholiques polonais et lituaniens, des luthériens allemands, lettons et estoniens, des mahométans sunnites et chiites, ainsi que des juifs. Les documents de la République de Pologne, les publications du Vatican, protestantes, islamiques et juives, et surtout dans celles d'Amnesty International.

Ces différents facteurs centrifuges, auxquels s'ajoute l'aspiration à plus de liberté exprimée par les dissidents (4), sont contenus par l'appareil du parti, des services de sécurité qui répriment énergiquement toute expression de mécontentement (5) et de critique : la récente assignation à résidence d'André Sakharov en apporte une illustration.

Aussi bien les dirigeants que les techniciens et les ouvriers reconnaissent que les mesures prises, toujours les mêmes, n'arrivent pas à surmonter le ralentissement des rythmes de développement économique. Les rapports successifs de M. Brejnev en font foi. Finalement, ni les dirigeants ni les travailleurs n'ont intérêt à moderniser leur usine. Ils préfèrent constituer des stocks, pour éviter la rupture des fournitures, sous-évaluer leurs possibilités de production, pour dépasser plus facilement le plan et toucher la prime.

Ces freins jouent partout, dans la construction des usines et des logements, des routes et des machines agricoles. Le seul secteur qui y échappe est la construction du second Trésor, où les conditions climatiques difficiles sont compensées par des salaires élevés.

La production d'énergie électrique et de pétrole, malgré des réserves incalculables, n'a augmenté en 1979 que de 1 % et 2 %, en retard sur les besoins et sur les prévisions du plan. Ce sont les fournitures d'armement, même les plus modernes et les plus sophistiquées, qui sont le mieux honorées au détriment des approvisionnements civils.

Le budget du ministère de la défense est de 17 milliards de roubles, soit 6 % du budget général. En réalité, ce chiffre est beaucoup plus élevé, puisque certains investissements militaires et paramilitaires sont inscrits dans les budgets des ministères industriels, tels que ceux des transports, des constructions mécaniques, de la sidérurgie et de la chimie. Les spécialistes occidentaux estiment qu'il faudrait doubler les chiffres officiels pour fixer le montant exact des dépenses militaires globales. La technologie militaire soviétique a d'ailleurs réalisé de véritables prouesses et se place à la pointe du progrès. Elle s'est inspirée souvent des découvertes occidentales, surtout américaines. Mais si elle les a parfois perfectionnées, elle en est toujours tributaire.

Outre cette dépendance indirecte de la technologie occidentale, il existe un décalage considérable entre le niveau de la technologie militaire et le niveau technique de l'industrie civile. Le moindre retard de la technologie militaire serait de ce fait très difficile à rattraper et demanderait plusieurs années d'efforts et de recherches.

Tout autre est l'état de la technologie de pointe américaine : nul décalage n'existe entre les secteurs militaire et civil. Seule une guerre-éclair entraînant la destruction d'embûches de la puissance industrielle des États-Unis pourrait assurer la victoire aux Soviétiques. En revanche, tout conflit prolongé laisserait le temps à la technologie américaine de combler ses lacunes, de rattraper et de dépasser en un temps record l'avance soviétique. Ainsi, tant que l'U.R.S.S. n'aura pas réduit le décalage entre sa technologie civile et militaire, elle restera vulnérable : car la guerre-éclair n'est ni dans les habitudes ni dans les capacités de ses militaires.

Cela ne signifie pas qu'une configuration générale soit impossible. Des conflits locaux se multiplient. Il devient malaisé de les maîtriser. Le champ d'affrontement englobe la planète tout entière. L'Europe n'y échappe pas. Les États-Unis, réunis à la division de l'Europe en zones d'influence, n'accepteraient pas facilement la modification, au bénéfice de l'U.R.S.S., de l'actuel *status quo*.

Quant à l'U.R.S.S., elle vise, semble-t-il, l'avantage à neutraliser — ou, comme l'on dit, à « finlandiser » — l'Europe occidentale, plutôt qu'à « soviétiser ». Sauront-ils à plus long terme, à ramener au bernois la Yougoslavie récalcitrante.

Ni les dirigeants de l'U.R.S.S. ni ceux des États-Unis ne désirent la guerre. Quant aux Européens de l'Ouest et de l'Est, ils la redoutent et feront tout pour l'éviter. Mais la bonne volonté ne suffit pas. Une logique implacable pourrait entraîner les uns et les autres plus loin qu'ils ne voudraient s'engager. Pour éviter cet engorgement, il faut reprendre la négociation sur l'arrêt de la course aux armements et sur leur limitation.

(1) Piotr Grigorenko, *Mémoires*, Presses de la Renaissance, Paris, 1980.  
(2) Léonide Plokhitch, *Dans le carnavale d'Estivade*, Le Seuil, Paris, 1977.  
(3) Cf. H. B. Carré, *Économie*, l'Économie, l'Économie, Paris, 1978.  
(4) André Sakharov, *Mon pays et le monde*, Le Seuil, Paris, 1975.  
(5) Alexandre Dimov, *Les Hommes doubles*, Lettres, Paris, 1980.  
(6) Publié par l'agence Novosti, Paris.

## Le coût de l'hospitalisation

Le Centre d'Étude des Revenus et des Coûts a publié dans les Documents du CERC

1. Le système hospitalier français et les problèmes posés par la croissance des dépenses, n° 35 - 36.
2. Le recours au système hospitalier, n° 45.
3. Les moyens du système hospitalier public

A. Ensemble des dépenses de fonctionnement et d'équipement, n° 46.

B. Analyse des dépenses de fonctionnement, n° 50.

Note récapitulative de la 3ème partie (A et B), n° 52.

Chaque numéro cité ..... 24 F

Abonnement : 4 cahiers/an ..... 80 F

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

29-31, quai Voltaire - 75340 Paris Cedex 07  
155, rue Garibaldi - 69401 Lyon Cedex 03

Par correspondance :  
124, rue Henri Barbusse - 93308 Aubervilliers Cedex

Journal de la Santé



## Tradition d'hégémonisme régional, intérêts économiques

## L'U.R.S.S. ET LA RÉVOLUTION IRANIENNE

(Suite de la première page.)

Privilège ultime : en 1979, les Russes constituent la brigade des cosacs persans, qui devient bientôt la seule force militaire organisée en Iran. Théoriquement soumise au chah, elle le fut en pratique aux ordres de l'ambassadeur du tsar à Téhéran.

La rivalité russo-anglaise avait cependant atteint au début de ce siècle un tel degré d'exacerbation que ces deux puissances jugèrent plus prudent de définir leurs sphères d'influence en Iran pour éviter le risque d'une confrontation armée. En 1907, Saint-Petersbourg et Londres conclurent un accord par lequel la Russie s'imposait comme seule puissance dominante au nord de Téhéran, laissant l'Angleterre tenir le Sud, le centre du pays étant reconnu comme zone neutre. En décembre 1917, toutefois, le premier conseil des commissaires du peuple, présidé par Lénine, annonce qu'il repousse tous les traités, dettes et capitulations imposés par les tsars à l'Iran iranien, sans aucune contrepartie. Ce geste spectaculaire est non seulement destiné à prouver la bonne foi de la Russie soviétique au gouvernement de Téhéran ; il se veut aussi une condamnation sommaire de la poli-

tique impérialiste que les Anglais continuent à mener en Iran.

En effet, en 1918, un traité est signé entre le gouvernement de Londres et le premier ministre anglophile Vostough al-Dowleh en vue de confier la gestion économique, administrative et financière de l'Iran iranien exclusivement à des conseillers anglais. Si l'opposition de Sultan Ahmad Chah Kadjar, puis l'hostilité du Majlis (Parlement) bloquent la ratification de ce traité, l'omnipotence d'une puissance hostile sur son flanc sud incite néanmoins le gouvernement bolchévique à revoir sa politique. D'autant que, en 1919, le nord de l'Iran se trouve investi par les troupes britanniques venues épauler les armées blanches de Transcaucasie et s'opposer à toute offensive soviétique vers l'Asie centrale. La guerre civile mène depuis quatre ans les socialistes révolutionnaires iraniens dans les forêts du Guilân, en bordure de la Caspienne, y fournissant l'occasion à Moscou de prendre l'Angleterre à revers. Le mouvement Djangal (forêt) sous la direction de Mirza Koutchek Khan (3) poursuit en effet une lutte armée contre l'impérialisme britannique et pour l'instauration d'un régime socialiste en Iran ; mais il se trouve dépourvu des moyens militaires nécessaires pour mener une offensive de grande envergure.

## Le sort de la République du Guilân

À l'automne 1920, les troupes blanches du général Denikine, qui s'étaient vu infliger de lourdes pertes en Transcaucasie, se replient vers le sud et se réfugient dans le port iranien d'Anzali. Les forces rouges, commandées par Raskolnikov, y débarquent, déclarent que ce reste de l'armée de Denikine, puis avancent jusqu'à Rasht, capitale du Guilân. Là, elles sont accueillies par les Djangalists, qui profitent de l'offensive de Raskolnikov, viennent d'expulser les troupes britanniques et les cosacs persans de la ville.

Sur l'ordre de Trotski — alors commissaire du peuple — à Raskolnikov entame immédiatement des négociations avec les révolutionnaires iraniens : elles aboutissent en juin 1920 à la proclamation de la République socialiste soviétique du Guilân et à la nomination de Mirza Koutchek Khan comme chef du gouvernement provisoire. Afin de marquer la dépendance totale de cette nouvelle République à la Russie soviétique, Trotski dépêche trois mille volontaires russes aguerris pour constituer l'armée révolutionnaire du Guilân et place sous le commandement de Yakov Blumkin (4). Dès l'arrivée de ce contingent, le gouvernement de Téhéran ouvre des négociations avec Moscou en vue de lui faire retirer ses forces. Il devient clair, cependant, que le gouvernement de Lénine se refuse à agir unilatéralement et n'écartera ses troupes que si la Grande-Bretagne fait de même.

En février 1921, le gouvernement iranien obtient le retrait des forces britanniques et signe un traité d'amitié avec Moscou en vertu duquel la Russie soviétique s'engage désormais à respecter la souveraineté territoriale de l'Iran — donc à se retirer du Guilân — mais

se réserve le droit de faire à nouveau entrer ses troupes dans ce pays « si un tiers voulait se servir du territoire iranien comme base d'opérations contre l'U.R.S.S. ou en menacer les intérêts, et qu'il la demande de l'U.R.S.S. le gouvernement iranien ne puisse faire cesser cette menace » (art. 5).

Ce traité pèsera lourd sur l'avenir de l'Iran ; mais, pour l'immediat, il confie plus tard que « Mirza Koutchek Khan et ses amis perses refusèrent d'obéir » et qu'il fut ainsi « question de les passer par les armes » : « la décision fut prise de tuer Mirza Koutchek Khan et de le remplacer par un homme qui ne se refusait pas à l'obéissance ». L'insurrection cessa comme elle avait commencé. Les partisans russes repassèrent la frontière et s'installèrent dans des tentes et des baraques à Bakou par mer ».

Abandonné par les Soviétiques et pourchassé par les cosacs persans, Mirza Koutchek Khan se réfugia dans les montagnes du nord de l'Iran où il mourut en novembre 1921 : son cadavre est décapité et sa tête envoyée à Reza Pahlavi, alors ministre de la guerre.

L'Union soviétique s'empêchera pendant les vingt années qui vont suivre — soit durant le règne de Reza Pahlavi — de consolider les rapports économiques qui la lient étroitement à l'Iran.

## Un vieux partenaire commercial

DEJA, avant la première guerre mondiale, la Russie était son premier partenaire commercial, son plus grand acheteur de matières premières et son principal fournisseur de produits manufacturés. Elle absorbait 84 % du coton, 88 % du riz, 65 % des cuirs et peaux, ainsi que la plus grande quantité de chapel et du caoutchouc exportés. En retour, elle fournissait 60 % du textile — tissé à partir du coton iranien —, 75 % des allumettes, et la quasi-totalité du kérosène, de l'essence et du masout importés par l'Iran. En 1913, la Russie canalisaient 59 % du commerce extérieur iranien,

le montant des échanges entre les deux pays atteignant 79,5 millions de roubles (6). Le système routier, ainsi que des moyens de transport et les chemins de fer étaient encore si mal développés que Téhéran et les riches provinces septentrionales iraniennes dépendaient pour leur survie du seul commerce avec la Russie. Vingt ans plus tard, la structure des échanges commerciaux entre les deux pays resta rigoureusement la même : en 1933, l'Iran exporte vers l'U.R.S.S. pour 50 millions de roubles de matières premières et en importe pour 25,3 millions de roubles de pro-

duits finis ; le chiffre d'affaires du commerce soviéto-iranien se monte globalement à 75,3 millions de roubles, soit seulement 5,5 % de moins qu'en 1913 (7). Et à la veille de la seconde guerre mondiale, en dépit de l'extension des réseaux ferroviaire et routier du Sud et de l'Ouest iranien — les choses ne valent guère : l'U.R.S.S. est toujours le premier partenaire commercial — 35 % du commerce extérieur iranien — tandis que, en absorbant 18 % du commerce extérieur soviétique, l'Iran demeure encore le premier fournisseur asiatique des Soviétiques. Détail significatif : les cartes économiques de l'Iran publiées en Russie — notamment dans les *Encyclopédies soviétiques* — désignent alors tout le nord de l'Iran comme « région économiquement dépendante de l'U.R.S.S. », Téhéran incluse.

En septembre 1941, pour mettre fin à la germanophilie croissante de Reza Pahlavi qui avait notamment permis aux Allemands d'équiper et d'entraîner l'armée et les forces de l'ordre iraniennes, les troupes soviétiques et britanniques envahissent le pays. Peu de temps après, Moscou impose l'art. 5 du traité de 1921. Chaque puissance occupe sa zone d'influence traditionnelle : l'U.R.S.S. le Nord et la Grande-Bretagne le Sud, Téhéran étant considérée « zone neutre », comme en 1907. Reza Pahlavi est immédiatement exilé en Afrique du Sud et, sur la recommandation de Londres, son fils, Mohammad Reza, accède au trône.

À la fin de la guerre, il est convenu par alliés que l'Iran avant mars 1946. Cependant, dès décembre 1945, sous l'impulsion des commissaires politiques soviétiques, le Kurdistan et l'Azerbaïdjan se déclarent indépendants dans la zone d'occupation de l'U.R.S.S. se proclament républiques démocratiques autonomes (8). Staline va utiliser les aspirations autonomistes des peuples kurdes et turks à ses propres fins, en encourageant l'Azerbaïdjan à se joindre au mouvement socialiste révolutionnaire du Guilân.

En effet, dès la proclamation de ces républiques, Staline fait comprendre aux alliés qu'il n'est pas prêt à retirer ses troupes de sa zone d'occupation. De laborieuses négociations débouchent, en avril 1946, sur le silence d'un accord entre Chavann et Staline. Le premier ministre iranien et le gouvernement soviétique. Celui-ci s'engage à évacuer ses forces — donc à retirer son appui militaire aux Kurdes et aux Azerbaïdjanais — en échange de quoi Téhéran accepte de constituer une société mixte soviéto-iranienne pour exploiter les riches gisements pétroliers de l'Iran septentrional. Staline et Shalini donnent à l'armée rouge de regagner l'U.R.S.S. en mai 1946 (9). Le soutien politique et militaire de l'Union soviétique aux Républiques du Kurdistan et de l'Azerbaïdjan est dès lors destiné à servir de monnaie d'échange pour une nouvelle concession du gouvernement iranien. À l'automne de 1946, lorsque l'armée chahien refuse ces deux provinces les dirigeants autonomistes qui n'avaient pu fuir sont pendus sur la place publique. Mais cette nouvelle parodie soviétique en Iran — par la suite d'une main mise sur les champs pétroliers du Nord — va se heurter à l'opposition vigoureuse de Mossadegh.

En octobre 1947, ce dernier — alors député au Majlis — bloque la ratification de l'accord pétrolier soviéto-iranien et fait voter une loi interdisant l'octroi d'une nouvelle concession pétrolière à une puissance étrangère. Le refus de l'U.R.S.S. ne se fait pas attendre : elle déclare officiellement que cette décision constitue une discrimination à son égard puisque la concession pétrolière anglaise dans le sud de l'Iran est restée en vigueur. Mais pour avoir retiré ses troupes trop tôt, l'Union soviétique ne dispose plus de moyen de pression sur le gouvernement de Téhéran. Elle ne dispose que de deux instruments : le coup porté à ses intérêts vitaux.

Lorsque, en 1950, ce dernier devenu premier ministre, nationalise l'ensemble de l'industrie pétrolière iranienne, abandonnant la concession anglaise, l'U.R.S.S. mène campagne par le biais du parti Toudéh sur le thème : « oui » à la nationalisation des gisements du Sud, « non » à celle du Nord. Mais en dépit du boycottage politique et commercial imposé à son pays par l'Occident, Mossadegh refuse fermement de concéder le moindre avantage à l'Union soviétique.

Pour lui forcer la main, l'U.R.S.S. tente alors de négocier le retour des réserves d'or que lui avait confiées le gouvernement de Téhéran lors de la seconde guerre mondiale et dont la grande majorité était détenue dans un grand besoin la trésorerie de Mossadegh mise à sec par le « gel » des avoirs iraniens dans les banques anglaises. Il se heurte au refus persistant du vieux leader nationaliste, opposé à tout compromis avec l'Union soviétique. En accord avec Moscou, le bureau politique du parti Toudéh ordonne à ses militants, notamment aux six cents officiers communistes, de ne pas s'opposer au coup d'État de la C.I.A. qui met fin, en août 1953, à son gouvernement (11). La politique de l'U.R.S.S. consista ensuite, jusqu'à la chute du chah en 1979, à se rapprocher du régime Pahlavi pour y promouvoir ses intérêts économiques face à la concurrence croissante des puissances occidentales. Ainsi, en gage de bonne volonté, les réserves d'or réclamées en vain par Mossadegh sont rendues au nouveau gouvernement issu du coup d'État. À partir de juillet 1956 — date du premier voyage du chah à Moscou — l'U.R.S.S. accorde sensiblement ses ventes d'armes non stratégiques et devient, jusqu'en 1973, le deuxième fournisseur militaire de l'Iran (après les États-Unis) : le montant global des ventes jusqu'à cette date étant estimé à près de 800 millions de dollars (12).

En janvier 1966, Moscou et Téhéran signent un accord régissant la coopération dans le domaine de la construction d'entreprises industrielles, l'exportation de machines et d'équipements soviétiques vers l'Iran, ainsi que l'exportation de gaz iranien vers l'U.R.S.S. Après cette dernière, l'Iran est, on le sait, le deuxième producteur mondial de gaz : ses réserves, estimées à 11 000 milliards de mètres cubes, constituent 15 % des réserves mondiales.

L'accord permet à l'Union soviétique de rentrer en force sur le marché : elle commence ainsi la construction d'un énorme complexe sidérurgique à Isfahan — 550 mille tonnes d'acier par an ; d'une usine de constructions mécaniques à Arak — 30 mille tonnes d'acier par an ; de deux stations thermiques — l'une de 1 400 MW à Ahwaz, l'autre de 800 MW à Isfahan ; soit, en tout, cent quarante-sept gros ouvrages dont seulement quatre-vingt-huit étaient terminés au moment de la révolution islamique (13).

Sur le plan des échanges commerciaux, l'U.R.S.S. fournit des lami-

non ferreux, des voitures de tourisme, des camions, des motocyclettes, des machines-outils à métaux, divers équipements industriels, du bois d'œuvre, du papier, de l'huile, des appareils électroménagers ; en retour, l'Iran exporte du gaz, du minerai de plomb, du zinc, des peaux brutes, du coton, des fruits secs et des tissus. Si l'Union soviétique n'est plus désormais le premier partenaire commercial de l'Iran — elle est passée au sixième rang après les États-Unis, la R.F.A., le Japon, le Royaume-Uni et la France —, le chiffre d'affaires entre les deux pays a cependant dépassé depuis l'entre-deux-guerres pour atteindre 707 millions de roubles en 1977 (14). Toutefois, l'importance de ces échanges est conditionnée en priorité par l'exportation de gaz iranien vers l'U.R.S.S.

En vertu de l'accord de 1966, les fournitures avaient commencé en automne 1970 ; elles atteignent bientôt 27 millions de mètres cubes par an, rythme qui sera maintenu jusqu'à la révolution islamique. Celle-ci va cependant se révéler catastrophique pour les intérêts soviétiques en Iran.

## Antagonismes idéologiques

Sur le plan commercial, la lente dégradation de l'économie et la chute des exportations pétrolières se reflètent sur les échanges entre les deux pays : en valeur, ils tombent de 871 millions de roubles en 1978 à 377 millions de roubles en 1979 (15). Vers la fin de l'année écoulée, l'Iran réduit de moitié ses exportations de gaz vers l'U.R.S.S., puis de 75 %, pour interrompre enfin toute livraison en mars 1980. Les nouvelles autorités islamiques exigent que le prix du gaz exporté, qui avait été fixé à 75 cents pour 28,3 mètres cubes (soit mille pieds cubes), soit maintenant porté à 3,63 dollars, 40 % de plus que les réserves soviétiques sont prêts à accepter. Devant la fermeté des exigences iraniennes, les négociations entre les deux parties sont interrompues.

Fin avril, toutefois, alors que les États-Unis envisagent des sanctions économiques et un blocus des ports iraniens du Golfe pour tenter d'obtenir du gouvernement islamique la libération des diplomates américains détenus en otages, Moscou et Téhéran signent un protocole d'accord portant sur la réactivation de trois voies commerciales qui traversent la frontière soviéto-iranienne : à Djibouti, on se trouve à l'extrémité d'un itinéraire soviéto-iranien qui relie l'U.R.S.S. à l'Iran ; à Astara, point de transit de la route qui permet le passage de poids lourds entre les deux pays, et enfin à Anzali — ex Bandar Abbas — le port en eau profonde de la Caspienne où les navires soviétiques déchargent les marchandises à destination de l'Iran. En juin, la commission permanente soviéto-iranienne pour la coopération économique annonce que l'U.R.S.S. et l'Iran viennent de signer un protocole d'accord qui « envisage un développement mutuellement bénéfique de la coopération économique, technique et commerciale entre l'Union soviétique et la République islamique de l'Iran » (16). Il est peu probable, cependant, que ces deux instruments préparent à une relance des étroites relations qui existaient entre les deux pays sous le régime Pahlavi, le blocage actuel n'étant qu'un épisode essentiellement d'ordre idéologique et politico-militaire.

En effet, si le chah avait pris soin de séparer l'idéologie communiste de ses rapports avec l'État soviétique, l'imam Khomeiny ne fait guère cette distinction. À tout le moins, il considère le qualificatif de « petit Satan » — celui de « grand Satan » étant réservé aux États-Unis — ses rapports avec elle relèvent non du domaine des relations internationales, mais de la stricte observance des préceptes islamiques qui lui interdisent tout rapprochement avec le « régime impérialiste soviétique » comme complément de l'« impérialisme américain », le pre-

mier étant perçu, sous l'angle de l'histoire récente, comme tout aussi dangereux pour l'Iran que le dernier. Seul le parti Toudéh tente de faire oublier le passé, prêchant inlassablement l'alliance entre les forces populaires iraniennes et l'Union soviétique pour combattre les États-Unis. Mais, selon des observateurs dignes de foi, son audience auprès des masses, surtout après l'invasion soviétique de l'Afghanistan voisin, est négligeable.

Reste l'important mouvement autonomiste iranien, notamment celui du Kurdistan. Le souvenir de la fin tragique de la République du Guilân en 1921 et de celles du Kurdistan et de l'Azerbaïdjan en 1946 demeure vivace dans tous les esprits. Il est peu probable que les autonomistes soient prêts, aujourd'hui, à renouveler l'expérience d'une alliance avec une puissance qui, à deux reprises, les avait utilisés pour marchander un règlement avec le gouvernement central de Téhéran.

Ainsi, de plus en plus déçue sur le plan économique, diplomatique et idéologique, l'Union soviétique a pour seule consolation à présent de voir les États-Unis dans une situation encore plus difficile. Mais est-ce bien là le but poursuivi ? On voit mal comment, en dépit de tous leurs efforts, les Soviétiques pourraient dissiper la radiation, voire l'hostilité, qu'ils inspirent et récupérer le combat que livre l'imam Khomeiny à l'impérialisme américain. À défaut de gagner de la confiance, le pouvoir islamique, de s'allier les forces de gauche ou les mouvements autonomistes, l'U.R.S.S. ferait sans doute son accord à un nouveau régime qui, n'étant constitué par aucune des forces, lui permettrait de reprendre la place privilégiée qu'elle occupa dans l'empire du chah.

AHMAD FAROUGHY.

- (3) Voir le meilleur ouvrage qui lui ait été consacré : Ibrahim Fakhr al-Sarraf, *Le chah d'Iran, Djalal Khan, Téhéran, 1972* (en persan).
- (4) Ami de Trotski, agent de l'ambassadeur d'Allemagne Mirza à Moscou en 1918 et organisateur de la première armée de la République populaire de Mongolie. Il sera tué en 1929 par Staline.
- (5) Victor Serge, *Le nouvel impérialisme russe, Spartacus* (chahien mensuel), Paris, janvier 1947, p. 23.
- (6) Vlasov, *Comité, Soviet Economic Policy in the East*, Oxford University Press, Londres, 1953.
- (7) *Ibid.*
- (8) Cf. Ahmad Farougy, « Le pouvoir islamique face aux aspirations autonomistes en Iran », *Le Monde diplomatique*, février 1980.
- (9) Sur ces événements, voir notamment George Leuchowicz, *Russia and the East in Iran 1918-1949*, Greenwood Press, New York, 1968, et Mostafa Pash, *Pandemonium in the East*, Téhéran, 1966 (en persan).
- (10) *Ibid.*
- (11) Cf. sur ce sujet, voir les révélations de Farouk Zohabi, ancien membre du comité central et du bureau politique du parti Toudéh en Chahrokh Vaziri, *Le Toudéh et le pouvoir en Iran*, Ed. Flammarion, Lausanne, 1978.
- (12) Ahmad Farougy et Jean-Loup Baveret, *Iran contre le chah*, Ed. Simon, Paris, 1979.
- (13) Cf. Miodor Koutchik, vice-président du comité d'État de l'U.R.S.S. pour les relations économiques extérieures, « U.R.S.S.-Iran : les relations commerciales techniques et économiques », Agence France Presse, Paris, 15 mai 1980.
- (14) *Ibid.*
- (15) *Ibid.*
- (16) Agence Tass, 20 juin 1980.

## LE CARNET DES AMBASSADES

● A l'occasion de la visite du président et des membres de la Chambre des représentants de Chypre, l'ambassadeur de Chypre et Mme Jean Peritiou ont offert une réception le 3 juin.

● L'ambassadeur du Portugal et Mme Antonio de Siqueira Freire ont donné une réception le 10 juin à l'occasion de la fête nationale.

● Le délégué général du Québec en France et Mme Yves Michand ont donné une réception le 23 juin à l'occasion de la fête nationale du Québec.

## Calendrier des fêtes nationales

1-31 JUILLET

1 BURUNDI	Fête nationale
1 CANADA	Anniv. de la Conf.
1 RWANDA	Fête de l'indépend.
2 RWANDA-UNTS	Fête de l'indépend.
2 D'ANASSOU	Fête de l'indépend.
5 ALGERIE	Fête nationale
5 VENEZUELA	Fête nationale
6 MALAWI	Fête nationale
11 MONGOLIE	Fête nationale
14 FRANCE	Fête nationale
14 IRAK	Anniv. de la procl.
20 COLOMBIE	Fête de l'indépend.
21 BELGIQUE	Fête nationale
22 POLOGNE	Fête nat. de la lib.
23 REP. ARAB	Fête nationale
23 EGYPTTE	Fête nationale
24 ILES	Fête nationale
24 MALDIVES	Fête nationale
28 PEROU	Fête de l'indépend.

## Une Berline d'exception.



La CX Prestige est une Berline dont les solutions techniques et le confort sont les plus avancés actuellement : suspension hydropneumatique, direction assistée à rappel asservi, tenue de route légendaire des grandes Citroën.

La CX Prestige est une reine de la route et des longues distances. Berline motée, elle sait aussi se tenir dans le monde.

Le Département des Relations Internationales de Citroën Champ de Mars est à votre disposition pour vous fournir tout renseignement qu'il vous plaira d'obtenir.

CITROËN CHAMP DE MARS

FILIALE DE S.A. CITROËN  
6-10, rue de la Cavalerie - 75015 Paris - Tél. TT Ciro 204.833 F - Tél. 567.55.62

CITROËN - TOTAL

CITROËN







# PANORAMA IMMOBILIER

**7<sup>e</sup> LIVRAISON IMMEDIATE**

Le calme des jardins intérieurs, le luxe des appartements, le prestige d'un quartier privilégié vous feront choisir

**Les Ambassades Saint-Dominique**  
96/98, rue Saint-Dominique - Paris 7<sup>e</sup>

**3-4-5 PIÈCES ET DUPLEX**  
tous les jours (sauf dimanche et lundi)  
de 14h à 19h. Visites sur rendez-vous  
705.69.11

**CHANGEZ D'AIR HIVER-ÉTÉ**

**LE JURA VOUS Y INVITE**

A 1 h de Paris - A 12 km de Montbéliard - 10 km de Tournus  
200 km de ski de descente et de randonnée  
Tennis - Équitation - Pêche - Vols

**À VENDRE DANS RESIDENCE « SEVERINE »**  
Au bord du lac de Saint-Point

**STUDIOS ET APPART. DE 2 P. et 3 P. DUPLEX**

GESTION ASSURÉE  
Prix à partir de 180.000 F - PRET PERSONNALISÉ

**Sté AGID**  
10, rue Daubigny, 92091 Paris  
01 47 20 20 20

**ETUPRO 265.85.60**  
12 rue de Penthièvre - 75008 Paris

**SITE EXCEPTIONNEL DANS FORÊT VALLONNÉE**

A 5 km PACY-SUR-EURE  
Accès rapide autoroute A13 (sortie CHAUFOUR)  
55 km SNCF PARIS-ST-LAZARE

**Les parcs boisés**  
**du Château de Breuilpont**

Super résidentiel  
Parcelles à bâtir de 8 000 à 13 000 m<sup>2</sup>  
à partir de 25 F le m<sup>2</sup>

**Allées cavalières - Tennis**  
Chasse et pêche à proximité

**REALISATION ET VENTE**  
**IMOBEL - 21, rue Royale 75008 Paris. Tél. 265.18.43**  
Samedi, Dimanche et Lundi. BUREAU D'ACCUEIL  
Place de l'Eglise, à BREUILPONT tél. 16.32.36.31.35

**BRETAGNE SUD** - une réalisation unique dans une situation exceptionnelle - sur la plage et sur le Port du CROESTY

4 pièces  
4 piscines  
400.000 F

Vous sur site et port.  
PORT LA LANDE ABEZON 50540

Vous souhaitez une documentation, adressez ce bon avec votre carte de visite à :

**SACOGIM** 1, place du Cœur, 44000 NANTES, 403 48 22 90

**UNE MAISON PAS DE TERRAIN !!!**

**LA CENTRALE**  
**DES TERRAINS A BATIR**  
**343 28 58**

vous met en contact avec le particulier, le notaire, l'agence qui vous vendra votre terrain

LA CENTRALE DES TERRAINS A BATIR - 9, rue Edouard, 75012 PARIS

**Residence L'ancien Moulin**  
80, Av. de la République, CROISNE 91

**AU BORD DE L'YERRES 20 APPARTEMENTS**  
Vis. sept. sans de 10h à 12h et de 14h à 19h (LIVRAISON JUIN 1981)

**Du 2 pièces au 6 pièces duplex surfaces exceptionnelles**

**EXEMPLE: 4 pièces 110 m<sup>2</sup> terrasses, boîtes.**

**AGENCE DU BOIS DE LA GRANGE**  
Ecole de la Grange YERRES 91350  
**948.70.55**

**Prox. Forêt ORLÉANS - VAL de LOIRE**

Belle propriété 35 ha - Très beaux bois.  
Maisons Maître et Garde. Prix : 1.700.000 F

R. BRÉTHAUX - 91, rue Baudier, 45 ORLÉANS - Tél. : 0381 56.48.52

**SUR LA COTE D'AZUR**

**DOMINANT**  
**TOUT MONTE-CARLO**  
**L'ALCAZAR**

**FACE AUX JARDINS DU CASINO**  
11 jardins MONTE-CARLO, 11 et 13 m. 3.100 m. 2. et pontons  
à cet en face.

2 - 3 - 4 - 5 pièces et duplex-jardins, beaux professionnels, bourgeois, châteaux, parkings privés et publics.

Appartement studio sur place : 3, av. du Gal-Lévy - 06040 NICE  
Renseignements et documentation : Groupe Etupro, 12, rue de Penthièvre - 75008 PARIS - Téléphone : 265-85-60

**SUR L'UNE DES PLUS BELLES**  
**COLLINES DENICE**

**la Lanterne**  
DES ANGES

Parallèle les rives, tout en haut de l'avenue de la Lanterne, au bout d'une  
planche : 8 petits immeubles de 3 étages sur rue-de-jardin.

Une vue spectaculaire vers le Cap d'Antibes

Appartement studio sur place : 252, avenue de la Lanterne - 06000 NICE  
Renseignements et documentation : Groupe Etupro, 12, rue de Penthièvre - 75008 PARIS - Téléphone : 265-85-60

**A DEUX PAS DE LA**  
**PLACE MASSENA**  
**Pont Neuf**

A deux pas de la place Masséna, le Centre Pont Neuf propose, du 2<sup>e</sup> au  
7<sup>e</sup> étage, des appartements de très haute qualité.

Dans la résidence, des commerces de luxe, un parking, un jardin intérieur  
et une sécurité totale.

Appartement studio sur place : 14, avenue Félix-Faure - 06000 NICE  
Renseignements et documentation : Groupe Etupro, 12, rue de Penthièvre - 75008 PARIS - Téléphone : 265-85-60

**NICE - Le Mont Boron**

25 appartements de standing de studio au 4 pièces, Bâtiment N° 30  
B/Vente s. pl. rue Louis Garreau - Renseignements : 936 de l'Yvette  
25, rue Alphonse Pélissier, 91150 SEUR-VERTE - Tél. : 907.47.27

**RESIDENCE ATHENA** Dans la partie calme et résidentielle  
de NICE

**WILLA SUR LA TOIT** - 292, Ave. Fabron, DE NICE  
130 m<sup>2</sup>, terrasse 25 m<sup>2</sup> - Vue panoramique sur la mer, le port, le Palais  
de la Méditerranée - Piscine - Tennis - 1.500.000 F - Livrée 4<sup>e</sup> trimestre 1980 (studio  
3 pièces - 4 pièces).

AGENCE IMMOBILIERE - 2, av. de la République, 06000 NICE - Tél. : 936.34.02

**A 5<sup>e</sup> de l'Aéroport NICE - COTE AZUR**  
Face au nouveau Port de Saint-Laurent du Var

**L'ANTIPOLIS**

4 petits immeubles de luxe - Studio au 4 pièces  
VUE MER ET ACCES AUX PLACES

Livraison 1<sup>er</sup> trimestre Avril 1981

S.C.I. ANTIPOLIS - Rue du Port de Mer - 06000 SAINT-LOUIS DU VAR - (04) 37.59.39

**La Foncière AMBROGGI**  
Sous le ciel le plus pur d'Europe  
sont des terrains prêts à bâtir de 500 à 1 000 m<sup>2</sup> avec  
toutes facilités, tout à l'égal.

Renseignements : Mme Louis COTTIN 10, boulevard Rivet, 13008 MARSEILLE  
Tél. (01) 77.22.46

**à NICE,**  
**le vrai luxe c'est Cimiez**  
**Villa LYDIA**

68, bd de Cimiez  
06000 NICE

Dans un parc de 5000 m<sup>2</sup>  
quelques appartements  
de très grand standing

Commercialisation  
AGENCE CENTRALE  
12, place de la Gare  
06000 ANTIBES  
Tél. (04) 75.82.40

Présentation : POLYCOM  
AGENCE CENTRALE

**Ramatuelle, presqu'île de Saint-Tropez**

Très belle vue panoramique sur les caps

Grand de mer particulier vend dans domaine privé jolie villa, grand séjour  
5 ch., 1 bath, 3 douches, 2 w.c., sur terrain 2500 m<sup>2</sup> - 1.800 000 F -

VALLANCIEN - 18, rue Spontadi, PARIS 10<sup>e</sup> - Tél. : (0) 70.42.60

**Le Mont des Oiseaux à Hyères**  
**des appartements qui ne voient que la mer.**

A vendre, du studio au 5 pièces, tous les appartements du Mont des Oiseaux  
ouvrent sur un Parc privé de 3 hectares avec piscine et tennis.

Pour recevoir une documentation, envoyer ce bon rempli à Mlle Huguette  
Péroul Investissement - 26, Av. de Montebello - 75008 PARIS - Tél. : (1) 359.27.41.

Bureau de vente sur place : Mlle Huguette - Résidence Mont des Oiseaux - 83400 HYERES - Tél. (04) 82.71.81

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_  
N° : \_\_\_\_\_  
Vie : \_\_\_\_\_  
Code postal : \_\_\_\_\_

**SUR LA "MEILLEURE" COTE D'AZUR**  
des programmes sélectionnés - un financement personnalisé

**VILLENEUVE-LOURET**

**HAMEAUX**  
**DU SOLEIL**

UN VRAI VILLAGE PROVENCAL  
COMMERCES ET COMPLEXE  
LOISIRS SUR PLACE  
MAISONS ET APPARTEMENTS  
DU 2<sup>e</sup> AU 6<sup>e</sup> PIÈCES

**NICE**

**HAMEAUX DE**  
**ST PANCRACE**

SUR LA PLUS BELLE COLLINE  
DE NICE, VIEUX TRES AU-  
DESSUS DES AUTRES  
VILLAS JUMELLES  
DE 3 A 6 PIÈCES

**NICE**

**TERRASSES**  
**DE CHAMBRUN**

VUE MAGNIFIQUE SUR NICE  
ET LA MER. PRESTATIONS  
DE PREMIER CHOIX, MEILLEUR  
RAPPORT QUALITE/PRIX  
DU STUDIO AU 5 PIÈCES

**INFORMATION**  
**ET DOCUMENTATION**

**13 PLACE MASSENA**  
**06000 NICE**  
**Tél. 93.85.91.25**

**ROQUEBRUNNE-CAP MARTIN**

**JARDINS**  
**DE L'OLIVETTE**

FACE A MONACO, DOMINANT  
LA MER, AU CENTRE D'UN  
PARC, CALME ET VERDURE  
IMMEUBLE RESIDENTIEL  
DU STUDIO AU 3 PIÈCES

**la grande motte.** motte du couchant

**petite résidence**  
en bordure  
de plage  
du studio cabine  
2, 3, 4 p. villas

**copra**

le triangle 34 montpellier  
tél. (07) 58.52.58

visitez le concept qualitativement votre investissement

**copra** le triangle 34 montpellier 34000 montpellier

**UN LIEU PRIVILEGE POUR NATURISTES... ET INVESTISSEURS!**

Des appartements et des studios  
en maisons individuelles faciles à acheter,  
faciles à louer et d'une rentabilité élevée.

Un investissement  
à partir de 25000 francs d'apport initial.

**APHRODITE VILLAGE**  
PLAGE NATURISTE 11370 LEUCATE FRANCE  
Tél. (68) 86.00.42

**Valmorel**  
Savoie/Savoie/1400 m  
River - Eté

Achetez un appartement  
à votre disposition  
4 semaines en hiver  
et 3 semaines en été  
et toute l'été saison  
(11 sera loué la semaine  
du tiers)

**La copropriété**  
**conventionnée**

Aucune charge à payer,  
en bénéficiant  
d'un revenu net.

Renseignements:  
Alpes Réservations  
58, rue Maurice Ripoche  
75014 Paris. Tél. 539.22.37

**RESIDENCE LA CHAPELLE LELEX**

Dans petite immeuble de haute qualité sur belles vues,  
Lelex vous offre, été comme hiver, de merveilleuses vacances.

Sur place, remontées mécaniques, tennis  
Possibilité gestion locative. Tél. pour vous (1) 522.95.32  
14, rue de la République - 75008 PARIS

**Nice à vos pieds... Pour horizon: la mer!**

6500 m<sup>2</sup> de terrain moyen  
18 000 m<sup>2</sup> de parc avec piscine et tennis  
1801 m<sup>2</sup> de vue panoramique

**LES PHILIPPINES**  
N. GEGARAU

Renseignements:  
Bd Henri Spontadi - NICE - Tél. (03) 51.22.71  
N. GEGARAU

**VERBIER Valais Suisse**

La station pittoresque et sportive au cœur des Alpes

Vendons en toute propriété appartements et studios  
Fonds propres 40 %

Agence AGIVAL - C. H. 1936 - Verbier - Valais  
Tél. : (26) 7 40 55

**Crans** Suisse  
sur Sierre

Le plus grand choix d'appartements et de chalets à vendre ou à louer

Gaston BARRAS - Crans-sur-Sierre - Tél. (027) 41.27.02 - télex 38805  
Réservation de chambres d'hôtel et écoles privées  
Veuillez m'envoyer, sans engagement, votre documentation.

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Profession : \_\_\_\_\_ Tél. : \_\_\_\_\_

**Sur la Côte Vermeille, Méditerranée.**

**BARBARO & C<sup>ie</sup> présente à**

- **COLLIOURE**  
"Colline"
- **COLLIOURE**
- **LAROQUE**

Dans le rocher, surplombant la mer  
et la plage, 57 studios pour  
investisseurs.

Au flanc des Alpes, parcelles boisées  
à vendre, à louer, à construire avec vue  
panoramique sur la plaine du Roussillon  
la montagne et la mer.

Pour tous renseignements, téléphoner ou écrire à :

**BARBARO & C<sup>ie</sup> - 73 bis, avenue Niel, 75017 PARIS**  
Sur place (88) 82.28.08 - Tél. : 390.58.58 - 77.99

**BAIE de ROSAS / 35 Kms Frontière**

T.2..... 79000 ff

Bungalow F.2..... 91000 ff

Terrain avec amarrs 10 m..... 94000 ff

Villa avec terrain..... 145000 ff

Prix indicatif au 1/5/80

Renseign. retourner ce bon à :

**FUNDAMENTA. Place San Pedro 4**  
**ROSAS (Prov.Gerona) ESPAGNE**  
**Tél.(19)34.72 / 25.88.54**

Nom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Location - Villa / Appartement

Renseignements MULTIMEDIA, 277-82-00.



[illegible]

Partagée entre un puritanisme luthérien et un progressisme à tout crin, la Norvège parvient paradoxalement à être un allié fidèle et crédible de l'Alliance atlantique, tout en étant à la pointe de l'aide aux pays pauvres et aux mouvements de libération nationale. Il est aussi important pour elle, chargée par l'OTAN de la défense du « toit de l'Europe », de garder des relations convenables avec sa voisine, l'URSS.

## Préserver l'économie des écueils du changement

**L**E Storting, étrange bâtiment situé à l'extrémité de la vivante place Ekedevoll, à l'opposé du Théâtre National, a réouvert ses portes pour des discussions sur le pétrole. Les parlementaires étudieront en effet une modification de la fiscalité applicable aux compagnies internationales qui opèrent en mer du Nord et des mesures préliminaires sur l'accident de la plate-forme Alexander Kieland. Les gauchistes socialistes, à mi-chemin des idées marxistes, ont de mal une motion de censure pour protester contre la poursuite de l'activité pétrolière malgré les cent vingt-trois morts et les blessés de l'accident de la plate-forme Ekofisk. Ce projet n'a obtenu que 5 voix sur 160 suffrages exprimés. Les Norvégiens, particulièrement soucieux de la sécurité, estiment qu'il faut, ce sera, une loi sur l'organisation du personnel pétrolier et vérifier régulièrement les installations, mais que le pays est désormais trop engagé pour reculer.

Si la production est encore loin du rythme de 90 millions de tonnes d'équivalent-pétrole (TEP) fixé par le Storting en 1973, la mise en exploitation du gisement de Svalbard est d'un intérêt impérieux découvert en mer du Nord — et des petits champs

siétos au nord d'Ekofisk va faire passer la production à près de 60 millions de TSEF en 1980.

De plus, les découvertes récentes par Statoil ont été énormément de gaz qui pourrait être quatre fois plus important que celui de Frigg, et par Statoil, sur « la péninsule d'ore » de réserves de pétrole équivalentes à un ordre de 1 milliard de barils (1) laissent penser que l'avenir énergétique du royaume est déjà assuré.

Mais il y a de fortes chances qu'il dure bien au-delà. La prospection dans ce secteur de la mer du Nord ne va pas commencer. Moins de 250 forages y ont été effectués (contre plus de 1 000 dans la partie britannique).

Le royaume norvégien va d'ailleurs être accéléré (35 forages contre 22 l'an passé). Mais, surtout, le Parlement a autorisé que débute cet été la recherche de pétrole au large des îles. Les pêcheurs et les défenseurs de l'environnement — hostiles à une activité dans leur zone de trajectoire du saumon — ont le prétexte de l'accident d'Ekofisk pour retarder l'échéance. Mais un des rapports préliminaires sur la catastrophe estime que « les analyses de l'impact de l'environnement au nord du 62° parallèle indiquent que les zones du nord ne représentent aucun défi technologique différent de ceux rencontrés dans le sud ». Une nouvelle et vaste partie du plateau continental norvégien va donc désormais être ouverte à la prospection pétrolière. Les risques ne manqueront pas de suivre.

Seul obstacle actuel au développement pétrolier, la mauvaise humeur des compagnies pétrolières internationales devant faire passer la fiscalité de 69 % à 82 % et de réduire de douze à six mois l'intervalle entre la renouveau de la loi et le paiement de l'impôt. Certaines compagnies — comme ELF — ont même demandé de ne pas mettre en exploitation les nouvelles installations de Mobil & annoncé au début du mois de mai ses hésitations devant l'implantation d'une troisième raffinerie à la frontière algéro-marocaine de Staïfjord. Mais gagnons que des compagnies — qui, malgré l'abandon de la fiscalité, feront de la concurrence aux compagnies pétrolières du royaume est maintenant réelle.

Quelle que soit la volonté du gouvernement d'Oslo de garder le contrôle de l'exploitation des hydrocarbures, le pétrole a, bien sûr, bouleversé l'économie norvégienne. Il a d'abord permis la création d'activités nouvelles. Les entreprises norvégiennes ont été lancées dans l'aventure sans complexe et ont réussi en dix ans de véritables prouesses technologiques. Le puissant groupe Aker touché, comme beaucoup de ses concurrents européens, par la crise des chantiers navals, s'est reconstruit par partie dans la pétrochimie et les plateformes offshore. Les plateformes pétrolières et d'installations offshore.

**Un fidèle allié de l'OTAN  
qui tient à ses bonnes relations avec l'U.R.S.S.**

**A**VEC ses quatre millions d'habitants, une situation géographique stratégique et des ressources naturelles tentantes, quel est le rôle de la Norvège dans l'arène internationale ? Elle a choisi son camp au lendemain de la deuxième guerre mondiale : celui des Etats-Unis et de l'OTAN. A l'époque, de nombreux Norvégiens auraient préféré que leur nation s'en tienne à la neutralité. Mais celle-ci était difficile à faire respecter. Le pays venait d'en faire l'expérience.

deux d'eux) demandent que la Norvège quitte l'OTAN. Cela dit, on trouve aussi des adversaires individuels de l'alliance au sein d'autres partis. Ainsi les organes sociaux-démocrates (Det Norske Arbeiderparti) et du parti libéral (Venstre) contestent la participation norvégienne à l'OTAN. Les deux partis, cependant, ne souhaitent pas parvenir à maintenir un débat politique sinon sur la question de la participation à l'OTAN, mais sur la nécessité de décisions prises par elle. Par exemple, le « oui » norvégien à la production et au stationnement en Europe des missiles américains. Pour des raisons diverses, une vague de protestation populaire où les adversaires de l'OTAN ont joué leur rôle. Toutefois est-il, selon les sondages, que la population norvégienne se déclare favorable à l'alliance atlantique. Ce taux varie légèrement d'un sondage à l'autre, selon les changements dans la composition de l'échantillon.

L'année dernière, le gouvernement a donné son accord pour le stockage « à l'avance » en Norvège de matériel de guerre lourd destiné aux forces alliées qui doivent, le cas échéant, venir renforcer l'armée norvégienne. Cette mesure préventive semble avoir été considérée par la grande majorité des Norvégiens comme découlant logi-

que ment de la participation du pays à l'OTAN. En revanche, il en fut autrement, lorsque, en 1977, le public fut informé, par la publication dans la presse, du contenu de ces délibérations qui avaient abouti, plusieurs années plus tôt, à l'installation du système de navigation par satellite. On apprit ainsi que le gouvernement devait savoir que les stations de ce système créées par les Etats-Unis étaient des sous-marins nucléaires. Aux yeux de certains, cela équivalait à renoncer de facto au principe de la « politique des bases », et cela était contraire à la doctrine officielle. L'affaire provoqua un important débat sur la responsabilité et la crédibilité du gouvernement. Mais, à la fin, ce fut la majorité qui avait soutenu le projet qui lui avait emporté. L'Assemblée nationale, qui aurait pu saisir l'occasion pour examiner cette affaire, y renonça en fin de compte. Elle fut donc abandonnée à la majorité de l'opposition partageait le point de vue du gouvernement sur le système de navigation par satellite et sur la nécessité de souscrire à son principe. Le débat public des questions touchant à la sécurité nationale.

L'affaire montre bien la sensibilité manifestée en Norvège à tout ce qui peut donner l'impression d'une remise en cause des principes essentiels des relations avec l'étranger, définis, semble-t-il, une fois pour toutes. L'équidistance, qui est une référence absolue, est-elle vraiment inviolable ? Serait-il si précaire ? Quel qu'il en soit, les autorités — et pas seulement elles — estiment qu'il n'est pas bon pour le bien de la Norvège d'éviter qu'un conflit extérieur puisse s'imposer au pays et de garder la possibilité d'un libre choix dans la mesure du possible. Il n'est que trop évident que si la Norvège ne peut mettre un libre choix à la Norvège peuvent disparaître. D'où, probablement, une certaine réticence des autorités à évaluer publiquement les options stratégiques du pays.

La crise de confiance qui se dessine entre les Etats-Unis et l'Europe occidentale, telle que l'on peut l'observer actuellement, place l'Norvège dans une situation délicate. Sa dépendance des Etats-Unis, pour des raisons de sécurité, la pousse vers un loyalisme transatlantique, tandis que ses goûts politiques vont plutôt dans le sens des raisonnements ouest-européens. Si l'alliance atlantique devait se montrer mal adaptée aux réalités des années 80, la diplomatie norvégienne serait alors mise à rude épreuve.

Le fait que la Norvège ne soit pas devenue membre de la Communauté économique européenne tient plus à des facteurs économiques et à des considérations de politique intérieure qu'à une réflexion sur la situation internationale. Au moment du référendum sur le problème de l'adhésion au Marché commun en 1972, la méfiance à l'égard des décisions collectives en matière économique l'avait emporté sur la perspective d'appartenir à une entité politique et régionale.

**CATHERINE LOCHSTOER.**  
(Lire la suite page 18.)

# Elf Aquitaine en Norvege

Et l'Aquitaine est un des producteurs de l'activité pétrolière au monde. En Norvège, Et l'Aquitaine Norve est opérateur du champ de gaz de Frigg, qui a maintenant atteint son rythme normal de production : plus de 35 milliards de mètres cubes par an.

En tant que membre du champ d'Elkheim, nous produisons continuellement, nous avons la part de production d'Elkheim Aquitaine Norve a été en 1978 de 2,3 millions de tonnes en équivalent pétrole.

Par son activité en Mer du Nord, Elf Aquitaine a ainsi contribué au progrès en matière d'activités pétrolières marines et, encore, renforcer son savoir technologique en ce domaine.



July 10, 1950.



## LA NORVÈGE A DES IDÉES

CES IDÉES ONT ÉTÉ TRANSFORMÉES EN  
SYSTÈMES D'ORDINATEURS

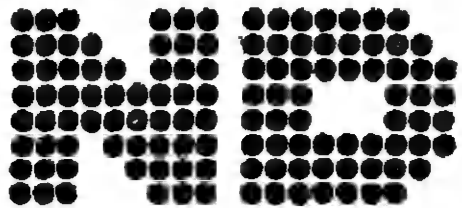
# NORD

PAR LE CONSTRUCTEUR NORSK DATA

NORSK DATA fut créé en 1967. Depuis, la Société réalise des bénéfices chaque année. En 1979 la Société a présenté le meilleur résultat financier depuis sa création, et elle a des filiales en Allemagne fédérale, au Danemark, aux États-Unis, en France, en Grande-Bretagne et en Suède. Les actions de NORSK DATA sont négociées quotidiennement à la Bourse d'Oslo et, depuis le début de l'année, la valeur d'achat a doublé.

NORSK DATA - FRANCE a été la première filiale créée à l'étranger au début de 1975. Elle a aujourd'hui 55 employés. Depuis sa création, NORSK DATA - FRANCE a réalisé près de 20 % du C.A. consolidé du groupe.

Si vous désirez en savoir plus sur notre société  
n'hésitez pas à nous contacter.



NORSK DATA

NORD - UNE ALTERNATIVE À ÉTUDIER

« Le Brévent »  
Avenue du Jura  
92210 Fossy-Voltaire  
Tél. : (50) 40-85-76

Filiale :  
120, Bureau de la Colline  
92213 Saint-Cloud Cedex  
Tél. : (1) 602-33-66

Siege :

## Il faut être norvégien pour vendre 3 millions de voitures aux japonais.

Même s'il ne s'agit que de voitures miniatures, c'est un bon exemple de l'initiative norvégienne. La Norvège est un pays où l'on rencontre de telles surprises et, en tant que principale banque commerciale, nous sommes au courant de tout ce qui se passe du point de vue financier dans le commerce norvégien. Notre Service Étranger est votre voie d'accès à la Norvège. Adressez-vous à nous. C'est à nous de vous donner la réponse.

**DnC**

DnC norske Creditbank  
Votre banque en Norvège



Kirkgt. 21, Oslo 1, Norvège - Tél.: 48 10 50 Telex: 18175 DnC N Télégramme: CREDITBANK

Supplément Norvège



### POLITIQUE

## L'écologie prend la relève de l'idéologie

CLA fait maintenant quarante-cinq ans que le parti travailliste est la force dominante en Norvège. Quarante-cinq ans que, mise à part une période « bourgeoise » de 1963 à 1971, il dirige les affaires. Avec 42,3 % des suffrages et soixante-seize sièges obtenus en 1977, il reste largement en tête d'un « hippodrome ». Pris d'un demi-siècle, cela suffit pour imprimer une marque, pour changer une société quand on a décidé de le faire. Le parti travailliste a si bien réussi qu'il donne parfois l'impression d'avoir peu de choses à proposer. Éternel problème des réformateurs qui ont accompli leur besogne et qui, pourtant, continuent, puisque c'est leur raison d'être, de vouloir être réformateurs.

Dans le paysage politique, les sociaux-démocrates occupent une place de choix. À gauche, jusqu'à présent, personne ne leur dispute la prééminence.

Dans cette société socialiste, 53 % des familles possèdent leur appartement et, plus souvent encore, leur maison. Le système, que ses détracteurs appellent l'« État providence », permet à chacun de se soigner quand il est malade et de ne pas mourir dans le dénuement, d'édu-

quer ses enfants sans avoir à payer une fortune. Ce système s'est imposé dans un pays où il n'y a pas si longtemps, des dizaines de milliers de personnes mourant de faim. Personne n'oserait envisager de le remettre sérieusement en cause. La libération de la faim et de la maladie sont des acquis, comme le sont le semaine de travail de trente-sept heures, le mois annuel de congés payés, la retraite à soixante-sept ans, dont les bénéficiaires touchent en général les deux tiers de ce qu'ils gagnaient quand ils étaient en activité. Autre résultat appréciable de la venue des travaillistes au pouvoir : il n'y a guère de désaccords dans le pays sur les orientations de la politique étrangère (sauf pour ce qui fut de l'adhésion à la C.E.E.). Les sociaux-démocrates ont aussi été servis par une conjoncture économique exceptionnelle, grâce à l'abondance des ressources hydrauliques et à la découverte du pétrole. La Norvège est peut-être le seul pays occidental dans lequel il n'y a pas en encore véritablement de problèmes de chômage (officiellement moins de vingt mille personnes, soit 1,4 % de la population active, sont sans emploi). Mais les subventions gouvernementales maintiennent en activité des « canards botteurs ».

permettent de vendre les produits agricoles au tiers de leur coût et, aussi, parce que les pêcheurs redoutaient l'intrusion de partisans dans leurs mers. Les chrétiens populaires se partageaient en deux parts à peu près égales : dans ce parti, les adversaires de la C.E.E. se méfiaient d'une organisation engendrée par le traité de Rome, ville du papisme — mais ils s'accrochaient à ces divergences. Les libéraux, eux, se considéraient en deux et ils entraient en agonie.

L'avortement ? Les socialistes de gauche sont pour la révolution des mœurs. Les sociaux-démocrates ont fait voter la loi qui libère l'avortement : tout comme les conservateurs, ils estiment que ce problème n'est pas une affaire d'État. Naturellement, les chrétiens populaires et, avec moins de virulence, les centristes sont contre.

Le rythme d'expansion économique et la protection de l'environnement sont devenus, avec l'avortement, le débat essentiel dans un pays qui a découvert du pétrole, qui a par habitant plus d'énergie électrique que l'Amérique et possède une nature d'une grande beauté. Communistes et sociaux-démocrates poussent au développement des ressources pétrolières pour maintenir un rythme d'expansion élevé et assurer le plein emploi. Pourtant, les sociaux-démocrates se rendent compte qu'il leur faut intégrer les préoccupations écologiques. Les socialistes de gauche militent avec ferveur dans le camp des « verts », où ils retrouvent la plupart des centristes, des chrétiens populaires et ce qui reste des libéraux. De ce côté, on craint que l'extension de la production pétrolière n'entraîne la pêche. Par malheur, en effet, le pétrole et les poissons fréquentent les mêmes eaux. La catastrophe de la plate-forme Alexander-Kjelland leur a donné de bons arguments : il ne faut pas payer le pétrole d'un prix exorbitant — puisque la sécurité n'est pas totale. La mise en valeur des gisements, la construction de nouvelles centrales hydroélectriques les inquiètent pareillement car elles altéreront de merveilleuses rivières.

Les partis les plus ardents à défendre l'environnement représentent environ 50 % des électeurs. Ils sont à droite et à gauche. Ils ne peuvent constituer une majorité parlementaire, mais leurs discours ont de l'écho. Beaucoup de Norvégiens veulent continuer d'avoir une vie saine dans leur pays de mer et de montagnes. Ils n'ont que faire d'un train de vie. Ils bénéficient d'une ombre que le reste du monde industriel leur envie, mais ils ont peur d'être happés par l'extension. C'est un problème d'être pauvre, comme le fut si longtemps ce pays : il apparaît aussi, à Oslo, que c'est un problème de devenir riche.

BERNARD FÉRON.

### La pratique de l'alternance

POUR en arriver là, il n'a pas fallu supprimer, même temporairement, la liberté des « exploités », fusiller des opposants, museler la presse, décréter que le parti social-démocrate devait être au pouvoir pour toujours, puis qu'une société inégalitaire et inégalitaire reposait sur lui. Il n'a pas fallu des syndicats sa courtoisie de transmission. Certains ont même parfois reproché que le parti serait la courtoisie de transmission des syndicats. Il cède la place aux « bourgeois » quand les électeurs ne lui donnent pas le qu'ils veulent. Le parti travailliste a été flanqué par le parti socialiste de gauche (4,2 % des voix, deux députés en 1977), qui conteste la grande force voisine trop bien établie à son gré. Lui reprochant de « déserter le capitalisme » et d'avoir adhéré à l'OTAN. Ce parti a une audience pas toujours durable dans les milieux intellectuels. Dans la législature actuelle, il pousse le général au parti travailliste de gouverner, parce qu'il faut quand même soutenir la gauche, mais il se refuse à se joindre à une coalition avec l'autre branche du mouvement ouvrier.

Les partis non socialistes qui sont actuellement représentés au Parlement revêtent toujours de consistance, mais ils ont perdu de leur poids. Encore faudrait-il qu'ils s'entendent. Le parti libéral a la nostalgie du temps d'après la première guerre mondiale, quand il était la première force politique. Sa place est déclinée (3,2 % des voix, deux sièges en 1977). Il se scinde en deux lors du référendum sur l'Europe. La branche dite de gauche a disparu de la scène. L'autre branche fait de la figuration. Encore l'un de ses deux parlementaires doit-il se battre pour rester en Europe. Il a gardé les habitudes prises au temps où il s'appelaient « agrariens » : il apparaît comme le défenseur de la paysannerie. Mais c'est l'évolution de la société qui le condamne. Il a changé d'étiquette pour tenter de recueillir des suffrages dans les agglomérations urbaines. Il a élargi son horizon, mais a continué de souffrir de l'érosion. Il se dit plus intéressé que les autres par la décentralisation, mais revient toujours à ses premiers amours et se préoccupe surtout du développement des districts ruraux. Il insiste sur ce qui le distingue des conservateurs, il a plus de mal à se démarquer de l'autre partenaire, les chrétiens populaires.

Cependant, pour un étranger que celui des chrétiens populaires (12,4 % des suffrages, 22 députés). Il ne ressemble nullement aux démocrates chrétiens du reste de l'Europe. Il incarne, mieux que toute autre organisation, une sorte de puritanisme qui imprègne la société. Il n'échappe nullement en ce pays, dont la Constitution dit que « la religion évangélique luthérienne demeure la religion officielle de l'État » et que « les habitants qui appartiennent à cette confession sont tenus d'élever leurs enfants dans la même religion ».

En bref, les chrétiens populaires se sont donnés pour mission de dresser un rempart contre l'abus du soma, contre l'alcool et le tabac. L'abus ne paraît en rien ridicule aux Norvégiens et il faut croire que ce parti répond à un besoin plus qu'il constitue la troisième force du pays.

Reste le dernier — mais le plus important — membre du groupe « bourgeois », le parti conservateur (24,5 % des suffrages, 41 sièges). Il inquiète ses partenaires parce que lui seul a grandi ces dernières années. De plus, il doit sa progression aux jeunes électeurs. Comment l'expliquer ? Par un mouvement assez général des

temps-ci en faveur des conservateurs ? Sans doute. Par la personnalité assez étrange du leader de ce parti, M. Jo Bonkow ? Incontestablement. Par la nécessité ressentie de renvoyer le peuple sans trop de risques ? C'est sûr. Les conservateurs affirment qu'ils ne détruiront pas ce qui a été fait en un demi-siècle. C'est une assurance pour ceux qui critiquent les « verts » mais ne voudraient pour rien au monde changer le système. Les conservateurs s'engagent seulement, grâce à des retouches, à alléger la bureaucratie, à réduire les impôts, dont le montant est en effet très élevé. Pourraient-ils tenir ces engagements ? Comment garantiront-ils la protection sociale en diminuant les revenus de la collectivité et en réduisant l'administration ? La réponse à ces questions n'a pas encore été donnée.

Et puis, les frontières classiques entre partis et groupes de partis ne peuvent pas de savoir qui est pour quoi dans les débats passionnés le pays. On s'en rend compte au moment du référendum sur l'adhésion au Marché commun. À gauche, les sociaux-démocrates y étaient en général favorables. Les socialistes de gauche étaient résolument hostiles, parce qu'ils voulaient que les richesses nationales profitent aux Norvégiens. À droite et au centre, les conservateurs étaient pour le « oui » parce que les milieux d'affaires voulaient ouvrir le marché. Les ex-agrariens étaient violemment contre parce que les subventions gouvernementales

### Davantage de puissance en provenance de la mer

L'impact du pétrole de la Mer du Nord sur l'économie norvégienne ne cesse d'augmenter. La Bergen Bank prend une part active dans le financement des projets de la Mer du Nord. Notre département « Pétrole » ainsi que notre division internationale souhaitent vivement se mettre à votre service pour tous vos problèmes de banque en Norvège.

**BERGEN BANK**  
Bergen  
Téléphone 2  
P.O. Box 220  
N-4001 Bergen  
Téléphone : +47 5 21 70 00  
Télex 42 058

**BERGEN BANK**  
Oslo  
Téléphone 23-25  
P.O. Box 110  
N-0101 Oslo  
Téléphone : +47 2 40 00 00  
Télex 11 000

**OTAL**



## Préserver l'économie des écueils du changement

(Suite de la page 15.)

C'est ainsi qu'Alger H.2, une plate-forme semi-submersible de forage, a été commandée à vingt-huit exemplaires (ce qui est sans doute un record pour un même modèle). Des entreprises de service (comme les compagnies d'hélicoptères par exemple) ont été créées pour répondre aux exigences des sociétés pétrolières.

Enfin la Norvège a commencé à développer des activités en aval. C'est ainsi qu'un important complexe pétrochimique (six usines) a été érigé à Bamble pour la production principale d'éthylène (transformé notamment en chlorure de vinyle) de chlore et de soude caustique. Et les quatre principales sociétés norvégiennes du secteur (Statoil, Norsk Hydro, Saga et Dnro) ont présenté des projets pour utiliser le gaz de Sleipner et la décision est prise de le ramener par pipe à

Mongstad — à la production d'ammoniac, de méthanol et d'éthylène, les quantités restantes étant liquéfiées et exportées.

Cette « norvégianisation » des activités pétrolières — expression la plus flagrante d'un nationalisme sourcilieux — peut être appréciée en chiffres : près de 60 % du montant des contrats liés à l'exploration et à la production d'hydrocarbures sont revenus l'an passé à des entreprises norvégiennes ; et quelque trente mille emplois ont été créés dans le secteur. On comprend que le ministre du plan, M. Kleppe, reconnaisse que « le pétrole est arrivé à un *hasard moment* ». Car dans un pays où — contrairement au reste de l'Europe — le plein emploi est le fondement de toute politique économique, ces créations ont permis, pour partie, de compenser les difficultés qu'éprouvent certains secteurs traditionnels (châliens navals, papier-carton).

Comme la planche à billets...

MAIS la Norvège connaît actuellement une situation énergétique — et un plein emploi — que lui envient tous les pays européens, le pétrole n'a pas eu que des effets positifs sur l'économie. Comme le souligne M. Frederiksen, de la Fédération des industries, « les revenus du pétrole peuvent être aussi dangereux que la planche à billets ».

Désireux de mener une politique anticyclique lors de la crise de 1975, le gouvernement a largement anticipé sur les recettes des gisements de la mer du Nord pour subventionner les entreprises en difficulté et maintenir le plein emploi. De plus, cette politique expansionniste (la production intérieure brute a augmenté de 1975 à 1977 d'un tiers plus vite que la moyenne pour les pays de l'O.C.D.E.) a entraîné une pénurie de main-d'œuvre qualifiée et d'importants glissements de salaires. Il en est résulté une forte dégradation de la compétitivité d'une industrie pourtant largement tournée vers l'extérieur, du fait de l'élargissement du marché national. Enfin, le pays s'est fortement endetté à l'étranger (100 milliards de couronnes) (3).

Le gouvernement s'est donc trouvé dans l'obligation de modifier sa politique. Non sans succès, comme le souligne récemment l'O.C.D.E. (3) : « Sous l'influence de la politique d'un resserrement du crédit et du blocage des revenus et des prix mis en place en septembre 1978 pour quinze mois, la hausse des salaires et des prix a marqué un ralentissement qui a ramené son taux annuel à moins de 5 %... L'industrialisation de la compétitivité internationale qui s'en est suivie, la vigueur de la demande étrangère et l'évolution plus favorable des termes de l'échange ont entraîné une diminution notable du déficit extérieur courant, dont le montant a été d'environ 1 milliard de dollars en 1979 ».

Mais avec la levée du « gel » des prix et des salaires, le 1<sup>er</sup> janvier 1980, le coût de la vie a repris une ascension dont le rythme annuel devrait s'approcher des 10 %, voire le dépasser. Pourtant, l'ensemble des partenaires sociaux reconnaissent qu'il est indispensable de donner aux entreprises les moyens d'affronter la concurrence sur les marchés extérieurs. Ils l'ont prouvé lors de la signature en avril de

l'accord salarial par lequel la confédération des syndicats (L.O.) a accepté que l'augmentation générale des salaires ne soit que de 5,2 %. (Il est vrai que, pour faciliter la réalisation de cet accord, le gouvernement a décidé de réduire les impôts de 1 % et de relever les allocations familiales de 900 couronnes par an et par enfant, ce qui porte la hausse moyenne des revenus à 8 %.)

Au-delà de cette politique des salaires, le gouvernement minoritaire social-démocrate doit veiller à ne pas gonfler la demande malgré des revenus pétroliers qui se cessent de croître (3,8 milliards de couronnes en 1978, 6,5 en 1979 et sans doute plus du double en 1980). Il a donc annoncé sa volonté de réduire ses aides sélectives aux secteurs en difficulté ; la subvention aux chantiers navals sera pratiquement supprimée en 1980. C'est d'ailleurs ce que recommandait l'O.C.D.E., fortement influencé il est vrai par le modèle économique dominant en Europe : « La politique d'aide à l'industrie n'a pas été suffisamment modifiée. Elle a contribué à maintenir l'emploi à un niveau élevé, mais au prix d'un ralentissement de l'adaptation de l'industrie norvégienne au changement des conditions du marché. De ce fait, la progression de la productivité, l'fondement de la

progression des gains réels a été sérieusement freinée, voire nulle ces dernières années ». Dans un premier temps, la Norvège va donc s'attacher à rembourser sa dette extérieure.

Mais les pouvoirs publics vont aussi avoir à faire face à la montée d'un conservatisme virulent qui, fort de ce premier recul de l'interventionnisme d'Etat, espère bien obtenir un plus grand libéralisme économique et un allègement de la fiscalité.

« L'économie n'est qu'un moyen », rappelle M. Kleppe, comme pour mieux souligner que cette évidence a peut-être été oubliée ailleurs. Mais, alors que les élections se rapprochent, et malgré l'argent tiré des ventes du pétrole et du gaz, les socialistes-démocrates norvégiens doivent se demander s'il est réellement possible de se débarrasser des canards boiteux de l'industrie traditionnelle, d'accroître la compétitivité des entreprises, d'éviter le chômage et de mener à nouveau une politique anticyclique pour éviter autant que faire se peut les boussuques qui frappent les grands partenaires commerciaux du royaume.

BRUNO DETHOMAS.

(2) 1 couronne vaut 85 centimes environ.  
(3) Norvège, série « Études économiques », O.C.D.E., Paris, janvier 1980.

## Le coût de l'énergie

Si l'est un sujet qu'il vaut mieux éviter d'aborder sérieusement avec le patronat norvégien, c'est celui du coût de l'énergie. Relativement pauvre en matières premières, la Norvège a pourtant développé, grâce à l'abondance de ses ressources en énergie, une industrie des ferro-alliages et des métaux non ferreux fondée sur l'électricité. Cela a permis à ce petit royaume d'être un des quatre grands producteurs mondiaux de titane, le troisième producteur mondial de ferromanganèse, le sixième d'aluminium et l'un des tout premiers de magnésium. Tout cela grâce à une hydro-électricité qui fournit chaque année à ces industries les kilowatts-heures nécessaires à des

prix unitaires variant de 3,1 à 13,7 ore (2,6 à 11,4 centimes) selon que ces sociétés possèdent ou non leur propre centrale électrique (ce qui est le cas pour 43 % d'entre elles). À cela s'ajoute une taxe de l'ordre de 1 ore (1,5 pour l'aluminium). Globalement, l'électricité intervient pour un tiers dans le prix de revient de ces industries.

Or un « Livre blanc », préparé par le ministère de l'énergie et remis en hiver au Storting, estime qu'une augmentation sensible des prix de l'électricité au cours des quatre à cinq prochaines années est nécessaire pour les ramener au niveau des coûts socio-économiques de développement de l'énergie supplémentaire et pour encourager un meilleur usage des ressources. Une contagion de cette théorie du coût marginal mène au point en France par les mathématiciens d'E.D.F. et qui gagne le monde entier. Le gouvernement aimerait donc augmenter chaque année les prix de 5 à 6 % du total de la taxe de l'inflation.

Le patronat fait valoir qu'une telle hausse porterait un préjudice grave à la survie économique d'une industrie qui, avec celle du traitement du bois, représente environ 4 % des exportations norvégiennes de matières premières (pétrole exclu). De plus, une telle politique paraît contradictoire avec la volonté exprimée par le Storting de réduire le coût marginal des nouvelles installations d'énergie. Une tâche peu facile quand on connaît l'opposition croissante et violente des écologistes à l'aménagement des rivières (symbolisée à l'automne dernier par une campagne contre la construction d'une centrale sur la rivière Alta au nord du pays et qui risque de reprendre cet été). De plus, un investissement de 40 milliards de couronnes sera nécessaire à un tel développement.

Produire davantage d'électricité

Le ministère de l'énergie n'en estime pas moins nécessaire d'adapter le royaume à cette époque d'énergie chère. Pour répondre à la demande, la capacité de production électrique devra passer de 80 à 94 millions de kWh d'ici à 1985 et à quelque 106 millions en 1990. Une tâche peu facile quand on connaît l'opposition croissante et violente des écologistes à l'aménagement des rivières (symbolisée à l'automne dernier par une campagne contre la construction d'une centrale sur la rivière Alta au nord du pays et qui risque de reprendre cet été). De plus, un investissement de 40 milliards de couronnes sera nécessaire à un tel développement.

Le principe a donc été accepté par tous, y compris les industriels, de la nécessité de facturer au coût marginal les nouveaux approvisionnements. Mais le patronat se bat pour n'avoir pas à payer plus cher l'électricité produite par des installations déjà existantes. Le Storting devra donc trancher. Malgré d'importantes ressources hydro-électriques et des réserves d'hydrocarbures de plus de 5 milliards de tonnes d'équivalent pétrole, la Norvège, on le voit, n'est pas totalement à l'abri des difficultés énergétiques que connaît le monde industrialisé.

B. D.

## Statoil, la « reine » du pétrole

La volonté, sans cesse exprimée par les Norvégiens, de conserver le contrôle absolu du développement de leurs richesses pétrolières les a amenés bien vite à la conclusion qu'il était nécessaire de disposer d'une société nationale pour connaître « de l'intérieur » l'activité des compagnies internationales dans les eaux territoriales du royaume.

Il y avait bien Norsk Hydro, premier groupe norvégien par son chiffre d'affaires, engagé dès 1963 dans l'aventure de la mer du Nord et dont l'Etat détient 51,33 % du capital. Mais cette société comprend de nombreux actionnaires privés dont près de quarante mille (34,13 % des parts) à l'étranger. De plus, le groupe, qui existe depuis le début du siècle, a toujours eu une « mentalité privée », affirme-t-on à Oslo. La crainte était grande de voir Norsk Hydro se transformer en une nouvelle « coeur » (allusion aux grandes compagnies internationales). Personne ne proposa donc de confier à ce groupe un rôle d'« œil d'Oslo » dans les activités de la mer du Nord.

La nécessité d'une prise de participation directe de l'Etat apparut dès 1968, et en 1969, lors de l'attribution de nouveaux permis d'exploration, le principe en fut acquis, le gouvernement s'octroyant entre 5 et 36 % sur chacun des « blocks ». Créer une organisation nouvelle et permanente chargée de gérer ces participations s'imposa donc naturellement. Ce fut chose faite après un vote unanime du Parlement le 14 juin 1972. Trois mois plus tard, le gouvernement d'Oslo établissait une entreprise d'Etat — Statoil — avec pour but « soit par elle-même, soit en participation ou en coopération avec d'autres compagnies, de mener à bien l'exploration, la production, le transport, le raffinage et la distribution de produits pétroliers, ainsi bien que d'autres activités en relation raisonnable avec les précédentes ».

Quant au contrôle démocratique, il est assuré par le ministre de l'énergie — seul actionnaire de Statoil — par le conseil de direction, composé de sept membres dont deux sont élus parmi les employés, enfin par le Storting, auquel doit être soumis chaque année un rapport sur les projets et la politique financière de la société.

En sept ans, la place prise par Statoil en mer du Nord comme dans l'économie norvégienne est impressionnante. Dans la phase d'investissement, Statoil coûtait encore un peu d'argent à l'Etat ; mais avec la mise en exploitation, à la fin de 1979, du gisement de Sleipner, l'année 1980 devrait être la première où la compagnie disposera de pétrole en propre (elle reçoit depuis 1978 plus de 2 millions de tonnes de brut comme royalties). Et dès 1983 sa part sur la production de la zone norvégienne pourrait atteindre 10 millions de tonnes.

L'avenir est donc assuré : depuis 1974, Statoil dispose d'une participation de 50 % sur chacun des périmètres d'exploration attribués (avec la possibilité de porter cette part à 75 %). Les « blocks » les plus prometteurs, comme le « Golden Block », lui sont alloués d'office. Depuis 1975, Statoil est même devenu opérateur sur certains périmètres (y compris pour les premiers forages au nord du 62 parallèle) avec d'autant moins de risques que — comme cela est d'usage dans les pays producteurs de pétrole — la société est exemptée des coûts d'exploration et ne paie pas part d'investissement qu'en cas de développement de découvertes commerciales.

Mais le groupe ne s'est pas contenté de ces activités d'exploration ; il s'intéresse aussi au transport (prise de participation dans les pipelines et les oléoducs en mer du Nord), au raffinage (30 % de la société Rafinor, qui exploite la raffinerie de Mongstad au nord de Bergen), à la distribution, grâce à Norol — une société qui couvre 25 % du marché intérieur — et, bien sûr, à la pétrochimie (participation de 33 % dans le complexe de production d'éthylène de Bamble et d'importants projets quant à l'utilisation du gaz de Sleipner).

Tout d'appellé ne suscite pas que de l'enthousiasme : les compagnies internationales disent parfois que cette croissance est trop rapide, et les autres sociétés norvégiennes le pensent sans doute. Les banques estiment aujourd'hui que, sur les 115 milliards de couronnes de bénéfices net que retireront les compagnies en mer du Nord, plus de 25 % iront à la société d'Etat (30 milliards).

Les Norvégiens ne redoutent pourtant pas la taille d'une société qui dépassera bientôt en chiffre d'affaires le groupe Norsk Hydro. « C'est une excellente base pour l'avenir », souligne M. Kleppe, le ministre du plan, qui rappelle qu'en Norvège le contrôle parlementaire est effectif. Rien à craindre, donc, si ce n'est la fuite des meilleurs éléments vers les sociétés privées, qui offrent des salaires plus avantageux. Une difficulté réelle dans un petit pays où les bons ingénieurs pétroliers ne sont pas si nombreux.

B. D.

## TOTAL sait le faire.

### TOTAL

sait exécuter, en toute sécurité, tous les forages dans des conditions les plus difficiles :

- dans les grands fonds,
- dans les gisements à haute pression,
- dans les environnements les plus hostiles.

### TOTAL

sait poser et souder des pipes sous-marines grâce à des technologies nouvelles utilisables jusqu'à 1 000 mètres de profondeur.

### TOTAL

sait concevoir, construire, « manager » les gisements de pétrole et de gaz dans toutes les régions du monde, pour son compte ou celui des pays producteurs.

### TOTAL

aujourd'hui sait produire, traiter, stocker, transporter tous les hydrocarbures gazeux sur terre ou sur mer.

### TOTAL

demain transportera l'énergie électrique produite en mer par des centrales thermiques alimentées au gaz des gisements offshore.

TOTAL EST PRÊT À PARTICIPER À L'AVENTURE OFFSHORE DANS LE GRAND NORD NORVÉGIEN !

### TOTAL

TOTAL Marine Norsk A/S Nansens Plass 7 - Oslo E. - Norvège

D'avantage de puissance en provenance de la mer

BERG BANK

STATOIL





## DIPLOMATIE

## Un fidèle allié de l'OTAN qui tient à ses bonnes relations avec l'U.R.S.S.

(Suite de la page 15.)

Aujourd'hui, pour plus de trois quarts, la population norvégienne est née après la guerre. Les Norvégiens tiennent compte, à la fois, du peu de poids de leur petit pays et des dangers éventuels inhérents à l'harmonisation de la politique agricole et de la pêche en particulier ; en même temps, ils ne sont guère tentés par les difficultés manifestes qu'éprouve la Communauté pour parvenir à une véritable harmonisation dans bien des domaines. Le problème de la possibilité d'une adhésion future n'est même pas un thème de discussion politique, bien que les relations commerciales avec la C.E.E. soient de plus en plus importantes et qu'elles ne soient pas moindres que celles entretenues avec les pays de l'A.E.L.E.

L'idée d'une coopération économique nordique plus étroite s'est manifestée à plusieurs reprises dans la région. Un projet d'union économique, nommé Nordel, avait échoué dans les années 60, en grande partie par manque de complémentarité des différentes économies nationales. Les ressources énergétiques de la Norvège découvertes et mises en œuvre depuis pourraient être un élément promoteur d'une nouvelle coopération dans le domaine industriel. La Norvège accorde aux relations avec les autres pays nordiques une très grande importance, au point que la politique nordique est regardée comme faisant partie de sa politique intérieure. La neutralité suédoise et l'adhésion danoise au Marché commun n'y changent rien.

Les Norvégiens suivent généralement d'un œil particulièrement attentif leur grand voisin de l'Est. L'existence de la puissante base maritime soviétique dans la presqu'île de Kola et la frontière commune y contribuent. Il y a là, effectivement, matière à réflexion sur les conséquences que ce voisinage pourrait avoir dans le cas d'un conflit international pour ce pays situé sur le flanc nord de l'OTAN. Les relations entre la Norvège et l'Union soviétique sont généralement bonnes. Leurs intérêts se croisent principalement dans la mer de Barents dans l'océan Glaciel Arctique et dans l'archipel du Svalbard, que l'on appelle communément archi-

pel du Spitzberg en Occident, selon le nom de la plus grande des îles. Situé entre les 74° et 81° parallèles au nord-ouest de la Norvège, le Spitzberg fait par-

tie du royaume, selon un traité international signé en 1925. L'interprétation norvégienne de ce traité a été, à plusieurs occasions, contestée par l'Union soviétique.

## La délimitation des plateaux continentaux

Les négociations entre la Norvège et l'U.R.S.S. sur la délimitation du plateau continental dans la mer de Barents, supposée riche en ressources minérales, ont repris cette année pour la première fois depuis 1976. Un accord devra être conclu également en ce qui concerne la pêche. En attendant, les droits de pêche sont exercés dans les eaux contestées selon un accord concernant une « zone grise » établie temporairement. Les négociations progressent très lentement, si tant est qu'elles progressent. Du côté norvégien, on considère qu'il ne servirait probablement à rien de vouloir obtenir une solution à tout prix. La patience, estime-t-on, est l'arme la mieux appropriée à la situation, même s'il est essentiel pour les intérêts globaux de la Norvège qu'une solution intervienne dans cette région, dont l'importance économique et stratégique est de plus en plus évidente.

Le litige entre l'Union soviétique et la Norvège porte sur la méthode à suivre pour un partage équitable du plateau continental. La Norvège demande que soit appliqué le principe de l'équidistance (établissement d'une ligne médiane calculée selon la distance des côtes respectives). L'application de ce principe dans la mer du Nord a eu des résultats très positifs pour la Norvège. L'Union soviétique, de son côté, souhaite l'application du principe dit de la « ligne de secteur » (1) qui, repoussant la frontière plus à l'ouest, lui donnerait une plus grande étendue de la mer de Barents.

La Norvège ne cède pas, jusqu'ici, sur le principe de l'équidistance, qu'elle entend bien voir appliquer aussi dans ses négociations avec d'autres pays. Les autorités soviétiques commencent à manifester une certaine impatience : l'exploration des ressources du plateau continental dans la zone contestée ne peut

commencer avant la signature d'un accord définitif. Ainsi, le gouvernement norvégien avait-il espéré que les négociations pourraient enfin progresser ; il ne semble pas qu'il en soit ainsi.

Pendant que se poursuivent ces négociations intermittentes avec l'U.R.S.S., la Norvège doit faire face à des problèmes similaires dans les eaux qui séparent l'île Jan-Mayen, possession norvégienne, de l'Islande et du Groenland (lequel jouit d'une autonomie interne au sein du royaume du Danemark, qui garde la tutelle de la politique étrangère). Dans les deux cas, la Norvège préconise l'application du principe de l'équidistance pour le partage du plateau continental, et dans le cas du Groenland, également pour la délimitation des zones de pêche. La Norvège a accordé à l'Islande une situation privilégiée en ce qui concerne la pêche, jugée particulièrement importante pour l'économie islandaise. Selon certains commentateurs norvégiens, la bienveillance norvégienne à l'égard des Islandais pourrait s'expliquer par la crainte de susciter en Islande des sentiments hostiles à l'OTAN, si l'attitude de la Norvège était plus dure. Or la base américaine, à Keflavik, en Islande, est d'une grande importance pour la défense de cette région, et partant pour la Norvège. D'un, selon des commentateurs, la nécessité de garder de bonnes relations avec la population islandaise. Mais il ne faut pas de doute non plus que la Norvège attribue tout simplement de l'importance à ses relations avec l'Islande parce que les deux pays partagent tout un patrimoine culturel. Il n'est pas moins vrai aussi qu'en ce qui concerne la délimitation du plateau continental entre l'Islande et l'île Jan-Mayen il sera difficile à la Norvège de céder sur le principe de l'équidistance : cela en raison de ses négociations avec l'Union soviétique et de celles à venir avec le Danemark et, indi-

rectement, avec le Marché commun, sur le partage du plateau continental et des zones de pêche entre la côte est du Groenland et l'île Jan-Mayen. Certains Norvégiens critiquent d'ailleurs le fait que leur gouvernement insiste pour faire valoir ses droits autour de cette île pour mener une politique que d'aucuns qualifient d'impérialiste, arguant que l'île de Jan-Mayen n'est pas habitée, qu'il n'y a là qu'une station météorologique et que personne ne pourrait y vivre.

Il y a aussi le problème du Spitzberg. La Norvège a établi autour de l'archipel une zone dite de « protection du poisson », contestée par l'Union soviétique. L'U.R.S.S. est établie de manière parfaitement légitime au Spitzberg et y déploie une activité minière importante. Mais, à plusieurs reprises, les Norvégiens ont été fondés à croire qu'elle y a mené aussi des activités non prévues par le traité de 1925, ce qui a provoqué quelques incidents diplomatiques. Le traité établit que le Spitzberg ne doit pas être utilisé à des fins militaires. Au demeurant, lors de l'adhésion de la Norvège à l'OTAN, le gouvernement d'Oslo a fait savoir à celui de Moscou que l'archipel ne servirait d'appui militaire à l'Alliance atlantique qu'en cas de guerre.

Il ne faut pas de doute que toutes ces régions du Nord vont encore pendant longtemps être un sujet de préoccupation pour les autorités norvégiennes. Trop de facteurs y sont inconnus pour qu'il soit possible, dès à présent, de mesurer leur importance réelle, surtout en ce qui concerne les données économiques. Les négociations internationales sur le droit de la mer influencent déjà la politique norvégienne. La Norvège s'y est fortement engagée tant en raison de son expérience considérable en la matière qu'en raison du grand intérêt économique pour le pays des différents problèmes examinés : protection des ressources de poisson, définition de critères pour déterminer l'étendue d'un plateau continental, la pollution de la mer ou l'établissement de règles de navigation dans des régions particulièrement vulnérables, comme celles couvertes par la glace. Dans tous ces cas, la Norvège insiste, avec le

poids d'une grande puissance, sur le droit au contrôle national de ses ressources. Dans d'autres cas, sa position est beaucoup plus faible, par exemple en ce qui concerne l'activité minière dans les eaux de grande profondeur. En tant que petit pays, elle n'en maîtrise pas la technologie et favorise donc l'établissement d'un régime international pour le régime applicable aux grands fonds marins au-delà des juridictions nationales. Elle estime que

les ressources que recèlent ces fonds marins doivent être considérées comme l'héritage commun de l'humanité et qu'elles ne devraient être abandonnées à des sociétés multinationales. Ces négociations ne sont pas les seules auxquelles la Norvège participe. Elle joue un certain rôle dans les réunions de la CNUCED et de l'ONU, aux côtés des pays du tiers-monde qui réclament un nouvel ordre économique international.

## L'aide au tiers-monde

En matière d'aide au développement, la Norvège est au point de franchir, avec la Suède et les Pays-Bas, le seuil de 1 % du produit intérieur brut. Le choix de ses partenaires dans les pays du tiers-monde est, par ailleurs, controversé sur le plan intérieur : c'est l'un des rares domaines où la politique actuelle serait probablement modifiée dans le cas d'un échec électoral de la gauche l'an prochain.

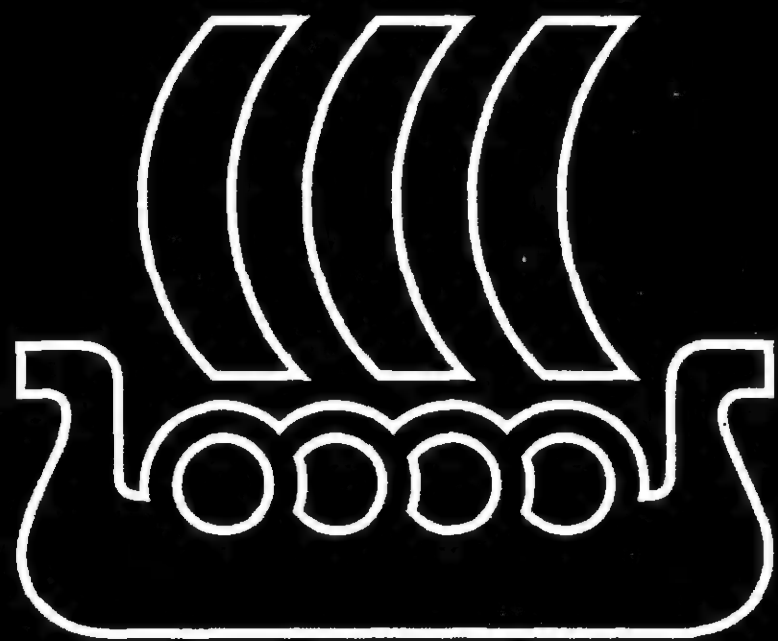
Plusieurs raisons poussent la Norvège à s'engager pour les pays pauvres, notamment le fait que ses intérêts économiques dans le tiers-monde sont minimes et que l'idéologie égalitaire de la social-démocratie alimente la volonté de créer un nouvel équilibre à l'échelle mondiale. La solidarité norvégienne n'a guère été mise à l'épreuve par les faits, puisque les réformes demandées de l'ordre économique mondial tardent à venir. Néanmoins, on peut constater que les effets de la crise économique internationale sur l'économie norvégienne se manifestent déjà par une renouveau à certaines idées pratiques de la solidarité, par exemple, en ce qui concerne l'accès à son marché intérieur.

La Norvège est éloignée des centres de décision parce que c'est un petit pays qui voit les événements de l'extrémité d'un continent. Elle peut se permettre de parler avec la voix de la raison et de la morale, car elle n'a pas de liens directs avec les problèmes générateurs de confrontation. Elle le fait aussi par indignation naturelle. Il lui arrive pourtant d'être directement

concernée : c'est le cas actuellement dans le sud du Liban, où elle participe aux forces de paix de l'ONU. C'est aussi le cas en ce qui concerne la crise internationale de l'énergie : en tant qu'exportateur de pétrole et de gaz, la Norvège a dû faire face aux demandes des autres pays occidentaux. Elle est associée à l'Agence internationale de l'énergie (A.I.E.) et a donné certaines garanties en ce qui concerne le ravitaillement en cas de crise, dont celui de ne participer en aucune manière à l'OPEP. Surtout, elle se sent directement concernée par le refroidissement sensible entre les deux super-puissances. Les allégations fautes du côté soviétique, ces derniers mois, selon lesquelles la Norvège serait soumise à une pression croissante des Etats-Unis pour qu'elle abandonne les principes de la politique des bases, l'inquiètent profondément. Un commentateur norvégien a fait observer récemment, après une déclaration agressive à ce sujet de l'agence de presse officielle Tass, que les Soviétiques feraient bien de se rendre compte quels sentiments hostiles de pareils propos suscitent chez les Norvégiens.

CATHERINE LÖCHSTOR.

(1) La « ligne de secteur » s'applique uniquement au pôle Nord. Mise au point à la fin du dix-neuvième siècle pour le partage des glaces, cette méthode consiste à tirer un trait du pôle Nord aux points extrêmes de la côte concernée. Les plus avantageux — et donc les plus rentables — de ce mode de calcul — sont le Canada et l'U.R.S.S.



## Les Vikings de l'ère du pétrole arrivent de Norsk Hydro

Norsk Hydro est:  
Le plus grand groupe industriel de Norvège  
Le plus grand groupe chimique de Scandinavie  
Le plus grand groupe pétrochimique de Scandinavie  
Un groupe aux vastes intérêts internationaux

Nous fabriquons plus de 50 produits et les vendons à travers le monde entier.

## Engrais

Ammoniac/Nitrate d'ammoniac/Engrais complexes/Nitrate de chaux/Urée

## Pétrochimie

Ethylène/Dichlorure d'éthylène/Chlorure de polyvinyle/Propylène/Chlorure de vinyle

## Hydrocarbures

Diesel auto/Essence/Huiles/Naphta/Gaz naturel/Pétrole brut/Kérosène/Coke de pétrole

## Produits chimiques

Nitrate d'ammoniac/technique/Urée technique/Méthanol/Gaz industriels/Eau lourde/Nitrate de chaux/Chlore/Acide nitrique

## Aluminium

Aluminium de première fusion/Produits/Produits/Produits/Produits/Produits

## Divers

Emballage/Systèmes de commande à distance à usage maritime/Stratifiés/Produits d'ingénierie

## Magnésium

Magnésium pur/Aliajes/Magnésium/Produits/Magnésium/Produits/Magnésium/Produits

## Norsk Hydro

Bygdøy allé 22, Oslo 2, Norvège

Nos bateaux sont chargés de produits dont le monde a besoin.

Etudes en

éco  
lem



## Grèves et arrestations de syndicalistes

## Les limites de la libéralisation au Brésil

Par JULIA JURUNA

Au mois de février dernier, le gouvernement du général Figueiredo célébrait son premier anniversaire dans un climat politique assez favorable aux desseins du régime. Le retour des exilés politiques n'avait pas donné une impulsion nouvelle aux protestations publiques, au contraire, paraissait avoir accentué la fragmentation de l'opposition provoquée par la réforme des partis politiques et de la législation électorale. Malgré le caractère restrictif de l'amnistie accordée au mois de septembre, les révisions de procès avaient permis de libérer les prisonniers politiques, permettant ainsi au régime de neutraliser le mouvement national en faveur de l'amnistie générale.

Certes, les problèmes économiques s'aggravaient et l'inflation frappait durement la population, mais la division de l'opposition laissait un vide politique dans le pays, et le contrôle de la situation restait entre les mains du gouvernement. Ce tableau s'altère de fond en comble lorsque éclata la grève des métallurgistes à São-Paulo : pendant quarante et un jours, les travailleurs allaient paralyser les usines du plus grand centre industriel de l'Amérique latine. Ce mouvement — une des plus longues actions revendicatives de l'histoire brésilienne — soulève d'un jour nouveau les enjeux de la libéralisation politique en cours dans le pays.

Au Brésil comme ailleurs on était accoutumé à une corrélation positive entre la mise en pratique d'une politique déflationniste et l'exercice de l'autoritarisme politique. L'histoire brésilienne offre néanmoins une ligne d'interprétation plus cohérente. Il apparaît en effet que la décentralisation oligarchique rend nécessaire l'existence d'un espace politique minimal où puisse se réaliser l'entente entre les différentes couches dirigeantes : à l'inverse, tout mouvement centralisateur engendre des

gouvernements autoritaires dans le pays. Tel fut le cas pendant la dictature de Vargas, entre 1937 et 1945, tel est encore le cas depuis le coup d'État militaire de 1964. En ce sens, la libéralisation politique en cours doit être analysée à partir de la réactivation de la vie politique dans les différents États de la fédération.

De fait, les élections de 1974 et 1978 ont constitué une sorte de plébiscite national contre le régime mais, en même temps, elles ont fait basculer dans l'opposition les États les plus importants et les plus peuplés du pays, où des sénateurs et des députés du Mouvement démocratique brésilien (M.D.B.) ont été élus par une écrasante majorité de voix. Parallèlement au verdict des urnes, on assista à la montée du mouvement ouvrier, à l'organisation de secteurs divers de la société civile et à la mobilisation de l'épiscopat catholique aux côtés des pauvres et des déshérités.

C'est à São-Paulo que ce phénomène prit le plus d'ampleur. L'État de São-Paulo représente à lui seul 12 % de l'économie latino-américaine et 50 % de la production intérieure brute brésilienne. Sur les cinquante premières entreprises du pays, vingt-cinq ont leur siège à São-Paulo, où ont aussi été effectuées 54 % des investissements nets. Un brésilien sur cinq vit dans cet État où se concentrent 28 % de la population urbaine et 24 % des votants du pays. Les « privilégiés » détiennent 42 % des automobiles, 35 % des camions, mais aussi 45 % du tirage des journaux, 48 % des livres édités et 45 % des diplômés de l'enseignement supérieur brésilien. Ajoutons que l'État rassemble 52 % des travailleurs de l'industrie de transformation, 42 % des ouvriers syndiqués et 40 % des accidents du travail qui se produisent annuellement au Brésil (1).

## Faiblesses des partis

MAIS ce géant était microscopique : le contrôle des propriétés, et, surtout, l'action des leaders populistes urbains amenuisaient le poids politique de cet État. De fait, de l'ubuesque Ademar de Barros au fantasme Jânio Quadros, São-Paulo fut affaire à toute une galerie de politiciens qui ont transformé les consultations électorales en un spectacle à la fois dérisoire et dramatique. Le parti travailliste de « Vespasiano » Goulart prit des précautions pour réduire l'influence des travailleurs de São-Paulo au sein du mouvement, et il dota la direction régionale du parti de bureaux sans représentation, aux ordres de la direction nationale, fief des politiciens de l'État du Rio-Grande-do-Sul. L'histoire du corps social brésilien reste à écrire. Son unification politique, réalisée par un mélange d'astuce et de violence, retardera jusqu'à nos jours son unité intérieure. Au cours de ces dernières années, le tissu social fut mis à dure épreuve, d'autant que la société a déjà intériorisé le modèle de consommation occidentale, alors qu'elle est encore loin d'en avoir absorbé la pratique.

Il en résulte une inadéquation des partis politiques aux structures socio-économiques, situation qui s'est sensiblement aggravée dernièrement en raison de la répression, des disparités sociales et régionales qui se sont creusées dans le pays, mais aussi de la perpétuation de l'élitisme qui a toujours marqué la vie politique brésilienne. A São-Paulo, ces problèmes ressortent avec une acuité particulière.

Le P.M.D.B., héritier du M.D.B., est la principale force politique de l'État. Ayant obtenu près de cinq millions de voix lors des élections de 1978, le sénateur Franco Montoro, un des notables du parti, est pratiquement certain d'être élu à la tête de l'État si les élections de 1982 pour le poste de gouverneur se déroulent au suffrage direct, comme c'était le cas

jusqu'en 1964. Des situations similaires existent dans plusieurs autres États de la fédération où des sénateurs du P.M.D.B. sont également les mieux placés parmi les candidats au poste de gouverneur. C'est précisément pour cette raison que le gouvernement, qui vient d'ajourner les élections municipales prévues pour 1980, parle de la tenue de ces élections au conditionnel, espérant ainsi conduire les sénateurs du P.M.D.B. à une attitude prudente à l'égard du régime. Cette manœuvre a bien réussi jusqu'à présent. L'influence des sénateurs pèse sur la direction du parti et conduit l'ensemble du P.M.D.B. à une certaine inertie.

C'est pourquoi, passant outre, une partie de l'opposition populaire et démocratique du centre-sud du pays a organisé la Parti des travailleurs qui, surtout à São-Paulo, rassemble des secteurs dynamiques du mouvement ouvrier et l'intelligentsia. C'est tout le drame de l'opposition brésilienne : les résultats inattendus des élections de 1974 et, dans une moindre mesure ceux de 1978, ont amené au Congrès et aux assemblées des États des élus sensiblement plus modérés que leurs bases électorales ; alors que la création du parti des travailleurs, organisation qui ne dispose pas d'assises et qui reste électoralement fragile, galvanise une partie de l'opposition, freinant le renouvellement des structures du P.M.D.B., parti qui continue à disposer d'un potentiel électoral non négligeable.

On reproche parfois aux leaders ouvriers de São-Paulo d'avoir minimisé les tâches d'organisation syndicale pour se lancer dans la constitution d'un parti politique qui, en raison de la législation actuelle, risque d'être électoralement non viable. La question reste pendante. Il n'en demeure pas moins que l'issue défavorable de la grève de São-Paulo a démontré, une fois de plus, les dangers de la fragmentation des forces d'opposition.

En effet, malgré la préparation méticuleuse des comités de grève, les métallurgistes de la zone industrielle de São-Paulo n'ont obtenu qu'un soutien limité de la part des autres syndicats. Du reste, les leaders ouvriers de São-Paulo reconnaissent que, sur les quatre mille six cents syndicats brésiliens, à peine une cinquantaine possèdent des directions non imbéciles du mouvement.

C'est pourquoi l'Eglise a été appelée à jouer un rôle important, aux côtés des intellectuels et d'autres groupes sociaux, dans les comités de solidarité créée pour soutenir les grévistes. Ce qui ne manqua pas de provoquer un affrontement sérieux entre la hiérarchie catholique et le régime. Constatant que les évêques brésiliens « se conduisent mal », le président Figueiredo compte sur le pape, en visite au Brésil dès le 30 juin, pour obtenir une certaine neutralisation de l'action des autorités ecclésiastiques. A l'inverse, les évêques, les religieux et les laïcs espèrent que la visite de Jean-Paul II donnera un relief

nouveau aux tâches sociales que l'Eglise accomplit au Brésil. Tout restant à faire au niveau des organisations populaires, ce sont naturellement les « communautés de base » qui attirent les efforts des prêtres et des laïcs engagés dans l'action sociale. Mais, à terme, il n'est pas exclu que les difficultés politiques qui paralysent l'opposition donnent lieu à un certain « social-christianisme » qui privilégierait les formes populaires d'entraide et les actions communautaires, en se désintéressant du travail d'organisation politique et de l'action au plan des institutions.

Ici, comme dans le cas du nouveau syndicalisme, l'avenir de la démocratie brésilienne repose sur l'aptitude des leaders politiques et des partis à traduire en termes politiques les espoirs et les revendications de secteurs très différents de la société. En d'autres termes, il s'agit de mener une fragmentation des forces de l'opposition, situation pleine de risques dans un pays où la population reste politiquement inorganisée et où les forces conservatrices possèdent un redoutable pouvoir répressif.

## Le « miracle » en miettes

EN tout cas, le nouveau paysage social brésilien impressionne les milieux d'affaires internationaux. Avant la grève des dockers de Santos et des métallurgistes de São-Paulo, une revue financière avait déjà, au sujet des premières grandes grèves de 1978 : « [Ces événements] ont réglé le compte de ce qui restait du « miracle économique » brésilien, en sept ans de ses plus féroces suppositions, c'est-à-dire l'existence d'une force de travail soumise et apolitique » (2). On pourrait ajouter que des analystes plus attentifs ont déjà réduit à ses justes proportions l'autre « performance » du régime, à savoir la forte croissance économique, obtenue grâce à des méthodes dictatoriales, entre 1968 et 1974. En effet, si l'on examine la croissance brésilienne tout au long de la période de l'après-guerre, le « miracle économique » paraît bien moins significatif. Ainsi, entre 1947 et 1961, période pendant laquelle le pays a vécu sous un régime constitutionnel raisonnablement démocratique, le produit intérieur brut s'est accru au taux de 7 % par an, moyenne égale à celle qui fut observée au cours de la période 1961-1974 ; entre 1962 et 1967, période qui inclut quatre années de régime militaire, le taux de croissance fut de 3,7 % seulement par an. Dans cet ordre d'idées, la « performance » réalisée entre 1968 et 1974, lorsque le taux annuel de croissance atteignit 10 %, ne fait que replacer l'économie brésilienne à son palier historique, c'est-à-dire au niveau de croissance moyen de 7 % l'an observé depuis la fin de la seconde guerre mondiale. De fait, depuis 1974, le taux de croissance annuel de l'économie brésilienne est de nouveau inférieur à 7 % l'an (3).

D'autres observateurs financiers relèvent à présent les incidences économiques de la journée « dette sociale » que le régime a contractée à l'égard de la population. Ainsi, la revue *EuroMoney* cite un rapport récent de la Banque mondiale pour remarquer que deux tiers des enfants brésiliens n'ont pas accompli les quatre ou cinq années d'école considérées comme « le minimum nécessaire pour occuper un emploi productif dans les secteurs modernes de l'économie » (4).

Toutefois, pour l'ensemble des analystes, le fond de l'affaire est l'endettement extérieur du pays. Depuis plusieurs années déjà, le Brésil apparaît comme un des pays les plus boulimiques de crédits sur les marchés financiers occidentaux. En dépit des pronostics pessimistes, il continue à avoir régulièrement accès aux grandes banques commerciales. Celles-ci fournissent 17 % des 75 milliards de

dollars qui correspondaient à la dette des pays en voie de développement non producteurs de pétrole en 1970, alors qu'en 1979 elles ont fourni 33 % des 988 milliards de dette (5).

La part du Brésil dans cet ensemble est considérable, aussi bien en termes absolus (la dette globale du pays atteint 50 milliards de dollars en 1979, et cette somme devra être remboursée à 70 % avant 1985), qu'en termes relatifs (les opérations du Brésil ont assuré 10 % des bénéfices de la Citicorp en 1979, alors que les opérations aux Etats-Unis ont représenté 35 % des bénéfices de cette institution bancaire en cette même année). L'ampleur de ces chiffres ne donne que plus de relief aux turbulences qui

## De rudes contraintes externes

C'est l'absence de circonstances explique les réticences des banquiers internationaux à l'égard de la politique économique brésilienne. Au cours de ces derniers mois, M. Delfim Neto a fait plusieurs voyages en Europe et aux Etats-Unis, afin de rassurer les principaux créanciers du Brésil, mais il n'est pas parvenu à éliminer toutes les réserves. De fait, une revue spécialisée notait que les milieux financiers occidentaux « ont un besoin désespéré de croire au chant de sirène [qui se dégage] des arguments apaisants de M. Neto, que beaucoup d'entre eux probablement ne saisissent pas bien. En réalité, les « propositions » du ministre pour faire face à la plus grave crise économique brésilienne depuis la seconde guerre, lorsqu'elles sont analysées soigneusement et objectivement, se réduisent à peu de choses près, à l'espoir d'avoir un coup de chance (la hopeful gamble) ». Mais la même revue ajoute aussitôt : « M. Delfim Neto est trop intelligent pour ne pas réaliser qu'il tient la communauté bancaire internationale à la gorge. Les banquiers doivent continuer à prêter de l'argent à ce débiteur gargantuesque ou faire face à un défaut [de paiement] qui pourrait détruire la confiance dans le marché de l'eurodollar » (6).

Il semble que les travailleurs brésiliens soient déjà en train de faire les frais de cette spirale de la dette bancaire. Régulièrement, le Brésil capte une part considérable des prêts en dollars consentis aux pays en voie de développement qui n'appartiennent pas à l'OPEP : 13,4 % du total de ces emprunts en 1977, 15,1 % en 1978, 13 % en 1979 (7). Toutefois, au cours des tout derniers mois, les choses se sont modifiées. Déjà, en 1978, c'étaient les banques japonaises, nouvellement arrivées dans le marché de l'eurodollar, qui s'étaient portées au secours du gouvernement brésilien. Par ailleurs, on avait vu se réduire les réserves en devises du Brésil, dont le montant considérable (7,3 milliards de dollars en 1977, 12 milliards de dollars en 1978 et 9,5 milliards en 1979) avait jusqu'alors servi de gage aux nouveaux emprunts. Tout indiquait que le gouvernement rassemblerait ces réserves pour disposer de capitaux qu'il avait des difficultés à se procurer sur le marché financier international. Au cours des premiers mois de 1980, alors même que les banques

traversaient actuellement l'économie brésilienne. Les raisons de ces difficultés sont faciles à saisir. Les importations de pétrole ont correspondu à 35 % de la valeur des exportations brésiliennes en 1978, tandis que les intérêts de la dette extérieure représentent 66 % de la valeur de ces mêmes exportations. A eux seuls, ces deux postes créent une énorme rigidité dans l'économie du pays. De fait, la balance des paiements courants (balance commerciale plus services) a présenté un déficit de 9,9 milliards de dollars en 1978. Pour 1980, ce déficit doit monter à 9,1 milliards de dollars, selon le gouvernement. A 13 milliards de dollars selon certains experts européens.

La différence entre ces deux dernières estimations tient à la redoutable équation qui enserrme les échanges extérieurs du pays : n'ayant pratiquement plus de possibilités de réduire les importations, les autorités escomptent stimuler les exportations, mais elles ne peuvent tout compter sur les exportations de produits manufacturés, car l'industrie brésilienne se nourrit elle-même d'importations de technologie étrangère ; c'est donc sur l'agriculture que comptent surtout les autorités.

Or ce qui fait problème, c'est que l'on demande à l'agriculture trop de choses à la fois. On attend que le volume physique de la production agricole augmente pour freiner l'inflation ; que les exportations agricoles s'accroissent et équilibrent la balance commerciale ; que les emplois dans les campagnes se multiplient et diminuent l'exode rural ; que la production alimentaire s'élargisse afin d'élever indirectement les salaires réels des pauvres urbains ; enfin, on espère aussi que les cultures de canne à sucre s'étendent pour remplir les réservoirs des voitures brésiliennes d'alcool dans le but d'assurer la survie de l'industrie automobile installée dans le pays. Certains de ces objectifs pourront être atteints, mais isolément, et il est exclu qu'ils soient tous atteints simultanément.

Le Japonais se retirait du marché de l'eurodollar, on apprenait que l'inflation brésilienne, au lieu de se fixer autour de 45 % l'an en 1980, comme le gouvernement l'avait initialement prévu, allait probablement atteindre 90 % à la fin de l'année. Au moment où le gouvernement se montrait incapable d'éviter l'emballement des prix, il était capable de freiner les revendications salariales.

C'est dans ce contexte délicat que fut déclenchée la grève des métallurgistes à São-Paulo. Les redoublements de ce conflit ont démontré que Brasília avait décidé de jouer la carte de l'intransigeance à l'égard des syndicalistes, faisant pression sur une partie du patronat de São-Paulo qui, fort des gains en productivité, était disposée à négocier avec les travailleurs. L'« émancipation » des patrons, progressistes ou non, face au régime est apparue tout à fait dérisoire. On a aperçu alors toute l'étendue d'une problématique qu'on voyait sourdre depuis quelques temps déjà : jusqu'à nos années récentes, les performances économiques étant assurées et les capitaux internationaux abondants, le régime a pu se livrer aux pires excès. Actuellement, alors que les militaires tentent de monter le mécontentement de la population et se lancent dans une délicate manœuvre de libéralisation sous contrôle, les contraintes internationales imposées par la dette extérieure pèsent dans le sens d'un durcissement.

Tel est bien le drame qui, au-delà des différents cycles de l'expansion financière occidentale, frappe sans discontinuité la population brésilienne.

(1) Chiffres pour les années 1974-1978, cf. *Anuário Estatístico do Brasil*, I.B.G.E., 1977.

(2) *International Currency Review*, n° 3, novembre 1979.

(3) Cf. à ce propos J. Serra, « Três temas controversados sobre a economia entre Antonio Carlos de Almeida e Desenvolvimento », *Dados*, n° 24, Rio-de-Janeiro, 1979.

(4) *EuroMoney*, avril 1980.

(5) *The Economist* : « Shifting sands : International banking, a survey », 22-28 mars 1980.

(6) *International Currency Review*, Ibid.

(7) *World Financial Markets*, 15-vrier 1980.

## Etudes en SUISSE

littéraires, scientifiques et commerciales

Baccalauréat (séries A, B, C, D, G2)  
Baccalauréats suisses. Admission  
dès 10 ans. Internat et externat.  
Ambiance calme et studieuse.  
Excellents résultats.

école  
**lémania**  
lausanne

3, ch. de Préville, Tél. 19-41/21/20 15 01, Télex 26600

## NON!

REPÈRES POUR LE SOCIALISME

Faut-il confondre l'habitude de l'été bourgeois avec l'intelligence de notre temps ?  
Au sommaire du numéro 2 juillet-août 1980 :

- Aspects contemporains du travail.
- Abécédaire de la nouvelle idéologie française (suite).
- Le discours du pouvoir : les nouveaux croisés.

Abonnement : 27 F  
Abonnement : 130 F  
(étranger 180 F)  
13, boulevard Saint-Martin  
75003 P. & B. S.

## CLINIQUE LA MÉTAIRIE

CH-1260 NYON près GENEVE  
SUISSE

Etablissement médical privé de premier ordre  
pour les affections du système nerveux

Loc. Léman - Tél. 1941/22/61 15-81

Docteur G. W. Semadeni, médecin-directeur

Chimiothérapie - Psychothérapie - Traitement des insomnies

Désintoxication - Traitement de l'obésité d'origine psychosomatique

Physiothérapie - Sports.



**ET L'O**

—

*Le Canada, en réalité, fut plus préoccupé d'exister face aux autres que face à lui-même. C'est son paradoxe. D'une maturité internationale précoce — il devint membre de la Société des nations (S.D.N.) alors qu'il n'était encore qu'une colonie ou une province aux yeux du droit international, — jouant, après la deuxième guerre, un rôle diplomatique sans rapport avec sa puissance réelle, le Canada n'avait pas de drapeau, — et n'a pas encore d'hymne national, — et laissait se développer sur son territoire un nationalisme québécois qui combattait sa légitimité et menaçait de le faire éclater. Peu à peu, une sorte d'asymétrie est apparue entre les deux faces — interne et externe — du système canadien.*

titules l'Etat fédéral, comme véhicule de son nationalisme. A cela, s'ajoutent les revendications des populations autochtones, qui ne se sentent pas concernées par ce débat, refusent la participation à la confédération et plus en plus l'accès à une forme quelconque de souveraineté.

La solution à ce problème, comme le propose M. Trudeau, est-elle de nier toute existence nationale au Canada pour leur substituer, en pratique, un fonctionnalisme dominant — sans lequel l'Etat canadien ne pourrait pas survivre — et qui serait nécessairement le nationalisme du plus fort ? Ou est-elle dans un réajustement des commandements politiques du pays pour tenir compte de ces réalités ? C'est ce qu'a tenté de faire le Parti québécois. Il a échoué, comme échouera aussi, vraisemblablement, le fédéralisme déincarné et à-national.

### Les faiblesses du projet de la souveraineté-association

Le gouvernement du Québec, lors du dernier référendum, sollicitait le mandat de négocier la souveraineté politique complète du Québec — donc l'indépendance, — à la condition que le reste du Canada accepte de s'associer à une union politique et économique d'une union monétaire et économique. L'échec de cette proposition s'explique, à la fois, par les erreurs du parti et par la nature propre de la formule.

**Etude de G. Destanque Bernis sur l'Algérie**, où l'auteur souligne la «volonté anticoloniale» qui anime les dirigeants algériens et leur lutte pour l'indépendance. (N° 212, mai, bimestriel, 32 F. - 64 boulevard Blangini, 75113 Paris.)

**Si Dans un numéro double, L'AFRIQUE** publie deux numéros du colloque de Kinshasa sur le thème «Mythe et Littérature africaine». Sujet indispensable à tous ceux qui s'intéressent au continent. 4<sup>e</sup> trimestre 1978, 1<sup>er</sup> trimestre 1980, dernier numéro paraît bimestriel, 50 F.

**CINÉMA**

Les deux documents iconographiques, deux disques musicaux avec l'enregistrement d'un concert de Django Reinhardt dans le cadre des revues du cinéma. (N° 212-213, mai, 2 disques, 37 751F 2<sup>e</sup> passage de la Boule-Castelnau).

**CINÉASTE** publie, à propos du nouveau cinéma nicaraguayen, un entretien avec deux membres de la direction de ce pays : Luis Astor et Carlos Ruiz. (Vol. X, n. 2, printemps, trimestriel, 175 dollars - 419 Park Avenue South New York, New York)

<p>52 La revue du Centre d'études de l'Inde et de l'Asie du Sud <b>PURUSARTANA</b>, dans le n° 10, 1970, a été révisée et complétée. On y consacre son dernier numéro à une étude sur « la dette » dans la région ; aspects économiques, politiques, sociaux, géographiques, ethnologiques ; étudie ment payant, usage de la dette, etc. L'ouvrage est écrit par un attaché universitaire, non sans humour.</p> <p>53 On se souvient dans le folklore indien, « d'un bon vieux temps » où le monde se levait Saint-Michel, 75097 Paris.)</p>	<p>54 Les cinémas d'avant-garde dans le dernier livraisons de <b>CINÉMACTION</b> (numéro double de 300 pages) qui s'intitule « Les cinémas d'avant-garde », les formes de l'avant-garde (expérimentation, montage, etc.) sont traitées par l'historien et à travers le monde depuis dix ans. (N° 10-11, printemps, trimestriel, 50 boulevard Magenta, 75018 Paris.)</p> <p>55 Les faces cachées du cinéma (italien est attaché au cinéma italien, 75018 Paris.)</p>
--	---

Et L'UNESCO a inscrit le poète vietnamien Nguyen Du sur la liste des célébrités dont elle commémore cette année la naissance. EUROPEO apporte la contribution imprimée probablement la plus importante à l'ouvrage, et le commandement de cet ouvrage qui sera ainsi révisé à la plupart des Français. (Moi, j'ai écrit le poème de la Penzance-Poissonnière, 1796 Paris.)

E. Catherine Arnaud et Catherine Smaille présentent le cinéma noir américain dans **LES DEUX ECRANS**. A lire également, une réflexion d'A. Bedjaoui sur les productions de la télévision algérienne. (N° 22-24, avril-mai, mensuel, 5 dinars - 7, boulevard Khémisti, Alger.)

tion et de l'usage des femmes, figure l'association, avec une étude scientifique, d'un roman peu connu, paru en 1911, trimestriel, 238 pages, 50 F. — Diffusion : Editions de l'école des hautes études, 131, boulevard Saint-Michel, 75005 Paris.)

■ **ACTES** présente sur « travail et santé » une série d'articles très concis : conditions de travail, santé économique, maladies professionnelles, prévention.

■ **La situation du film en FINELAND** exposée par Karl Uusitalo dans **FINELAND**, (N° 1/90, printemps 1986), travail, — Salomonstein 17 B, 00010 Helsinki, Finlande.

travail, et possibilités d'action des salariés.

27-28, juin, trimestriel, 28 p. - 1, rue des Dames-Saint-Jacques, 75005 Paris.

■ Dans l'HISTOIRE, une histoire très antique et très locale : celle des Jeux olympiques, période, période Combarthe. Prolongée par une sélection des Jeux de 1936. Autre rappel : Helsinki, la guerre froide, non pas occasion de haine, mais de fraternité.

■ Dans HABLEMOUS DE CINE : des mélanges avec cinq réalisateurs colombiens et un panorama des meilleurs courts métrages des années 70, avril, trimestriel, 255 pages. - Liberté, rue Lima 27, Pérou.

■ Quel avenir pour les cinémathèques ? se demande ISON, qui a organisé une

naissance. Enfin, à l'occasion de l'anniversaire de 40, cinq aspirants racontent et nous énumèrent les raisons qui les ont amenés à rejoindre la gauche. Oui, dans la mesure où, pour eux, les deux grands problèmes, et depuis longtemps, qu'ils avaient été « transis » par leurs forces intellectuelles. (Zola, mensuel, 18 P. Le Seuil, La Recherche, 37, rue de Seine, Paris-6).

## CINÉMA

■ Un superbe numéro des **CARNETS DU CINÉMA**, authentique œuvre de création réalisée par (et sur) Marguerite Duras. Des scènes (en particulier « Nausée »), des entretiens (« Il n'y a plus d'écrivains communistes », des communistes

■ Victor Segal, dans **LA REVUE DU CINÉMA**, expose les structures du cinéma communiste, tout ce qu'il présente les principes pour lesquels il se bat, de son côté, décrit les caractéristiques du cinéma de l'économie du cinéma japonais.

■ 251, juin, mensuel, 12 F. - 3, rue

100



## contraintes géopolitiques

## ET L'OCCIDENT

Par PAUL PAINCHAUD \*

Le référendum du 20 mai dernier, organisé par le gouvernement du Québec, doit être considéré comme une autre tentative, parmi plusieurs au cours des dernières années, pour délier la région de ses incertitudes constitutionnelles, même si, en apparence, la formule du Parti québécois conduisait à la séparation du Québec. On doit se souvenir, en effet, que toute la démarche du Parti québécois est fondée sur l'inefficacité du système canadien, et non sur un simple rejet nationaliste du Canada. Le référendum devait, en principe, permettre à ce pays de clarifier ses ambiguïtés historiques. A aucun moment, on n'y trouve trace d'animosité à l'égard des autres Canadiens, ou même de références à l'idéologie classique de l'expression impériale : l'option était entre un pays qui marche et un pays qui ne marche pas. C'est ainsi, d'ailleurs, que les électeurs l'ont compris : leur choix, à tort ou à raison, fut celui de la plus grande efficacité des formules en présence.

Mais le problème canadien reste entier : comment donner aux deux majorités canadiennes, l'anglophone pour l'ensemble du pays, la francophone au Québec, un statut qui assurerait leur cohabitation sur de nouvelles bases ?

lecture de l'évolution des idées au Québec. Les Québécois, certes, ne considèrent désormais comme un peuple distinct sur le plan politique et culturel. Mais comment ignorer, en même temps, ce sentiment très vif d'appartenance au Canada que l'on trouve encore à différents niveaux de la société ? Aucune crise, dans le contexte actuel, ne justifiait l'abandon de ce sentiment. La méthode proposée, la souveraineté, paraissait donc prématurée par rapport à l'objectif poursuivi. Il fallait attendre, et susciter d'abord un consensus à propos de celle-ci.

Le Parti québécois a aussi montré — et cela fut assez évident par le ton des discours tout au long de la campagne référendaire — que son nationalisme avait vieilli. On ne parle plus du Québec, en 1980, avec les accents du « *Vive le Québec libre* » de 1967. Tous les sondages, d'ailleurs, démontrent la désaffection des jeunes de dix-huit à vingt ans à l'endroit de ce discours idéologique. L'analyse du parti se sont trompés de guerre. Ils n'ont été suivis ni par les plus jeunes ni par les plus vieux. Sur le plan de la pensée, le référendum n'aurait donc été, finalement, qu'un « remake » de la révolution tranquille des années 60. Pour ce parti, le temps d'un ressourcement est venu.

Cela dit, que faut-il penser de la formule elle-même, au-delà du principe, incontestable sur le plan moral, du droit à l'autodétermination ? Là encore, l'analyse du Parti québécois révèle un certain nombre de faiblesses. Ce qui est souhaitable, en effet, n'est pas nécessairement d'importer quelle politique.

Le Parti québécois le reconnaît déjà puisqu'il accepte de soumettre son objectif de souveraineté aux contraintes d'une association économique. Cette proposition, en principe, n'était pas nécessaire : un peuple qui veut l'indépendance commence par se la donner, et choisit ensuite les meilleurs moyens pour en assurer le succès. En poursuivant simultanément les deux démarches, la souveraineté et l'association, le Parti québécois admettait que son projet devait tenir compte d'un certain nombre de réalités, notamment celles d'une longue intégration à un système économique déjà en place. Ce réalisme l'honore, mais il est évident que l'analyse n'a pas été poussée jusqu'au bout, et elle sous-estime, en particulier, l'importance de l'environnement géopolitique dans lequel son projet intervient. Cet environnement comporte trois composantes que nous appellerons le front américain, le front arctique et le front occidental.

## Les trois fronts internationaux

UN Québec indépendant, en effet, modifierait substantiellement un système régional déjà bien intégré et stable : l'Amérique du Nord. Or, le Parti québécois a fait preuve d'une grande légèreté en estimant que le Canada resterait un pays fort sans le Québec. Il est assez facile d'imaginer, en effet, qu'un pays tirailé par des forces centrifuges — les tensions sont de plus en plus vives entre l'ouest, le centre, et maintenant l'est du Canada — et déjà passablement intégré à son voisin du sud, résis-

terait mal à l'attraction des États-Unis. Le consensus à dégarer pour tenir ensemble ce pays « paklé » serait pratiquement impossible devant les coûts de l'opération. A terme, il s'écarterait. On reviendrait alors à la situation de 1967 pour constater, à nouveau, que la géopolitique de ce continent impose au nord des États-Unis un ensemble intégré. Séparées, les unités de cet ensemble s'effondreraient, sans aucun moyen d'échappée à l'absorption, sous une forme ou une autre.

au tout américain. Or, cette absorption, pour de multiples raisons, n'est souhaitable ni pour les États-Unis à cette étape de leur développement, ni pour les autres Nord-Américains, par exemple les Mexicains — ni pour le reste du monde occidental.

Le Québec apparaît donc comme un maillon indispensable à l'équilibre de l'Amérique du Nord, et cet équilibre lui est à lui-même absolument nécessaire : isolé dans un cadre régional dominé entièrement par les États-Unis, il est appelé à s'y fonder à plus ou moins longue échéance. Le Québec a donc un rôle géopolitique très précis à jouer, mais ce rôle, il ne peut le jouer qu'à l'intérieur d'un ensemble fort, l'association économique, qui ne comporte aucun dessein politique précis et articulé, ne peut être cet ensemble.

La cohabitation avec les États-Unis, à l'intérieur du système régional nord-américain, est donc une donnée de base du problème québécois et toute analyse de ce problème doit en tenir compte. Il s'agit là d'une vérité simple, mais qui prend tout son sens à la lumière d'une réflexion internationale plus large. Or, aussi étonnant que cela puisse paraître, le Parti québécois s'est peu intéressé à la politique étrangère. Sa doctrine, en cette matière, contrairement à sa pensée économique, est demeurée superficielle. Le projet de souveraineté-association qu'il propose est d'ailleurs, pour cette raison, un projet interne : il se situe dans une sphère de vide international, en dépit des correctifs de dernière minute qu'on lui a apportés.

L'Arctique est le deuxième front géopolitique important dont le projet de souveraineté-association ne tient pas compte. Le système arctique, en effet, est appelé à jouer un rôle de plus en plus actif dans les relations internationales futures. Les richesses naturelles, la fragilité et le caractère particulier de son environnement, son intérêt grandissant du point de vue des communications et, par là, sa valeur stratégique et commerciale, autant de facteurs qui commanderont des politiques d'une exceptionnelle cohérence et d'immenses ressources. Deux pays affaiblis : divisés, absorbés par l'instabilité du système nord-américain au sud, ne pourront pas les gérer. Or, la position géographique exceptionnelle du Canada dans l'Arctique lui impose manifestement, face à ce système international naissant, des responsabilités de tout premier plan. Il ne saurait les assumer d'une manière efficace, et dans l'intérêt de chacune de ses parties constituées, que s'il s'appuie sur un régime politique fort.

L'Arctique, en d'autres termes, fait partie du domaine commun, indissociable, du Canada au Québec. En d'autres termes, le Québec ne saurait ignorer l'intérêt de l'un ni de l'autre. Or, la proposition d'association du Parti québécois n'y fait aucune référence. En quoi cause. Une entreprise de cette ampleur ne peut être le fait que d'un projet politique intégré. Deux États souverains dans la partie septentrionale de l'Amérique du Nord, qui poursuivraient de surcroît des politiques étrangères différentes, ne seraient pas en mesure d'occuper l'espace économique-politique de l'Arctique ni d'en relever les défis technologiques sans s'en remettre, en fin de compte, aux États-Unis. Le Canada, par là même, aurait manqué l'une de ses vocations les plus originales sur la scène internationale. Tout au long de ce référendum, le Québec a fait preuve d'une grande maturité.

Le troisième front géopolitique négligé par le projet de souveraineté-association est le monde occidental. Celui-ci forme, désormais, un véritable système — le « premier monde » — à l'intérieur duquel le Canada a réussi à se définir un rôle et une place qui tiennent l'un et l'autre à sa géographie, à son régime politique, et à ses ressources économiques et naturelles. Il est certain qu'un Canada ancré au Québec ne pourrait plus tenir son rang à l'intérieur de ce système. Imaginez-le, par exemple, qu'il puisse encore être invité aux sommets économiques des démocraties industrielles, et y exercer d'une manière crédible, une influence quelconque ?

De la même façon, sur le plan militaire, la contribution canadienne à la sécurité occidentale serait considérablement amoindrie. Certes, le Parti québécois s'est engagé à garder le Québec à l'intérieur de l'alliance atlantique, mais il n'a jamais précisé à quelles conditions et sous quelles formes. Son rôle ne pourrait certainement pas se comparer à celui du Canada : que l'on pense, par exemple, à la présence militaire du Canada en Allemagne, qui finirait à toutes fins pratiques par disparaître, mais surtout au rôle du Canada dans la défense du flanc nord de l'OTAN. Deux contributions militaires séparées n'auraient jamais le même impact qu'une politique de défense intégrée. De plus, si le Canada est en mesure de participer à l'OTAN d'une manière quelconque, elle aurait d'autant plus les moyens d'influer sur les politiques gouvernementales qu'un Québec souverain serait plus fragilisé sur le plan externe. En un mot, le Québec perdrait du même problème qui déstabilise le Canada à l'heure actuelle : une minorité forte qui s'organiserait très certainement sur le plan politique. On se fait beaucoup d'illusions dans les officines du Parti québécois à ce sujet : cette minorité pourrait vite réclamer une sorte d'autodétermination. Au nom de quoi refuserait-on à un million d'individus les droits que l'on réclame en ce moment pour le Québec à l'intérieur du Canada ? Chacun sait la peine que cela causerait, de proclamer la souveraineté politique pour faire du Québec un État formellement plus bilingue qu'il ne l'est maintenant ? Et refuser des concessions à ce chapitre, serait-ce pas signer l'arrêt de mort de toutes les minorités francophones en dehors du Québec ? Les Québécois accepteraient-ils de gâcher de leur fin de cette aventure courageuse qu'est l'Acadie ? Et au nom de quoi ? Pour mieux lutter contre la minorité anglophone sur son territoire ? Quel dessein glorieux pour ce nouvel État !

## Inventer un statut particulier

Le Parti québécois, en proposant une association économique avec le reste du Canada, a su prendre en charge les réalités économiques issues de son intégration au système canadien. Il lui fallait aussi prendre en charge un certain nombre de réalités géopolitiques qui pèsent d'un poids aussi considérable sur son avenir. Par la force des choses, alors, l'association qu'il propose au Canada aurait dû être beaucoup plus large et contraignante : un nouveau type de régime fédéral se serait vite imposé comme la meilleure solution.

Dans l'autre camp, c'est un cheminement remarquable qui s'impose. Tout au long de ce référendum, le Québec a fait preuve d'une grande maturité.

## Livres d'analyse et de réflexion

## Pour comprendre le Québec

Pour Pascal Mallet, correspondant de l'A.F.P. à Montréal, le Québec affirme un nationalisme avancé (1). Favorable à l'objectif du Parti québécois, l'auteur tente à expliquer les raisons de ce nationalisme et la situation globale dans laquelle s'est déroulée la campagne pour la souveraineté-association et le référendum du 20 mai. Après avoir confronté les conceptions nationales de René Lévesque, du nouveau patron des libéraux québécois, C. Ryan (l'ancien directeur du quotidien *Le Devoir*) et de l'irréductible Pierre Elliot Trudeau, Pascal Mallet analyse les grands problèmes classiques du Québec : la baisse démographique, l'allochtonisme linguistique, le retard économique (malgré les richesses énergétiques). Ce qui est plus nouveau pour le lecteur français, c'est le rappel du débat concernant les coûts comparés des solutions fédérales et « indépendantes », ou l'analyse des situations administratives et constitutionnelles. Enfin, élargissant les perspectives, l'auteur évoque les réactions des autres communautés canadiennes, la tentation de la violence de part et d'autre (une « guerre civile froide »), et bien sûr, la dimension internationale. Au total, un ouvrage qui présente une information essentiellement politique, mais qui refuse de folkloriser un sujet passablement complexe.

Le « Petit Planète » de Philippe Meyer (2) est, dans le genre de cette collection bien connue, tout à fait réussi. Le sympathique auteur, à sentir, à partager le genre de vie, la façon de penser des Québécois. Ni idéologique ni faussément naïf, cet essai fait également le point sur la situation politique et économique. Mais il a aussi l'avantage du reportage à la base, de la confrontation permanente et chaleureuse aux

hommes et aux femmes de la rue, des campagnes perdues et des chantiers du Grand Nord. Écrit avec humour et un usage constant et juste des expressions québécoises, ce livre ressortit, certes, au culturalisme, mais il est bourré d'informations, de notations justes et de réflexions intelligentes.

Par JEAN COPANS

ligentes. Un Français qui comprend le Québec sans en exagérer ni grandiloquence, c'est rare dans une collection pour grand public. Il faut le signaler.

DOSSIER QUÉBEC (3) est un imposant ouvrage de 320 pages dont les cent dernières présentent des points de vue français : nous avons droit alors aux clichés du Français qui découvre le Québec et son genre de vie — américain et sa francophonie — inimitable — et originale. Le reste de l'ouvrage est d'une autre tenue, mais fait un peu systématiquement le tour de la question avec une trentaine d'articles ou d'interviews. Quatre sociologues bien connus, M. Rieux, G. Rocher, J.-F. Palard et F. Dament évoquent, pour commencer, les contradictions de la société québécoise (influence nord-américaine, changements rapides, crise d'identité). Les responsables du livre sacrifient le social au culturel et confortent ainsi l'image du Québec qui chante et écrit dans un français original. Même la question préoccupante de la lutte pour le français et de l'évolution

sociologique des groupes de locuteurs aurait mérité plus qu'une page ; le syndicalisme n'est guère mieux traité que le mouvement coopératif. Bien que la vie associative (sous toutes ses formes) soit des plus riches et des plus significatives. Les chapitres les plus utiles concernent les groupes minoritaires, autochtones (Indiens et Inuits) et autres anglophones, italiens, juifs, etc. A trop insister sur la lutte pour le Québec « libre » et français, on oublie les droits des minorités au sein même de la nation. Ph. Meyer fait d'ailleurs remarquer que c'est le « rapport des Québécois avec les autochtones (...) qui qualifiera la « vraie nature » de l'émancipation du Québec... ». Finalement, la politique est singulièrement absente de ce recueil — du moins explicitement. Trop bref sur les questions importantes, élective sans être représentatif, ce dossier mal-informé, mi-réflexion, est en fin de compte assez décevant.

Signaux pour terminer le recueil d'articles de J.-M. Flotte. Un parti pris politique (4), qui retrace l'itinéraire de la gauche « radicale » et socialiste des débuts de la « révolution tranquille » à l'incertitude expérimentale du Parti québécois. Le grand mérite de ces textes est les critiques et antécédents ne manquent pas à leur franchise. Profondément antidémocratique, que ce soit à l'époque de Parti Pris — dont il fut un des animateurs — ou plus récemment lorsqu'il démonte les concepts de l'extrême gauche marxiste-léniniste, l'auteur montre en quelque sorte les difficultés à devenir marxiste au sein politique du terme dans un pays aux traditions révolutionnaires encore habitées. Parmi les nombreuses publications de la gauche québécoise, un témoignage intellectuel significatif.

- (1) Pascal Mallet, *Le Québec pour quel futur ?* Grasset, Paris, 1980, 320 pages.  
(2) Ph. Meyer, *Québec. Le Seul*, Paris, 1980, 150 pages.  
(3) Dossier Québec (réalisé sous la direction de J. Sarrazin et G. Giamman), Stock, Paris, 1980, 320 pages.  
(4) J.-M. Flotte, *Un parti pris politique*, essai, V.L.B. éditeur, Montréal, 1979, 254 pages.

Dans l'ensemble, par conséquent, un Québec souverain diminue d'une manière considérable le rôle du Canada comme acteur significatif à l'intérieur du système occidental. Or, non seulement le Québec ne tire aucun bénéfice de cette opération, mais il se trouve lui-même encore plus isolé. En réalité, le Canada et le Québec se marginalisent ensemble. Ils n'auraient alors qu'à gérer leur solitude en commun car, dans un cas comme dans l'autre, leur influence dans les autres parties du monde tient d'abord à la place qu'ils occupent à l'intérieur du système occidental. Ce fut là le fondement de la politique étrangère canadienne jusqu'à maintenant, et un Québec souverain n'y échapperait pas.

Considérées d'un triple point de vue américain, arctique et occidental, les contraintes géopolitiques externes semblent donc s'opposer à l'idée d'un Québec complètement souverain. Mais il y a aussi une donnée géopolitique interne que le Parti québécois sous-estime constamment : le poids de la minorité anglophone à l'intérieur du Québec. Dans la situation actuelle, cette minorité, qui forme la cinquième de la population, se tient à l'écart de la vie politique du Québec, car le Canada la sécurise. Mais dans un Québec souverain, son rôle prendrait une tout autre signification. Encore très attachée au Canada, géographiquement concentrée dans la région de Montréal, donc près de la frontière de l'Ontario, économique prospère, elle aurait d'autant plus les moyens d'influer sur les politiques gouvernementales qu'un Québec souverain serait plus fragilisé sur le plan externe. En un mot, le Québec perdrait du même problème qui déstabilise le Canada à l'heure actuelle : une minorité forte qui s'organiserait très certainement sur le plan politique. On se fait beaucoup d'illusions dans les officines du Parti québécois à ce sujet : cette minorité pourrait vite réclamer une sorte d'autodétermination. Au nom de quoi refuserait-on à un million d'individus les droits que l'on réclame en ce moment pour le Québec à l'intérieur du Canada ? Chacun sait la peine que cela causerait, de proclamer la souveraineté politique pour faire du Québec un État formellement plus bilingue qu'il ne l'est maintenant ? Et refuser des concessions à ce chapitre, serait-ce pas signer l'arrêt de mort de toutes les minorités francophones en dehors du Québec ? Les Québécois accepteraient-ils de gâcher de leur fin de cette aventure courageuse qu'est l'Acadie ? Et au nom de quoi ? Pour mieux lutter contre la minorité anglophone sur son territoire ? Quel dessein glorieux pour ce nouvel État !

politique. Il a pris l'habitude et le goût de s'autogérer. Il a montré qu'il pouvait le faire avec efficacité et dans le respect des libertés. Avec un vocabulaire et des images qui valent d'une génération à l'autre, sa population se perçoit comme différente : elle forme une nation, autour d'un État qu'elle contrôle et qui, pour n'être qu'un État fédéré, s'est chargé d'une mission historique que personne ne conteste plus. C'est donc, là aussi, un fait géopolitique que le reste du Canada ne peut plus ignorer. Les nouvelles structures politiques dont il se dotera devront rendre compte de cette réalité. Les structures, pour coller à la réalité, ressembleront en rien aux fédéralismes traditionnels : les Canadiens et les Québécois devront inventer. Le long débat constitutionnel des dernières années aura d'ailleurs été un exceptionnel laboratoire d'idées politiques dont le Canada et le Québec pourraient faire un usage utile pour l'ensemble de la communauté internationale.

Car le problème que pose le Québec au Canada n'est pas unique. Ailleurs, dans le monde occidental, d'autres communautés nationales cherchent à s'affirmer dans le cadre de l'État traditionnel. Il est bien évident que celui-ci doit s'adapter. L'expérience des Communautés européennes montre que la chose est possible comme processus d'intégration. L'expérience canadienne, comme l'expérience de désintégration relative, et tout autant souhaitable, pourrait également servir.

Le Québec, par exemple, est devenu un acteur international. Tout en demeurant à l'intérieur de la Confédération canadienne, il s'est doté d'un système de relations extérieures original, très actif, très pris d'un véritable système diplomatique et dont la légitimité n'est remise en cause par aucun parti politique local. Or, ce rôle international est absolument vital pour le Québec : jamais le gouvernement fédéral ne pourrait l'assumer. C'est donc dire que le fédéralisme canadien a dû s'adapter, et qu'il devra se transformer davantage encore dans l'avenir, pour permettre au Québec de pleinement réaliser sa vocation internationale. Cette évolution, bien entendu, contredit tous les canons du nationalisme étatique. Et pourtant, elle permettra au Québec d'assumer la totalité de l'espace international qui est nécessaire à son épanouissement, et cela sans sortir de la Fédération canadienne.

Cet exemple, parmi d'autres, montre que la voie de l'avenir, pour le Québec, ne peut être que dans un statut particulier. C'est-à-dire le mariage de l'imaginaire, du réalisme, de la générosité, en même temps que la reconnaissance définitive de la double réalité nationale du Canada. Ce n'est l'idéal ni pour un groupe ni pour l'autre. Mais c'est certainement la condition de leur survie.

\* Professeur au département de science politique, université Laval.

Je l'ai lu



# L'AVENIR DU PARAGUAY SE JOUE À ITAIPU

Déjà, affluent les investissements.  
La construction de trois barrages  
va faire du fief du général Stroessner  
un pays exportateur d'énergie.  
Les promesses de richesse  
sont-elles aussi des promesses de démocratie ?

Par notre envoyé spécial EDOUARD BAILLY

DANS trois ans, les premières turbines de la plus grande centrale hydro-électrique du monde (12,6 millions de kilowatts) entreront en fonctionnement à Itaipu, sur le rio Parana. En vertu des accords signés entre les deux pays, le Brésil et le Paraguay se partageront à égalité l'énergie produite sur leur frontière commune.

Puissance de 120 millions d'habitants, le Brésil aura besoin de tous les kilowatts qui lui font actuellement défaut pour assurer sa croissance industrielle. Il en va différemment du Paraguay, Nation agricole de trois millions d'habitants, sa consommation dépasse à peine 200 000 kilowatts. Que fera-t-il du surplus d'énergie ?

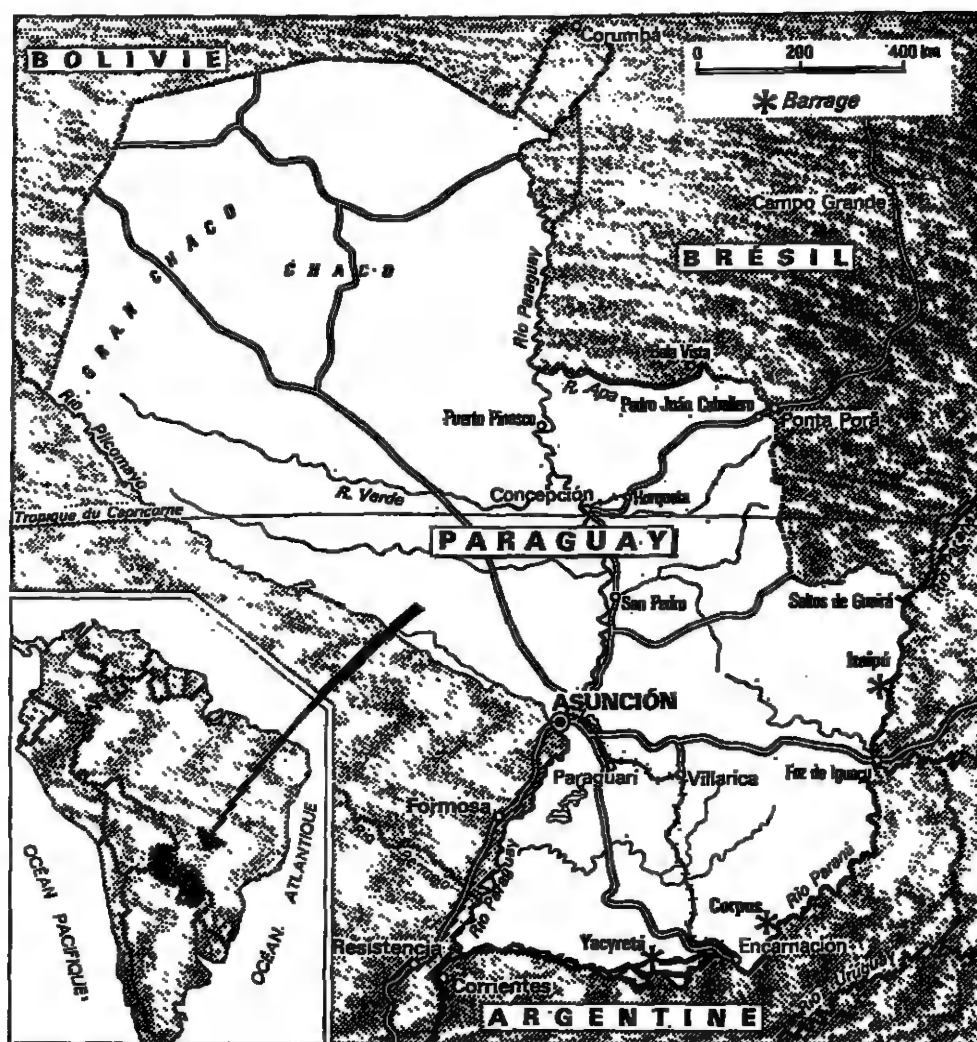
Le débat est engagé. Il est d'autant plus important que la construction, en coopération avec l'Argentine, de deux autres barrages sur le rio Parana, à Yacaré et Corpus, assurera au Paraguay un total de 10 millions de kilowatts dans les années 90, dont il pourra exporter une bonne partie, même s'il utilise au maximum ses capacités de développement. A une époque où la crise énergétique tend à s'aggraver, il s'agit d'un événement dont la portée sera considérable. Situé au cœur du bassin de la Plata, vaste région de 3,2 millions de kilomètres carrés que drainent trois grands fleuves, riche en fer et en manganes, le Paraguay reste l'enjeu des traditionnelles rivalités entre le Brésil et l'Argentine. A l'est de ses frontières, les fabriques brésiliennes s'installent par dizaines, les cultures de blé et de soja se développent, le réseau routier se diversifie ; à l'ouest et au sud, les espaces argentiens sont partiellement dépeuplés et mal desservis par les moyens de transport terrestres. C'est un dangereux déséquilibre géo-économique qui s'installe.

L'avenir du Paraguay prend dans ces conditions une importance particulière. Gouverné depuis vingt-six ans par le général Alfredo Stroessner, doyen des dictateurs latino-américains, le pays vit dans une situation anormale. Tous les partis politiques, à l'exception du parti communiste et des organisations jugées de tendance marxiste, ont une existence légale. Ils peuvent donc pré-

senter des candidats aux élections législatives et présidentielles, qui ont lieu tous les cinq ans. Officiellement, la presse écrite n'est pas soumise aux contraintes de la censure. Enfin le nombre des détenus politiques, qui dépassait le demi-millier voilà quelques années, est aujourd'hui tombé à une quinzaine. A la différence du Chili, de l'Argentine et de l'Uruguay, où les libertés ont été supprimées par les militaires au pouvoir, la Constitution paraguayenne garantit les droits fondamentaux de la personne humaine.

Derrière les apparences, pourtant, se cache une autre réalité. Grâce à l'état de siège en vigueur depuis une quarantaine d'années, à Asunción et dans les départements frontaliers, l'arbitraire a force de loi sur l'ensemble du territoire. Périodiquement renouvelé, sous prétexte que la sécurité de l'Etat est menacée par des forces intérieures et extérieures (art. 79), il permet aux autorités d'emprisonner ou d'assigner à résidence toute personne jugée suspecte sans que celle-ci puisse bénéficier de l'habes corpus, et d'interdire toute réunion ou manifestation publique. Dans les faits, le pouvoir exécutif s'adjuge tous les pouvoirs et frappe l'opposition, à l'heure et selon les modalités qui lui conviennent le mieux. Soutenu par des fidèles qui bénéficient largement des faveurs du régime le général Stroessner a pu régner en maître absolu sur son pays. Il n'en a pas moins affirmé, en avril 1980, lors de la visite officielle du général João Figueiredo, chef de l'Etat brésilien, que le Paraguay connaît une « authentique démocratie ».

Quelques semaines auparavant, à l'occasion des célébrations du 1<sup>er</sup> mars, certains dirigeants modérés de l'opposition avaient défilé une timide ouverture du régime. Les événements ont rapidement prouvé le contraire, mais l'histoire vaut la peine d'être contée. D'abord, parce qu'elle illustre les méthodes du général Stroessner pour se maintenir au pouvoir. Ensuite, parce qu'elle révèle l'apparition de divergences dans son entourage. Bien que la crise soit à peine perceptible, les signes d'une lente évolution interne commencent à se manifester. Ils ne sont pas dus uniquement à l'essoufflement de la dictature,



qui supporte de plus en plus mal les retombées de la libéralisation progressive du Brésil. La formidable richesse en énergie que procure au Paraguay l'édification de trois centrales hydro-électriques sur le rio Parana pose d'ores et déjà le problème du choix de société. Tous ces facteurs réunis mettent en péril l'avenir du régime.

Chaque année, à la date du 1<sup>er</sup> mars, le Paraguay commémore avec faste la mort du maréchal Francisco Solano López, héros maximo de la Triple Alliance (Brésil, Argentine et Uruguay), après une guerre impitoyable qui décima les deux tiers de la population du pays, le chef de l'Etat paraguayen livra son dernier combat, en 1870, à Cerro Corá, sur les rives du rio Aquidabán-Nigüí. Avant de succomber l'arme à la main, il eut ces mots historiques : « Muerlo con mi patria » — je meurs avec ma patrie. Pour rappeler ce geste héroïque, qui sonna le glas de la puissance paraguayenne en Amérique du Sud, un monument d'une belle sobriété moderne a été érigé, à la lisière de la forêt vierge, dans les environs de Pedro-Juan-Caballero. Les avions militaires y atterrissent, à quelques mètres de distance, sur une piste en terre battue. Le général Stroessner a coutume de présider les cérémonies, accompagné de ses ministres et des dirigeants du parti Colorado, le parti gouvernemental. Cette année, il s'est abstenu de parcourir les 550 kilomètres qui séparent Asunción de Cerro Corá. D'autres affaires l'ont retenu dans la capitale.

police en l'accusant d'« aboyer comme un chien ». Ce dernier avait publié des annonces payantes de deux pages, dans la presse quotidienne, pour accuser les dirigeants de l'Accord national, de faire le jeu de Moscou et de La Havane. Les termes employés étaient d'une violence particulière et portaient atteinte à l'honorabilité des personnes citées. L'anticommunisme reste une bonne affaire pour le régime dont la préoccupation majeure est d'associer toute forme de contestation à une tentative de subversion contre les institutions. Lors d'un rapide voyage au Brésil, en mai dernier, le général Stroessner s'est publiquement inquiété de l'« ouverture politique » du président Figueiredo, allant jusqu'à assimiler la grève générale des métallistes de São Paulo à une « conspiration communiste ». C'est le même langage que tenait le général Franco de son vivant.

## Au coup par coup

PROFESSEUR, écrivain, dirigeant du parti libéral radical authentique, député de 1968 à 1973, puis de 1973 à 1978, M. Domingo Linao a été emprisonné à plusieurs reprises ou assigné à résidence. C'est aujourd'hui une des principales personnalités de l'opposition paraguayenne. Malgré des tracasseries administratives de tout genre, la surveillance de son courrier, les menaces, les coupures de courant ou de téléphone, il n'a cessé de dénoncer la dictature. Dans un livre édité à Asunción l'année dernière, il a tenté de démontrer, preuves à l'appui, comment certaines entreprises proches du pouvoir et des troupes de renommée internationale ont mis à profit l'« industrie de l'anticommunisme » pour réaliser des affaires frauduleuses. Dans un autre best-seller, qui vient d'être traduit en portugais, il a également dénoncé la mainmise économique du Brésil sur son pays. Comment l'auteur a-t-il pu porter publiquement de telles accusations ? On ne peut répondre à cette question qu'en faisant appel, une fois de plus, aux contradictions croissantes à l'intérieur du régime. Malgré les dispositions de l'état de siège, qui lui donnent tout pouvoir pour remettre perpétuellement en question les libertés fondamentales, le général Stroessner est obligé de réagir au coup par coup. Il n'est plus en mesure d'appliquer une politique globale, systématique, contre l'opposition. Les pressions qui s'exercent de tous côtés, y compris au sein de son propre parti, le contraignent à faire des concessions, même légères, pour continuer à gouverner.

## Le droit de changer d'avis

appel. M. Hector Rodriguez a finalement été remis en liberté, le 29 mars, après avoir passé un mois en prison. Secrétaire général du syndicat des journalistes du Paraguay, M. Alcibíades González Delvalle a lui-même « disparu » pendant quarante-quatre jours, à la fin de l'année dernière, parce qu'il avait laissé entendre dans un article que la corruption était générale au sein du gouvernement.

Voilà quelques années, les deux journalistes en question avaient vraisemblablement croulé dans un cachot, sans le moindre contact avec l'extérieur, pendant cinq ou dix ans. Il n'en va plus de même aujourd'hui. Grâce aux efforts cou-

rageux de l'opposition et aux pressions internationales, le général Stroessner a été contraint de lâcher du lest. Prudemment, des journaux, comme le quotidien ABC Color, se hasardent à critiquer telle ou telle mesure gouvernementale, sans remettre en cause, il est vrai, la personnalité du président de la République ni le pouvoir des forces armées. Comme dans toute dictature, il faut savoir lire entre les lignes pour saisir la subtilité des commentaires politiques. Pourtant, dans ce pays où la presse reste soumise à des contraintes morales, un bulletin de l'opposition vendu dans les kiosques, El Pueblo, de tendance social-démocrate, s'en est pris récemment à un responsable de la

## Le jeu difficile des opposants

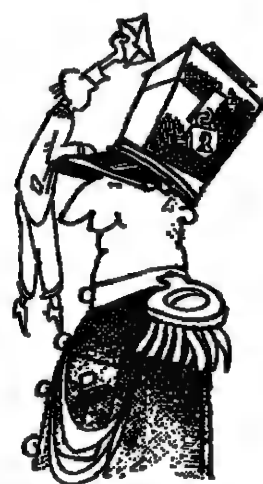
parti révolutionnaire fébrériste, la démocratie chrétienne et le Mopaco. Dirigé par M. Carlos Caballero Gatti, président du parti révolutionnaire fébrériste, ce rassemblement démocratique de centre-gauche est appelé à jouer un rôle déterminant dans les années à venir. A cet égard, les élections législatives et présidentielles de 1983, qui verront vraisemblablement le général Stroessner briquer un septième mandat, auront valeur de test si elles se déroulent comme prévu. Il n'est pas impossible, en effet, que des personnalités indépendantes viennent rejoindre l'Accord national pour exiger la fin de l'état de siège, une amnistie générale, le retour des exilés et le rétablissement des libertés démocratiques. Tout dépendra, dans une large mesure, de l'évolution de la situation au Brésil.

Président de l'Accord national, M. Caballero Gatti se refuse à accepter une révolution « à la cubaine » ou « à la nicaraguayenne ». Cet homme, qui a dépassé la soixantaine, a vendu l'année dernière les actions qu'il possédait dans des entreprises industrielles ou d'exportation pour se consacrer entièrement à la politique. « Je ne crois à aucune évolution politique en profondeur du régime tant que le général Stroessner sera le chef de l'Etat », affirme-t-il, « mais je suis convaincu qu'une transition pacifique vers la démocratie est possible si nous organisons dès maintenant les forces populaires. » A cet égard,



Après vingt et un ans d'exil à l'étranger, trois dirigeants du Mopaco (mouvement populaire Colorado), fraction dissidente du parti Colorado, ont fait savoir qu'ils rentreraient au Paraguay pour assister aux cérémonies commémoratives du 1<sup>er</sup> mars, à Asunción, en compagnie des principaux responsables de l'Accord national, mouvement qui regroupe les forces de l'opposition. A l'annonce de cette nouvelle rendue publique, le quotidien ABC Color, qui, à lui seul, vend davantage (80 000 exemplaires) que tous les autres quotidiens réunis du Paraguay, voulut connaître l'avis du gouvernement. Interrogé au téléphone par un journaliste, M. Hector Rodriguez, le sénateur Juan Ramón Chavez, à la fois président du Congrès et président, depuis une douzaine d'années, du parti Colorado, répondit en substance que les dirigeants du Mopaco étaient libres de rentrer dans leur pays s'ils entendaient reprendre des activités politiques normales.

La déclaration du sénateur Chavez, ami personnel du général Stroessner, fit grand bruit, car elle semblait marquer un tournant inattendu du régime à l'égard de l'opposition. Il n'en fallut pas davantage pour que le ministre de l'Intérieur, de surcroît vice-président du parti Colorado, publiât un communiqué officiel pour démentir les propos prêtés à l'illustre sénateur. Dès le lendemain, ABC Color ajouta, en guise de commentaire, que Chavez avait le droit de changer d'avis en vingt-quatre heures. M. Hector Rodriguez fut aussitôt convoqué au siège central de la police. Accompagné d'un avocat et du secrétaire général du syndicat des journalistes du Paraguay, il s'entendit notifier par un policier de service qu'il était arrêté « sur ordre supérieur ». Pour quelle raison ? « Vous êtes un menteur », lui fut-il répondu. A partir de cet instant, nul n'eut de ses nouvelles. La demande d'habes corpus, présentée par son avocat, fut rejetée sans



Il ne faudrait évidemment pas exagérer l'importance de l'évolution qui s'est produite au Paraguay depuis quelques années. Les leaders de l'opposition sont les premiers à reconnaître leur faiblesse. Et à déclarer aujourd'hui qu'ils auraient dû s'abstenir de présenter des candidats aux élections législatives, à partir de 1968, lorsqu'ils crurent un peu trop vite aux promesses d'ouverture du général Stroessner. Le même problème s'était posé au Portugal sous le gouvernement du premier ministre Marcello Caetano, le successeur de Salazar. Convaincus qu'ils ne pourraient rien attendre du régime, tant que l'état de siège ne serait pas levé et que le général Stroessner disposerait de la machine de l'Etat pour se faire réélire président de la République, les partis de l'opposition décidèrent, en décembre 1978, de se rassembler dans un front commun. Il porte le nom d'Accord national (Acuerdo nacional). Y ont adhéré le parti libéral-radical authentique, le

Abonnez-vous

Abonnez-vous



Les autorités se sont contentées de déclarer qu'il s'agissait de « bandoleros », c'est-à-dire de bandits de grand chemin !

Avec de telles méthodes, le général Stroessner a beau jeu d'affirmer que les fautes de troubles sont des repris de justice et des communistes. Les bons citoyens, les seuls à travailler pour l'avenir du pays, sont évidemment ceux qui appartiennent au parti Colorado. Ils seraient au nombre de neuf-cent mille sur tout le territoire. Grâce à l'aide de l'État, le parti gouvernemental dispose dans le moindre village d'un comité dont les activités sont bien souvent policières. Tout fonctionnaire public, jusqu'au simple employé municipal, doit obligatoirement appartenir au parti Colorado, officiellement dénommé Association nationale républicaine, s'il veut garder son emploi. De même, pour entrer dans les forces de police ou dans l'armée, il faut être non seulement Colorado mais encore fils de Colorado. Impossible également d'obtenir un crédit des banques de l'État si on ne fait pas preuve d'allégeance au parti officiel. « Il est appliqué ce système », fait remarquer M. Domingo Laino, le régime a voulu enrayer au parti unique. Il s'agit d'une discrimination unique dans son genre. Les dirigeants de l'opposition ont tenté de s'affirmer qu'ils se sentent comme des parias dans leur propre pays. Une telle situation ne peut qu'aggraver les tensions internes. Le parti Colorado occupe une place telle dans le régime que son quotidien, Petreia, est obligatoirement distribué aux fonctionnaires publics, dont on retire le tarif de l'abonnement sur les feuilles de paie. Il n'est pas jusqu'aux ingénieurs responsables de la centrale hydro-électrique d'Itaipu qui ne soient contraints d'être affiliés au parti gouvernemental. Certains opposants n'hésitent pas ainsi à établir des similitudes avec le régime hitlérien.

Il fut un temps, dans les années 50, où d'anciens nazis du III<sup>e</sup> Reich trouvèrent un refuge facile au Paraguay, prêtant de bonne grâce leur collaboration aux autorités. Ancien médecin du camp de concentration d'Auschwitz, Josef Mengele put acquiescer à la nationalité paraguayenne et exploiter une entreprise agricole dans l'est du pays. Mais, à dire vrai, les nouvelles générations qui font opposition à la dictature du général Stroessner auraient tendance à minimiser l'importance de ce phénomène. Elles font valoir que le problème du retour aux libertés est beaucoup plus grave, et surtout plus actuel, que la présence d'anciens criminels de guerre dans leur pays. Et les jeunes ne seraient pas loin de reprocher à la presse

internationale une certaine propension à plâtrer des sentiers depuis longtemps battus. Il a fallu attendre la fin des années 70 pour que le régime s'essouffât quelque peu. Jusque-là, toute forme de contestation était impitoyablement réprimée. Porté au pouvoir en 1954 par un coup d'État, le général Stroessner ne craignait point de faire jeter en prison des milliers de citoyens et d'en contraindre un nombre supérieur à prendre le chemin de l'exil. Une des principales vagues de répression eut lieu entre 1959 et 1961 : accusés d'apporter leur aide à la guérilla, un demi-millier de Paraguayens ou moins auraient été, selon des sources dignes de foi, tués par les forces de l'ordre ou torturés à mort.

### « Progression » et droits de l'homme

NON content d'avoir provoqué l'éclatement en cinq tendances du parti libéral, une des deux forces politiques traditionnelles du Paraguay, avec le parti Colorado, le général Stroessner put se targuer dès lors d'avoir démantelé les réseaux de résistance dans les campagnes. Plus rien, apparemment, ne pouvait l'empêcher de gouverner.

La politique du président Carter en faveur des droits de l'homme le contraignit néanmoins à ne plus rester insensible aux appels de l'opinion publique. Dès l'année 1976, la commission des droits de l'homme du Paraguay, qui préside depuis sa création Mme Lara de Castro, et le comité des Églises réussirent à faire libérer la quasi-totalité des détenus politiques. Ambassadeur des États-Unis de 1977 à 1979, M. Robert White joua ce rôle décisif par ses déclarations publiques en faveur des libertés. Mal lui en prit de s'immiscer bruyamment dans les affaires intérieures du Paraguay puisqu'il fut rappelé à Washington, à la demande du général Stroessner. Il occupa aujourd'hui le poste d'ambassadeur à El Salvador. Mais son action n'aura pas été inutile : une quinzaine de détenus politiques tout ou plus — deux seulement, affirme le gouvernement d'Asunción — restent emprisonnés.

Un des principaux avocats du Paraguay, M<sup>re</sup> Francisco José de Vargas, lui-même arrêté une douzaine de fois, et torturé, estime que si les progrès ont été « apparemment » considérables, pour ce qui touche à la répression proprement dite,

les atteintes aux droits de la personne humaine restent tout aussi graves et fréquentes qu'auparavant. Il cite en exemple le système judiciaire qui, relevant entièrement du pouvoir exécutif, n'assure pas la moindre possibilité de défense aux accusés. « Je suis d'avis », dit-il, « que toutes les démarches que je peux entreprendre sur le plan légal, dit-il, sont inutilement vouées à l'échec. Mais, par principe, parce qu'il ne faut pas abandonner le combat pour la justice et la liberté, je ne baisse pas les bras. » Agé de trente-six ans, M<sup>re</sup> Vargas est un des dix ou douze avocats qui se consacrent à la défense des détenus politiques au Paraguay.

Deux d'entre eux sont parmi les doyens des prisonniers d'opinion en Amérique latine. Emprisonné en décembre 1962 pour avoir participé à un complot, le capitaine Napoléon Ortigas a été condamné à vingt-cinq ans de prison de liberté. Pendant les dix premières années de sa détention, il n'a pas eu le droit de recevoir une seule visite. Condamné pour le même motif à quinze ans d'emprisonnement, le sergent Escalastico Guillermo Ovando n'a pas été remis en liberté à l'expiration de sa peine, en 1977. Tous deux continuent à crouler dans une cellule spéciale de la police. Quant à l'ingénieur Virgilio Barreiro, emprisonné en août 1964 sans avoir jamais été soumis à un quelconque procès, il a été remis en liberté au mois de mai dernier. Le record a été néanmoins battu par trois détenus politiques qui, après avoir passé vingt-deux ans en prison sans être jugés, ont été libérés au cours de l'année 1978.

Préface à un ouvrage de propagande sur le Paraguay, M. Léon Bouvier, ambassadeur de France à Asunción jusqu'en 1979, a pu écrire : « Il est désormais certain que l'œuvre entreprise, grâce à la stabilité dont jouit ce pays depuis que le président Stroessner a assumé la direction, procure une progression que les chiffres ne cessent de confirmer. » Il est indéniable que des progrès ont été enregistrés au cours des dernières années, mais faut-il qu'un diplomate français les mette à l'actif de la « stabilité » du régime, autrement dit de la dictature ? C'est précisément l'argument que met en avant le général Stroessner, depuis vingt-six ans, pour se maintenir au pouvoir. Les États-Unis et l'Allemagne de l'Ouest ont déjà compris, semble-t-il, qu'il était temps d'engager le dialogue avec l'opposition. Les changements de structures économiques et politiques que provoquera inévitablement la mise en service des centrales hydro-électriques sur le río Paraná ne peuvent plus être ignorés.

fication des transports et des hameaux les plus reculés et qu'elle permette, de surcroît, l'installation de cuisinières électriques dans toutes les chaumières, il est évident que le Paraguay cessera vite d'être une société pastorale. Un premier coup de pouce aura été donné.

A l'heure actuelle, exception faite de quelques industries et d'une raffinerie de pétrole étrangère, le Paraguay reste un pays agricole dont les cultures de coton et de soja constituent plus de 65 % des exportations. Voilà une dizaine d'années, plus de la moitié des produits exportés étaient représentés par la viande, le bois et les huiles végétales. Il y a donc eu un changement appréciable de la production agricole qui a permis au Paraguay, grâce en particulier à l'aide technique de la France dans le domaine de la culture du coton, d'accroître ses rentrées en devises. Doté de terres particulièrement fertiles sur une bonne moitié de son territoire, comment ne pas imaginer qu'il puisse développer une importante industrie agro-alimentaire ?

Il n'est pas certain, toutefois, que les sociétés multinationales y voient leur intérêt. Depuis la signature de l'accord d'Itaipu, une douzaine de banques étrangères se sont installées au Paraguay, ce qui tendrait à prouver que d'importantes opérations d'investissement se préparent. Elles seront d'autant plus faciles à réaliser que le régime politique du général Stroessner ne permet guère aux mouvements de l'opposition de s'exprimer librement. Pourtant l'opinion publique a son mot à dire. Déjà, une société américaine se propose d'investir 800 millions de dollars dans un projet d'aluminium. « Rien que de Brésil, nous a confié le ministre de l'Industrie et du Commerce, j'ai reçu plus de deux mille chefs d'entreprise qui veulent investir dans notre pays. » Délégations françaises, allemandes, britanniques, américaines, japonaises, espagnoles et même sud-coréennes ont défilé, depuis plusieurs mois, dans les ministères. Les propositions ne manquent pas : installation d'un réseau d'aéroports, industries de chlorure de potasse, électrification des transports terrestres, construction de voies ferrées, etc. Mieux placé, le gouvernement de Brasilia a obtenu qu'une voie ferrée soit construite entre Asunción et la frontière brésilienne pour permettre au Paraguay d'exporter son soja, denrée dont il est aujourd'hui le cinquième producteur mondial.

Avec un revenu annuel par habitant qui est passé de 238 dollars en 1962 à plus de 500 dollars à partir de 1977, le Paraguay se voit désormais confronté à une réalité économique nouvelle. Le nombre des alphabètes oscille autour de 20 %, et si le sous-emploi frappe une partie importante de la population, le chômage y est loin d'atteindre les mêmes proportions que dans le reste de l'Amérique latine. Le pays n'ayant pas connu le phénomène de l'industrialisation, l'exode des campagnes vers les villes est resté limité, et les quelques bidonvilles (25 000 habitants) que l'on peut voir à Asunción, notamment au pied du palais présidentiel, sur les rives du río Paraguay, ne présentent ni l'ampleur ni le drame de ceux qui ceinturent Bogota, Lima et Rio-de-Janeiro. La capitale paraguayenne est une ville paisible, presque familiale, où il est agréable de se promener à toute heure du jour et de la nuit sans avoir à craindre de se faire attiquer par des voyous. Ce n'est pas que la police y soit plus efficace ou plus nombreuse que dans d'autres capitales. Le mode de vie du peuple paraguayen, sobre, attaché à ses traditions, explique plutôt ce phénomène assez rare en Amérique du Sud. Le Paraguay a, en outre, d'autres particularités qui le distinguent des pays voisins. Ainsi deux langues, l'espagnol et le guarani, y sont couramment pratiquées par l'ensemble de la population. Il faut remonter le cours de l'histoire, lorsque les conquérants espagnols, isolés au cœur du continent, furent contraints de coexister avec les populations indiennes, pour en comprendre l'importance.

Qu'advient-il lorsque le Paraguay sera submergé par des flots de dollars et de kilowatts ? La question est d'autant plus grave que le régime dictatorial du général Stroessner entend être seul à décider de l'avenir. A moins que la construction d'Itaipu n'ébranle les assises du système. Pour l'opposition, c'est un espoir.

(Copyright Edouard Bailly et Le Monde diplomatique.)  
(Dessins de PLANTU.)

## Un choix de développement



Pays de 406 752 kilomètres carrés, en grande partie inexploités, le Paraguay tire l'essentiel de ses ressources de l'agriculture. Traversé sur 1 262 kilomètres par le río Paraguay, qui se perd en méandres enabellés avant de rejoindre le río Paraná pour former l'estuaire de la Plata, au large de Buenos-Aires, il se divise en deux parties distinctes. Au nord : le Chaco, vaste territoire aride où ne poussent que des épines. Quelques milliers de mennonites, d'origine allemande et canadienne, s'y sont installés pour cultiver avec succès le coton et l'arachide. Ils s'adonnent également à l'élevage. Sans moyens de communication terrestres faciles, sont restées isolées les mines et minières, du Chaco est placé sous le contrôle de l'armée, du fait de sa proximité géographique avec la Bolivie. Les espaces restent trop dépeuplés pour être abandonnés.

C'est dans la partie du territoire comprise entre le río Paraguay et le río Paraná, soit un peu moins de 200 000 kilomètres carrés, que le Paraguay construit son avenir. Plus de huit cents cours d'eau y irriguent des terres fertiles. A cet égard, le triangle de 80 000 kilomètres carrés dont les villes d'Asunción, Puerto Stroessner et Encarnación forment les trois sommets a toujours été le pilier du développement économique du pays. La première voie ferrée de l'Amérique du Sud y fut construite, au XIX<sup>e</sup> siècle, pour relier la capitale paraguayenne au port d'Encarnación, sur le río Paraná. On n'en a pas tracé d'autre depuis. Deux fois par semaine, des trains au charbon de bois mettent quarante-huit heures pour parcourir les 1 510 kilomètres qui séparent Asunción de Buenos-Aires. Ils sont au bord de l'essoufflement.

Pays sans façade maritime, le Paraguay n'eut d'autre recours, pendant une longue période de son histoire, que de se soumettre aux influences

anglo-argentes pour pouvoir exporter ses produits par le port de Buenos-Aires. Tout son développement s'en ressentit. Il n'en va plus de même aujourd'hui. Secourue par des coups d'État, affaiblie par une grave crise de structure, dominée de surcroît par des généraux qui s'opposent à toute ouverture politique, la République Argentine a perdu son hégémonie. Les milieux dirigeants du Paraguay sont davantage attirés par la puissance brésilienne, et l'opposition, tout en manifestant certaines craintes quant à la situation géopolitique nouvelle qui se dessine, attend beaucoup de la libéralisation progressive du géant sud-américain. Dynamiques, habiles négociateurs, dotés de moyens techniques et financiers supérieurs à ceux de leurs traditionnels rivaux argentins, les Brésiliens ont commencé leur poussée vers le sud.

Dès l'année 1961, le président Juscelino Kubitschek inaugura le premier pont sur le río Paraná, entre le Brésil et le Paraguay. Poursuivant sa politique de rapprochement avec Asunción, le gouvernement de Brasilia accorda une zone franche dans le port de Paraguará, sur l'océan Atlantique, aux produits paraguayens. Puis, en 1969, une vaste agglomération à la métropole industrielle de São Paulo à la ville d'Asunción. Les liens étaient tissés. Mais c'est le projet d'Itaipu qui cimentait le rapprochement entre les deux pays. En avril 1973, Brésiliens et Paraguayens se mirent finalement d'accord pour construire ensemble le plus grand barrage du monde sur le río Paraná. Une fois terminé, en 1989 les dix-huit turbines de la centrale produiront 12,6 millions de kilowatts, dont chacun des deux pays signataires se partagera pour moitié. Compte tenu de ses possibilités actuelles de développement et de ses obligations financières à l'égard du Brésil, le Paraguay n'aura pas besoin, d'ici à cette date, de toute l'énergie qui lui sera impartie. Mais, l'année prochaine, en vertu des accords conclus, il devra dire très précisément la quantité de kilowatts qui lui sera nécessaire pour les dix prochaines années.

Le problème est complexe. Pour tenter d'en cerner tous les aspects, le gouvernement d'Asunción a chargé quatre bureaux d'études étrangers d'établir une prospective dans le futur, à partir des données actuelles de l'économie paraguayenne. Les rapports remis ne parviennent pas aux mêmes

conclusions. Faut-il que le Paraguay se lance dans l'installation de grosses industries, avec l'aide des sociétés multinationales, pour utiliser au maximum l'énergie qui lui reviendra ? C'est la thèse que soutient M. Blas Riquelme, leader de l'Union Industrielle du Paraguay. Elle ne semble pas partagée par M. Delfín Ugarte Centurion, ministre de l'Industrie et du Commerce. « Avant de faire d'Itaipu une question pétrolière, rétorque-t-il, il s'agit de savoir quelles sont ses possibilités d'utilisation de cette énergie. » Il serait enclin à penser que le Paraguay devrait, dans une première phase, développer ses possibilités agro-industrielles avant de se lancer dans de grands projets industriels.

Le débat sur Itaipu prend d'autant plus d'importance que le temps presse. Avant même d'avoir pris une décision quant à l'orientation de son développement économique, le Paraguay entend déjà renégocier le prix de l'énergie qu'il pourra revendre au Brésil, en faisant valoir que certaines clauses du traité lui sont défavorables. C'est une question qui intéresse au premier chef l'ingénieur Enzo Debernardi, président de l'ANPE (Société nationale d'électricité paraguayenne), qui connaît suffisamment bien les problèmes d'exploitation pour ne pas vouloir se laisser entraîner dans des discussions politiques. Pourtant, du fait de leur ampleur, les problèmes posés par Itaipu ne sont pas seulement techniques. Ils remettent en cause l'avenir du pays. A supposer, comme il en est question, que l'énergie utilisée serve à l'électri-

## Le Monde réalise chaque semaine UNE ÉDITION INTERNATIONALE SÉLECTION HEBDOMADAIRE

5, rue des Italiens, 75427 PARIS Cedex 09 - 246-72-23

### LE MONDE DIPLOMATIQUE

Fondateur : Hubert BEUVE-MERY  
Directeur de la publication : Jacques FAUVET  
Rédacteur en chef : Claude JULIEN  
Rédacteur en chef adjoint : Micheline FAURET

Prix de l'abonnement annuel (en francs)

France, D.J.M., TOM, Centrafrique, Congo, Côte-d'Ivoire, Dahomey, République de Djibouti, Gabon, Malaisie, République malgache, Mali, Niger, Sénégal, Tchad, Haute-Volta, Cameroun, Togo, Guinée, Tunisie, Poste militaire, Poste aéro, Ados, Monaco ..... 120  
Autres pays ..... 121

PAR AVION (abonnement et taxes) :

Europe, Turquie d'Asie, Chypre, Agade, Champs, Madras, Algérie, Maroc, Tunisie ..... 115  
D.O.M., Cameroun, Centrafrique, Congo, Côte-d'Ivoire, Dahomey, Gabon, Guinée, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad, Togo, Haute-Volta, République de Djibouti ..... 116  
TOM, République malgache, République centrafricaine, République du Congo, Libye, Égypte, Arabie Saoudite, Iran, Irak, Israël, Jordanie, Liban, Syrie ..... 124  
Soudan, Émirats Arabes Unis, Oman, Émirats, Indonésie, Japon, Malaisie, Maldives, Philippines, Singapour, Thaïlande, Vietnam, Australie, Nouvelle-Guinée, Fidji, Roumanie, Zambie, Laos, Cambodge ..... 120  
Canada, Amérique du Nord, Amérique centrale, Amérique du Sud, autres pays d'Afrique, d'Amérique et d'Asie ..... 125

(Chèque postal : Paris 10 4201-23)

Prix de vente au numéro : 7 F.

Rédaction et administration, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. : Rédaction et abonnements : 246-72-23  
Adm. télégraphique : Jourmondex Paris Téléx : Le Monde 650-878 Paris

### LE MONDE diplomatique

Abonnez-vous

NOM .....  
Prénom .....  
Adresse .....  
Code postal .....

Je vous règle la somme de 75 F pour mon abonnement d'un an (douze numéros) au « Monde diplomatique » et je reçois en supplément l'un des numéros cochés ci-contre.

OPTION : Je désire, en outre, recevoir les autres numéros que j'ai cochés ; je vous les règle sur la base de 7 F l'exemplaire.

Faites le total de votre commande et envoyez-nous votre règlement à : « LE MONDE », service Promotion abonnements, département publications annexes, 5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09.

#### Choisissez l'un des numéros suivants :

- ☐ 309. L'implantation du social, décembre 1979.
- ☐ 308. La guerre des décades, novembre 1979.
- ☐ 307. Une culture pour gérer la crise, octobre 1979.
- ☐ 306. L'Europe de demain, septembre 1979.
- ☐ 305. Sécurité du tiers-monde, août 1979.
- ☐ 304. Paysans dépossédés de la terre, juillet 1979.
- ☐ 303. Le commerce des moyens de répression, juin 1979.
- ☐ 310. Nicaragua — le sandinisme face au poids des choses, janvier 1980.
- ☐ 311. L'industrialisation du tiers-monde, février 1980.
- ☐ 312. Le Vietnam cessant, mars 1980.

## cile des opposants

Les opposants au régime du général Stroessner ont tenté de s'affirmer qu'ils se sentent comme des parias dans leur propre pays. Une telle situation ne peut qu'aggraver les tensions internes. Le parti Colorado occupe une place telle dans le régime que son quotidien, Petreia, est obligatoirement distribué aux fonctionnaires publics, dont on retire le tarif de l'abonnement sur les feuilles de paie. Il n'est pas jusqu'aux ingénieurs responsables de la centrale hydro-électrique d'Itaipu qui ne soient contraints d'être affiliés au parti gouvernemental. Certains opposants n'hésitent pas ainsi à établir des similitudes avec le régime hitlérien.



# MAU

du d'été

Bicyclettes .....	20
-------------------	----



# MAURITANIE

## Les défis du développement

Née le 28 novembre 1958, la République islamique de Mauritanie célèbre deux anniversaires : celui de son accession à l'indépendance le 28 novembre 1960 et celui du coup d'Etat militaire qui a renversé le 19 juillet 1978 le président Mokhtar Ould Daddah. Considéré comme le « père de la nation », l'ancien chef de l'Etat avait manœuvré entre de multiples écoles pour imposer sur la scène internationale le jeune Etat auquel s'opposaient la plupart des pays arabes, influencés par Rabat qui revendiquait ce territoire considéré comme une « création factice » de la France.

Héritiers des Almoravides qui conquérèrent le Maroc et l'Andalousie au XI<sup>e</sup> siècle, les Mauritaniens rappellent au monde arabe, qui avait toujours été sensible à leur prosélytisme, qu'ils avaient islamisé l'Afrique de l'Ouest au-delà de la frontière où, au septième siècle, la meute des cavaliers musulmans. Dès lors, la Mauritanie redevient un trait d'union entre l'Afrique noire et l'Afrique blanche, tandis qu'à l'intérieur la société nomade, encore dominée par les rivalités tribales, met sur pied un Etat moderne et s'efforce de le consolider.

Ces efforts commencent à être couronnés de succès quand Ould Daddah, pris dans un réseau de contradictions, commet l'erreur qui devait lui être fatale. Ayant signé avec le Maroc l'accord de Madrid du 14 novembre 1975 qui consacrait le partage du Sahara occidental, il entraîna son pays dans un conflit dévastateur qui, aujourd'hui encore, pèse lourdement sur son destin. Pour éviter que la Mauritanie ne soit rayée de la carte, un groupe de militaires et de civils s'emparaient alors du pouvoir le 10 juillet 1978 et placèrent à la tête de l'Etat le lieutenant-colonel Mustapha Ould Salek.

Confronté à une tâche écrasante à laquelle il n'était guère préparé, le Comité militaire de redressement national, nouvelle source du pouvoir, se transformait rapidement en un véritable Comité militaire de salut national (C.M.S.N.), et entamait une série de révolutions de palais. Le 6 avril 1979, le colonel Boudiaf, officier pro-occidental n'ayant pas participé au putsch, se faisait nommer premier ministre et assumait le pouvoir effectif avant de se faire accidentellement le 27 mai. Le lieutenant-colonel Mohamed Khouna Ould Haidalla, réputé intègre et indépendant, lui succède et décide, le 4 janvier 1980, de cumuler les fonctions de premier ministre et de chef de l'Etat, après avoir écarté le président Ledy qui avait lui-même remplacé Ould Salek.

## De la société tribale à la nation démocratique

La Mauritanie présente un cas pratiquement unique parmi les pays où se rencontrent l'Afrique blanche et l'Afrique noire, nomades et sédentaires. Elle est le seul pays qui ait un territoire aux quatre coins de la carte, un territoire qui n'est pas une partie importante de sa population, les Maures, constituée par la quasi-totalité d'une ethnie de nomades arabo-berbères. Elle est aussi le seul où la colonisation française, venue du Sud, ait, pendant soixante ans, englobé dans un ensemble politique ouest-africain une population profondément attachée au Maghreb et au monde arabe.

Comme de nombreux pays des zones sahariennes et sahélo-sahariennes, la Mauritanie n'a pas oublié quelle était, il y a peu encore, et un regroupement de sociétés traditionnelles dominées par des « castes » sur bases héréditaires (1), c'est-à-dire sans pouvoir unifié, où la production marchande n'était pas dominante. Les efforts de développement, l'apparition d'un secteur économique moderne fondé sur le travail et l'utilisation de capitaux, la sédentarisation et l'urbanisation anarchiques de nomades, qui vivaient jusqu'alors dans des zones arides pendant la terrible sécheresse qui s'abattait sur le Sahel, de 1968 à 1973, ont partiellement bouleversé les structures traditionnelles. Celles-ci, fondées sur le travail familial, l'esclavage et les différents liens de type féodal, ont fait naître une contestation que la fin du conflit du Sahara — pour la partie mauritanienne — exacerbe. Tandis que la guerre met en veilleuse, au profit d'une unité nationale, toute contestation de l'ordre social et des conflits intercommunautaires, la paix a fait resurgir les vieux démons tribalistes et ethniques. Une partie de la population sert les Haratine, aujourd'hui démolies, refuse de retrouver son ancien statut. Au sein de la population négro-africaine, les revendications d'ordre culturel, pour s'opposer à l'arabisation de l'enseignement, ont fait surface, et mouvant très souvent des revendications d'ordre économique et politique.

La population comprendrait, selon les estimations, de 1,5 million à 2 millions d'habitants. D'après des sources officielles, le recensement de 1976, dont les résultats n'ont pas encore été publiés, ferait apparaître un pourcentage de 30 % à 35 % de Négro-Africains et de 75 % à 80 % de Maures, y compris les Haratine. Chiffres contestés par certains Noirs, qui estiment former 45 %, voire 50 %, de la population du pays. 78 % des Négro-Africains habitent dans la région du fleuve Sénégal, la terre nourricière du Sud. Une enquête de l'INSEE, effectuée en 1967-1968, dans la

L'héritage est lourd. Les problèmes, graves et nombreux. Le gouvernement Haidalla s'y attaque courageusement dans une Mauritanie qui lutte littéralement pour sa survie. Le 5 août 1979, il signe à Alger un accord de paix avec le Front Polisario. En octobre, il adopte une réforme linguistique qui calme l'effervescence des Négro-Africains, puis il réduit de moitié le déficit budgétaire — 6 milliards d'angoulas — qui était deux fois plus important que les recettes. Enfin, il relève le défi de la difficile bataille du développement : il trouve les moyens financiers qui donneront son second souffle à l'industrie minière, révisé la politique de pêche qui permettait aux chalutiers étrangers de se livrer à un pillage éhonté, redonne la priorité à l'agriculture.

Pendant le premier semestre 1980, de nouveaux problèmes surgissent. La politique d'austérité impose une réduction des effectifs des forces armées que la guerre avait fait passer de trois mille à quinze mille hommes entre 1975 et 1978. Parmi les libérés, nombreux sont les haratine — esclaves affranchis — qui réclament une amélioration de leur statut social. Faisant un pas dans leur direction, le C.M.S.N. met à l'étude une réforme foncière susceptible de les

intéresser. A l'approche du sommet de l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.), début juillet à Freetown, le gouvernement a le sentiment que les forces de l'ancien régime, soutenues par le Maroc, cherchent à le déstabiliser pour favoriser une solution qui ménagerait les intérêts de Rabat.

Aux prétentions marocaines sur le Sahara occidental, la Mauritanie oppose l'existence séculaire d'une assemblée maure dont les composantes ont des aires de mouvement distinctes mais une même identité historique, ethnique, sociale et culturelle. Pour des raisons de principe — le triple respect de l'histoire, du droit à l'autodétermination et des frontières héritées de la colonisation — mais aussi de crainte que le Front Polisario, privé de territoire mais fortifié dans la guerre, ne soit tenté de s'imposer à Nouakchott, les Mauritaniens souhaitent que les Sahraouis disposent d'un Etat — non d'un mini-Etat — qui pourrait ultérieurement se fédérer à leur. Après avoir été le maillon faible de la guerre, la Mauritanie ne veut pas être le « maillon faible de la paix ».

PAUL BALTA.

## La solution du conflit saharien conditionne l'avenir du pays

DEPUIS son indépendance en novembre 1960, la République islamique de Mauritanie s'est efforcée d'être comme une sorte de trait d'union entre l'Afrique subsaharienne et le Maghreb, entre l'Afrique « progressiste » et l'Afrique « modérée », tout en contribuant à l'établissement de liens de solidarité entre l'Afrique noire et le monde arabe. Programme ambitieux, en vérité, pour un jeune Etat dont la survie en tant qu'entité nationale fut menacée pendant plusieurs années. En fait, peu de pays ont dû mener une bataille diplomatique aussi ardue que la Mauritanie pour gagner la place qui lui revenait comme membre de la communauté internationale et, plus important encore, pour faire respecter son existence par de plus puissants voisins.

La composition ethnique du pays a largement conditionné les principes directeurs d'une diplomatie maure qui souligne la double appartenance africaine et arabe. Située à la jonction du Sahara et du Sahel, où deux civilisations différentes mais complémentaires se rencontrent, la société mauritanienne a intégré la culture arabo-berbère des nomades mauritains à celle des fermiers sédentaires négro-africains. La volonté du régime d'affirmer sa personnalité multiple sur la scène mondiale a donc été intimement liée, dans la période qui a suivi la colonisation, à la nécessité de cimenter l'unité nationale encore fragile.

Le problème de loin le plus grave qu'eût à affronter la jeune République fut la défense de sa souveraineté contre les prétentions du Maroc. Ce dernier affir-

mait que le territoire mauritanien était, à travers les liens historiques et religieux, partie intégrante d'un « grand Maroc » s'étendant de la Méditerranée au fleuve Sénégal. Usant de son influence en Afrique auprès des pays arabes et des organisations internationales, Rabat parvint, au moins dans un premier temps, à maintenir la jeune République dans un relatif isolement : non-admission aux Nations unies ; déclaration de la Ligue arabe selon laquelle le pays était une « création de l'impérialisme » ; condamnation en tant qu'agent de l'influence française par le groupe de Casablanca (1).

HOWARD SCHISSEL  
(Lire la suite page 26.)

(1) Le groupe de Casablanca, composé, outre le royaume chérifien, de la Guinée, du Mali, du Ghana, de l'Égypte et de la Libye, est le nom donné aux pays « progressistes » réunis en janvier 1961 pour soutenir les revendications marocaines sur la Mauritanie. Il constitua en partie une réaction à la réunion du groupe des « modérés », à savoir la plupart des pays francophones qui avaient exprimé, en décembre 1960, à Brazzaville, leur solidarité à la cause mauritanienne.

Lire pages 26 à 30 :

- P. 26. — Suite de l'article de Howard Schissel.
- P. 27. — Suite de l'article de Mireille Duteil. — Une réforme linguistique courageuse mais complexe (Paul Balta).
- P. 28. — Agriculture : un combat difficile contre une nature ingrate (P. B.).
- P. 29. — Pêche : un trésor inépuisable que l'Etat s'efforce de contrôler (H. S.). — Mines de fer : 40 % du P.I.B. (H. S.).
- P. 30. — La route transmauritanienne, ciment de l'unité nationale (H. S.).

**BANQUE INTERNATIONALE POUR LA MAURITANIE**  
**B I M A**  
Siège social : avenue Gamal-Abdel-Nasser - Nouakchott  
B.P. 210 et 216 - Tél. : 523-63 - Télex 574 Bintmau  
**Spécialiste du Commerce International**  
**Agences et bureaux**  
**Nouakchott - Nouadhibou - Zouérate-Rosso et Kiffa**  
**Correspondants en France**  
**BIAO (banque associée) PARIS**  
**Al Saudi Banque PARIS**

(1) Cf. Introduction à la Mauritanie, ouvrage collectif, éditions du C.N.S.A., 1978.

de l'indépendance



(Publiée)

## SOCIÉTÉ MAURITANIE D'ASSURANCES ET DE RÉASSURANCES

Avenue Gamal Abdel Nasser

TÉLÉPHONE : 526-50 &amp; 526-54 — TÉLEX 527 MTN

Société d'état au capital de 100.000.000 U.M. - créée le 27 juillet 1974 - la S.M.A.R. a le monopole de toutes les opérations d'assurances en Mauritanie : automobile, incendie, risques industriels et risques simples, accidents du travail, garantie complémentaire, tous risques chantiers, responsabilité civile des entrepreneurs, transport, aviation, etc.

Une société jeune, un service efficace. Elle a assuré en tous risques chantiers, les réalisations industrielles que sont :

- la raffinerie de pétrole de Nouadhibou - Voest Alpine - 14.000.000 shillings autrichiens ;
- la raffinerie de sucre de Nouakchott - Lang Engineering - 28.000.000 de dollars ;
- travaux de terrassement des guelbs (entreprise Dodin).

Pour les entreprises adjudicataires de marchés en Mauritanie et les sources de financement de projets - la S.M.A.R. répond à toutes sollicitations et est un partenaire sûr pour tous organismes d'assurances et de réassurances intervenant sur le continent africain.

### DIPLOMATIE

## La solution du conflit saharien conditionne l'avenir du pays

(Suite de la page 25.)

Cette image de nation « paria » s'estompa progressivement grâce aux patientes efforts diplomatiques déployés au début des années 80. Admise aux Nations unies en 1961 (2), la Mauritanie avait encore de nombreux obstacles à franchir. Un différend frontalier potentiellement explosif avec le Mali, qui réclamait une partie du Focf, fut désamorcé en 1963 et rapidement suivi d'une normalisation des relations. Avec le Sénégal, s'il ne se posait pas de problèmes territoriaux, le statut de la population noire qui vit sur la rive mauritanienne du fleuve Sénégal n'en constituait pas moins un point délicat, toujours présent sous la surface de relations diplomatiques cordiales. La Tunisie fut le seul pays arabe à soutenir, dès le début, la cause mauritanienne. Si l'indépendance, l'Algérie suivit le mouvement.

La menace qui venait du Nord contraignit la République, pen-

dant ses premières années, à s'appuyer sur son allié français et à privilégier ses relations avec l'Afrique francophone, notamment avec le groupe « modéré » de Brazzaville. Liée à Paris par des accords de coopération technique et militaire, la Mauritanie rejoignit la zone franc, ainsi que d'autres organisations francophones. Mais la création de l'Organisation de l'unité africaine, en 1963, fournit aux responsables l'occasion rêvée pour affirmer leurs orientations panafricaines et obtenir un succès diplomatique de première grandeur. L'invitation qui leur fut faite de participer à la conférence d'Addis-Abeba provoqua l'ire du Maroc, qui boycottait la réunion. Cet épisode marqua un tournant : de nombreux pays qui avaient précédemment soutenu les revendications du royaume chérifien, commencèrent à réviser leur position. Des relations s'établirent rapidement avec la Guinée et l'Égypte de Nasser.

rière en signant, en novembre 1975, l'accord tripartite de Madrid qui allait le plan de partage marocain. En échange de la caution internationale qu'elle apportait à la thèse marocaine, la Mauritanie reçut bien peu : un tiers du sud désolé du Sahara, le Tiris-El-Gharbia.

La rapide escalade du conflit saharien eut des conséquences désastreuses pour ce pays qui n'était ni préparé à la guerre ni desirux de la faire. Le non-respect de la charte des Nations unies, qui proclame le droit à l'autodétermination, et des principes de l'O.U.A., qui garantissent le respect des frontières héritées de la colonisation, ternit son image au sein des pays du tiers-monde. L'assistance militaire

apportée de la France, l'alliance politique et militaire renforcée avec le Maroc aggravèrent la situation. Ni les dix mille soldats marocains envoyés sur le sol mauritanien ni la force aérienne française n'empêchèrent les raids de paralysier les opérations minières, pourtant indispensables à la survie économique du pays. Le coût de cette guerre du désert mit la Mauritanie à genoux et fit réapparaître le vieux fantôme de l'antagonisme opposant les deux communautés ethniques. Les Noirs trouvaient qu'ils payaient cher un conflit qui ne les concernait pas directement, tandis que les Maures ne manifestèrent aucun enthousiasme à combattre des unités du Front Polisario qui appartenaient souvent aux mêmes tribus qu'eux.

### La dynamique de paix des militaires

AINSI, en trois années de « guerre des sables », on semblait en être revenu à la pénible période qui avait suivi l'indépendance : l'unité nationale durablement parachevée se désagregait, et le Maroc semblait obtenir ce qu'il n'avait pu imposer par la force dans le passé : la désintégration des institutions mauritanienues et l'extension de son influence dans tous les secteurs de la nation.

Survint le coup d'Etat militaire de juillet 1978, qui enclencha une dynamique de paix. Après plus d'une année de tergiversations que compliquait l'absence pour le pouvoir au sein du comité militaire, la Mauritanie signa finalement à Alger, le 5 août 1979, un traité de paix définitif avec le Polisario : elle reconnaissait le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination et renonçait à toute revendication sur le Sahara. Le gouvernement parvint ainsi à dégarer le pays du conflit sans se faire de nouveaux ennemis. En mettant un terme à la présence des troupes marocaines sur son territoire et en rétablissant, après une interruption de quatre ans, ses relations avec l'Algérie, la Mauritanie achevait son red-

ploiement diplomatique auprès des principaux protagonistes du conflit saharien. Apparemment confiant en ses capacités à défendre ses propres frontières, le gouvernement demanda, en mai 1980, le rapatriement du petit contingent de troupes françaises stationnées à Nouadhibou depuis la fin de l'année précédente.

Cette participation de quatre ans à l'imbricatio saharienne apparaît sans doute à l'avenir comme un simple intermède dans les relations de la Mauritanie et de ses voisins. La diplomatie mauritanienne cherche maintenant à réaffirmer une politique étrangère traditionnellement non alignée. Il est toutefois évident que, aussi longtemps que le conflit du Sahara occidental ne sera pas résolu, l'avenir de ce pays demeurera ambigu. Car les incertitudes nées de cette situation et les changements pouvant intervenir dans le nord-ouest de l'Afrique continueront à bien des égards, à dominer la vie politique interne et à conditionner l'inévitable redéfinition des relations avec toute la région.

HOWARD SCHISSEL

### Construire un État moderne

L'AUDIENCE internationale de la Mauritanie s'élargissait progressivement, le gouvernement put subtilement réorienter sa diplomatie dans de nouvelles directions. En quittant l'OCAM (Organisation commune africaine et malgache) en 1965, le pays mit fin aux relations exclusives avec les institutions francophones : parallèlement, son admission au sein du mouvement des non-alignés lui permettait de mettre en pratique une attitude plus indépendante, orientée vers le tiers-monde. Nouakchott poursuivait en outre la diversification de ses relations par une politique d'ouverture en direction des États socialistes, notamment la Chine. Son audience grandissante au sein du monde arabe lui ouvrit de nouvelles sources d'aide financière et permit au régime de diminuer sa dépendance à l'égard de la France.

Cette persévérance diplomatique fut couronnée de succès en 1969 : sous les auspices de l'Algérie, et afin de permettre d'adopter une position maghrébine commune en vue de la décolonisation prochaine du Sahara espagnol, le Maroc finit par reconnaître son voisin du Sud. En une décennie, le jeune État était parvenu, malgré des pronostics défavorables, à des résultats impressionnants : il avait imposé son droit à l'existence et s'était doté, à partir de presque rien, d'institutions modernes.

Une fois consolidée sa position internationale, le gouvernement put progresser dans la voie d'une plus grande indépendance économique. Au début des années 70, la Mauritanie quitta la zone franc, créa sa propre monnaie, l'ouguiya (3), adhéra à la Ligue arabe et nationalisa sa principale ressource, les mines de fer de Zouérat, contrôlées jusqu'alors par un consortium européen, la Miferma (lire l'article sur les mines de fer, page 29).

A ce moment précis, alors que le pays s'engageait dans une longue marche pour libérer son économie de l'héritage colonial et

mettre en œuvre d'importantes réformes sociales, la crise née de la décolonisation du Sahara espagnol évolua rapidement et remit radicalement en cause les acquis du passé. Jusqu'en 1974, le président Ould Daddah avait constamment souligné la nature mauritanienne du Sahara occidental, mais il manquait cette position en soutenant, conformément aux résolutions des Nations unies, le principe d'un référendum d'autodétermination pour les Sahraouis. On pensait généralement, à Nouakchott, que le Front Polisario remporterait une confortable majorité et que quelque forme de confédération ou de fusion pourrait être envisagée.

Mais, redoutant la décision marocaine d'occuper la colonie espagnole, qui aurait amené les troupes chérifiennes sur les frontières mauritanienues de 1960, l'ancien chef de l'Etat effectua la plus belle volte-face de sa car-

### MATEMA - SA

Boulevard Médien

Boite Postale 248

Tél. 22-18

Nouadhibou

République Islamique de Mauritanie

### ماتما - سا

الشارع المديني

صندوق بريد : 248

هاتف : 22-18

نواكشوط

الجمهورية الإسلامية الموريتانية

Assistance et conseil aux entreprises et armateurs pour tous problèmes concernant :

- l'acquisition de navire ;
- l'armement et l'entretien ;
- la surveillance de constructions neuves ou de réparations.

Etude de projets techniques ou économiques concernant les industries maritimes, portuaires ou fluviales.

Expertise de navires et installations maritimes.

COMPAGNIE MAURITANIE DES ARMEMENTS

COMAR - S.A.

Capital Social : 20.400.000 U.M.

Boulevard Médien

S. P. 18

Tél : 22-78 et 21-15

Téléx : COMAR 420 MTN

NOUADHIBOU

République Islamique de Mauritanie

COMAR

COMPAGNIE MAURITANIE DES ARMEMENTS

الجمهورية الإسلامية الموريتانية

شركة الموريتانية لتجهيز السفن

تأسست سنة 1978

رأسمال : 20.400.000 أوقية

الشارع المتوسط

مبنى البريد 18

الهاتف 22-78 و 21-15

آلة طبع الرسائل كود 420 م د ن

نواكشوط

الجمهورية الإسلامية الموريتانية

OPERATIONS MARITIMES COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES

المعاملات البحرية التجارية والصناعية



## De la société tribale à la nation démocratique

(Suite de la page 25.)

Les haratine, descendants des esclaves noirs capturés par les tribus nomades d'origine arabe et berbère, seraient environ deux cent cinquante mille selon une étude datant de 1973. Les formes de la revendication de l'arabisation, principale source de conflit entre les communautés négro-africaine et maure. Les Maures, en voulant imposer leur langue, entendent condamner les Noirs à devenir des citoyens de seconde zone, éliminant leurs enfants de la promotion sociale et des postes de responsabilité. Par-delà la revendication culturelle, c'est une revendication d'ordre politique et économique qui surgit. Il est vrai que si les Noirs sont nombreux dans l'administration, ils y jouent souvent les seconds rôles. Déjà, à la fin de la période coloniale, les Maures de «bonne tenue» occupaient près de 80 % des postes de commandement. Dans les premières années de l'indépendance, la formation d'un capitalisme privé national par la voie du commerce devenait le quasi-monopole d'un certain nombre de Maures du régime maraboutique. Parallèlement, certains Noirs se sont fort peu sentis concernés par le conflit avec le Front Polisario, pour lequel l'armée a enrôlé en priorité des jeunes gens du Sud. La paix revenue, certains se sentent lésés et réclament plus de «considération».

L'histoire mauritanienne a montré cependant que la coexistence de deux cultures, l'une rayonnante et paysanne, celle des Noirs du fleuve, et l'autre des grands espaces, celle des nomades, est viable. Contrairement à d'autres pays, la Mauritanie possède, avec l'islam comme seule religion, un facteur d'unité nationale considérable. Son problème est plus celui d'une société féodale et tribale qui essaie d'écarter d'une nation démocratique.

MIREILLE DUTEIL.

## Une réforme linguistique courageuse mais complexe

Le problème linguistique — intimement lié à la composition ethnique du pays et à l'évolution politique de l'Etat — n'a cessé de se poser, parfois de façon explosive, depuis l'indépendance. Auparavant, les Maures avaient opposé les populations maures et négro-africaine en 1966, lorsque le gouvernement de l'ancien président Ould Daddah décida de remplacer progressivement le français par l'arabe classique.

Les nationalistes expliquent que l'ancien régime avait aligné l'antagonisme Noirs-Maures et cultivé les contradictions culturelles pour masquer des problèmes autrement plus graves : l'importance de la malnutrition, directe ou indirecte, des intérêts français sur l'Etat mauritanien et, surtout, les questions économiques et sociales non résolues. Ils estiment de même que la France, relayée par le Sénégal, a délibérément gonflé l'ampleur des manifestations qui se sont produites à Nouakchott au printemps 1979 au niveau des écoles, pour mettre sur la défensive le régime militaire du 10 juillet 1978.

En octobre 1978, le gouvernement du président Mohamed Khouna Ould Daddah avait ramené le calme en proposant une réforme — la quatrième en vingt ans — à bien des égards courageuse. Elle risquait cependant d'être difficile à appliquer dans un pays d'environ deux millions d'habitants ayant un faible taux de scolarisation.

La réforme de 1980 est celle du «réajustement» : la République islamique, née un an plus tôt, réserve une plus grande place à l'arabe dans les écoles et les lycées, dans la mesure où, auparavant, l'enseignement du français avait confiné l'arabe au seul enseignement traditionnel.

La réforme de 1987 est axée sur le «dilemme français et arabe». Elle tient évidemment compte des émeutes de l'année précédente. La première année est consacrée à l'initiation à l'arabe ; les années suivantes, l'enfant a vingt heures de français et dix heures d'arabe par semaine. Bien que la scolarité ait été purgée de la septième, les résultats ne sont guère satisfaisants : les autorités constatent, en effet, que l'enfant ne maîtrise l'entrée en scène en ne maîtri-

sant vraiment aucune des deux langues.

La réforme de 1973 est celle de la «politique d'indépendance culturelle» décidée par le congrès extraordinaire du Parti du peuple mauritanien qui s'était tenu deux ans plus tôt. Le P.P.M. avait fixé comme objectif la renaissance de la langue arabe, mais aussi celle des langues pratiquées par les minorités négro-africaines, dont on estimait qu'elles représentaient environ 30 % (1) de la population : poulh, schink et ouloof. Ces trois groupes constitueraient respectivement 68 %, 22 % et 8 % environ de la communauté noire (2).

En fait, seule la première partie de cet ambitieux programme sera réalisée : la durée de la scolarité ayant été ramenée à six ans, la réforme débouchera sur le mécontentement de 1978, correspondant à la première promotion d'entrée en scène des enfants ayant suivi l'ensemble du nouveau cycle primaire. En effet, les Noirs-Africains estiment que les Maures, dont l'arabe est la langue mater-

nelle, se trouvent favorisés dans les épreuves où cette langue est affectée d'un fort coefficient ; les Maures rétorquent que les Noirs ont enregistré des échecs aussi bien en arabe qu'en français.

Quoi qu'il en soit, l'effervescence fut telle que certains évoquent, à tort, le risque d'une sécession. En réalité, mis à part un petit groupe d'activistes basés à Dakar, les Noirs estiment que leur sort serait nettement moins favorable de l'autre côté du fleuve Sénégal. En outre, sur le double plan historique et religieux, ils sont attachés à la République de Mauritanie. Ce qui ne les empêche pas, bien au contraire, de se battre, dans ce cadre, pour défendre leurs droits.

Face à cette situation, le C.M.S.N. et le gouvernement étaient entrés en «concluse» à l'automne 1979. Partant du principe que tous les citoyens mauritaniens sont égaux en droit, les responsables conclurent qu'il fallait offrir des chances égales aux enfants en leur permettant d'utiliser leurs langues nationales.

On mesurera l'effort à accomplir quand on sait que 90 000 enfants seulement fréquentent 1 671 classes primaires encadrées par 3 150 instituteurs mauritaniens (1 300 arabes, 573 français, 208 bilingues). Le secondaire, avec 17 406 élèves, compte, en plus d'une cinquantaine de directeurs et d'inspecteurs, tous mauritaniens, 536 professeurs, dont 433 étrangers. Parmi ces derniers, les Tunisiens sont les plus nombreux (137), suivis des Marocains (75), des Français (74), des Italiens (27) et des Palestiniens (21).

L'Ecole normale supérieure sortira, cette année, une promotion de 88 enseignants alors qu'il en faudrait 130 dans le secondaire. Pour pallier ces insuffisances, une deuxième école est prévue : elle formera en deux ans 200 professeurs adjoints. Au niveau du primaire, une deuxième Ecole normale, ouverte cette année à Rosso, s'est ajoutée à celle de Nouakchott et une troisième est prévue à Kiffa ou à Kéridi.

Ainsi si la réforme linguistique voit le jour dans les délais prévus, elle paraîtra d'autant plus exemplaire qu'elle sera appliquée à des effectifs limités par un Etat dont les moyens financiers le sont aussi.

P. B.

(1) Selon des sources sûres, il ressortirait du recensement de 1978 que les Noirs-Africains ne représenteraient que 30 % de la population, non compris les haratine, qui sont assimilés aux Maures, dont la part la langue.

(2) Cf. introduction à la Mauritanie, op. cit.

# BANQUE CENTRALE DE MAURITANIE

La Banque Centrale de Mauritanie a été créée par la loi n° 73.118 du 30 mai 1973 et a pris la place de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest dont la République islamique de Mauritanie faisait partie à côté d'autres Etats africains et de la République française.

La Banque Centrale de Mauritanie dispose, aux termes des statuts qui régissent son fonctionnement, des prérogatives classiques dévolues aux instituts d'émission (émission monétaire, établissement des normes de crédit, distribution et contrôle des crédits, études économiques, réalisation des opérations financières pour le compte de l'Etat) ainsi que d'autres fonctions spécifiques liées aux circonstances de sa création et à l'importance particulière que lui accordent les pouvoirs publics.

C'est ainsi que la Banque Centrale de Mauritanie est chargée de l'application du contrôle des changes, de la gestion de l'ensemble des avoirs extérieurs du pays, de l'établissement de la balance des paiements et qu'elle représente le gouvernement auprès d'un grand nombre d'institutions financières internationales telles que le Fonds arabe de développement

économique et social, la Banque arabe pour le développement économique et social, la Banque arabe pour le développement économique en Afrique, le Fonds monétaire international, etc.

La Banque Centrale de Mauritanie, qui existe seulement depuis trois ans, joue un rôle déterminant dans le développement économique national, développement qui prend un ampleur de plus en plus grande tant dans le domaine de l'infrastructure que dans ceux de l'industrie, des mines, de la pêche maritime, de l'agriculture et de l'élevage, etc.

La Banque Centrale de Mauritanie se trouve ainsi étroitement associée aux efforts du gouvernement.

Sa politique de crédit se caractérise par un puissant dynamisme, par un taux d'escompte peu élevé (4,5 %), par l'attribution de crédits à moyen terme sur une période pouvant aller jusqu'à huit ans et, d'une manière générale, par l'encouragement à toutes les activités industrielles, minières, agricoles ou dans le domaine du logement social.

Sous l'impulsion de la Banque Centrale de Mauritanie, le système bancaire s'est considérablement

développé. Des banques ont ainsi été créées :

- La Banque arabo-libyo-mauritanienne (BALM) au capital de 140 millions d'ouguiyas ;
- La Banque arabe africaine en Mauritanie (BAAM) à participation koweïtienne, au capital de 150 millions d'ouguiyas ;
- La Banque internationale pour la Mauritanie (BIMA) au capital de 150 millions d'ouguiyas ;
- La Société mauritanienne de Banque (SMB) au capital de 100 millions d'ouguiyas.

De son côté, l'ancienne BMD (devenue BMDC), dont les activités étaient ralenties, a vu son capital doubler, passant de 40 millions d'ouguiyas à 80 millions avec une participation de la Société tunisienne de banque.

En même temps, son statut a été aménagé en vue de lui permettre d'investir non seulement dans le domaine du financement du développement, mais également dans celui du commerce intérieur et surtout extérieur.

Enfin, les banques installées en Mauritanie se sont vu imposer, à l'initiative de la Banque Centrale de

Mauritanie et par le biais de la loi 74.021 du 24 janvier 1974, de prendre désormais la forme juridique d'établissements publics, de sociétés d'économie mixte ou de sociétés anonymes de droit mauritanien avec un capital minimum de 50 millions d'ouguiyas.

Le contrôle des changes, dont la Banque Centrale de Mauritanie est l'instrument d'exécution, revêt une grande souplesse et s'attache à maintenir les encouragements nécessaires aux investisseurs extérieurs : c'est ainsi qu'il n'y a aucun contingentement et que toute importation est libre, que le transfert des béné-

fices nets est garanti, que tout investissement réalisé régulièrement à partir de l'extérieur peut être transféré à tout moment.

Située au premier plan des institutions mises par l'Etat au service de son développement, la Banque centrale de Mauritanie encourage tout particulièrement les investissements productifs et déploie de grands efforts pour susciter de tels investissements, tant d'origine arabe que d'autres provenances à la seule condition qu'ils soient compatibles avec la politique économique définie et appliquée par le gouvernement mauritanien.

## BANQUE CENTRALE DE MAURITANIE

B.P. 623 - Tél. : 22.06 - NOUAKCHOTT

البنك المركزي للموريتانيا



## ÉCONOMIE

## Agriculture : un combat difficile contre une nature ingrate

QUAND on se rend de Dakar à Nouakchott et qu'on survole à basse altitude le fleuve Sénégal, on ne peut manquer d'être frappé du contraste qui existe entre les deux rives. On voit très bien où cesse le climat tropical, où abonde la végétation, et où commence le climat désertique : là, même la rive droite du fleuve paraît moins plantureuse que la rive gauche et, au fur et à mesure qu'on progresse vers le nord, tout à la fois en plus de mal à pousser.

Les chiffres confirment amplement ce qui saute aux yeux. On peut même dire qu'ils surpren-

nent encore plus que le paysage. En effet, ce pays de 1 030 700 kilomètres carrés compte moins de 200 000 hectares cultivables (108 000 sous pluie, 40 000 sous barrages et 48 000 le long du fleuve) sur lesquels sont effectivement consacrés à la culture du mil et du sorgho 70 000 hectares sous pluie et 31 000 en dégrés. En outre, 2 000 hectares irrigués sont réservés au riz dont les rendements de 3,7 tonnes à l'hectare contrastent avec ceux de 0,3 et 0,2 ailleurs, au mil et au sorgho, et 750 hectares au maïs. Quelques 250 hectares consacrés au maraîchage produisent 2 000 tonnes (8 tonnes

à l'hectare), les palmeraies fournissant aussi quelques légumes et 12 000 tonnes de dattes.

Ces statistiques suffiraient à expliquer qu'en 1980 le déficit en céréales atteigne 75 000 tonnes (80 000 l'an dernier) pour une consommation de 120 000 tonnes et se chiffre à 1 milliard d'ouguiyas. Or depuis une dizaine d'années la sécheresse persistante n'a pas arrangé les choses. Le conflit du Sahara occidental — de 1975 au renversement du président Ould Daddah en 1978 — n'a fait que les aggraver en accentuant l'exode rural : nomades et ruraux, estimés à 85 % de

la population il y a une décennie, ne sont plus que 40 % ou 50 % tout au plus aujourd'hui ; la proportion des seuls nomades est tombée de 78 % à 21 %. Quant au bétail qui a été décimé, il comprendrait, selon le ministère du développement rural, 1,5 à 2 millions de bovins, 3 à 10 millions d'ovins et caprins et 800 000 camélins, encore que certains experts estiment ces chiffres optimistes.

Sous l'ancien régime, le secteur rural a été maintes fois déclaré prioritaire mais sans plus, semble-t-il. Le Comité militaire de salut national a décidé, à son tour, de reprendre cette option et, d'après M. Mohamed Ould Amar, ministre du développement rural, cette volonté commence à se concrétiser, notamment par l'importance des crédits consacrés à ce secteur dans le budget d'austérité appliqué par le gouvernement Haidalla. Lui-même s'est fixé trois objectifs : 1) parvenir à l'autosuffisance alimentaire ; 2) arrêter l'exode rural ; 3) régénérer le milieu naturel.

L'équipe au pouvoir a maintenu la coopération avec le Mali et le Sénégal dans le cadre de l'organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal (O.M.V.S.) qui se propose de construire deux barrages, l'un au delta du Diama, pour empêcher la remontée des eaux salées (la première pierre a été posée en décembre 1979 et le coût est estimé à près de 600 millions de francs), l'autre, en amont, à Manaké, au Mali. Ce dernier aura un réservoir de 16 milliards de mètres cubes permettant, au début, de régler la crue, puis de la supprimer une fois réalisés les aménagements nécessaires à l'irrigation de quelque 400 000 ha. Ce barrage fournira aussi 800 millions de kilowatts-heures et rendra le fleuve navigable toute l'année de Saint-Louis à Kayes. L'ensemble des travaux s'échelonne sur une quarantaine d'années, mais la première tranche devrait permettre la mise en valeur d'environ 50 000 ha d'ici quelques années.

Parallèlement à ces ouvrages importants, une dizaine de projets de moindre envergure et de rentabilité immédiate sont prévus, ou déjà en chantier. Le plus important est probablement celui

de l'aménagement du Gorgol noir et du Gorgol blanc. Un barrage sur le premier cours d'eau, à Fount Gheita, devrait créer un lac artificiel de 11 000 ha irriguant de 6 000 à 15 000 ha et un autre, sur le second, à El Bir, permettrait l'irrigation de 3 000 à 6 000 ha par

un lac de 8 000 ha. Des négociations avec la C.E.R., la Banque mondiale, l'Arabie Saoudite et Abou-Dhabi, pour financer la construction d'un barrage et l'aménagement de 3 000 ha devaient aboutir à la signature d'un contrat fin juin.

## Objectif : l'autosuffisance alimentaire

AUTRE projet relativement ambitieux mais difficile à mener à bien en raison de la présence de vagues de sel, celui de la dépression d'Afouit es Sahil, entre Nouakchott et le fleuve Sénégal. La mise en valeur de quelque 15 000 hectares, évaluée à 2 milliards d'U.M., nécessitera deux à trois ans et se fera avec l'aide de l'Irak à partir de 1981. Pour étendre la riziculture, 1 000 hectares sur 4 000 sont en cours d'aménagement dans la plaine de Boghé, 700 à Kaédi et 1 400 à Rosso, les Chinois prenant en charge ce dernier projet. Enfin, au lac d'Irkine, l'Arabie Saoudite contribue au financement de 3 000 hectares de rizières et de 4 000 hectares de cultures diverses.

La nature est si ingrate que tout effort tendant à la faire produire est répercuté ou comptabilisé. Ainsi, les autorités attendaient-elles avec intérêt pour la fin juin les conclusions du « projet R.A.M.S. », étude conduite par les Américains pour évaluer l'ensemble des possibilités du pays en eau et en main-d'œuvre. D'ores et déjà, elles ont entrepris trente-six forages profonds qui s'ajoutent aux dix déjà réalisés par le nouveau régime. En outre, alors que le pays comptait cent quatre-vingt barrages — dont certains petits et sommaires — le gouvernement en a inauguré dix-huit dans le Hôdi en décembre et a lancé les travaux pour quatorze autres dans le Tagant.

Les autorités ont également favorisé la création de cinquante « périmètres villageois » dans le Sud : elles invitent des villages à s'installer et à regrouper des terres communales pour permettre à l'État de creuser un canal, les paysans se chargeant, eux, des

finitions. De même, l'État procède à l'extension de l'école d'agriculture de Kaédi afin qu'elle assure, dans les dix-huit prochains mois, des promotions de trois cents « cadres agricoles » contre une cinquantaine seulement actuellement. De son côté, l'Institut de recherche sur l'agronomie tropicale note qu'une simple amélioration des techniques culturales traditionnelles permet de doubler très généralement les rendements en grain, sans investissement. Encore faut-il trouver des « vulgarisateurs » qui fassent profiter les paysans des résultats de ces recherches.

Enfin, à la suite d'une pénurie de farine en mai due à une mauvaise coordination de la part des importateurs, l'Office mauritanien des céréales, société d'État, a été chargé de constituer des stocks réguliers et des stocks de sécurité : il construit à cet effet une cinquantaine de magasins de stockage dans toutes les régions.

Les autorités n'ignorent pas qu'elles mènent un combat difficile, et le ministre du développement rural admet que l'autosuffisance alimentaire ne sera atteinte, compte tenu du retard pris par l'O.M.V.S., qu'en 2010 ou 2015. Il n'ignore pas non plus que les mesures techniques n'auront que des effets limités tant que certains problèmes de société n'auront pas été résolus, notamment ceux des hermines et du système foncier. Le C.M.S.N. a d'ailleurs fait un premier pas dans ce sens en chargeant une commission nationale d'étudier la réforme du système foncier, pour éviter que ceux qui travaillent la terre ne la désertent devant les exigences de leurs maîtres.

F. B.



B. A. A. M.

## BANQUE ARABE AFRICAINE EN MAURITANIE

Banque Centrale de Mauritanie

Symbole de la coopération arabo-africaine  
Exécution rapide et efficace de toute opération bancaire.

Arab African International Bank

Intense réseau de correspondants dans le monde

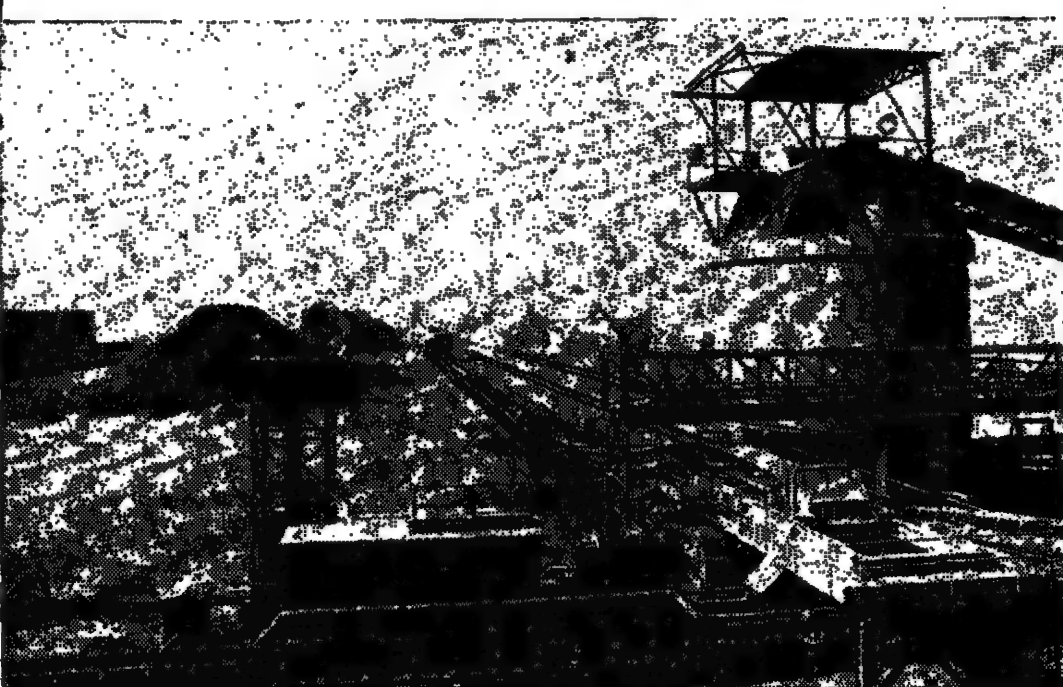
Rue Amadou Konaté - Tél. 528-26 - B.P. 622  
Télex 543 NOUAKCHOTT

(Publicité)



## Snim s.e.m.

SOCIÉTÉ NATIONALE INDUSTRIELLE ET MINIÈRE

Société d'Economie Mixte  
au capital de U.M. 9.059.500.000  
R.C. Nouakchott 479.

Stocks de minerais de fer au port minier de NOUADHIBOU.

LA SOCIÉTÉ NATIONALE INDUSTRIELLE ET MINIÈRE  
EST SPÉCIALISÉE DANS L'EXTRACTION, L'ENRICHISSEMENT  
ET L'EXPLOITATION DE MINÉRAIS DE FER.

Elle exploite aussi d'importantes carrières de gypse à Nouakchott.

SON ACIÈRE ÉLECTRIQUE PRODUIT DU FER À BÉTON  
D'EXCELLENTE QUALITÉ ET SON USINE D'EXPLOSIFS  
COUVRE SES BESOINS DANS CE DOMAINE.La Société assure enfin la commercialisation  
des produits pétroliers en Mauritanie.

B.P. 1260 - NOUAKCHOTT (Mauritanie)

Tél. : 53337 - Télex : 531 MTN

(Publicité)

LAS PALMAS-DAKAR  
NOUAKCHOTT  
ET TOUT LE SAHARA MAURITANIEN  
AVEC  
AIR MAURITANIE

## CORRESPONDANCES :

DAKAR  
LAS PALMAS  
PARIS  
CAABLANCA  
ALGER

## ET LIGNES INTÉRIEURES.

## Représentations :

BAMAKO  
PARIS  
DAKAR  
ABIDJAN  
ACCRA  
DOUALA  
BRAZZAVILLE  
MONROVIA  
FREETOWN  
NIAMEY

## Siège social :

B.P. 41 - NOUAKCHOTT.  
Télex : 73 AIRIM NKG.Tél. : 2212 Réserve -  
2218 Escal - 2618 Fret.

(Publicité)

## PORT AUTONOME DE NOUADHIBOU

B.P. 236

Tél. : 21.34 - 22.35 - 22.76 - Télex : 441 MTN-Nouadhibou

## INFRASTRUCTURE

220 mètres de quai à 8 mètres ;  
600 mètres de quai à 6 mètres ;  
250 mètres de quai à 3 mètres ;

Terre-pleins aménagés — Magasins couverts — Réseau électrique — Assainissements.

## RAYONNEMENT

EAU, GAZOLE, GLACE pour tous les navires, ainsi que tous produits de consommation.  
Accès à toute heure de marée, de jour comme de nuit.

## Activités commerciales.

● Trafic général lié au développement des régions de DAKHLET-NOUADHIBOU et de TIRIS-ZEMMOUR.

● Le trafic d'approvisionnement de la SNIM-SEM.

● Le trafic d'exportation des industries de pêche.

Port en eau profonde avec un plan d'eau particulièrement stable, grâce au site naturel de la baie du Lévrier.

Carrefour et station-service maritime, le port de Nouadhibou offre à ses usagers les meilleurs services aux tarifs les plus bas de la côte ouest africaine.

## ACTIVITÉS

Activités de pêche artisanale et industrielle.

Important port de pêche en pleine évolution, le port autonome de NOUADHIBOU connaît dans les années à venir d'intenses activités industrielles et commerciales.

Pêche : 100  
de l'État s'

Le Wh



## une nature ingrate

Le développement de l'économie mauritanienne est entravé par la nature ingrate du pays. Les conditions climatiques, les sols arides et la rareté des ressources en eau rendent difficile l'agriculture et l'élevage. Cependant, le potentiel minier et halieutique est immense.

Objectif : l'autosuffisance.

Autre projet : l'industrialisation. Le gouvernement mauritanien vise à développer une industrie nationale basée sur les ressources locales. Cela implique la mise en place d'infrastructures et l'attraction d'investissements étrangers.

La pêche est une source majeure de revenus. Cependant, la surpêche et la pollution menacent les stocks. Le gouvernement cherche à réguler la pêche et à promouvoir l'aquaculture.

Les ressources minières sont considérables. Le fer, le cuivre et le zinc sont les principales ressources. Le développement de ces mines est une priorité nationale.

AS PALMAS-DAKAR

NOUAKCHOTT

LE SAHARA MAURITANIE

avec MAURITANIE

AUTOMNE DE NOUADHIBOU

BP. 234

01.35 - 23.70 - Tél. 441 MTN-Nouakchott



## Pêche : un trésor inépuisable que l'État s'efforce de contrôler

La seule évocation du nom de la Mauritanie fait surgir à l'esprit des paysages sahariens désertiques, des campements nomades et des oasis éparpillées. Pourtant, c'est aussi une nation maritime : près de 800 kilomètres de côtes s'étendent depuis le port de Nouadhibou, à l'embouchure du Sénégal, le long d'une des plus riches zones de pêche du monde.

Les eaux mauritaniennes sont situées dans une région où les courants océaniques changent provoquant des fluctuations saisonnières de température qui créent des conditions de reproduction idéales : elles attirent donc, en grand nombre, la plupart des espèces de poissons et de crustacés économiquement intéressants.

Toutefois, la majeure partie de la population locale ignore le potentiel économique offert par l'exploitation de ces richesses. Une seule petite tribu, les Imraguen, pratique la pêche de façon artisanale. Quand le gouvernement a cherché à intégrer à l'économie nationale l'ensemble de ce secteur virtuellement inexploré, il a dû partir pratiquement de zéro. Parallèlement, il était confronté au difficile problème d'assurer un contrôle réel sur ses eaux territoriales.

L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (P.A.O.) estime, dans un rapport récent, que les réserves de pêche avoisinent 4 millions de tonnes et que les prises annuelles pourraient s'élever entre 500 000 et 750 000 tonnes sans affecter sérieusement les possibilités de reproduction. Attraité par ces ressources apparemment inépuisables, une armada de bâtiments ultra-modernes en provenance du Japon, de la Corée du Sud, du Portugal, de la Hollande, de l'Union soviétique et de l'Espagne

gno (1) — pour ne citer que quelques pays — arrivent chaque année à la saison de la pêche. Pratiquement libres d'opérer à leur aise, ils s'arrangent, pensent-ils, pour capter dans les eaux mauritaniennes jusqu'à 1 million de tonnes par an.

Devant cette atmosphère de « Far West » où seuls comptent pour les armateurs de bateaux étrangers, les bénéfices immédiats les plus élevés possibles, les responsables mauritaniens n'hésitent pas à parler de pillage organisé. Non seulement les bâtiments étrangers se livrent à une surexploitation systématique, mais encore ils recherchent le poisson dont la valeur marchande est la plus forte : il n'est pas rare de voir des chalutiers abandonner brutalement une prise qui flotte à la mer, la Mauritanie, comme d'autres nations du tiers-monde, s'est efforcée de protéger ses richesses offshore. En février 1978, elle a étendu ses eaux territoriales à 70 milles nautiques et a défini une zone économique exclusive de 200 milles, mettant ainsi — au moins théoriquement — 80 % de ses réserves en poissons sous sa souveraineté. Les prises illégales n'ont guère fléchi pour autant, l'État ne disposant que de moyens limités pour patrouiller et renforcer son contrôle au large des côtes. Un exemple : des photos prises par un avion de surveillance ont montré qu'une douzaine de bâtiments seulement possédaient une licence gouvernementale sur quelque quatre cents pêchant dans les eaux mauritaniennes.

A la suite de décisions prises par la conférence sur le droit de la mer, la Mauritanie, comme d'autres nations du tiers-monde, s'est efforcée de protéger ses richesses offshore. En février 1978, elle a étendu ses eaux territoriales à 70 milles nautiques et a défini une zone économique exclusive de 200 milles, mettant ainsi — au moins théoriquement — 80 % de ses réserves en poissons sous sa souveraineté. Les prises illégales n'ont guère fléchi pour autant, l'État ne disposant que de moyens limités pour patrouiller et renforcer son contrôle au large des côtes. Un exemple : des photos prises par un avion de surveillance ont montré qu'une douzaine de bâtiments seulement possédaient une licence gouvernementale sur quelque quatre cents pêchant dans les eaux mauritaniennes.

La pêche est une source majeure de revenus. Cependant, la surpêche et la pollution menacent les stocks. Le gouvernement cherche à réguler la pêche et à promouvoir l'aquaculture.

### Un pillage scandaleux

DANS les années 60, les premières tentatives visant à mettre sur pied une industrie nationale de pêche sous le contrôle du gouvernement donnèrent de maigres résultats. Des concessions accordées contre royalties furent alors instituées : le système se révéla rapidement décevant : en 1978, par exemple, la valeur du poisson capturé dans les eaux mauritaniennes fut évaluée à 1 milliard de dollars sur lesquels la Banque centrale perçut moins de 20 millions en royalties et autres redevances. Les concessions stipulaient en outre qu'une certaine proportion des prises devait être débarquée à Nouadhibou pour

être traitée localement et que les bateaux étrangers devaient assurer la formation de personnel mauritanien. Les concessionnaires négligèrent ces dispositions, préférant payer des amendes — minimes, comparées aux bénéfices perçus — en revendisant ailleurs la totalité du poisson (2).

Face à une situation aussi scandaleuse, le gouvernement, soutenu de bénéficiaires pleinement de ses ressources naturelles, a décidé, l'an dernier, de réviser radicalement sa politique. Désormais, les concessions expireront graduellement et les droits de pêche ne seront plus accordés qu'à des sociétés mixtes consti-

tuées avec du capital mauritanien, public ou privé. Ce système est considéré comme l'instrument essentiel d'une industrie nationale comportant des usines de traitement des installations de radoub et d'autres activités maritimes annexes.

Si tout va comme prévu, la Mauritanie devrait, lentement mais sûrement, étendre son contrôle sur les activités de pêche et acquérir l'expérience nécessaire pour bâtir une industrie nationale intégrée. Le revenu supplémentaire obtenu par l'exportation du poisson et des autres produits de la pêche apportera un avantage immédiat : on espère qu'il pourra représenter, à la fin de la décennie, au moins un tiers du total des exportations. Comparés, par exemple, à l'exploitation des ressources en minerai de fer, les dépenses d'investissement sont minimes et les recettes relativement élevées, la demande devant demeurer soutenue sur le marché mondial. Bien plus, les ressources maritimes du pays sont renouvelables et les activités sont convenablement menées, elles pourraient être une source continue et croissante de revenus.

Dix sociétés mixtes ont été formées jusqu'à présent (3), et des négociations sont en cours pour la constitution de sept autres. La mise en œuvre de cette nouvelle politique nécessitera l'amélioration des facilités portuaires à Nouadhibou, un équipement moderne, des services à terre efficaces et des moyens de contrôle indispensables. Avec réalisme, les dirigeants se rendent compte que la maîtrise d'un tel trésor marin représente un long et difficile combat.

H. S.

(1) Paradoxalement ni pendant la colonisation ni après l'indépendance, la France n'a été la Mauritanie à exploiter les richesses de leurs côtes. Quant aux pêcheurs français, ils ne se sont jamais vraiment intéressés aux côtes mauritaniennes, sous prétexte de leur éloignement, et surtout qu'ils abondaient pas. Seuls les insulaires — une douzaine de bâtiments actuels — pêchent régulièrement la langouste et la crevette au large de la Mauritanie.

(2) A titre indicatif, la tonne de capitalisés est vendue moins de 1 500 dollars à Nouadhibou — et les amendes seraient du même ordre, — alors qu'elle vaut, après traitement, 7 000 dollars sur le marché international.

(3) Notamment avec des organismes privés ou des sociétés d'Etat d'Israël, de Roumanie, de Norvège, de Libye, d'Irak.

## Mines de fer : 40 % du P.I.B.

Si nous avions dû partir de zéro, le projet Guelb serait au stade de l'hypermodernisme, comme nous bénéficions d'une longue expérience, d'une excellente réputation et de clients fidèles, il n'y a aucune raison de penser que nous ne gagnerons pas notre ambition pari. Ainsi s'exprime l'un des principaux responsables de la Société nationale industrielle et minière (SNIM), entreprise d'Etat, au moment où la Mauritanie se prépare à entamer la seconde phase d'exploitation de ses ressources en minerai de fer.

L'industrie minière a démarré, au début des années 60, sur le gisement de Kédia d'Idjil, dont la teneur en minerai varie de 65 à 70 %, sous l'égide d'un consortium européen, la MIFERMA (1). La mise en œuvre des gisements mauritaniens, repérés depuis le milieu des années 30, est intimement liée au redéploiement de l'industrie sidérurgique européenne après la seconde guerre mondiale. Les producteurs européens cherchent, en effet, à substituer de nouvelles sources à bon marché, situées dans leur zone d'influence, aux opérations devenues moins rentables chez eux. La Mauritanie, à proximité du marché européen, offrait dans cette optique un emplacement idéal.

Les investissements considérables nécessaires pour mettre en œuvre l'exploitation et le transport et l'introduction d'une entreprise capitaliste dans la vie du pays modifièrent radicalement son économie traditionnelle, presque exclusivement consacrée jusqu'alors à des activités agricoles de subsistance. Entre autres innovations introduites par la naissance du secteur minier figurent la généralisation d'une économie monétaire et la création d'un embryon de classe ouvrière. Les trois gisements de l'assiette, Rouessa et Fardick entrèrent en production dans les années 60 ; l'extraction progressa rapidement et les exportations atteignirent presque 10 millions de tonnes en 1970. Quoique faible au regard des critères internationaux, l'exploitation minière devint progressivement la colonne vertébrale de l'économie. Cependant, et aussi paradoxal que cela puisse paraître, ce secteur était à la fois essentiel et marginal à la vie économique du pays.

Essentiel en ce sens qu'il en vint à représenter, bon gré mal gré, quelque 80 % du total des revenus des exportations et 40 % du produit intérieur brut, et qu'il comptait pour un quart des salaires distribués dans le secteur moderne. Marginal, car moins d'un tiers des revenus qu'il engendrait demeuraient effectivement dans le pays. Avec seulement 5 % de participation dans le

MIFERMA, le gouvernement ne pesait pas d'un grand poids dans la prise des décisions capitales, tels le rythme d'exploitation et le choix de la technologie. La MIFERMA était devenue une enclave en Mauritanie, un véritable Etat dans l'Etat. L'épuisement rapide des réserves sans création de nouvelles activités industrielles ou agricoles pour soutenir l'économie une fois l'extraction achevée, représentait une perspective encore plus inquiétante à longue échéance.

La nationalisation de la MIFERMA, en 1974, marqua le temps fort de l'action menée par l'Etat pour exercer un plus grand contrôle sur la vie économique. Mais, au même moment, une série d'événements internationaux et régionaux inattendus entravèrent l'industrie minière et mirent sérieusement en péril l'avenir du pays en tant qu'exportateur en ce domaine. En premier lieu, la crise économique alla s'aggravant chez les principaux clients européens, réduisant la demande. Les exportations s'effondrèrent : de 11,6 millions de tonnes en 1974 — le record — elles tombèrent à 8,4 millions de tonnes en 1977 et à 8,2 millions de tonnes en 1978. Parallèlement, le prix du minerai sur le marché mondial continua à décliner en termes réels, rendant la situation encore plus critique.

La guerre du Sahara occidental : un rude coup. SUR le plan régional, l'intensification de la guerre au Sahara occidental porta un rude coup à la nouvelle entreprise d'Etat, la Société nationale industrielle et minière. La voie de chemin de fer, longue de 650 kilomètres, qui relie Nouadhibou, particulièrement vulnérable, à l'une des cibles favorites des guérilleros du Polisario, la seule année 1977, par exemple, vit l'annulation de 170 convois qui entraîna la perte de près de 18 % des exportations annuelles du minerai tandis que les très coûteux dommages infligés aux installations ne faisaient qu'aggraver la situation.

Une telle perturbation de ses activités plaça la SNIM devant un sérieux dilemme : elle devait assurer non seulement la régularité des exportations, mais encore le lancement du projet Guelb de façon à maintenir l'extraction au moins jusqu'à la fin de ce siècle. Les premiers signes devant être vus vers 1987-1988, il fallait, en effet, pour combler le fossé en matière de nouveaux en exploitation au début des années 80. Les envahisseurs de Zouerate renforcèrent leurs positions et les réserves sont estimées à plus de 2 milliards de tonnes. On choisit donc deux gisements pour donner aux affluents rochers porteurs de minerai qui marquent la région, la Kédia étant, elle, une chaîne, encore le lancement du projet Guelb de façon à maintenir l'extraction au moins jusqu'à la fin de ce siècle. Les premiers signes devant être vus vers 1987-1988, il fallait, en effet, pour combler le fossé en matière de nouveaux en exploitation au début des années 80. Les envahisseurs de Zouerate renforcèrent leurs positions et les réserves sont estimées à plus de 2 milliards de tonnes. On choisit donc deux gisements pour donner aux affluents rochers porteurs de minerai qui marquent la région, la Kédia étant, elle, une chaîne, encore le lancement du projet Guelb de façon à maintenir l'extraction au moins jusqu'à la fin de ce siècle. Les premiers signes devant être vus vers 1987-1988, il fallait, en effet, pour combler le fossé en matière de nouveaux en exploitation au début des années 80. Les envahisseurs de Zouerate renforcèrent leurs positions et les réserves sont estimées à plus de 2 milliards de tonnes. On choisit donc deux gisements pour donner aux affluents rochers porteurs de minerai qui marquent la région, la Kédia étant, elle, une chaîne, encore le lancement du projet Guelb de façon à maintenir l'extraction au moins jusqu'à la fin de ce siècle. Les premiers signes devant être vus vers 1987-1988, il fallait, en effet, pour combler le fossé en matière de nouveaux en exploitation au début des années 80. Les envahisseurs de Zouerate renforcèrent leurs positions et les réserves sont estimées à plus de 2 milliards de tonnes. On choisit donc deux gisements pour donner aux affluents rochers porteurs de minerai qui marquent la région, la Kédia étant, elle, une chaîne, encore le lancement du projet Guelb de façon à maintenir l'extraction au moins jusqu'à la fin de ce siècle. Les premiers signes devant être vus vers 1987-1988, il fallait, en effet, pour combler le fossé en matière de nouveaux en exploitation au début des années 80. Les envahisseurs de Zouerate renforcèrent leurs positions et les réserves sont estimées à plus de 2 milliards de tonnes. On choisit donc deux gisements pour donner aux affluents rochers porteurs de minerai qui marquent la région, la Kédia étant, elle, une chaîne, encore le lancement du projet Guelb de façon à maintenir l'extraction au moins jusqu'à la fin de ce siècle. Les premiers signes devant être vus vers 1987-1988, il fallait, en effet, pour combler le fossé en matière de nouveaux en exploitation au début des années 80. Les envahisseurs de Zouerate renforcèrent leurs positions et les réserves sont estimées à plus de 2 milliards de tonnes. On choisit donc deux gisements pour donner aux affluents rochers porteurs de minerai qui marquent la région, la Kédia étant, elle, une chaîne, encore le lancement du projet Guelb de façon à maintenir l'extraction au moins jusqu'à la fin de ce siècle. Les premiers signes devant être vus vers 1987-1988, il fallait, en effet, pour combler le fossé en matière de nouveaux en exploitation au début des années 80. Les envahisseurs de Zouerate renforcèrent leurs positions et les réserves sont estimées à plus de 2 milliards de tonnes. On choisit donc deux gisements pour donner aux affluents rochers porteurs de minerai qui marquent la région, la Kédia étant, elle, une chaîne, encore le lancement du projet Guelb de façon à maintenir l'extraction au moins jusqu'à la fin de ce siècle. Les premiers signes devant être vus vers 1987-1988, il fallait, en effet, pour combler le fossé en matière de nouveaux en exploitation au début des années 80. Les envahisseurs de Zouerate renforcèrent leurs positions et les réserves sont estimées à plus de 2 milliards de tonnes. On choisit donc deux gisements pour donner aux affluents rochers porteurs de minerai qui marquent la région, la Kédia étant, elle, une chaîne, encore le lancement du projet Guelb de façon à maintenir l'extraction au moins jusqu'à la fin de ce siècle. Les premiers signes devant être vus vers 1987-1988, il fallait, en effet, pour combler le fossé en matière de nouveaux en exploitation au début des années 80. Les envahisseurs de Zouerate renforcèrent leurs positions et les réserves sont estimées à plus de 2 milliards de tonnes. On choisit donc deux gisements pour donner aux affluents rochers porteurs de minerai qui marquent la région, la Kédia étant, elle, une chaîne, encore le lancement du projet Guelb de façon à maintenir l'extraction au moins jusqu'à la fin de ce siècle. Les premiers signes devant être vus vers 1987-1988, il fallait, en effet, pour combler le fossé en matière de nouveaux en exploitation au début des années 80. Les envahisseurs de Zouerate renforcèrent leurs positions et les réserves sont estimées à plus de 2 milliards de tonnes. On choisit donc deux gisements pour donner aux affluents rochers porteurs de minerai qui marquent la région, la Kédia étant, elle, une chaîne, encore le lancement du projet Guelb de façon à maintenir l'extraction au moins jusqu'à la fin de ce siècle. Les premiers signes devant être vus vers 1987-1988, il fallait, en effet, pour combler le fossé en matière de nouveaux en exploitation au début des années 80. Les envahisseurs de Zouerate renforcèrent leurs positions et les réserves sont estimées à plus de 2 milliards de tonnes. On choisit donc deux gisements pour donner aux affluents rochers porteurs de minerai qui marquent la région, la Kédia étant, elle, une chaîne, encore le lancement du projet Guelb de façon à maintenir l'extraction au moins jusqu'à la fin de ce siècle. Les premiers signes devant être vus vers 1987-1988, il fallait, en effet, pour combler le fossé en matière de nouveaux en exploitation au début des années 80. Les envahisseurs de Zouerate renforcèrent leurs positions et les réserves sont estimées à plus de 2 milliards de tonnes. On choisit donc deux gisements pour donner aux affluents rochers porteurs de minerai qui marquent la région, la Kédia étant, elle, une chaîne, encore le lancement du projet Guelb de façon à maintenir l'extraction au moins jusqu'à la fin de ce siècle. Les premiers signes devant être vus vers 1987-1988, il fallait, en effet, pour combler le fossé en matière de nouveaux en exploitation au début des années 80. Les envahisseurs de Zouerate renforcèrent leurs positions et les réserves sont estimées à plus de 2 milliards de tonnes. On choisit donc deux gisements pour donner aux affluents rochers porteurs de minerai qui marquent la région, la Kédia étant, elle, une chaîne, encore le lancement du projet Guelb de façon à maintenir l'extraction au moins jusqu'à la fin de ce siècle. Les premiers signes devant être vus vers 1987-1988, il fallait, en effet, pour combler le fossé en matière de nouveaux en exploitation au début des années 80. Les envahisseurs de Zouerate renforcèrent leurs positions et les réserves sont estimées à plus de 2 milliards de tonnes. On choisit donc deux gisements pour donner aux affluents rochers porteurs de minerai qui marquent la région, la Kédia étant, elle, une chaîne, encore le lancement du projet Guelb de façon à maintenir l'extraction au moins jusqu'à la fin de ce siècle. Les premiers signes devant être vus vers 1987-1988, il fallait, en effet, pour combler le fossé en matière de nouveaux en exploitation au début des années 80. Les envahisseurs de Zouerate renforcèrent leurs positions et les réserves sont estimées à plus de 2 milliards de tonnes. On choisit donc deux gisements pour donner aux affluents rochers porteurs de minerai qui marquent la région, la Kédia étant, elle, une chaîne, encore le lancement du projet Guelb de façon à maintenir l'extraction au moins jusqu'à la fin de ce siècle. Les premiers signes devant être vus vers 1987-1988, il fallait, en effet, pour combler le fossé en matière de nouveaux en exploitation au début des années 80. Les envahisseurs de Zouerate renforcèrent leurs positions et les réserves sont estimées à plus de 2 milliards de tonnes. On choisit donc deux gisements pour donner aux affluents rochers porteurs de minerai qui marquent la région, la Kédia étant, elle, une chaîne, encore le lancement du projet Guelb de façon à maintenir l'extraction au moins jusqu'à la fin de ce siècle. Les premiers signes devant être vus vers 1987-1988, il fallait, en effet, pour combler le fossé en matière de nouveaux en exploitation au début des années 80. Les envahisseurs de Zouerate renforcèrent leurs positions et les réserves sont estimées à plus de 2 milliards de tonnes. On choisit donc deux gisements pour donner aux affluents rochers porteurs de minerai qui marquent la région, la Kédia étant, elle, une chaîne, encore le lancement du projet Guelb de façon à maintenir l'extraction au moins jusqu'à la fin de ce siècle. Les premiers signes devant être vus vers 1987-1988, il fallait, en effet, pour combler le fossé en matière de nouveaux en exploitation au début des années 80. Les envahisseurs de Zouerate renforcèrent leurs positions et les réserves sont estimées à plus de 2 milliards de tonnes. On choisit donc deux gisements pour donner aux affluents rochers porteurs de minerai qui marquent la région, la Kédia étant, elle, une chaîne, encore le lancement du projet Guelb de façon à maintenir l'extraction au moins jusqu'à la fin de ce siècle. Les premiers signes devant être vus vers 1987-1988, il fallait, en effet, pour combler le fossé en matière de nouveaux en exploitation au début des années 80. Les envahisseurs de Zouerate renforcèrent leurs positions et les réserves sont estimées à plus de 2 milliards de tonnes. On choisit donc deux gisements pour donner aux affluents rochers porteurs de minerai qui marquent la région, la Kédia étant, elle, une chaîne, encore le lancement du projet Guelb de façon à maintenir l'extraction au moins jusqu'à la fin de ce siècle. Les premiers signes devant être vus vers 1987-1988, il fallait, en effet, pour combler le fossé en matière de nouveaux en exploitation au début des années 80. Les envahisseurs de Zouerate renforcèrent leurs positions et les réserves sont estimées à plus de 2 milliards de tonnes. On choisit donc deux gisements pour donner aux affluents rochers porteurs de minerai qui marquent la région, la Kédia étant, elle, une chaîne, encore le lancement du projet Guelb de façon à maintenir l'extraction au moins jusqu'à la fin de ce siècle. Les premiers signes devant être vus vers 1987-1988, il fallait, en effet, pour combler le fossé en matière de nouveaux en exploitation au début des années 80. Les envahisseurs de Zouerate renforcèrent leurs positions et les réserves sont estimées à plus de 2 milliards de tonnes. On choisit donc deux gisements pour donner aux affluents rochers porteurs de minerai qui marquent la région, la Kédia étant, elle, une chaîne, encore le lancement du projet Guelb de façon à maintenir l'extraction au moins jusqu'à la fin de ce siècle. Les premiers signes devant être vus vers 1987-1988, il fallait, en effet, pour combler le fossé en matière de nouveaux en exploitation au début des années 80. Les envahisseurs de Zouerate renforcèrent leurs positions et les réserves sont estimées à plus de 2 milliards de tonnes. On choisit donc deux gisements pour donner aux affluents rochers porteurs de minerai qui marquent la région, la Kédia étant, elle, une chaîne, encore le lancement du projet Guelb de façon à maintenir l'extraction au moins jusqu'à la fin de ce siècle. Les premiers signes devant être vus vers 1987-1988, il fallait, en effet, pour combler le fossé en matière de nouveaux en exploitation au début des années 80. Les envahisseurs de Zouerate renforcèrent leurs positions et les réserves sont estimées à plus de 2 milliards de tonnes. On choisit donc deux gisements pour donner aux affluents rochers porteurs de minerai qui marquent la région, la Kédia étant, elle, une chaîne, encore le lancement du projet Guelb de façon à maintenir l'extraction au moins jusqu'à la fin de ce siècle. Les premiers signes devant être vus vers 1987-1988, il fallait, en effet, pour combler le fossé en matière de nouveaux en exploitation au début des années 80. Les envahisseurs de Zouerate renforcèrent leurs positions et les réserves sont estimées à plus de 2 milliards de tonnes. On choisit donc deux gisements pour donner aux affluents rochers porteurs de minerai qui marquent la région, la Kédia étant, elle, une chaîne, encore le lancement du projet Guelb de façon à maintenir l'extraction au moins jusqu'à la fin de ce siècle. Les premiers signes devant être vus vers 1987-1988, il fallait, en effet, pour combler le fossé en matière de nouveaux en exploitation au début des années 80. Les envahisseurs de Zouerate renforcèrent leurs positions et les réserves sont estimées à plus de 2 milliards de tonnes. On choisit donc deux gisements pour donner aux affluents rochers porteurs de minerai qui marquent la région, la Kédia étant, elle, une chaîne, encore le lancement du projet Guelb de façon à maintenir l'extraction au moins jusqu'à la fin de ce siècle. Les premiers signes devant être vus vers 1987-1988, il fallait, en effet, pour combler le fossé en matière de nouveaux en exploitation au début des années 80. Les envahisseurs de Zouerate renforcèrent leurs positions et les réserves sont estimées à plus de 2 milliards de tonnes. On choisit donc deux gisements pour donner aux affluents rochers porteurs de minerai qui marquent la région, la Kédia étant, elle, une chaîne, encore le lancement du projet Guelb de façon à maintenir l'extraction au moins jusqu'à la fin de ce siècle. Les premiers signes devant être vus vers 1987-1988, il fallait, en effet, pour combler le fossé en matière de nouveaux en exploitation au début des années 80. Les envahisseurs de Zouerate renforcèrent leurs positions et les réserves sont estimées à plus de 2 milliards de tonnes. On choisit donc deux gisements pour donner aux affluents rochers porteurs de minerai qui marquent la région, la Kédia étant, elle, une chaîne, encore le lancement du projet Guelb de façon à maintenir l'extraction au moins jusqu'à la fin de ce siècle. Les premiers signes devant être vus vers 1987-1988, il fallait, en effet, pour combler le fossé en matière de nouveaux en exploitation au début des années 80. Les envahisseurs de Zouerate renforcèrent leurs positions et les réserves sont estimées à plus de 2 milliards de tonnes. On choisit donc deux gisements pour donner aux affluents rochers porteurs de minerai qui marquent la région, la Kédia étant, elle, une chaîne, encore le lancement du projet Guelb de façon à maintenir l'extraction au moins jusqu'à la fin de ce siècle. Les premiers signes devant être vus vers 1987-1988, il fallait, en effet, pour combler le fossé en matière de nouveaux en exploitation au début des années 80. Les envahisseurs de Zouerate renforcèrent leurs positions et les réserves sont estimées à plus de 2 milliards de tonnes. On choisit donc deux gisements pour donner aux affluents rochers porteurs de minerai qui marquent la région, la Kédia étant, elle, une chaîne, encore le lancement du projet Guelb de façon à maintenir l'extraction au moins jusqu'à la fin de ce siècle. Les premiers signes devant être vus vers 1987-1988, il fallait, en effet, pour combler le fossé en matière de nouveaux en exploitation au début des années 80. Les envahisseurs de Zouerate renforcèrent leurs positions et les réserves sont estimées à plus de 2 milliards de tonnes. On choisit donc deux gisements pour donner aux affluents rochers porteurs de minerai qui marquent la région, la Kédia étant, elle, une chaîne, encore le lancement du projet Guelb de façon à maintenir l'extraction au moins jusqu'à la fin de ce siècle. Les premiers signes devant être vus vers 1987-1988, il fallait, en effet, pour combler le fossé en matière de nouveaux en exploitation au début des années 80. Les envahisseurs de Zouerate renforcèrent leurs positions et les réserves sont estimées à plus de 2 milliards de tonnes. On choisit donc deux gisements pour donner aux affluents rochers porteurs de minerai qui marquent la région, la Kédia étant, elle, une chaîne, encore le lancement du projet Guelb de façon à maintenir l'extraction au moins jusqu'à la fin de ce siècle. Les premiers signes devant être vus vers 1987-1988, il fallait, en effet, pour combler le fossé en matière de nouveaux en exploitation au début des années 80. Les envahisseurs de Zouerate renforcèrent leurs positions et les réserves sont estimées à plus de 2 milliards de tonnes. On choisit donc deux gisements pour donner aux affluents rochers porteurs de minerai qui marquent la région, la Kédia étant, elle, une chaîne, encore le lancement du projet Guelb de façon à maintenir l'extraction au moins jusqu'à la fin de ce siècle. Les premiers signes devant être vus vers 1987-1988, il fallait, en effet, pour combler le fossé en matière de nouveaux en exploitation au début des années 80. Les envahisseurs de Zouerate renforcèrent leurs positions et les réserves sont estimées à plus de 2 milliards de tonnes. On choisit donc deux gisements pour donner aux affluents rochers porteurs de minerai qui marquent la région, la Kédia étant, elle, une chaîne, encore le lancement du projet Guelb de façon à maintenir l'extraction au moins jusqu'à la fin de ce siècle. Les premiers signes devant être vus vers 1987-1988, il fallait, en effet, pour combler le fossé en matière de nouveaux en exploitation au début des années 80. Les envahisseurs de Zouerate renforcèrent leurs positions et les réserves sont estimées à plus de 2 milliards de tonnes. On choisit donc deux gisements pour donner aux affluents rochers porteurs de minerai qui marquent la région, la Kédia étant, elle, une chaîne, encore le lancement du projet Guelb de façon à maintenir l'extraction au moins jusqu'à la fin de ce siècle. Les premiers signes devant être vus vers 1987-1988, il fallait, en effet, pour combler le fossé en matière de nouveaux en exploitation au début des années 80. Les envahisseurs de Zouerate renforcèrent leurs positions et les réserves sont estimées à plus de 2 milliards de tonnes. On choisit donc deux gisements pour donner aux affluents rochers porteurs de minerai qui marquent la région, la Kédia étant, elle, une chaîne, encore le lancement du projet Guelb de façon à maintenir l'extraction au moins jusqu'à la fin de ce siècle. Les premiers signes devant être vus vers 1987-1988, il fallait, en effet, pour combler le fossé en matière de nouveaux en exploitation au début des années 80. Les envahisseurs de Zouerate renforcèrent leurs positions et les réserves sont estimées à plus de 2 milliards de tonnes. On choisit donc deux gisements pour donner aux affluents rochers porteurs de minerai qui marquent la région, la Kédia étant, elle, une chaîne, encore le lancement du projet Guelb de façon à maintenir l'extraction au moins jusqu'à la fin de ce siècle. Les premiers signes devant être vus vers 1987-1988, il fallait, en effet, pour combler le fossé en matière de nouveaux en exploitation au début des années 80. Les envahisseurs de Zouerate renforcèrent leurs positions et les réserves sont estimées à plus de 2 milliards de tonnes. On choisit donc deux gisements pour donner aux affluents rochers porteurs de minerai qui marquent la région, la Kédia étant, elle, une chaîne, encore le lancement du projet Guelb de façon à maintenir l'extraction au moins jusqu'à la fin de ce siècle. Les premiers signes devant être vus vers 1987-1988, il fallait, en effet, pour combler le fossé en matière de nouveaux en exploitation au début des années 80. Les envahisseurs de Zouerate renforcèrent leurs positions et les réserves sont estimées à plus de 2 milliards de tonnes. On choisit donc deux gisements pour donner aux affluents rochers porteurs de minerai qui marquent la région, la Kédia étant, elle, une chaîne, encore le lancement du projet Guelb de façon à maintenir l'extraction au moins jusqu'à la fin de ce siècle. Les premiers signes devant être vus vers 1987-1988, il fallait, en effet, pour combler le fossé en matière de nouveaux en exploitation au début des années 80. Les envahisseurs de Zouerate renforcèrent leurs positions et les réserves sont estimées à plus de 2 milliards de tonnes. On choisit donc deux gisements pour donner aux affluents rochers porteurs de minerai qui marquent la région, la Kédia étant, elle, une chaîne, encore le lancement du projet Guelb de façon à maintenir l'extraction au moins jusqu'à la fin de ce siècle. Les premiers signes devant être vus vers 1987-1988, il fallait, en effet, pour combler le fossé en matière de nouveaux en exploitation au début des années 80. Les envahisseurs de Zouerate renforcèrent leurs positions et les réserves sont estimées à plus de 2 milliards de tonnes. On choisit donc deux gisements pour donner aux affluents rochers porteurs de minerai qui marquent la région, la Kédia étant, elle, une chaîne, encore le lancement du projet Guelb de façon à maintenir l'extraction au moins jusqu'à la fin de ce siècle. Les premiers signes devant être vus vers 1987-1988, il fallait, en effet, pour combler le fossé en matière de nouveaux en exploitation au début des années 80. Les envahisseurs de Zouerate renforcèrent leurs positions et les réserves sont estimées à plus de 2 milliards de tonnes. On choisit donc deux gisements pour donner aux affluents rochers porteurs de minerai qui marquent la région, la Kédia étant, elle, une chaîne, encore le lancement du projet Guelb de façon à maintenir l'extraction au moins jusqu'à la fin de ce siècle. Les premiers signes devant être vus vers 1987-1988, il fallait, en effet, pour combler le fossé en matière de nouveaux en exploitation au début des années 80. Les envahisseurs de Zouerate renforcèrent leurs positions et les réserves sont estimées à plus de 2 milliards de tonnes. On choisit donc deux gisements pour donner aux affluents rochers porteurs de minerai qui marquent la région, la Kédia étant, elle, une chaîne, encore le lancement du projet Guelb de façon à maintenir l'extraction au moins jusqu'à la fin de ce siècle. Les premiers signes devant être vus vers 1987-1988, il fallait, en effet, pour combler le fossé en matière de nouveaux en exploitation au début des années 80. Les envahisseurs de Zouerate renforcèrent leurs positions et les réserves sont estimées à plus de 2 milliards de tonnes. On choisit donc deux gisements pour donner aux affluents rochers porteurs de minerai qui marquent la région, la Kédia étant, elle, une chaîne, encore le lancement du projet Guelb de façon à maintenir l'extraction au moins jusqu'à la fin de ce siècle. Les premiers signes devant être vus vers 1987-1988, il fallait, en effet, pour combler le fossé en matière de nouveaux en exploitation au début des années 80. Les envahisseurs de Zouerate renforcèrent leurs positions et les réserves sont estimées à plus de 2 milliards de tonnes. On choisit donc deux gisements pour donner aux affluents rochers porteurs de minerai qui marquent la région, la Kédia étant, elle, une chaîne, encore le lancement du projet Guelb de façon à maintenir l'extraction au moins jusqu'à la fin de ce siècle. Les premiers signes devant être vus vers 1987-1988, il fallait, en effet, pour combler le fossé en matière de nouveaux en exploitation au début des années 80. Les envahisseurs de Zouerate renforcèrent leurs positions et les réserves sont estimées à plus de 2 milliards de tonnes. On choisit donc deux gisements pour donner aux affluents rochers porteurs de minerai qui marquent la région, la Kédia étant, elle, une chaîne, encore le lancement du projet Guelb de façon à maintenir l'extraction au moins jusqu'à la fin de ce siècle. Les premiers signes devant être vus vers 1987-1988, il fallait, en effet, pour combler le fossé en matière de nouveaux en exploitation au début des années 80. Les envahisseurs de Zouerate renforcèrent leurs positions et les réserves sont estimées à plus de 2 milliards de tonnes. On choisit donc deux gisements pour donner aux affluents rochers porteurs de minerai qui marquent la région, la Kédia étant, elle, une chaîne, encore le lancement du projet Guelb de façon à maintenir l'extraction au moins jusqu'à la fin de ce siècle. Les premiers signes devant être vus vers 1987-1988, il fallait, en effet, pour combler le fossé en matière de nouveaux en exploitation au début des années 80. Les envahisseurs de Zouerate renforcèrent leurs positions et les réserves sont estimées à plus de 2 milliards de tonnes. On choisit donc deux gisements pour donner aux affluents rochers porteurs de minerai qui marquent la région, la Kédia étant, elle, une chaîne, encore le lancement du projet Guelb de façon à maintenir l'extraction au moins jusqu'à la fin de ce siècle. Les premiers signes devant être vus vers 1987-1988, il fallait, en effet, pour combler le fossé en matière de nouveaux en exploitation au début des années 80. Les envahisseurs de Zouerate renforcèrent leurs positions et les réserves sont estimées à plus de 2 milliards de tonnes. On choisit donc deux gisements pour donner aux affluents rochers porteurs de minerai qui marquent la région, la Kédia étant, elle, une chaîne, encore le lancement du projet Guelb de façon à maintenir l'extraction au moins jusqu'à la fin de ce siècle. Les premiers signes devant être vus vers 1987-1988, il fallait, en effet, pour combler le fossé en matière de nouveaux en exploitation au début des années 80. Les envahisseurs de Zouerate renforcèrent leurs positions et les réserves sont estimées à plus de 2 milliards de tonnes. On choisit donc deux gisements pour donner aux affluents rochers porteurs de minerai qui marquent la région, la Kédia étant, elle, une chaîne, encore le lancement du projet Guelb de façon à maintenir l'extraction au moins jusqu'à la fin de ce siècle. Les premiers signes devant être vus vers 1987-1988, il fallait, en effet, pour combler le fossé en matière de nouveaux en exploitation au début des années 80. Les envahisseurs de Zouerate renforcèrent leurs positions et les réserves sont estimées à plus de 2 milliards de tonnes. On choisit donc deux gisements pour donner aux affluents rochers porteurs de minerai qui marquent la région, la Kédia étant, elle, une chaîne, encore le lancement du projet Guelb de façon à maintenir l'extraction au moins jusqu'à la fin de ce siècle. Les premiers signes devant être vus vers 1987-1988, il fallait, en effet, pour combler le fossé en matière de nouveaux en exploitation au début des années 80. Les envahisseurs de Zouerate renforcèrent leurs positions et les réserves sont estimées à plus de 2 milliards de tonnes. On choisit donc deux gisements pour donner aux affluents rochers porteurs de minerai qui marquent la région, la Kédia étant, elle, une chaîne, encore le lancement du projet Guelb de façon à maintenir l'extraction au moins jusqu'à la fin de ce siècle. Les premiers signes devant être vus vers 1987-1988, il fallait, en effet, pour combler le fossé en matière de nouveaux en exploitation au début des années 80. Les envahisseurs de Zouerate renforcèrent leurs positions et les réserves sont estimées à plus de 2 milliards de tonnes. On choisit donc deux gisements pour donner aux affluents rochers porteurs de minerai qui marquent la région, la Kédia étant, elle, une chaîne, encore le lancement du projet Guelb de façon à maintenir l'extraction au moins jusqu'à la fin de ce siècle. Les premiers signes devant être vus vers 1987-1988, il fallait, en effet, pour combler le fossé en matière de nouveaux en exploitation au début des années 80. Les envahisseurs de Zouerate renforcèrent leurs positions et les réserves sont estimées à plus de 2 milliards de tonnes. On choisit donc deux gisements pour donner aux affluents rochers porteurs de minerai qui marquent la région, la Kédia étant, elle, une chaîne, encore le lancement du projet Guelb de façon à maintenir l'extraction au moins jusqu'à la fin de ce siècle. Les premiers signes devant être vus vers 1987-1988, il fallait, en effet, pour combler le fossé en matière de nouveaux en exploitation au début des années 80. Les envahisseurs de Zouerate renforcèrent leurs positions et les réserves sont estimées à plus de 2 milliards de tonnes. On choisit donc deux gisements pour donner aux affluents rochers porteurs de minerai qui marquent la région, la Kédia étant, elle, une chaîne, encore le lancement du projet Guelb de façon à maintenir l'extraction au moins jusqu'à la fin de ce siècle. Les premiers signes devant être vus vers 1987-1988, il fallait, en effet, pour combler le fossé en matière de nouveaux en exploitation au début des années 80. Les envahisseurs de Zouerate renforcèrent leurs positions et les réserves sont estimées à plus de 2 milliards de tonnes. On choisit donc deux gisements pour donner aux affluents rochers porteurs de minerai qui marquent la région, la Kédia étant, elle, une chaîne, encore le lancement du projet Guelb de façon à maintenir l'extraction au moins jusqu'à la fin de ce siècle. Les premiers signes devant être vus vers 1987-1988, il fallait, en effet, pour combler le fossé en matière de nouveaux en exploitation au début des années 80. Les envahisseurs de Zouerate renforcèrent leurs positions et les réserves sont estimées à plus de 2 milliards de tonnes. On choisit donc deux gisements pour donner aux affluents rochers porteurs de minerai qui marquent la région, la Kédia étant, elle, une chaîne, encore le lancement du projet Guelb de façon à maintenir l'extraction au moins jusqu'à la fin de ce siècle. Les premiers signes devant être vus vers 1987-1988, il fallait, en effet, pour combler le fossé en matière de nouveaux en exploitation au début des années 80. Les envahisseurs de Zouerate renforcèrent leurs positions et les réserves sont estimées à plus de 2 milliards de tonnes. On choisit donc deux gisements pour donner aux affluents rochers porteurs de minerai qui marquent la région, la Kédia étant, elle, une chaîne, encore le lancement du projet Guelb de façon à maintenir l'extraction au moins jusqu'à la fin de ce siècle. Les premiers signes devant être vus vers 1987-1988, il fallait, en effet, pour combler le fossé en matière de nouveaux en exploitation au début



(Publicité)

STE DES FRIGORIFIQUES DE MAURITANIE

- NOUADHIBOU -

REPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE

B.P. : 36 — Tél : 21-70/71/81

Télex : 423 SOFRIA/MTN



DIRECTEUR GENERAL :

M. Mohamed Salem O/ Sidha

DIRECTEUR GENERAL ADJOINT :

M. Efdil O/ Sid Halba

Société anonyme au capital de UM. 16 millions — dont l'Etat mauritanien est l'un des principaux actionnaires — la Société des frigorifiques de Mauritanie (SOFRIA) a été créée en 1968 pour l'exploitation par concession des installations frigorifiques publiques.

## ACTIVITES DE LA SOCIÉTÉ

- Armement : exploitation de chalutiers à glace ;
- Traitement et congélation de tout produit de la pêche ;
- Production et vente de la glace aux armements et au public ;
- Stockage de tous produits ;
- Commercialisation des produits de la pêche. En 1979, la congélation atteignait 11 000 tonnes dont 5 000 tonnes ont été exportées au Japon (marché d'a céphalopodes exclusivement) et 6 000 tonnes en Europe.
- L'entreprise emploie 210 permanents et 30 à 50 journaliers.
- Projets à l'étude :
  - Développement de l'armement.
  - Augmentation des capacités de congélation, de stockage et de fabrication de glace.
  - Diversification de la production.

شركة مساهمة ذات رأسمال قدره ١٦ مليون وحدة نقدية  
وتعتبر الدولة الموريتانية أحد أهم المساهمين فيها : أن شركة  
التعليق الموريتانية « سوفريما » تم إنشائها سنة ١٩٦٨  
لتنشيط التعليق الموريتانية .

تشكيلات الشركة  
— تسليم : انتاج جوارح للشاح  
— التعليق والتجميد : مصنع كبرى التعليق المصنوعة  
— انتاج دجاج : انتاج دجاج فصوصا والمكان عموم  
— تخزين كل المنتجات  
— تسويق منتجات الصيد  
في سنة ١٩٧٩ بلغت الكمية المثلجة ١١ ألف طن تقريبا  
منها : ٥ آلاف طن صدرت الى اليابان (سوق السيفالوبود حصرا)  
وتبقى الباقي ٦ آلاف طن تم تصديرها الى ٢٠ و ٥٠ عملا  
محليا .

— بالتصاريح قير الوانحة :  
• تطوير تسليم البواخر

• زيادة طاقة التعليق والتجميد وصناعة التعليق  
• تنويع الانتاج

شركة التعليق الموريتانية - نواديبو

الجمهورية الإسلامية الموريتانية

ص.ب. ٣٦

هاتف ٢١ - ٧٠ / ٧١ / ٨١

ص.ب. ٤٢٣ سوفريما



الرجو العام محمد سالم ولد سيدا

الرجو العام لمساعد : فاضل ولد سيدو هيبه

Supplément Mauritanie

## COMMUNICATIONS

## La route transmauritanienne ciment de l'unité nationale

DANS un pays aussi vaste, à la population aussi disséminée, les problèmes de transport et de communication en général revêtent une importance vitale. A l'indépendance, la Mauritanie était presque totalement dépourvue de routes goudronnées. La priorité des priorités a donc été accordée, dans les premiers plans de développement, à la création d'un système de transport moderne. Le programme de construction routière ne répondait pas au seul souci économique : il était aussi l'élément-clé de l'effort entrepris pour cimenter l'unité nationale encore fragile.

Les efforts se sont principalement concentrés, jusque vers le milieu des années 70, sur l'axe nord-sud, indispensable pour faciliter les liaisons avec le Sénégal — par lequel transite une grande partie des importations mauritaniennes —, et pour améliorer les communications avec les régions du Nord, où se trouvent les gisements de cuivre d'Akjoujt et ceux de fer de Zouerate. Une fois ce résultat acquis, le gouvernement décide en 1975 — contre l'avis des experts internationaux — de donner le feu vert au lancement des travaux de la route transmauritanienne, appelée « route de l'espoir ». Longue de 1 100 kilomètres, elle a une double fonction : désenclaver le Sud-Est, arriéré pays longtemps négligé, bien que ce soit la principale zone de culture et d'élevage où vit un tiers de la population ; favoriser l'établissement d'un réseau régional de transport avec les voisins de l'Afrique de l'Ouest.

Les 130 millions de dollars nécessaires au financement du premier tronçon Nouakchott-Kiffa, long de 640 kilomètres, excédant les disponibilités limitées de l'Etat ; grâce à l'aide financière accordée en majeure partie par des institutions arabes, le contrat est finalement à la firme brésilienne Mendes Junior. Les Brésiliens réussissent à mener à bien l'entreprise en moins de trois ans, malgré des conditions climatiques rigoureuses, le manque de main-d'œuvre qualifiée et de matériaux de construction, et les tords de force souvent her-

léens nécessités par les travaux de génie civil.

Outre la formation de quelque deux mille travailleurs mauritaniens que la société brésilienne peut désormais employer en d'autres régions d'Afrique ou du monde arabe, la construction de l'autoroute entraîna le forage de

nombreux puits. De plus, la route constitue, dans plusieurs zones, une barrière naturelle qui empêche l'écoulement trop rapide des précipitations de pluie. Enfin, les ponts franchissant les oueds servent de barrages miniatures qui ouvrent des possibilités, sur le plan local, à l'extension de l'agriculture irriguée.

## A la façon d'un aimant

IMPOSSIBLE à entreprendre à la saison des pluies, le voyage de la capitale à Kiffa était autrefois une aventure héroïque. Franchir les dunes sans cesse mouvantes représentait un exercice exténuant, même en Land-Rover, qui exigeait deux ou trois jours. Aujourd'hui, le trajet se déroule, aisé et confortable, en moins d'une journée. La route agit à la façon d'un aimant : elle attire les populations locales qui ont construit sur son passage une série de petites agglomérations. Le gouvernement espère que la création de pôles de développement au long de l'autoroute contribuera à ralentir l'exode vers les centres urbains surpeuplés. Déjà, des restaurants, des gîtes et des stations-service ont poussé pour pourvoir aux besoins d'un nombre croissant de voyageurs et de véhicules.

La signature du contrat portant sur 125 millions de dollars pour la seconde section de la transmauritanienne — 493 kilomètres de Kiffa à Nema — a relevé d'un imbricage diplomatique dont les répercussions internationales n'ont pas été totalement étrangères aux fréquents changements survenus dans la composition du Comité militaire au cours des premiers mois de 1979. Après avoir été la compétition entre la société Mendes et une entreprise française, qui comptaient chacune des amis bien placés en mesure d'influencer la décision. En fin de compte, la balance pencha en faveur des Brésiliens, au grand dam des milieux d'affaires et diplomatiques français (1).

Les fonds arabes vont à nouveau jouer un rôle majeur dans le financement de cette section. Les travaux ont démarré à la

fin de l'année dernière, et une étroite bande de macadam se fraye lentement mais régulièrement un chemin vers l'est. L'achèvement des travaux est prévu pour la fin de 1982 ou le début de 1983. Plusieurs embranchements relieront l'autoroute à de proches centres locaux comme Sélibaby, Kaedi, M'Bout et Boghé.

La transmauritanienne sera intégrée au cours des années à venir dans le futur réseau routier ouest-africain. La route transafricaine en projet, traversant la zone sahélienne, reliera la Mauritanie au Mali, à la Haute-Volta et au Niger, tout en rendant plus faciles les relations commerciales avec les Etats côtiers comme la Côte-d'Ivoire, qui importe une quantité croissante de viande mauritanienne.

H. S.

(1) Selon une personnalité proche de la présidence, l'ancien président Moustapha Ould Salek aurait, en raison de son caractère renfermé et méfiant, responsable d'une série de malentendus qui auraient provoqué la tension avec la France. Il aurait été informé, avant de se rendre en visite à Paris, en mai 1979, qu'une majorité de responsables étaient favorables à la firme brésilienne parce qu'elle avait donné satisfaction pour le premier tronçon et que ses propositions étaient plus intéressantes. Non seulement il n'aurait pas laissé prévoir une telle décision à ses interlocuteurs français, qui s'opposaient au projet, mais il leur aurait, au contraire, laissé espérer une issue favorable. A son retour, lors de la discussion pour la prise de la décision définitive, il n'aurait pas été émis des promesses faites à la France et des conséquences fâcheuses qu'une réponse négative aurait sur les relations bilatérales, mais il se serait simplement incliné devant la majorité. — P. B.

(Publicité)

Société  
Arabe Libyenne Mauritanienne  
des Ressources Maritimes  
SALIMAUREM

B.P. 75 Nouadhibou

République Islamique de Mauritanie

Téléphone : 22-41

المؤسسة العربية الليبية الموريتانية

للشركة البحرية

ص.ب. ٧٥ انواذيب











— Mexique (2 juin) : 180 millions de dollars pour la réalisation d'un projet d'irrigation dans l'état de Michoacán.

— Bolivie (9 juin) : 50 millions de dollars pour le financement d'importations de matières premières et de biens d'équipement.

**ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DEVELOPPEMENT (A.I.D.)** (Bureau de la Banque mondiale, a annoncé ces dernières semaines une série de crédits en faveur des pays suivants :

— Bangladesh : 20 millions de dollars (22 mai) pour accroître la production d'engrais ; 30 millions de dollars (2 juin) pour financer un programme de modernisation de l'industrie du jute ; 11 millions de dollars (12 juin) pour un projet de boisement dans quatre provinces côtières et 25 millions de dollars (18 juin) pour l'importation d'engrais et de matières premières pour la production locale d'engrais.

— Niger : 15,7 millions de dollars (22 mai) pour un programme de développement rural et 20 millions de dollars (2 juin) affectés à un projet de développement agricole.

— République arabe du Yémen (22 mai) : 17 millions de dollars pour le financement d'un projet de pisciculture.

— Inde : deux crédits (23 mai) dont l'un, de 300 millions de dollars, permettra la réalisation de la seconde phase d'un projet d'électrification d'origine thermique dans l'état d'Andhra Pradesh et l'autre, de 30 millions de dollars, la réorganisation des services de vulgarisation agricole dans l'état de Kerala. Ce projet a aussi financé la construction d'un pont de 110 millions de dollars, dont 50 millions pour l'amélioration des transports publics de Calcutta et 60 millions pour le financement de l'industrie de la soie dans l'état de Karnataka.

— Mali (23 mai) : 8 millions de dollars pour la réalisation d'un projet de développement industriel et d'activités traditionnelles par l'intermédiaire de la Banque centrale du Mali.

— Bénin (23 mai) : 3,4 millions de dollars pour financer la construction d'un pont de 200 mètres de long et de 12 mètres de large dans le secteur énergétique.

— Ghana (29 mai) : 25 millions de dollars affectés à un troisième programme routier.

— Bénin (29 mai) : 10 millions de dollars pour la construction d'un barrage à buts multiples.

— Comores (5 juin) : 5,2 millions de dollars pour financer la production de noix de coco et de café.

— Lesotho : 8 millions de dollars (3 juin) pour la construction d'un pont de 100 mètres de long et de 12 mètres de large dans le secteur énergétique.

— Togo (5 juin) : 10 millions de dollars pour la construction d'une usine de conditionnement de café et 30 millions de dollars (18 juin) pour aider à financer un projet d'exploration pétrolière dans la région de l'île de Sogbo Sogbo.

— Bénin (9 juin) : 21 millions de dollars pour la construction d'un pont de 100 mètres de long et de 12 mètres de large dans le secteur énergétique.

— République populaire démocratique du Yémen (9 juin) : 11,2 millions de dollars pour la réalisation d'un projet d'exploration pétrolière dans le secteur énergétique.

— Zaïre (9 juin) : 11 millions de dollars pour le financement d'un projet visant à doubler la production de maïs au cours des six prochaines années.

— Somalie (12 juin) : 6 millions de dollars pour un projet de promotion de l'exploration pétrolière.

— Madagascar (12 juin) : 5 millions de dollars affectés à la Banque mondiale pour la réalisation d'un projet de promotion de l'exploration pétrolière.

— Sri Lanka (12 juin) : 30 millions de dollars pour le financement d'un projet d'exploration pétrolière dans le secteur énergétique.

— Kenya (18 juin) : 4,5 millions de dollars pour financer la production de noix de coco et de café.

**OPÉRATIONS CONJOINTES DE LA BANQUE MONDIALE ET DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DEVELOPPEMENT (A.I.D.)** Le 22 mai, un prêt de la Banque mondiale de 50 millions de dollars assorti d'un crédit de l'A.I.D. de 50 millions de dollars d'équipement, a été accordé à la République arabe du Yémen pour la réalisation d'un projet de distribution de gaz au Caire. De son côté, la République arabe du Yémen a reçu, le 29 mai, un prêt de la Banque mondiale de 17 millions de dollars assorti d'un crédit de l'A.I.D. de 15 millions de dollars pour la construction de la dernière section de la route des montagnes.

**SOCIÉTÉ FINANCIÈRE INTERNATIONALE** (S.F.I.) ont été annoncées :

— Investissement d'environ 2,29 millions de dollars, le 20 mai, dans la Banque mondiale pour la réalisation d'un projet de promotion de l'exploration pétrolière.

— Investissement de 3 millions de dollars, le 5 juin, pour aider à la construction d'un hôtel à Dakar (Sénégal). Le prêt a été consenti à Nouvel SIEH (Société d'investissement et d'exploitation hôtelière).

— Investissement de 2 050 000 dollars, le 11 juin, dans la construction d'une usine productrice de ciment au Sierra Leone. Le prêt a été accordé à la Sierra Cement Company.

— Contribution d'un montant de 114,9 millions de dollars dans la construction d'une usine productrice de ciment au Mexique. Le prêt a été accordé à la Vito Flotado au Mexique.

**ÉMISSIONS D'OBLIGATIONS DE LA BIRD EN DÉFENSE DES ÉTATS-UNIS** — La Banque mondiale et un syndicat de banques ayant à leur tête la Banque de Paris et des Pays-Bas ont signé, le 12 juin, un accord pour émettre des obligations de 500 millions de dollars sur les marchés financiers des États-Unis. La première émission, d'une durée de sept ans et d'un montant de 300 millions de dollars, porte intérêt à 10,25 pour cent et sera publiée le 15 juin ; la seconde émission, d'une durée de cinq ans et d'un montant de 200 millions de dollars, porte intérêt à 9,75 pour cent et sera publiée le 15 juin. Ces deux émissions ont été publiquement offertes au public.

**REUNIONS DE GROUPES CONSULTATIFS** — Plusieurs gouvernements ont participé à des réunions de groupes consultatifs de certains pays au sein de la Banque mondiale et de l'Association internationale de développement (A.I.D.) le 9 et 11 avril, groupe d'aide au Bénin ; les 12 et 13 mai, groupe d'aide au Bangladesh ; les 25 et 26 mai, groupe d'aide au Zaïre ; enfin, les 12 et 13 juin, consortium d'aide au Pakistan.

**DÉPART DU PRÉSIDENT DE LA BANQUE MONDIALE EN 1981** — M. Robert McNamara, président de la Banque mondiale, a annoncé le 9 juin qu'il abandonnerait ses fonctions le 30 juin 1981.

**Banque arabe pour le développement économique**

**Sixième session annuelle du conseil des gouverneurs**

REUNIE le 18 avril à Doha (Qatar) pour sa sixième session annuelle, le conseil des gouverneurs de la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA) a examiné l'activité financière et les perspectives d'activité de la banque. Il a demandé qu'un programme d'activités quinquennal (1980-1984) soit soumis l'an prochain à son approbation. Le conseil a aussi résolu d'affecter 1,975 million de dollars à la construction du nouveau siège de la banque et 7,5 millions de dollars, à titre exceptionnel, à l'amortissement d'un don accordé antérieurement à la Somalie. Le docteur Cheddi Ayaz a été élu président de la BADEA pour un second mandat de cinq ans.

**PART A LA REPUBLIQUE DES SEYCHELLES** — La BADEA a décidé, le 22 avril, un prêt de 1,20 million de dollars à la République des Seychelles pour un projet d'électrification. Ce prêt, amortissable en douze ans, comprend deux ans de délai de grâce, porte intérêt au taux annuel de 5 %.

## Banque européenne d'investissement

Prêt à la France, à l'Irlande et à l'Italie

LA Banque européenne d'investissement (B.E.I.) annonce une série de prêts aux pays et organismes suivants :

— France (20 mai) : prêt d'une contre-valeur de 10 millions de dollars (11,7 million d'e.c. pour douze ans, à 12,50 %) pour le financement d'une usine de laine de roche volcanique à Saint-Eloy-les-Mines, près de Clermont-Ferrand ; ce prêt a été attribué à Rockwool-Isolation.

— Irlande (30 mai) : deux prêts d'une contre-valeur totale de 33 millions de livres irlandaises (34,2 millions d'e.c.) à l'Electricity Supply Board (pour quinze ans, avec une bonification d'intérêt de 3 % en vertu des dispositions adoptées lors de l'adhésion de ce pays au Système monétaire européen). 20 millions de livres irlandaises financeront la construction d'une centrale de charbon à Monypoint (comté de Clare) et 3 millions l'extension de deux centrales de tourbe.

— Italie (2 juin) : quatre prêts d'une contre-valeur de 32,3 milliards de lires (27,6 millions d'e.c.) accordés pour des durées allant de six à neuf ans et des taux d'intérêt de 11,55 % à 14,55 %. 15 milliards de lires financeront la construction d'une usine de verre plat dans les Abruzzes ; 10,3 milliards l'extension d'une usine fabriquant des pièces de précision pour moteurs automobiles dans les Pouilles ; 6 milliards la construction d'une usine de produits en carbone en Ombrie ; 1 milliard l'agrandissement et la modernisation de la brasserie Birra Dreher, dans les Pouilles également.

**AU CONSEIL DES GOUVERNEURS** — EXAMEN DE L'ÉTAT FINANCIER — Le conseil des gouverneurs de la Banque européenne d'investissement, composé des ministres des finances des neuf États membres, s'est réuni le 19 mai à Luxembourg. Le principal point inscrit à son ordre du jour était l'examen du rapport annuel et du bilan de l'exercice 1979 de la Banque. Les gouverneurs ont approuvé la progression des opérations de financement (3 071,1 millions d'e.c.) et le bilan (3 283,3 millions d'e.c.). La Banque a octroyé 2 281,2 millions d'e.c. de prêts aux pays membres et d'autres investissements industriels, énergétiques et d'autres infrastructures dans la Communauté. A ce montant, s'ajoutent 1,5 million d'e.c. de prêts octroyés sur les ressources du Fonds européen communautaire d'emprunts et de prêts, appelé « facilité Orto ». Les dépenses de la Banque ont été de 2 281,2 millions d'e.c. et les recettes de 2 281,2 millions d'e.c. Le conseil des gouverneurs a pris note d'un rapport sur les perspectives d'activité à moyen terme de la Banque examinant les développements possibles pour l'investissement dans la Communauté. Sur ces bases, il a décidé d'examiner les possibilités d'une nouvelle augmentation du capital de la Banque à 100 millions d'e.c. Le conseil des gouverneurs a décidé de soumettre à l'Assemblée générale le 19 mai 1980, un projet de loi relatif à l'augmentation du capital de la Banque à 100 millions d'e.c. Le conseil des gouverneurs a décidé de soumettre à l'Assemblée générale le 19 mai 1980, un projet de loi relatif à l'augmentation du capital de la Banque à 100 millions d'e.c.

**OPÉRATION AU TITRE DE LA CONVENTION DE LOMÉ** — Dans le cadre de la première convention de Lomé, la Banque européenne d'investissement a octroyé, le 19 mai, un prêt de 10 millions d'e.c. à la République arabe du Yémen pour la réalisation d'un projet de distribution de gaz au Caire. De son côté, la République arabe du Yémen a reçu, le 29 mai, un prêt de la Banque mondiale de 17 millions de dollars assorti d'un crédit de l'A.I.D. de 15 millions de dollars pour la construction de la dernière section de la route des montagnes.

**PRÊT EN NOUVELLE-CALÉDONIE** — Un prêt d'une contre-valeur de 7 millions d'e.c. (pour douze ans, à 12,50 %) a été accordé à la Nouvelle-Calédonie pour la réalisation d'un projet de distribution de gaz au Caire. De son côté, la République arabe du Yémen a reçu, le 29 mai, un prêt de la Banque mondiale de 17 millions de dollars assorti d'un crédit de l'A.I.D. de 15 millions de dollars pour la construction de la dernière section de la route des montagnes.

**PRÊT EN NOUVELLE-CALÉDONIE** — Un prêt d'une contre-valeur de 7 millions d'e.c. (pour douze ans, à 12,50 %) a été accordé à la Nouvelle-Calédonie pour la réalisation d'un projet de distribution de gaz au Caire. De son côté, la République arabe du Yémen a reçu, le 29 mai, un prêt de la Banque mondiale de 17 millions de dollars assorti d'un crédit de l'A.I.D. de 15 millions de dollars pour la construction de la dernière section de la route des montagnes.

**PRÊT EN NOUVELLE-CALÉDONIE** — Un prêt d'une contre-valeur de 7 millions d'e.c. (pour douze ans, à 12,50 %) a été accordé à la Nouvelle-Calédonie pour la réalisation d'un projet de distribution de gaz au Caire. De son côté, la République arabe du Yémen a reçu, le 29 mai, un prêt de la Banque mondiale de 17 millions de dollars assorti d'un crédit de l'A.I.D. de 15 millions de dollars pour la construction de la dernière section de la route des montagnes.

## Banque des règlements internationaux

Cinquantième rapport annuel

LA Banque des règlements internationaux (B.R.I.) a publié le 9 juin son cinquantième rapport annuel. Les cinquante dernières années ont été marquées par une assemblée générale qui se réunissait le même jour à Bâle.

Comme chaque année, le rapport dresse le bilan de la Banque pour l'année écoulée et dont l'assemblée a pris acte. Elle a approuvé le bilan au 31 mars 1980 dont le total s'élève à 24 400 418 167 francs (ou un franc ou équivalent à 2 400 418 167 grammes d'or fin) ; elle a également approuvé le compte de profits et pertes qui accuse, pour l'exercice, un bénéfice net de 54 965 432 francs ou, après déduction des frais d'administration, d'un montant de 3 989 054 francs ou à la provision pour frais d'administration exceptionnels de bénéfice net de 1 500 000 francs ou équivalent.

Sur recommandation du conseil d'administration, l'assemblée a décidé de distribuer un dividende de 110 francs suisses par action au titre de l'exercice clos le 31 mars 1980, ainsi qu'un dividende exceptionnel de 10 francs suisses par action au titre de l'exercice clos le 31 mars 1979. Le dividende de 110 francs suisses par action a été affecté à cet effet par prélèvement sur le bénéfice net. L'assemblée a également décidé de transférer 13 200 000 francs ou son fonds de réserve générale, 1 000 000 de francs ou son fonds spécial de réserve de dividendes et 18 800 000 francs ou son fonds de réserve libre.

**FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL** — Le Fonds monétaire international (F.M.I.) a donné son accord le 12 mai à l'achèvement du montant équivalent à 121,25 millions de dollars de prêts à l'Indonésie (D.T.S.), dans le cadre du mécanisme de financement conjoint, les transactions de ce pays ayant accusé un fléchissement en 1979. Son déficit commercial a doublé en 1979, il atteint 1 million de D.T.S.

Le F.M.I. a également approuvé des crédits « stand-by » au bénéfice des pays suivants : Malawi (12 mai), l'Indonésie (12 mai), le Bénin (12 mai), le Sénégal (12 mai), le Mali (12 mai), le Niger (12 mai), le Tchad (12 mai), le Congo (12 mai), le Zaïre (12 mai), le Bénin (12 mai), le Sénégal (12 mai), le Mali (12 mai), le Niger (12 mai), le Tchad (12 mai), le Congo (12 mai), le Zaïre (12 mai).

**BANQUE CENTRALE AMÉRICAIN D'INTÉGRATION ÉCONOMIQUE** — La Banque centrale américaine d'intégration économique (B.C.A.I.E.) a approuvé le 25 mai un prêt de 3 500 000 dollars à l'Institut brésilien d'énergie pour financer la reconstruction, dans plusieurs départements, des réseaux de distribution d'électricité endommagés lors des affrontements armés de 1978 et 1979.

Deux autres prêts ont été accordés le 11 juin. L'un, d'un montant de 1 000 000 dollars, a été octroyé à l'Association hondurienne de Coopération des Villes, du Honduras, pour financer la dernière phase de projets de construction de maisons d'habitation de la zone nord de la capitale.

— La B.C.I.E. a soutenu un accord le 14 mai avec la Société générale de Banque de Belgique, en vertu duquel cette institution fournit un prêt à long terme d'un montant de 25 000 000 de dollars, qui sera affecté au financement de projets de développement publics et privés dans les cinq pays de la B.C.I.E. Ce prêt, dont l'intérêt sera calculé sur la base du taux d'intérêt interbancaire de la place de Londres, est remboursable en dix ans, 1 compris un délai de grâce de quatre ans.

**BANQUE DE DEVELOPPEMENT DES CARIBÉES** — La Banque de développement des Caraïbes (B.D.C.) s'est tenue à Nassau (Bahamas) du 3 au 5 mai. Le conseil a paré un accord de coopération avec le F.O.C.D.E. pour la réalisation de projets de développement dans les pays membres. Il a aussi approuvé un accord de coopération technique avec le F.O.C.D.E. pour la réalisation de projets de développement dans les pays membres. En outre, des prêts ont été accordés, pour un montant de 15 000 000 de dollars, à l'aide du Fonds spécial pour la réalisation d'un projet d'infrastructure.

— Bahamas : 3 millions de dollars à l'aide des ressources ordinaires, en faveur de Montagu Beach Hotel pour financer la rénovation de ses installations.

— Les Vierges britanniques : 700 000 dollars à l'aide des ressources ordinaires, pour le développement (avec garantie du gouvernement), pour le développement des pêcheries.

— Grenade : 107 000 dollars, à l'aide du Fonds spécial, pour développer l'élevage de moutons à Carriacou.

— Guyana : 4 millions de dollars à l'aide du Fonds spécial pour financer un projet d'expansion industrielle.

— Sainte-Lucie : 2 millions de dollars, à l'aide du Fonds spécial pour la réalisation d'un projet gouvernemental de développement de l'infrastructure.

Un prêt additionnel de 14 518 dollars, à l'aide du Fonds des Caraïbes, a été octroyé à l'Harmony Estates Limited pour la construction d'un hôtel à Rodney Bay.

## Association européenne de libre-échange

Réunion du conseil ministériel

Le conseil de l'Association européenne de libre-échange (A.E.L.E.) et le conseil mixte A.E.L.E.-Finlande se sont réunis au niveau ministériel le 11 juin. Cette réunion, qui marquait le vingtième anniversaire de l'Association, s'est tenue à Stockholm, où la convention de Stockholm avait été signée en 1960, aboutissant à la création de l'A.E.L.E. en 1960. Les ministres ont souligné que « la coopération au sein de l'Association a présenté et continuera de présenter une grande importance pour la promotion du commerce, la croissance économique et l'emploi dans les pays participants ».

Les ministres ont souligné que « la coopération au sein de l'Association a présenté et continuera de présenter une grande importance pour la promotion du commerce, la croissance économique et l'emploi dans les pays participants ».

En ce qui concerne les perspectives économiques, les ministres se sont déclarés « préoccupés par la persistance de taux d'inflation élevés, les incertitudes croissantes concernant l'approvisionnement et le prix de l'énergie, la situation monétaire et le déséquilibre des balances de paiements ainsi que par les perspectives pour l'avenir de la croissance économique et du taux de chômage élevé pour l'ensemble de la zone de l'O.C.D.E. Cette évolution est susceptible d'augmenter les risques de pression en faveur du protectionnisme ». Par conséquent, « un renforcement de la coopération internationale s'impose pour maîtriser ces difficultés ».

**REUNION DU COMITÉ ÉCONOMIQUE** — Le comité économique de l'A.E.L.E. s'est réuni à Genève les 12 et 13 mai. Le comité a examiné la croissance économique et l'emploi dans les pays de l'A.E.L.E. et a conclu en 1980 d'une manière satisfaisante. Le P.N.B. progressera en moyenne de 3 % au moins, et la plupart des pays membres continueront à assurer le plein emploi, mieux que la Finlande et le Portugal réduisant leur taux de chômage.

Le comité a examiné en particulier l'évolution conjoncturelle dans trois pays nordiques : la Finlande, la Norvège et le Suède.

**ENTRÉE EN VIGUEUR DE L'ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE AVEC L'ESPAGNE** — L'accord de libre-échange multilatéral conclu entre les sept pays de l'A.E.L.E. et l'Espagne est entré en vigueur le 1er mai ; le même jour, entrant également en vigueur les accords commerciaux bilatéraux matière agricole entre l'Espagne et l'Autriche, la Finlande, la Norvège, la Suède et la Suisse.

Le comité mixte institué pour mettre l'accord à l'épreuve, s'est réuni pour la première fois, le 14 mai, à Genève. Il a décidé d'appliquer à partir du 1er juillet les réductions tarifaires qui concernent la première étape vers la suppression de tous les droits de douane et autres restrictions aux échanges par la voie maritime des produits de l'A.E.L.E. et l'Espagne.

A la suite de ces réductions tarifaires, le niveau de libéralisation de l'échange de produits industriels sera le même dans les relations entre les pays membres et l'Espagne qu'entre l'Espagne et la Communauté économique européenne.

L'accord contient des dispositions spéciales régissant les échanges entre le Portugal et l'Espagne.

**FONDS DE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL EN FAVEUR DU PORTUGAL** — Le troisième rapport

annuel du Fonds A.E.L.E. de développement industriel en faveur du Portugal, publié le 2 juin, porte sur la période allant du 1er janvier 1979 au 31 janvier 1980. Il indique notamment qu'au cours de cette période, le Fonds a octroyé des prêts totaux de 1 200 millions de dollars (environ 34,1 millions de dollars) pour des projets d'investissement spécifiques au Portugal.

**Association latino-américaine de libre-commerce**

**Progrès de la négociation sur la restructuration**

LA deuxième série de négociations sur la restructuration de l'Association latino-américaine de libre-commerce (A.L.A.L.C.) s'est tenue à Asunción (Paraguay) du 5 au 14 juin. Consacrée aux mécanismes des échanges et aux questions institutionnelles, cette réunion est parvenue à des résultats qui, selon son président (le ministre de l'économie du gouvernement paraguayen), sont jugés « très importants ».

En effet, en ce qui concerne les instruments du programme de libéralisation du commerce régional, les représentants des pays membres se sont prononcés pour la suppression de la liste commune, dont la négociation s'était tenue à Asunción en 1979, à l'origine de l'impasse de l'Association depuis 1981. Ils ont aussi annulé les résultats de la première négociation de cette même liste en 1964.

Les pays membres procéderont, d'autre part, à une réaffirmation des normes relatives à l'application de restrictions non tarifaires, aux préférences douanières, aux clauses de sauvegarde, etc. Des actions multilatérales, des programmes spéciaux de coopération et des aides institutionnelles viendront renforcer les avantages déjà consentis aux pays membres bénéficiant du statut de pays de moindre développement économique relatif. Le nouveau schéma d'intégration prévoit, en outre, la conclusion d'accords d'association ou bilatéraux entre les pays membres et les groupements économiques sous-régionaux.

Dans le domaine institutionnel, les résultats ont été aussi positifs. Les représentants des pays membres s'étant mis d'accord sur la structure et le fonctionnement des nouveaux organes politiques et techniques.

Les conclusions de la négociation d'Asunción ainsi que celles de la réunion de Caracas du mois d'avril dernier, devraient faire l'objet des travaux de la dix-neuvième session extraordinaire de la conférence des parties contractantes, ouverte à Acapulco (Mexique) le 17 juin.

## Groupe andin

Progression du commerce sous-régional

SELON les premières évaluations publiées le 5 juin au siège du Groupe andin, les échanges entre les pays membres (à l'exclusion des produits énergétiques) ont atteint en 1979 une valeur estimée à 1,061 millions de dollars. Le rythme d'expansion a été, en termes relatifs, supérieur à

## Association européenne de libre-échange

Réunion du conseil ministériel

Le conseil de l'Association européenne de libre-échange (A.E.L.E.) et le conseil mixte A.E.L.E.-Finlande se sont réunis au niveau ministériel le 11 juin. Cette réunion, qui marquait le vingtième anniversaire de l'Association, s'est tenue à Stockholm, où la convention de Stockholm avait été signée en 1960, aboutissant à la création de l'A.E.L.E. en 1960. Les ministres ont souligné que « la coopération au sein de l'Association a présenté et continuera de présenter une grande importance pour la promotion du commerce, la croissance économique et l'emploi dans les pays participants ».

Les ministres ont souligné que « la coopération au sein de l'Association a présenté et continuera de présenter une grande importance pour la promotion du commerce, la croissance économique et l'emploi dans les pays participants ».

En ce qui concerne les perspectives économiques, les ministres se sont déclarés « préoccupés par la persistance de taux d'inflation élevés, les incertitudes croissantes concernant l'approvisionnement et le prix de l'énergie, la situation monétaire et le déséquilibre des balances de paiements ainsi que par les perspectives pour l'avenir de la croissance économique et du taux de chômage élevé pour l'ensemble de la zone de l'O.C.D.E. Cette évolution est susceptible d'augmenter les risques de pression en faveur du protectionnisme ». Par conséquent, « un renforcement de la coopération internationale s'impose pour maîtriser ces difficultés ».

**REUNION DU COMITÉ ÉCONOMIQUE** — Le comité économique de l'A.E.L.E. s'est réuni à Genève les 12 et 13 mai. Le comité a examiné la croissance économique et l'emploi dans les pays de l'A.E.L.E. et a conclu en 1980 d'une manière satisfaisante. Le P.N.B. progressera en moyenne de 3 % au moins, et la plupart des pays membres continueront à assurer le plein emploi, mieux que la Finlande et le Portugal réduisant leur taux de chômage.

Le comité a examiné en particulier l'évolution conjoncturelle dans trois pays nordiques : la Finlande, la Norvège et le Suède.

**ENTRÉE EN VIGUEUR DE L'ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE AVEC L'ESPAGNE** — L'accord de libre-échange multilatéral conclu entre les sept pays de l'A.E.L.E. et l'Espagne est entré en vigueur le 1er mai ; le même jour, entrant également en vigueur les accords commerciaux bilatéraux matière agricole entre l'Espagne et l'Autriche, la Finlande, la Norvège, la Suède et la Suisse.

Le comité mixte institué pour mettre l'accord à l'épreuve, s'est réuni pour la première fois, le 14 mai, à Genève. Il a décidé d'appliquer à partir du 1er juillet les réductions tarifaires qui concernent la première étape vers la suppression de tous les droits de douane et autres restrictions aux échanges par la voie maritime des produits de l'A.E.L.E. et l'Espagne.

A la suite de ces réductions tarifaires, le niveau de libéralisation de l'échange de produits industriels sera le même dans les relations entre les pays membres et l'Espagne qu'entre l'Espagne et la Communauté économique européenne.

L'accord contient des dispositions spéciales régissant les échanges entre le Portugal et l'Espagne.

**FONDS DE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL EN FAVEUR DU PORTUGAL** — Le troisième rapport

annuel du Fonds A.E.L.E. de développement industriel en faveur du Portugal, publié le 2 juin, porte sur la période allant du 1er janvier 1979 au 31 janvier 1980. Il indique notamment qu'au cours de cette période, le Fonds a octroyé des prêts totaux de 1 200 millions de dollars (environ 34,1 millions de dollars) pour des projets d'investissement spécifiques au Portugal.

**Association latino-américaine de libre-commerce**

**Progrès de la négociation sur la restructuration**

LA deuxième série de négociations sur la restructuration de l'Association latino-américaine de libre-commerce (A.L.A.L.C.) s'est tenue à Asunción (Paraguay) du 5 au 14 juin. Consacrée aux mécanismes des échanges et aux questions institutionnelles, cette réunion est parvenue à des résultats qui, selon son président (le ministre de l'économie du gouvernement paraguayen), sont jugés « très importants ».

En effet, en ce qui concerne les instruments du programme de libéralisation du commerce régional, les représentants des pays membres se sont prononcés pour la suppression de la liste commune, dont la négociation s'était tenue à Asunción en 1979, à l'origine de l'impasse de l'Association depuis 1981. Ils ont aussi annulé les résultats de la première négociation de cette même liste en 1964.

Les pays membres procéderont, d'autre part, à une réaffirmation des normes relatives à l'application de restrictions non tarifaires, aux préférences douanières, aux clauses de sauvegarde, etc. Des actions multilatérales, des programmes spéciaux de coopération et des aides institutionnelles viendront renforcer les avantages déjà consentis aux pays membres bénéficiant du statut de pays de moindre développement économique relatif. Le nouveau schéma d'intégration prévoit, en outre, la conclusion d'accords d'association ou bilatéraux entre les pays membres et les groupements économiques sous-régionaux.

Dans le domaine institutionnel, les résultats ont été aussi positifs. Les représentants des pays membres s'étant mis d'accord sur la structure et le fonctionnement des nouveaux organes politiques et techniques.

Les conclusions de la négociation d'Asunción ainsi que celles de la réunion de Caracas du mois d'avril dernier, devraient faire l'objet des travaux de la dix-neuvième session extraordinaire de la conférence des parties contractantes, ouverte à Acapulco (Mexique) le 17 juin.

## Groupe andin

Progression du commerce sous-régional

SELON les premières évaluations publiées le 5 juin au siège du Groupe andin, les échanges entre les pays membres (à l'exclusion des produits énergétiques) ont atteint en 1979 une valeur estimée à 1,061 millions de dollars. Le rythme d'expansion a été, en termes relatifs, supérieur à



celui de leur commerce avec le reste du monde. La ventilation par pays des exportations entre les cinq partenaires place en tête la Colombie (562 millions de dollars), suivie du Pérou (247 millions de dollars), de l'Équateur (96 millions de dollars), du Venezuela (44 millions de dollars) et de la Bolivie (19 millions de dollars).

**RESSION DE LA COMMISSION.** — La Commission de l'accord de Cartagena a tenu sa vingt-neuvième session ordinaire à Lima. Elle a examiné deux propositions portant sur le programme sectoriel de développement de l'industrie sidérurgique et sur l'organisation du système entre d'information technologique. En outre, deux groupes de travail ont été constitués : l'un pour étudier un projet concernant la création d'une industrie de la machine-outil en Bolivie, l'autre pour examiner une proposition sur le système de normes de contrôle de la qualité.

**RELATIONS AVEC LE CONSEIL DES AMÉRIQUES.** — Un séminaire réunissant plusieurs chefs d'entreprise appartenant au Conseil des Amériques et une délégation des cinq pays andins s'est tenu à New-York du 2 au 5 mai. Considérée comme une preuve de l'intérêt des milieux d'affaires américains à l'égard du Groupe andin, cette rencontre a été consacrée aux investissements directs, aux transferts de technologie, aux échanges commerciaux, aux programmes de coopération industrielle et au financement des projets de développement économique.

## O.C.D.E.

### Au conseil ministériel

Le conseil de l'Organisation de coopération et de développement économiques (O.C.D.E.) s'est réuni au niveau ministériel les 3 et 4 juin à Paris. Les ministres ont noté que le programme d'action concertée adopté par les pays membres en 1978 avait produit des résultats bénéfiques qui ont continué de se faire sentir ces deux derniers mois, en particulier sur le plan de la réduction des déséquilibres des paiements. Mais ils ont constaté que « le chômage se maintient à des niveaux inacceptables, l'inflation est toujours profondément enracinée dans nombre de pays et les progrès vers une croissance mieux équilibrée et moins inflationniste ont été interrompus par l'augmentation massive des prix mondiaux du pétrole ». Ils en ont conclu qu'il est « indéniablement, la hausse des prix du pétrole, conjuguée aux politiques monétaires et budgétaires restrictives qui se révèlent nécessaires, ne conduira à un ralentissement de l'activité économique et à une augmentation du chômage dans la zone de l'O.C.D.E. au cours des prochains mois ».

**Session du conseil de direction de l'Agence internationale de l'énergie**

Le conseil de direction de l'Agence internationale de l'énergie (A.I.E.) s'est réuni le 22 mai à Paris à l'échelon des ministres. Les ministres ont examiné les résultats de l'examen annuel pour 1979 des politiques et programmes des pays de l'A.I.E. Ils ont reconnu que les mesures prescrites par les principes de politique énergétique de l'A.I.E. n'ont pas toutes été mises en place ou n'ont pas suffi à produire les résultats nécessaires. Les ministres ont aussi les résultats à atteindre effectivement en 1980 par les pays de l'A.I.E. pris dans leur ensemble en matière d'importations nettes de pétrole devaient être argumentés en rapport avec l'objectif de groupe adopté pour 1980 (24,2 Mbl) d'importations de pétrole, toutes comprises afin de refléter à la fois les possibilités d'économies et la situation probable de la production pétrolière. Se fondant sur les données actuellement disponibles, le secrétariat estime ces possibilités à 4 Mbl environ.

Il a été décidé que « les efforts de réduction des importations de pétrole seraient poursuivies au-delà de 1980 ». Ces efforts permettraient de réduire le rapport entre le taux d'augmentation de la consommation d'énergie et le taux de croissance économique, dans l'ensemble des pays de l'A.I.E. de 0,6 environ au cours de la décennie à venir et de ramener le taux du pétrole dans la demande totale d'énergie de 53 % actuellement à quelque 40 % d'ici 1990.

Les ministres ont encore adopté des mesures à court terme pour limiter les effets économiques préjudiciables d'éventuelles perturbations à court terme du marché pétrolier tenant au prix ou au volume des approvisionnements. Ces mesures concernent des instruments de référence et de planification (il est décidé que « si, à un moment quelconque, on relève des signes d'une tension imminente du marché, les ministres se réuniront à bref délai ») ainsi que les politiques de stocks.

**AU COMITÉ DE POLITIQUE ÉCONOMIQUE.** — M. Christopher Wiltson, secrétaire général de la Banque d'Angleterre, a été élu le 20 mai président du groupe de travail n° 3 du comité de politique économique de l'O.C.D.E. M. Charles L. Schultze, président du groupe des conseillers économiques du président des États-Unis, a été élu président du comité de politique économique.

**PRODUITS CHIMIQUES.** — Lors d'une réunion spéciale qui s'est tenue à Paris du 19 au 21 mai, des ministres représentant les pays membres de l'O.C.D.E. ont approuvé l'instauration d'un ensemble de mesures visant à stimuler et à coordonner, sur le plan international, les actions entreprises pour réglementer les produits chimiques en vue de protéger la santé humaine et l'environnement.

**DÉPENSES PUBLIQUES.** — Une soixante-neufième session ordinaire de l'O.C.D.E. a été tenue le 22 mai à Paris, sous la présidence de M. Charles L. Schultze.

### RECENTES PUBLICATIONS

- *Subsides et Yousoussie*, dans la série *Études économiques*, 16 et 17 pages, Paris, 1980.
- *Création directe d'emploi dans le secteur public*, 33 pages, Paris, 1980.
- *Code et marge en secteur bancaire : un panorama international*, no 15 du rapport : *Tendances des marchés des capitaux*.
- *Statistiques de l'O.C.D.E. sur la construction navale* : publication industrielle, dont les données portent sur le premier trimestre 1980.

## Organisation des pays exportateurs de pétrole

### La conférence ministérielle s'efforce d'harmoniser les prix

Reunies à Alger du 9 au 11 juin, la cinquante-septième conférence ministérielle de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (O.P.E.P.) s'est terminée par un accord sur une nouvelle base tarifaire du pétrole. Les ministres ont en effet décidé de fixer à 32 dollars le prix-plafond du baril de brut de référence (*Arabian light*), et à 5 dollars maximum la valeur des différentiels de fret et de qualité pouvant s'ajouter à ce prix. Cette mesure prend effet à compter du 1<sup>er</sup> juillet et s'appliquera jusqu'à la réunion tripartite (ministres du pétrole, des

finances et des affaires étrangères) prévue pour septembre prochain.

Le communiqué publié à l'issue de la réunion précise que « cette nouvelle organisation des prix vise à instaurer un équilibre entre l'offre et la demande afin d'éviter la constitution de stocks supplémentaires nuisibles à la fois aux producteurs et aux consommateurs ».

Les participants ont, en outre, réaffirmé leur détermination de voir le prix du gaz fixé par référence à celui du pétrole, ce qui, selon eux, contribuerait à « établir une politique commerciale cohérente des hydrocarbures ».

Ils ont aussi pris des décisions de principe concernant notamment la création d'une agence d'informations qui « deviendrait opérationnelle aussitôt que possible », la mise en route d'une étude de faisabilité pour un institut de formation supérieure destiné à instruire des personnels qualifiés des autres pays du tiers-monde. Les ministres ont enfin chargé Sheikh Yamani, président du comité ad hoc d'experts des propositions concernant le plan d'action pour une stratégie à long terme des pays membres de l'Organisation lors de la prochaine conférence tripartite.

**TRANSFORMATION DU FONDS SPÉCIAL.** — Réunis à Vienne le 21 mai, les ministres des Finances des pays membres de l'O.P.E.P. ont approuvé la transformation du Fonds spécial de l'Organisation en « Fonds de l'O.P.E.P. pour le développement international » : il devient ainsi une agence autonome au sein de l'institution pour mettre en œuvre coopération et assistance financière au bénéfice des autres pays du tiers-monde. À cette occasion, les ministres ont décidé un accroissement de 1,5 milliard de dollars de ses ressources, ce qui en porte le montant à 4 milliards. Ils ont aussi pris la décision de principe d'augmenter la contribution de l'O.P.E.P. au Fonds international pour le développement agricole (FIDA), organisme rattaché à l'O.N.U.

**ACCORD GÉNÉRAL SUR LES TARIFS DOUANIERS ET LE COMMERCE.** — La dernière liste tarifaire émise par les engagements multilatéraux et maître d'abaissement de droits par les pays participants aux négociations commerciales multilatérales du « Tokyo Round » est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1980. Elle est le fruit de l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), vient d'être publiée : il s'agit du Protocole de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.

M. William B. Kelly (États-Unis) est devenu le 3<sup>e</sup> jour des dix directeurs généraux adjoints du GATT.

**COMMUNAUTÉ DES CARAÏBES.** — La cinquième session du comité permanent des ministres du travail de la Communauté des Caraïbes a eu lieu à Saint-Eustache le 22 mai. Le comité a traité de questions relevant de la compétence de l'Organisation administrative du travail des Caraïbes qui s'agit de l'adoption d'un programme de formation et mise au point d'un système de collecte et de diffusion de données statistiques rapport du groupe d'experts chargé de préparer le rapprochement des législations nationales ; assistance du gouvernement à l'élaboration du programme régional de développement de l'industrie des textiles ; adoption d'une politique commune pour les travailleurs migrants, en ce qui concerne le recrutement et la défense de leurs droits ; accord social sur les conditions de travail des travailleurs aux bénéfices des entreprises, etc.

**COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE DES ÉTATS DE L'AFRIQUE DU NORD.** — Réunis fin mai à Lomé, les chefs d'État ou de gouvernement de la Communauté économique des États de l'Afrique du Nord (CEDEAO) ont décidé, le 27, la création d'une zone libre d'échange entre les sept pays membres à compter du 23 juin 1980. Cette zone sera une étape limitative à la mise en œuvre d'un marché commun régional. Cette décision avait été préparée par la réunion du conseil des ministres de l'Organisation qui s'est tenue du 22 au 25 mai dans la capitale togolaise.

**CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT.** — Le fonctionnaire en chef de l'Organisation de coopération et de développement économiques (O.C.D.E.) a été nommé à la présidence de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) qui se tiendra à Genève du 27 mai au 4 juin. À l'ordre du jour de la conférence figurent notamment : le rôle du commerce et du développement ; le rôle des institutions financières internationales pour contribuer au recouvrement des pétrodollars.

**5) DIALOGUE NORD-SUD.** — Le conseil insiste à nouveau sur l'importance « capitale » que revêt le dialogue Nord-Sud pour la stabilité des relations internationales. Il demande de réexaminer la coopération avec les pays en voie de développement à la lumière d'un engagement politique à en vue de « négociations globales » pour mettre au point la troisième stratégie internationale du développement.

**6) PRIX DU PÉTROLE.** — Le conseil a enfin pris acte et avec une vive préoccupation des décisions d'Alger sur les prix du pétrole. Il estime que dans les circonstances présentes, une « augmentation du prix du pétrole brut ne paraît pas justifiée par des considérations objectives ». Il ajoute que « la caractéristique répétée de ces augmentations comporte des menaces évidentes pour la stabilité internationale, l'inflation et l'expansion économique, les investissements, l'emploi et les balances des paiements. Ces effets entraînent les charges insupportables pour les régions industrielles ».

**L'accord de Bruxelles sur la contribution budgétaire britannique**

L'Europe des Neuf a sans doute surmonté le 30 mai une des plus graves crises de son histoire en se mettant d'accord, après plus de seize heures de négociations acharnées à Bruxelles, sur les grands principes d'une réduction substantielle de la contribution budgétaire britannique à la C.E.E.

L'accord, signé par les ministres des affaires étrangères, a été entériné ensuite par les gouvernements de la C.E.E. De ce fait, les huit millions d'agriculteurs européens pourront bénéficier de la hausse de 5 % des prix agricoles européens. En effet, M. Peter Walker, ministre britannique de l'Agriculture, avait accepté la veille l'accord sur les principes généraux d'un compromis sur la contribution britannique. Quant aux éleveurs de viande ovine, ils bénéficieront à partir du 15 juillet d'une organisation commune de marché de la viande de mouton dans la C.E.E., qui leur garantira le prix minimum en cas de chute des cours, et les protégera contre des importations trop bon marché de viande de mouton britannique.

En contrepartie, des concessions britanniques dans le secteur agricole, les huit partenaires

la session figurent notamment les points suivants : examen des fonctionnements et des effets du système généralisé de préférences, y compris ses répercussions sur les pays en voie de développement ; les moins avancés, les pays en voie de développement sans littoral et insulaires ; consultations sur l'harmonisation et l'amélioration des règles d'origine ; autres questions se rapportant au fonctionnement du système généralisé de préférences ; assistance technique aux pays souhaitant bénéficier du système généralisé de préférences.

Les pays producteurs et consommateurs de viande ont tenu, du 19 au 23 mai, des délibérations avec le double objectif d'évaluer les résultats des récentes négociations commerciales multilatérales sur la viande et d'explorer les possibilités qui existent de formuler un programme d'action internationale centré sur des mesures de développement.

La convention des Nations unies sur le transport multimodal international de marchandises a été adoptée par consensus le 24 mai, au terme d'une réunion ouverte le 8 mai et après plus de sept années de négociations menées sous les auspices de la CNUCED. Le texte final a été signé immédiatement après par les États participants.

**CONSEIL INTERNATIONAL DU CACAO.** — Le conseil international du cacao, réuni à Londres les 21 et 22 mai, a décidé d'élaborer des mesures jusqu'au 8 septembre et de suspendre la liquidation de son stock régulateur. Cette décision intervient au lendemain de l'annonce par le secrétaire général de la CNUCED, M. Gamani Corea, pour de nouveaux efforts en faveur d'une amélioration des échanges internationaux et pour le commerce mondial, à la suite de l'expiration du second accord international sur la stabilisation des prix du cacao (1975-1978). Le 21 mai dernier, les dix pays producteurs qui assurent 90 % des approvisionnements mondiaux de cacao et qui sont regroupés au sein de l'Alliance des pays producteurs s'étaient réunis du 18 au 21 mai au Salvador.

**CONSEIL Océanique International.** — La quarante-deuxième session du conseil océanique international (C.O.I.), qui s'est tenue à Madrid du 19 au 23 mai, était la première réunion du conseil dans le cadre du troisième accord international sur la pêche (1975-1978). Elle a été présidée par le directeur général de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (O.N.U.E.S.C.), M. J. L. de la Haza. Les participants ont discuté de la mise en œuvre de l'accord de l'Union internationale pour la conservation de l'huile d'olive et de la constitution d'une commission d'huile d'olive.

Le conseil a également discuté de la mise en œuvre de l'accord de l'Union internationale pour la conservation de l'huile d'olive et de la constitution d'une commission d'huile d'olive. Les participants ont discuté de la mise en œuvre de l'accord de l'Union internationale pour la conservation de l'huile d'olive et de la constitution d'une commission d'huile d'olive.

**MARCHÉ COMMUN CENTRAMÉRICAIN.** — Les ministres des affaires économiques des pays membres du Marché commun centraméricain (M.C.C.A.) ont tenu leur vingt-sixième session ordinaire à Managua les 15 et 16 mai. Ils ont examiné à cette occasion les progrès réalisés par le processus de développement et la révision du règlement de l'article 12 du traité général sur les industries d'intégration.

Après avoir envisagé l'incidence des nouvelles réglementations du prix de l'énergie et des matières premières sur les industries manufacturières, les secrétaires d'État ont autorisé, en vertu des clauses 17 et 23 du premier protocole additionnel au traité, de conclure un accord de libre-échange, le relèvement d'un certain nombre de produits industriels à partir du 1<sup>er</sup> juin.

**ORGANISATION DES PAYS ARABES EXPORTATEURS DE PÉTROLE.** — Réunis le 7 juin à Alger, les ministres des États membres de l'Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole (O.P.A.E.P.) ont décidé de créer une société commune de conseil et de conseil.

The Arab Petroleum Consulting Company — qui fournira des experts aux pays membres, réalisera des opérations de conseil et de conseil, et sera dotée d'un capital de 20 millions de dollars. Les participants ont, d'autre part, arrêté le projet de construction d'un centre de conseil international dont l'Algérie accueillera les installations.

**COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE**

## Marché commun

### Le conseil européen demande que l'O.P.E.P. soit associée aux négociations de paix

Les chefs d'État et de gouvernement des neuf pays de la C.E.E., réunis à Venise le 13 juin, ont adopté une déclaration demandant que le peuple palestinien et l'Organisation de libération de la Palestine (O.L.P.) soient associés à la négociation de paix au Proche-Orient sur la base de principes déjà formulés précédemment par les Neuf (en particulier les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité).

La déclaration souligne que le moment est venu de « favoriser la reconnaissance des deux principes suivants : droit à l'existence et à la sécurité de tous les États de la région y compris Israël, et justice pour tous les peuples, ce qui implique la reconnaissance des droits légitimes du peuple palestinien ».

La déclaration ajoute qu'Israël a été invité dans des frontières sûres et reconnues et que les Neuf sont prêts à participer à un système de garanties internationales, y compris sur le terrain.

« Le problème palestinien n'est pas un problème de réfugiés, le peuple palestinien doit être en mesure d'exercer pleinement son droit à l'autodétermination », poursuit le texte.

Israël, estime la déclaration, doit mettre fin aux colonies de peuplement qui sont « un obstacle grave au processus de paix ».

La déclaration conclut en indiquant que les Neuf ont décidé de prendre les contacts nécessaires avec les parties pour s'informer de leurs positions respectives et déterminer la forme que pourrait prendre une initiative de leur part.

### Points d'accord sur les « modifications structurelles » et l'économie

Le conseil européen d'autre part confirmé la volonté de la C.E.E. de procéder à des « modifications structurelles » dans la perspective de l'élargissement du Marché commun à l'Irlande et au Portugal. Les travaux ont aussi porté sur les points suivants :

1) SITUATION ÉCONOMIQUE. — Les Neuf ont manifesté la plus vive préoccupation devant les tendances inflationnistes qui constituent un danger en soi ;

2) EMPLOI. — Les Neuf réaffirment la nécessité d'adopter en priorité « une politique active de l'emploi ». Ils ont chargé la Commission de présenter chaque année un rapport sur la situation de l'emploi ;

3) COMMERCE INTERNATIONAL. — Le conseil a réaffirmé sa détermination de contribuer activement à renforcer le système commercial international « ouvert et multilatéral ».

La situation monétaire était toujours caractérisée par les déséquilibres considérables des balances des paiements provoqués par les augmentations répétées des prix du pétrole, un rapport a été demandé le relèvement du rôle des institutions financières internationales pour contribuer au recouvrement des pétrodollars.

Le conseil insiste à nouveau sur l'importance « capitale » que revêt le dialogue Nord-Sud pour la stabilité des relations internationales. Il demande de réexaminer la coopération avec les pays en voie de développement à la lumière d'un engagement politique à en vue de « négociations globales » pour mettre au point la troisième stratégie internationale du développement.

Le conseil a enfin pris acte et avec une vive préoccupation des décisions d'Alger sur les prix du pétrole. Il estime que dans les circonstances présentes, une « augmentation du prix du pétrole brut ne paraît pas justifiée par des considérations objectives ». Il ajoute que « la caractéristique répétée de ces augmentations comporte des menaces évidentes pour la stabilité internationale, l'inflation et l'expansion économique, les investissements, l'emploi et les balances des paiements. Ces effets entraînent les charges insupportables pour les régions industrielles ».

L'Europe des Neuf a sans doute surmonté le 30 mai une des plus graves crises de son histoire en se mettant d'accord, après plus de seize heures de négociations acharnées à Bruxelles, sur les grands principes d'une réduction substantielle de la contribution budgétaire britannique à la C.E.E.

L'accord, signé par les ministres des affaires étrangères, a été entériné ensuite par les gouvernements de la C.E.E. De ce fait, les huit millions d'agriculteurs européens pourront bénéficier de la hausse de 5 % des prix agricoles européens. En effet, M. Peter Walker, ministre britannique de l'Agriculture, avait accepté la veille l'accord sur les principes généraux d'un compromis sur la contribution britannique. Quant aux éleveurs de viande ovine, ils bénéficieront à partir du 15 juillet d'une organisation commune de marché de la viande de mouton dans la C.E.E., qui leur garantira le prix minimum en cas de chute des cours, et les protégera contre des importations trop bon marché de viande de mouton britannique.

En contrepartie, des concessions britanniques dans le secteur agricole, les huit partenaires

ont consenti un grand effort pour réduire la facture européenne de Londres dans les années 1980 à 1982.

Au total, Londres bénéficiera d'une réduction totale de 2,585 milliards d'ECU (16 milliards de francs ou 1,6 milliard de livres sterling) pour les années 80 et 81, avec une promesse ferme des Neuf sur une somme équivalente à 1,4 milliard d'ECU en 1982 (8,2 milliards de francs ou 900 millions de livres sterling).

**RECYCLAGE DES PÉTRODOLLARS.** — Les ministres des finances des Neuf ont examiné le 9 juin à Luxembourg les moyens de recycler les pétrodollars, c'est-à-dire de parvenir à maîtriser la disposition des pays qui ont des déficits de balance des paiements les excédents de liquidités possédés par les pays producteurs de pétrole.

**PROTECTION DES TRAVAILLEURS.** — Les ministres des finances des Neuf ont examiné le 9 juin à Luxembourg une directive-cadre concernant la protection des travailleurs européens contre les risques liés à une exposition à des agents chimiques (plomb et amiante notamment) pendant le travail.

Les ministres ont également approuvé un programme sur la politique commune relative aux biens de consommation. Les participants ont décidé de rechercher des mesures efficaces de lutte contre l'emploi et l'émigration illégaux.

**REDUCTION DE L'AIDE AUX EXPORTATIONS DES PRODUITS LAITIERS.** — La Commission a réduit d'environ 40 %, depuis le 1<sup>er</sup> juin, les subventions aux exportations (restitutions) de produits laitiers à l'Union soviétique afin de compenser l'augmentation des prix du beurre en l'occurrence de faire des économies en attendant que l'Assemblée européenne et le conseil des ministres de la Communauté adoptent le budget communautaire pour 1980, tout en tenant compte de la montée des cours mondiaux.

**VENTES DE BEURRE À L'URSS.** — La C.E.E. a décidé le 23 mai de modifier son système d'exportation de beurre à l'Union soviétique afin de s'assurer que les ventes ne dépasseront pas, en 1980, un plafond total de 70 000 tonnes qui correspond à la moyenne des ventes des trois dernières années. À la suite de l'invasion de l'Afghanistan par l'URSS, le conseil des ministres des affaires étrangères des Neuf a, en effet, décidé de limiter que le Marché commun ne devrait pas augmenter ses livraisons de beurre traditionnelles. Suspendant en janvier, les exportations de beurre, les exportateurs intéressés pouvaient acheter par adjudication du vieux beurre (datant d'avant le 1<sup>er</sup> juin 1978) venant des stocks d'intervention (c'est-à-dire acheté aux agriculteurs européens au prix minimal fixé par la C.E.E.) à un prix inférieur au cours mondial, qui est pris de 100 millions de francs par tonne. Les contribuables européens payant donc la différence. Mais, les exportateurs ne recevaient plus la restitution (subvention) de l'exportation, ce qui normalement la différence entre le prix mondial et le prix européen.

**SANCTIONS CONTRE L'IRAN.** — Les ministres des affaires étrangères, réunis à Naples de manière informelle, ont décidé le 23 mai de prendre « sous délai », contre l'Iran, les sanctions envisagées dans le projet de résolution du Conseil de sécurité des Nations unies le 10 janvier dernier. Ils ont notamment convenu que tous les contrats commerciaux conclus avec l'Iran après le 4 novembre 1979 seront frappés par les mesures d'embargo. Les ministres ont aussi décidé de prendre des mesures pour qu'« aucun progrès décisif » vers la libération des otages n'ait été réalisé.

**LE COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL.** — Le comité économique et social des Communautés européennes a tenu sa cinquante-neuvième session le 23 mai à Bruxelles. Elle a examiné les propositions de la Commission de la C.E.E. relatives à la harmonisation des mesures de prévention de la contamination par des substances toxiques.

Le comité a également examiné les propositions de la Commission de la C.E.E. relatives à la harmonisation des mesures de prévention de la contamination par des substances toxiques. Le comité a également examiné les propositions de la Commission de la C.E.E. relatives à la harmonisation des mesures de prévention de la contamination par des substances toxiques.

**CECA**

### La Commission prévoit un recul de la production d'acier

La Commission européenne a adopté le programme prévisionnel pour l'acier concernant le troisième trimestre. Ce programme prévoit une consommation réelle de métal dans la Communauté de 28 millions de tonnes, soit 0,5 million de tonnes de moins qu'au troisième trimestre 1979 (28,5 millions).

Ces objectifs marquent un changement de cap important par rapport à l'activité constatée depuis le début de l'année dans les aciéries de la Communauté. Les données récentes ont en effet enregistré une forte progression de la production des sidérurgies de la Communauté (Grande-Bretagne exceptée, évidemment, où sévissait la grève). Voici les augmentations constatées pendant les quatre premiers mois de l'année : France, + 20,8 % ; Italie, + 10 % ; Luxembourg, + 6,6 % ; R.F.A., + 5,2 % ; Belgique, + 4,7 % ; Pays-Bas, + 4,3 %. Soit, au total, un progrès de 9,3 % (42,3 millions de tonnes) au lieu de 3,1 dans ces pays, y compris la production symbolique du Danemark, 0,5 million de tonnes).

Sans doute une bonne partie de cette croissance a-t-elle correspondu à la nécessité d'alimenter l'industrie britannique, au moment où les forges du Royaume-Uni ne livraient plus que le quart de leur production habituelle (1,8 million de tonnes en quatre mois au lieu de 7,1 un an plus tôt). Mais on peut penser que sans cet événement conjoncturel, la production des aciéries de la Communauté aurait quand même progressé (simplement moins). De sorte que l'objectif fixé par les experts aux aciéries de la C.E.E. va être ressenti comme un succès sans coup d'arrêt ; car d'une croissance modérée il leur est proposé de passer à un recul de 5,6 %.

Or, on le sait, les objectifs fixés par Bruxelles ont un certain caractère contraignant puisque, dans le cadre du « plan Davignon », les chiffres qui sont retenus font l'objet de la part des sidérurgies des Neuf, d'un engagement volontaire de les respecter. On comprend, dans ces conditions, que certains représentants des producteurs aient fait des réserves et estimé que les objectifs fixés pour les différents produits laminés devraient être révisés. Les services de la Commission se sont engagés à des modifications des objectifs nationaux sans cependant remettre en cause les chiffres globaux.

La discipline des producteurs dans l'application du dispositif antigrève a recommandé à la Commission à donc été invitée à renforcer sa surveillance.

### Stagnation charbonnière

S'agissant de la conjoncture charbonnière, les perspectives laissent craindre une stagnation de la production. L'extraction houillère des Neuf a augmenté en un an de 2,1 % (chiffre valable pour les quatre premiers mois de l'année), mais les stocks à la fin mai ont recommencé à augmenter, atteignant au total 31,2 millions de tonnes. Pour l'ensemble de l'année, la consommation serait à peu près la même qu'en 1979, la demande industrielle progressant, mais celle des usines à gaz, de la sidérurgie et des particuliers baissant d'un montant équivalent.

Les importations de charbon en provenance des pays tiers, qui avaient déjà augmenté de

UTRES ON  
TECHN

Union européenne

Union européenne

Union européenne

Union européenne

Union européenne

Union européenne

Union européenne

Union européenne

Union européenne

Union européenne

Union européenne

Union européenne

Union européenne

Union européenne

Union européenne

Union européenne

Union européenne

Union européenne

Union européenne

Union européenne

Union européenne







## INTERROGATIONS

LES critiques du rôle joué par la médecine mentale, en dehors d'interventions strictement justifiées par des raisons thérapeutiques, s'inscrivent en général à l'opposé de la vision de l'appareil d'Etat. Approche explicable d'un point de vue historique : la psychiatrie a été, en France, la première médecine publique, exercée dans des établissements spéciaux, ou asiles, par des médecins placés sous l'autorité des préfets et chargés d'un mandat de sauvegarde de l'ordre public autant que d'assistance aux personnes. La loi de 1838, et surtout son article 18 relatif au placement d'office, exemplifie cette complexité : le psychiatre entérine une décision de l'autorité administrative et justifie ainsi par des raisons médicales (douleur ou insécurité, là n'est pas la question) la gestion de populations dangereuses.

Même les réformes récentes de l'organisation de la médecine mentale paraissent s'inscrire dans cette problématique du service public. Ainsi l'idée du secteur, matrice de la politique psychiatrique française depuis les années 60, consiste à décentraliser vers la communauté le dispositif de prise en charge des malades mentaux, autrefois exclusivement axé sur l'hôpital psychiatrique. Mais il était entendu, du moins pour les promoteurs de cette politique, que l'équipe ainsi implantée dans le milieu de vie devait prendre en charge la totalité des besoins en santé mentale de la population dans le cadre d'une organisation homogène impulsée, financée et supervisée par l'administration centrale.

Si l'on pousse la réflexion à son bout, on voit qu'il y a polarisation de l'essentiel des critiques adressées à la médecine mentale. En particulier, les efforts de la contestation dite antipsychiatrique se sont principalement cristallisés autour de deux axes : mise en cause du cadre institutionnel de l'exercice de la médecine mentale (interprétation de l'hôpital psychiatrique comme une « institution ») ; mise en cause des rationalisations thérapeutiques qui recouvrent l'exercice d'un pouvoir dont la fonction serait en dernière analyse de contrôler le social, voire de répression politique. Des slogans comme celui du « psychiatre-flic » ou l'assimilation du secteur à un « quadrillage policier » n'ont fait en somme qu'exacerber, sur un mode caricatural, cette propension générale à rechercher derrière les pratiques de la médecine mentale la marque de l'autorité coercitive d'un appareil d'Etat.

Il n'est pas question de nier ici le rôle démythificateur que cette approche a pu avoir par rapport à la prétention hégémonique d'un discours médical « neutre ». Cependant, on peut aujourd'hui se demander si elle ne refuse pas un certain nombre d'interrogations qui se font de plus en plus pressantes au fur et à mesure que se mettent en place de nouveaux dispositifs de plus en plus éloignés de l'organisation traditionnelle de la médecine mentale. Sait-on par exemple que, aujourd'hui, environ 10 % seulement des malades entrent à l'hôpital psychiatrique sous le régime de cette loi de 1838 qui fait littéralement de la folie une « affaire d'Etat » ? Et, à l'autre extrémité de la chaîne des pratiques de la médecine mentale, ne peut-on penser dans le cadre de ce schéma du service public le rôle actuellement joué par la psychanalyse ? Voilà une pratique née du génie d'un homme solitaire, qui s'est longtemps développée sur un mode marginal, dans le cadre de l'exercice d'une profession privée. Pourtant, elle est actuellement largement implantée dans l'ensemble des services officiels, et l'on pourrait même dire qu'elle est principalement grâce à elle que ceux-ci ont pu, ces dernières années, réaliser leur *aggiornamento* moderniste. En même temps, qui ne voit qu'elle est un vecteur essentiel de la diffusion des schémas d'intervention médico-psychologique dans l'ensemble social à travers les grands organes d'information, les arts, la culture, les institutions éducatives ?

MAIS la psychanalyse n'est qu'un des champs où se manifeste aujourd'hui le rôle essentiel joué par des pratiques qui doivent apparemment peu aux pouvoirs publics pour rendre compte du processus de leur mise en place et de leur

diffusion. Ainsi pourrait-on montrer que les péripéties les plus récentes de l'implantation de la « politique de secteur » donnent une part croissante à des institutions et à des agents de type privé, de plus en plus appelés à collaborer avec les services publics, et non à être suppléés par eux.

Ainsi, dans le domaine de l'assistance, ce que l'on a appelé le « lenormisme », du nom du secrétaire d'Etat giscardien qui s'en est fait le porte-parole, est cette doctrine qui vise à restructurer le travail social en s'appuyant sur des associations de nature et d'origine diverses, souvent servies par un personnel bénévole dans l'ancienne tradition de la philanthropie. Bien qu'elles soient en dernière instance contrôlées par l'Etat, ces associations économiennent au maximum l'intervention de la puissance publique au niveau de la mise en place des services, de leur fonctionnement quotidien et, pour une part, de leur financement.

Ainsi, également, la mode tout à fait récente des « groupes de rencontres » et des nouvelles techniques à vocation thérapeutique ou para-thérapeutique impor-

c'était faute de mieux, et en essayant de le résorber ou du moins de réduire son audience. Si les réformes de la psychiatrie qui se sont succédées depuis la fin de la seconde guerre mondiale ont eu des incidences institutionnelles profondes, elles n'ont pas, jusqu'à une date très récente, transformé cet esprit : l'idéal restait de placer le service psychiatrique public renoué en situation de quasi-monopole.

Le « modèle américain » d'implantation de la médecine mentale apparaît très différent du raisonnement de la pluralité des instances de pouvoir (fédéral, des Etats et locaux) dans la société américaine, la psychiatrie publique (au dix-neuvième siècle, la psychiatrie asilaire) n'est jamais parvenue à la position de quasi-hégémonie qu'elle a été longtemps la sienne en France. Elle n'a été rattachée qu'aux structures administratives intermédiaires des Etats. Il n'y a jamais eu aux Etats-Unis l'équivalent de la loi française de 1838, mais des législations particulières dans les différents Etats. Même la tentative la plus concertée d'intervention fédérale, la mise

Tout se passe comme si, aux Etats-Unis, les « problèmes sociaux » qui n'étaient pas pris en charge par les instances officielles étaient par des initiatives qui naissent de la société civile. Régulations en quelque sorte horizontales implantées dans les zones de turbulence de la vie sociale, par opposition aux régulations verticales qui empruntent les canaux hiérarchiques des administrations centrales. On admet souvent le dynamisme et la diversité de ces groupes locaux d'aide mutuelle, d'assistance et d'intervention préventive : on en fait les fleurons les plus représentatifs d'une démocratie à l'américaine. Il faut pourtant voir qu'ils sont aussi d'extraordinaires moyens de contrôles intérieurs et de pressions diffuses. Ils contribuent au moins autant à maintenir le consensus, voire le conformisme social, qu'à développer l'initiative individuelle. Et ils opèrent avec une singulière efficacité. Il faudrait un prodigieux réseau de régulations étatiques pour arriver au résultat qu'atteignent quasi spontanément la somme de ces dispositifs installés dans les interstices laissés par le jeu entre les différents organismes officiels. A la limite, on soutiendrait le paradoxe que si les Etats-Unis proposent aujourd'hui la panacée la plus large et la plus diversifiée d'instances de prise en charge et de contrôle de la maladie mentale, de la déviance et de la marginalité, c'est précisément parce qu'un pouvoir centralisé n'en a pas assumé la responsabilité. En tout cas, le système américain s'est principalement développé par ses marges. Ce sont des francs-tireurs, non directement mandatés, qui ont le plus fait pour déplacer ses frontières et lui permettre d'infiltrer progressivement tout le tissu social.

Bien entendu, l'opposition campée ici entre ces deux modèles est trop absolue. Mais l'objectif n'était pas de décrire dans leur complexité deux situations spécifiques. On a plutôt voulu proposer un schéma provisoire d'analyse pour inviter à nuancer une conception actuellement très répandue du développement des dispositifs de contrôle social : celle qui fait de leur diffusion massive une conséquence directe de l'omniprésence et de l'omnipotence de l'Etat.

En France, et s'agissant en particulier de la médecine mentale, cette représentation a pu paraître vraisemblable jusqu'au début des années 70, en raison de la force de cette tradition centralisée du service public que l'on a évoquée. Ainsi, par exemple, a-t-on pu interpréter longtemps les avatars de la mise en place de la politique de secteur comme autant de retards dans la réalisation d'un objectif qui restait indicé : déployer un service public homogène de soins en direction de tous les malades mentaux ou potentiels, c'est-à-dire de l'ensemble de la population.

AUJOURD'HUI, ce système d'hypothèses nous paraît devoir être révisé. La crise économique semble favoriser une tendance de la part de l'Etat à se dégarer des domaines peu rentables de la santé, de l'assistance, du travail social. Le discours néolibéral remplace les proclamations des partisans du *Welfare State*. Mais il serait naïf de penser pour autant que le raisonnement de la mise en place de la politique de secteur comme autant de retards dans la réalisation d'un objectif qui restait indicé : déployer un service public homogène de soins en direction de tous les malades mentaux ou potentiels, c'est-à-dire de l'ensemble de la population.

N'est-ce pas un aperçu des fonctions spécifiques de l'Etat dans une société libérale avancée ? La médecine mentale est peut-être un des terrains privilégiés où cette société est en train d'expérimenter ses nouvelles stratégies. Pour les saisir, sans doute faut-il savoir renouer à l'ancienne schématisation d'explication qui ont pu avoir une haute valeur heuristique dans d'autres périodes historiques.

## Médecine mentale et service public

Par ROBERT CASTEL \*

tées des Etats-Unis (bio-énergie, gestalt-thérapie, analyse transactionnelle, etc.) qui déplacent les frontières de la prise en charge vers ces zones confuses où le malade à vivre remplace l'imputation de pathologie comme cible d'une intervention psychologique. Il apparaît clairement ici que cette sorte d'éclatement de la conception de la santé mentale, et la diffusion corrélative de nouvelles technologies pour la restaurer, le maintenir ou la renforcer, empruntent des voies tout à fait inédites que l'analyse sociologique et politique n'ont pas encore clairement balisées.

On pourrait multiplier les exemples. Leur accumulation suggère que la représentation d'une expansion en ondes concentriques des pouvoirs et des prestiges de la médecine mentale à partir d'un noyau central exprimant les pouvoirs de l'Etat est de moins en moins adéquate pour rendre compte de la situation réelle. Par-delà ce que ces remarques impliquent quant à l'évolution interne du système psychiatrique français, elles invitent à réfléchir à nouveaux frais sur la transformation des fonctions qu'il est appelé à assumer dans la société contemporaine. En ce sens, on peut remarquer qu'un schématisme, on pourrait opposer deux types idéaux de mode d'intervention sociale de la psychiatrie. L'assimilation de la dissidence politique à la maladie mentale en U.R.S.S. formerait la figure-limite du premier, que l'on appellerait le « modèle étatique ». Dans ce cas, l'appareil psychiatrique fonctionne comme une pièce soudée à l'appareil d'Etat, et le rôle de ses agents-médiateurs est pratiquement indissociable de celui de n'importe quels autres représentants du pouvoir officiel, par exemple des membres du K.G.B. Mais en dehors même de ces cas limites, on peut remarquer qu'une forme d'Etat centralisé et hiérarchisé correspond une organisation de la médecine mentale directement impulsée et contrôlée par les instances administratives et judiciaires centrales.

C'est cette structure qu'est venue sanctionner la fameuse loi du 30 juin 1838 sur l'assistance aux aliénés, et les premiers fondements du système psychiatrique français avaient d'ailleurs été posés par l'Etat napoléonien. Sans doute cette organisation de la psychiatrie publique a-t-elle toujours laissé subsister un secteur privé ; mais

en place par l'administration Kennedy d'un système de psychiatrie communautaire impulsé à partir de Washington (*Community Mental Health and Mental Retardation Act*, de 1963) n'a pas eu la vocation globale de la politique française de secteur. Aujourd'hui, la doctrine officielle est de fonder ce secteur public, d'ailleurs repris en charge au niveau local quant à son financement et à son organisation interne, dans l'ensemble constitué par les services d'assistance d'origine et d'inspiration les plus différents (le document le plus récent sur cette orientation est l'important *Report to the President from the President's Commission on Mental Health*, Washington, 1971).

Mais cette relative faiblesse du service public psychiatrique aux Etats-Unis n'a pas eu pour conséquence un retard dans le développement des dispositifs qui relèvent directement ou indirectement de la médecine mentale. Très tôt s'est mis en place une sorte de système parallèle, impulsé par des philanthropes, des ministres du culte, des professionnels marginaux, des volontaires de toute sorte. Par exemple, le courant qui, au début du dix-neuvième siècle a sans doute fait le plus pour le renouvellement des modes d'intervention de la médecine mentale, et leur expansion en dehors du ghetto asilaire, le *Movement of Hygiene mentale*, est dû à l'initiative d'un ancien malade soutenu d'abord par une frange étroite de la profession psychiatrique, quelques fondations privées, et des citoyens de bonne volonté. C'est pourtant cet organisme qui a recouvert l'ensemble des Etats-Unis de « sociétés d'hygiène mentale » dont le rôle a été déterminant pour imposer une nouvelle approche des troubles mentaux et réorienter l'intervention psychiatrique dans le sens de la prévention. On pourrait dire à peu près la même chose à propos de l'extraordinaire explosion de la psychanalyse et sa pénétration dans tous les secteurs de la vie sociale qui ont suivi la visite de Freud aux Etats-Unis en 1909 : là encore, une pratique d'origine privée a joué un rôle essentiel dans la réorganisation des services de la médecine mentale et du travail social.

\* Sociologue à l'université de Paris-VIII, auteur, avec P. Castel et A. Lévillat, de la *Sociologie psychiatrique avancée : le modèle américain*, Grasset, Paris, 1972.

## Dans ce numéro :

## PAGE 2 :

AU PORTUGAL, LES DIVISIONS DE L'ARMEE ACCENTUENT LA BIPOLARISATION POLITIQUE, par Alain Echegut.

## PAGES 3 à 10 :

L'ITALIE DES MIRACLES ET DES CRISES : Entre

développement et sous-développement, par Diana Pinto. — La réorganisation de l'économie soviétique, par Alexandre Naumov. — De la métropole à la multiville, par Ghislain Radanil. — Trente ans de politique méridionale, par Percy Allum. — Suite de l'article de Giorgio Galli : l'Etat d'un seul parti. Une nouvelle de Vincenzo Consolo : UN JOUR COMME LES AUTRES. Le rôle des intellectuels dans l'Etat des partis, par Claude Ambroise.

« Croissance et crise », par Alain Lipietz. — Recherches universitaires : l'Afrique des conflits, par Charles Zoghbi.

## PAGE 11 :

Capacités et limites de la puissance soviétique, par Victor Fay.

## PAGE 12 :

L'U.R.S.S. et la révolution iranienne, suite de l'article d'Ahmad Farouqy.

## PAGE 13 :

CAMERAS POLITIQUES : Pologne, printemps variable.

## PAGES 15 à 18 :

NORVEGE, LES TENTATIONS DU PETROLE (supplément).

## PAGE 19 :

Les limites de la libéralisation au Brésil, par Julia Jurana.

## PAGES 20 et 21 :

LE CANADA, LE QUEBEC ET L'OCCIDENT, par Paul Fainchand. — Pour comprendre le Québec, par Jean Copans. Dans les revues.

## PAGES 22 et 23 :

L'AVENIR DU PARAGUAY SE JOUE A ITAIPU, par Edouard Bailly.

## PAGE 24 :

La difficile reconstruction du Cambodge, par Francis Crémieux.

## PAGES 25 à 30 :

MAURITANIE, LES DEFIS DU DEVELOPPEMENT (supplément).

## PAGE 31 :

Les livres du mois.

## PAGES 32 à 35 :

L'activité des organisations internationales.

« Le Monde diplomatique » du mois de juin a été tiré à 118 000 exemplaires.

ANGLAIS - ALLEMAND - ESPAGNOL - ITALIEN - RUSS - GREC  
FORMATIONS ET DIPLOMES DE LANGUES  
pour la vie professionnelle

Langues & Affaires, établissement d'enseignement riche de plus de vingt-cinq ans d'expérience dans le domaine linguistique, vous propose des formations spécialement élaborées pour une utilisation professionnelle (langue économique et commerciale, contemporaine...), et des préparations efficaces aux diplômes des Chambres de Commerce Étrangères, de l'Université de Cambridge, aux B.T.S. Traducteur Commercial, et à toutes les épreuves de langues des examens et concours.

Quel que soit le rythme de vos activités ou votre lieu de résidence, vous pouvez suivre une de ces formations sans modifier vos occupations habituelles. Appoints décaissés dans tous les secteurs de la vie professionnelle, ces enseignements sont mis en œuvre grâce à des méthodes originales à distance avec supports audio-visuels (diapos ou cassettes) et pour ceux qui le désirent, des sessions orales à Levallois (92).

Cours tous niveaux (même débutant) Service Orientation. Possibilité de prise en charge des droits d'inscription par votre entreprise (loi 16-7-71). Inscriptions en toute période de l'année. (Enseignement privé.)

Documentation gratuite à :  
LANGUES & AFFAIRES, n° de juin, service 2342  
35, rue Collange, 92303 Paris-Levallois. Tél. : 270-81-88.

Juillet 1980